Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 333 del 7 dicembre 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 7 dicembre 1977** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 25 ottobre 1977, n. 879.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sulla classificazione internazionale dei brevetti, adottato a Strasburgo il 24 marzo 1971.

LEGGE 25 ottobre 1977, n. 880.

Ratifica ed esecuzione di tre convenzioni internazionali firmate a Bruxelles il 10 maggio 1952 concernenti l'unificazione di alcune regole sul sequestro conservativo delle navi e sulla competenza civile e penale in caso di abbordaggio.

LEGGE 25 ottobre 1977, n. 881.

Ratifica ed esecuzione del patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali, nonchè del patto internazionale relativo ai diritti civili e politici, con protocollo facoltativo, adottati e aperti alla firma a New York rispettivamente il 16 e il 19 dicembre 1966.

LEGGE 7 novembre 1977, n. 882.

Accettazione ed esecuzione del secondo emendamento allo statuto del Fondo monetario internazionale e aumento della quota di partecipazione dell'Italia al Fondo medesimo.

LEGGE 7 novembre 1977, n. 883.

Approvazione ed esecuzione dell'accordo relativo ad un programma internazionale per l'energia, firmato a Parigi il 18 novembre 1974.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 25 ottobre 1977, n. **879.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sulla classificazione internazionale dei brevetti, adottato a Strasburgo il 24 marzo 1971.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo sulla classificazione internazionale dei brevetti, adottato a Strasburgo il 24 marzo 1971.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 13 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 45 milioni annui, si farà fronte, nell'anno finanziario 1977, con riduzione dello stanziamento iscritto al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per il medesimo anno.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 ottobre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — STAMMATI — DONAT-CATTIN

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

ARRANGEMENT DE STRASBOURG CONCERNANT LA CLASSIFICATION INTERNATIONALE DES BREVETS DU 24 MARS 1971

Les Parties Contractantes,

Considérant que l'adoption, sur le plan mondial, d'un système uniforme pour la classification des brevets, des certificats d'auteur d'invention, des modèles d'utilité et des certificats d'utilité répond à l'intérêt général et est de nature à établir une coopération internationale plus étroite et à favoriser l'harmonisation des systèmes juridiques dans le domaine de la propriété industrielle,

Reconnaissant l'importance de la Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, du 19 décembre 1954, par laquelle le Conseil de l'Europe a institué la classification internationale des brevets d'invention,

Eu égard à la valeur universelle de cette classification et à l'importance qu'elle présente pour tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle,

Conscientes de l'importance que cette classification présente pour les pays en voie de développement, en leur facilitant l'accès au volume toujours croissant de la technologie moderne,

Vu l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle du 20 mars 1883, telle qu'elle a été révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925, à Londres le 2 juin 1934, à Lisbonne le 31 octobre 1958 et à Stockholm le 14 juillet 1967,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Constitution d'une Union particulière; Adoption d'une classification internationale

Les pays auxquels s'applique le présent arrangement sont constitués à l'état d'Union particulière et adoptent une classification commune, appelée « classification internationale des brevets » (dénommée ci-après « classification »), pour les brevets d'invention, les certificats d'auteur d'invention, les modèles d'utilité et les certificats d'utilité.

Article 2

Définition de la classification

1. *a*) La classification est constituée par:

   i) le texte qui a été établi conformément aux dispositions de la Convention européenne sur la classification internationale des brevets d'invention, du 19 décembre 1954 (dénommée ci-après « Convention européenne »), et qui est entré en vigueur et a été publié par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe le premier septembre 1968;

   ii) les modifications qui sont entrées en vigueur en vertu de l'article 2. 2) de la Convention européenne avant l'entrée en vigueur du présent arrangement;

iii) les modifications apportées par la suite en vertu de l'article 5 et qui entrent en vigueur conformément à l'article 6.

b) Le guide d'utilisation et les notes qui sont contenus dans le texte de la classification font partie intégrante de celle-ci.

2. *a*) Le texte visé à l'alinéa 1 *a*) *i*) est contenu dans deux exemplaires authentiques, en langues anglaise et française, déposés, au moment où le présent arrangement est ouvert à la signature, l'un auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et l'autre auprès du Directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (dénommés respectivement ci-après « Directeur général » et « Organisation ») instituée par la Convention du 14 juillet 1967.

b) Les modifications visées à l'alinéa 1 *a*) *ii*) sont déposées en deux exemplaires authentiques, en langues anglaise et française, l'un auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe et l'autre auprès du Directeur général.

c) Les modifications visées à l'alinéa 1 *a*) *iii*) sont déposées en un seul exemplaire authentique, en langues anglaise et française, auprès du Directeur général.

Article 3

Langues de la classification

1. La classification est établie dans les langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

2. Le Bureau international de l'Organisation (dénommé ci-après « Bureau international ») établit, en consultation avec les gouvernements intéressés, soit sur la base d'une traduction proposée par ces gouvernements, soit en ayant recours à tout autre moyen qui n'aurait aucune incidence financière sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, des textes officiels de la classification dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise, russe et dans les autres langues que pourra désigner l'Assemblée visée à l'article 7.

Article 4

Application de la classification

1. La classification n'a qu'un caractère administratif.

2. Chacun des pays de l'Union particulière a la faculté d'appliquer la classification à titre de système principal ou de système auxiliaire.

3. Les administrations compétentes des pays de l'Union particulière feront figurer:

i) dans les brevets, certificats d'auteur d'invention, modèles d'utilité et certificats d'utilité qu'elles délivrent, ainsi que dans les demandes de tels titres, qu'elles les publient ou les mettent seulement à la disposition du public pour inspection,

ii) dans les communications par lesquelles des périodiques officiels font connaître la publication ou la mise à la disposition du public des documents mentionnés au sous-alinéa *i*),

les symboles complets de la classification donnés à l'invention qui est l'objet du document mentionné au sous-alinéa *i*).

4. Au moment de la signature du présent arrangement ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion:

i) tout pays peut déclarer qu'il se réserve de ne pas faire figurer les symboles relatifs aux groupes ou sous-groupes de la classification dans les demandes visées à l'alinéa 3

qui sont seulement mises à la disposition du public pour inspection et dans les communications y relatives;

ii) tout pays qui ne procède pas à l'examen de la nouveauté des inventions, qu'il soit immédiat ou différé, et dont la procédure de délivrance des brevets ou des autres titres de protection ne prévoit pas une recherche sur l'état de la technique peut déclarer qu'il se réserve de ne pas faire figurer les symboles relatifs aux groupes et sous-groupes de la classification dans les documents et les communications visés à l'alinéa 3. Si ces conditions n'existent que pour certaines catégories de titres de protection ou certains domaines de la technique, le pays en cause ne peut faire usage de la réserve que dans cette mesure.

5. Les symboles de la classification, précédés de la mention « classification internationale des brevets » ou d'une abréviation arrêtée par le Comité d'experts visé à l'article 5, seront imprimés, en caractères gras ou d'une autre facon bien visible, en tête de chaque document visé à l'alinéa 3 *i*) dans lequel ils doivent figurer.

6. Si un pays de l'Union particulière confie la délivrance des brevets à une administration intergouvernementale, il prend toutes mesures en son pouvoir pour que cette administration applique la classification conformément au présent article.

Article 5

Comité d'experts

1. Il est institué un Comité d'experts dans lequel chacun des pays de l'Union particulière est représenté.

2. *a*) Le Directeur général invite les organisations intergouvernementales spécialisées dans le domaine des brevets et dont un au moins des pays membres est partie au présent arrangement à se faire représenter par des observateurs aux réunions du Comité d'experts.

b) Le Directeur général peut, et, à la demande du Comité d'experts, doit inviter des représentants d'autres organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales à prendre part aux discussions qui les intéressent.

3. Le Comité d'experts:

i) modifie la classification;

ii) adresse aux pays de l'Union particulière des recommandations tendant à faciliter l'utilisation de la classification et à en promouvoir l'application uniforme;

iii) prête son concours en vue de promouvoir la coopération internationale dans la reclassification de la documentation servant à l'examen des inventions, en prenant notamment en considérations les besoins des pays en voie de développement;

iv) prend toutes autres mesures qui, sans avoir d'incidences financières sur le budget de l'Union particulière ou pour l'Organisation, sont de nature à faciliter l'application de la classification par les pays en voie de développement;

v) est habilité à instituer des sous-comités et des groupes de travail.

4. Le Comité d'experts adopte son règlement intérieur. Ce dernier donne aux organisations intergouvernementales mentionnées à l'alinéa 2 *a*) qui peuvent apporter une contribution substantielle au développement de la classification la possibilité de prendre part aux réunions des sous-comités et groupes de travail du Comité d'experts.

5. Les propositions de modifications de la classification peuvent être faites par l'administration compétente de tout pays de l'Union particulière, le Bureau international, les organisations intergouvernementales représentées au Comité d'experts en vertu de l'alinéa 2 *a*) et toutes autres or-

ganisations spécialement invitées par le Comité d'experts à formuler de telles propositions. Les propositions sont communiquées au Bureau international, qui les soumet aux membres du Comité d'experts et aux observateurs au plus tard deux mois avant la session du Comité d'experts au cours de laquelle elles seront examinées.

6. *a*) Chaque pays membre du Comité d'experts dispose d'une voix.

b) Le Comité d'experts prend ses décisions à la majorité simple des pays représentés et votants.

c) Toute décision qu'un cinquième des pays représentés et votants considèrent comme impliquant une transformation de la structure fondamentale de la classification ou comme entraînant un important travail de reclassification doit être prise à la majorité des trois quarts des pays représentés et votants.

d) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

Article 6

Notification, entrée en vigueur et publication des modifications et des autres décisions

1. Toutes les décisions du Comité d'experts relatives à des modifications apportées à la classification, de même que les recommandations du Comité d'experts, sont notifiées par le Bureau international aux administrations compétentes des pays de l'Union particulière. Les modifications entrent en vigueur six mois après la date de l'envoi des notifications.

2. Le Bureau international incorpore dans la classification les modifications entrées en vigueur. Les modifications font l'objet d'avis publiés dans les périodiques désignés par l'Assemblée visée à l'article 7.

Article 7

Assemblée de l'Union particulière

1. *a*) L'Union particulière a une Assemblée composée des pays de l'Union particulière.

b) Le gouvernement de chaque pays de l'Union particulière est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Toute organisation intergouvernementale visée à l'article 5. 2) *a*) peut se faire représenter par un observateur aux réunions de l'Assemblée et, si cette dernière en décide ainsi, à celles des comités et groupes de travail institués par l'Assemblée.

d) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le gouvernement qui la désignée

2. *a*) Sous réserve des dispositions de l'article 5, l'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application du présent arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de révision;

iii) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

iv) arrête le programme, adopte le budget triennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

v) adopte le règlement financier de l'Union particulière;

vi) décide de l'établissement des textes officiels de la classification en d'autres langues que l'anglais, le français et celles énumérées à l'article 3. 2);

vii) crée les comités et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

viii) décide, sous réserve de l'alinéa 1 *c*), quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis comme observateurs à ses réunions et à celles des comités et groupes de travail créés par elle;

ix) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

x) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent arrangement.

b) Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue, connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3. *a*) Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum

c) Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui nétaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de cette communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 11. 2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

4. *a*) L'Assemblée se réunit une fois tous les trois ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire, sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5. L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 8

Bureau international

1. *a*) Les tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée, du Comité d'experts et de tout autre comité ou groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peuvent créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2. Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée, du Comité d'experts et de tout autre comité ou groupe de travail que l'Assemblée ou le Comité d'experts peuvent créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3. *a*) Le Bureau international prépare les conférences de révision selon les directives de l'Assemblée.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de révision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations des conférences de révision.

4. Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 9

Finances

1. *a*) L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2. Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3. Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les contributions des pays de l'Union particulière;

ii) les taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;

iii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

iv) les dons, legs et subventions;

v) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4. *a*) Pour déterminer sa part contributive au sens de l'alinéa 3 *i*), chaque pays de l'Union particulière appartient à la classe dans laquelle il est rangé pour ce qui concerne l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, et paie sa contribution annuelle sur la base du nombre d'unités déterminé pour cette classe dans cette Union.

b) La contribution annuelle de chaque pays de l'Union particulière consiste en un montant dont le rapport à la somme totale des contributions annuelles au budget de l'Union particulière de tous les pays est le même que le rapport entre le nombre des unités de la classe dans laquelle il est rangé et le nombre total des unités de l'ensemble des pays.

c) Les contributions sont dues au premier janvier de chaque année.

d) Un pays en retard dans le paiement de ses contributions ne peut exercer son droit de vote dans aucun des organes de l'Union particulière si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui des contributions dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. Cependant, un tel pays peut être autorisé à conserver l'exercice de son droit de vote au sein dudit organe aussi longtemps que ce dernier estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

e) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédent est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5. Le montant dex taxes et sommes dues pour les services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui fait rapport à l'Assemblée.

6. *a*) L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7. *a*) L'accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa *a*) et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances, moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8. La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 10

Révision de l'arrangement

1. Le présent arrangement peut être révisé périodiquement par des conférences spéciales des pays de l'Union particulière.

2. La convocation des conférences de révision est décidée par l'Assemblée.

3. Les articles 7, 8, 9 et 11 peuvent être modifiés soit par des conférences de révision, soit d'après les dispositions de l'article 11.

Article 11

Modification de certaines dispositions de l'arrangement

1. Des propositions de modifications des articles 7, 8, 9 et du présent article peuvent être présentées par tout pays de l'Union particulière ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays de l'Union particulière six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2. Toute modification des articles visés à l'alinéa 1 est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 7 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3. *a*) Toute modification des articles visés à l'alinéa 1 entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuées en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Union particulière au moment où la modification a été adoptée.

b) Toute modification desdits articles ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Union particulière au moment où la modification entre en vigueur; toutefois, toute modification

qui augmente les obligations financières des pays de l'Union particulière ne lie que ceux qui ont notifié leur acceptation de ladite modification.

c) Toute modification acceptée conformément au sous-alinéa *a*) lie tous les pays qui deviennent membres de l'Union particulière après la date à laquelle la modification est entrée en vigueur conformément au sous-alinéa *a*).

Article 12

Modalités selon lesquelles les pays peuvent devenir parties à l'arrangement

1. Tout pays partie à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle peut devenir partie au présent arrangement par:

i) sa signature suivie du dépôt d'un instrument de ratification, ou

ii) le dépôt d'un instrument d'adhésion.

2. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

3. Les dispositions de l'article 24 de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle s'appliquent au présent arrangement.

4. L'alinéa 3 ne saurait en aucun cas être interpété comme impliquant la reconnaissance ou l'acceptation tacite par l'un quelconque des pays de l'Union particulière de la situation de fait d tout territoire auquel le présent arrangement est rendu applicable par un autre pays en vertu dudi alinéa.

Article 13

Entrée en vigueur de l'arrangement

1. *a*) Le présent arrangement entre en vigueur une année après le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion:

i) des deux tiers des pays qui, à la date d'ouverture du présent arrangement à la signature, sont parties à la Convention européenne, et

ii) de trois pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle mais non parties à la Convention européenne, l'un au moins devant être un pays où, d'après les plus récentes statistiques annuelles publiées par le Bureau international au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, plus de 40 000 demandes de brevets ou de certificats d'auteur d'invention ont été déposées.

b) A l'égard de tout pays autre que ceux pour lesquels l'arrangement est entré en vigueur selon le sous-alinéa *a*), le présent arrangement entre en vigueur une année après la date à laquelle la ratification ou l'adhésion de ce pays a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent arrangement entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

c) Les pays parties à la Convention européenne qui ratifient le présent arrangement on qui y adhèrent sont tenus de dénoncer cette Convention au plus tard avec effet à partir du jour où le présent arrangement entrera en vigueur à leur egard.

2. La ratification ou l'adhésion emporte de plein droit accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par le présent arrangement.

Article 14

Durée de l'arrangement

Le présent arrangement a la même durée que la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Article 15

Dénonciation

1. Tout pays de l'Union particulière peut dénoncer le présent arrangement par notification adressée au Directeur général.

2. La dénonciation prend effet un an après le jour où le Directeur général a reçu la notification.

3. La faculté de dénonciation prévue par le présente article ne peut être exercée par un pays avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle il est devenu membre de l'Union particulière.

Article 16

Signature, langues, notifications, fonctions de dépositaire

1. *a*) Le présent arrangement est signé en un seul exemplaire original, en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

b) Le présent arrangement reste ouvert à la signature à Strasbourg jusqu'au 30 septembre 1971.

c) L'exemplaire original du présent arrangement, lorsqu'il n'est plus ouvert à la signature, est déposé auprès du Directeur général.

2. Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des gouvernements intéressés, dans les langues allemande, espagnole, japonaise, portugaise, russe et dans les autres langues que l'Assemblée pourra désigner.

3. *a*) Le Directeur général certifie et transmet deux copies du texte signé du présent arrangement aux gouvernements des pays qui l'ont signé et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays. En outre, il certifie et transmet une copie au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

b) Le Directeur général certifie et transmet deux copies de toute modification du présent arrangement aux gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au gouvernement de tout autre pays. En outre, il certifie et transmet une copie au Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

c) Le Directeur général remet sur demande au gouvernement de tout pays qui a signé le présent arrangement ou qui y adhère un exemplaire, certifié conforme, de la classification dans les langues anglaise ou française.

4. Le Directeur général fait enregistrer le présent arrangement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Directeur général notifie aux gouvernements de tous les pays parties à la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et au Secrétaire général du Conseil de l'Europe:

i) les signatures;

ii) le dépôt d'instruments de ratification ou d'adhésion;

iii) la date d'entrée en vigueur du présent arrangement;
iv) les réserves concernant l'application de la classification;
v) les acceptations des modifications du présent arrangement;
vi) les dates auxquelles ces modifications entrent en vigueur;
vii) les dénonciations reçues.

Article 17

Dispositions transitoires

1. Durant les deux années suivant l'entrée en vigueur du présent arrangement, les pays qui sont parties à la Convention européenne mais ne sont pas encore membres de l'Union particulière peuvent, s'ils le désirent, exercer dans le Comité d'experts les mêmes droits que s'ils étaient membres de l'Union particulière.

2. Durant les trois années suivant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1, les pays visés audit alinéa peuvent se faire représenter par des observateurs aux sessions du Comité d'experts et, s'il en décide ainsi, à celles des sous-comités et groupes de travail institués par lui. Durant le même délai, ils peuvent présenter des propositions de modifications de la classification en vertu de l'article 5. 5) et reçoivent notification des décisions et recommandations du Comité d'experts en vertu de l'article 6. 1).

3. Durant le cinq années suivant l'entrée en vigueur du présent arrangement, les pays qui sont parties à la Convention européenne mais ne sont pas encore membres de l'Union particulière peuvent se faire représenter par des observateurs aux réunions de l'Assemblée et, si elle en décide ainsi, à celles des comités et groupes de travail institués par elle.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent arrangement

FAIT à Strasbourg le vingt-quatre mars mil neuf cent soixante et onze (*).

Pour l'Afrique du Sud :

Pour l'Algérie :

Pour l'Argentine :

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

LAUBE
(Strasbourg, le 9 septembre 1971)

Pour la Belgique :

J. LODEWIJCK

(*) Toutes les signatures ont été apposées le 24 mars 1971, sauf si une autre date est indiquée.

Pour le Brésil :

PAULO CABRAL DE MELLO
(Strasbourg, le 28 juin 1971)

Pour la Bulgarie :

Pour le Cameroun :

Pour le Canada :

Pour Ceylan :

Pour Chypre :

Pour le Congo (Brazzaville) :

Pour la Côte d'Ivoire :

Pour Cuba :

Pour le Dahomey :

Pour le Danemark :

E. TUXEN

Pour l'Espagne :

L. MARTINEZ CAMPOS CONDE DE SANTOVENIA
ANTONIO F. MAZARAMBROZ

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

RICHARD A. WAHL
HARVEY J. WINTER

Pour la Finlande :

ERKKI TUULI

Pour la France :

M. DE CAMARET
(Strasbourg, le 20 septembre 1971)

Pour le Gabon :

Pour la Grèce :

GEORGES PAPOULIAS
(ad referendum)

Pour Haïti :

Pour la Haute-Volta :

Pour la Hongrie :

Pour l'Indonésie :

Pour l'Iran :
H. PAKRAVAN
(Strasbourg, le 22 juin 1971)

Pour l'Irlande :

Pour l'Islande :

Pour Israël :

Pour l'Italie :
P. ARCHI

Pour le Japon :
HIDEO KITAHARA
(Strasbourg, le 13 septembre 1971)

Pour le Kenya :

Pour le Liban :

Pour le Liechtenstein :
GERLIEZY-BURIAN

Pour le Luxembourg :
J. P.r HOFFMANN

Pour Madagascar :

Pour le Malawi :

Pour Malte :

Pour le Maroc :

Pour la Mauritanie :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :
R. JUNG
(Strasbourg, le 27 septembre 1971)

Pour le Niger :

Pour le Nigeria :

Pour la Norvège :

LEIF NORDSTRAND

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour l'Ouganda :

Pour les Philippines :

Pour la Pologne :

Pour le Portugal :

Pour la République Arabe Unie :

Pour la République Centrafricaine :

Pour la République Dominicaine :

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

VON KELLER - KURT HAERTEL

Pour la République du Viet-Nam :

Pour la Roumanie :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

J. G. DE JONG
(Strasbourg, le 22 septembre 1971)

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord :

E. ARMITAGE

Pour Saint-Marin :

Pour le Saint-Siège :

ROLAND GANGHOFFER

Pour le Senegal :

Pour la Suède :

GÖRAN BORGGARD

Pour la Suisse :

WALTER STAMM

Pour la Syrie :

Pour la Tanzanie :

Pour le Tchad :

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour le Togo :

Pour la Trinité et Tobago :

Pour la Tunisie :

Pour la Turquie :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour l'Uruguay :

Pour la Yougoslavie :

N. JANKOVIĆ

Pour la Zambie :

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, tra cui il testo in lingua francese.

ACCORDO SULLA CLASSIFICAZIONE INTERNAZIONALE DEI BREVETTI

Le Parti contraenti,

Considerando che l'adozione, sul piano mondiale, di un sistema uniforme per la classificazione dei brevetti, dei certificati d'autore d'invenzione, dei modelli d'utilità e dei certificati d'utilità è d'interesse generale e atta a stabilire una più stretta cooperazione internazionale nonché a favorire l'armonizzazione dei sistemi giuridici nel campo della proprietà industriale,

Riconoscendo l'importanza della Convenzione europea sulla classificazione internazionale dei brevetti d'invenzione, del 19 dicembre 1954, con la quale il Consiglio d'Europa ha istituito la classificazione internazionale dei brevetti d'invenzione,

Tenuto conto del valore universale di questa classificazione e dell'importanza che essa riveste per tutti i Paesi facenti parte della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale,

Consapevoli dell'importanza che questa classificazione presenta per i Paesi in via di sviluppo, aiutandoli ad accedere alla tecnologia moderna, in costante progresso,

Visto l'articolo 19 della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale de 20 marzo 1883, riveduta a Bruxelles il 14 dicembre 1900, a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925, a Londra il 2 giugno 1934, a Lisbona il 31 ottobre 1958 e a Stoccolma il 14 luglio 1967,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Istituzione di una Unione particolare; Adozione di una classificazione internazionale

I Paesi ai quali si applica il presente Accordo sono costituiti in Unione particolare e adottano una classificazione comune, chiamata « classificazione internazionale dei brevetti » (denominata in seguito « classificazione internazionale »), per i brevetti d'invenzione, i certificati d'autore d'invenzione, i modelli d'utilità e i certificati d'utilità.

Articolo 2

Definizione della classificazione

1. *a*) La classificazione consta:

i) del testo che è stato stabilito in conformità alle disposizioni della Convenzione europea sulla classificazione dei brevetti d'invenzione del 19 dicembre 1954 (denominata in

seguito « Convenzione europea ») e che è entrato in vigore ed è stato pubblicato dal Segretario generale del Consiglio d'Europa il 1° settembre 1968;

ii) delle modificazioni che sono entrate in vigore in virtù dell'articolo 2.2) della Convenzione europea prima dell'entrata in vigore del presente Accordo;

iii) delle modificazioni apportate in seguito in virtù dell'articolo 5 e che entrano in vigore conformemente all'articolo 6.

b) La guida d'utilizzazione e le note contenute nel testo della classificazione sono parti integranti della medesima.

2. *a*) Il testo di cui all'alinea 1 *a*) *i*) è contenuto nei due esemplari autentici, nelle lingue inglese e francese, depositati nel momento in cui il presente Accordo è aperto alla firma, l'uno presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa e l'altro presso il Direttore generale dell'Organizzazione Mondiale della Proprietà Intellettuale (denominati in seguito rispettivamente « Direttore generale » e Organizzazione ») istituita dalla Convenzione del 14 luglio 1967.

b) Le modificazioni di cui all'alinea 1 *a*) *ii*) sono depositate in due esemplari autentici, nelle lingue inglese e francese, l'uno presso il Segretario generale del Consiglio d'Europa e l'altro presso il Direttore generale.

c) Le modificazioni di cui all'alinea 1 *a*) *iii*) sono depositate in un solo esemplare autentico, nelle lingue inglese e francese, presso il Direttore generale.

Articolo 3

Lingue della classificazione

1. La classificazione è redatta nelle lingue inglese e francese, i due testi facendo egualmente fede.

2. L'Ufficio internazionale dell'Organizzazione (denominato in seguito « Ufficio internazionale »), previa consultazione dei Governi interessati e sulla base di una traduzione proposta da questi Governi o ricorrendo a qualsiasi altro mezzo che non abbia incidenze finanziarie sul bilancio dell'Unione particolare o sull'Organizzazione, redige dei testi ufficiali nelle lingue tedesca, spagnola, giapponese, portoghese, russa e nelle altre lingue che l'Assemblea, di cui all'articolo 7, potrà designare.

Articolo 4

Applicazione della classificazione

1. La classificazione ha carattere esclusivamente amministrativo.

2. Ciascun Paese dell'Unione particolare ha facoltà di applicare la classificazione come sistema principale o come sistema ausiliario.

3. Le amministrazioni competenti dei Paesi dell'Unione particolare faranno figurare.

i) nei brevetti, certificati di autore d'invenzione, modelli d'utilità e certificati d'utilità da esse rilasciati, nonché nelle domande di tali titoli di protezione, siano esse pubblicate o soltanto messe a disposizione del pubblico per consultazione,

ii) nelle comunicazioni con le quali i periodici ufficiali rendono nota la pubblicazione o la messa a disposizione del pubblico dei documenti citati nel comma *i*),

i simboli completi della classificazione attribuiti all'invenzione che forma oggetto del documento citato nel comma *i*).

4. All'atto della firma del presente Accordo o del deposito dello strumento di ratifica o di adesione:

i) ciascun Paese può dichiarare che si riserva di non far figurare i simboli dei gruppi o sottogruppi della classificazione nelle domande di cui all'alinea 3, unicamente messe a disposizione del pubblico per consultazione, né nelle relative comunicazioni,

ii) ciascun Paese che non procede all'esame, immediato o differito, della novità delle invenzioni e la cui procedura di rilascio dei brevetti o di altri titoli di protezione non prevede una ricerca sullo stato della tecnica, può dichiarare che si riserva di non far figurare i simboli dei gruppi e sottogruppi della classificazione nei documenti e nelle comunicazioni di cui all'alinea 3. Se queste condizioni si verificano soltanto per talune categorie di titoli di protezione o per taluni rami della tecnica, tale Paese può far uso della riserva soltanto entro questi limiti.

5. I simboli della classificazione, preceduti dalla menzione « classificazione internazionale dei brevetti » o da un'abbreviazione stabilita dal Comitato di esperti di cui all'articolo 5, saranno stampati, in caratteri neri o in altro modo ben visibile, nel margine in alto di ogni documento di cui all'alinea 3 *i*) nel quale devono figurare.

6. Se un Paese dell'Unione particolare affida il rilascio dei brevetti ad un'amministrazione intergovernativa, esso deve prendere tutti i provvedimenti di sua competenza affinché la detta amministrazione applichi la classificazione conformemente al presente articolo.

Articolo 5

Comitato di esperti

1. È istituito un Comitato di esperti nel quale ciascun Paese dell'Unione particolare è rappresentato.

2. *a*) Il Direttore generale invita le organizzazioni intergovernative specializzate nel ramo dei brevetti che hanno fra i loro membri almeno un Paese facente parte del presente Accordo, a farsi rappresentare da osservatori alle riunioni del Comitato di esperti.

b) Il Direttore generale può, e, a richiesta del Comitato di esperti, deve invitare rappresentanti di altre organizzazioni intergovernative e internazionali non governative a participare alle discussioni alle quali dette organizzazioni sono interessate.

3. Il Comitato di esperti:

i) modifica la classificazione;

ii) rivolge ai Paesi dell'Unione particolare delle raccomandazioni tendenti a facilitare l'utilizzazione della classificazione e a promuoverne l'applicazione uniforme;

iii) presta la sua assistenza per promuovere la cooperazione nella riclassificazione della documentazione che serve all'esame delle invenzioni, tenendo conto in particolar modo delle necessità dei Paesi in via di sviluppo;

iv) prende qualsiasi altro provvedimento che, senza aver incidenze finanziarie sul bilancio dell'Unione particolare o sull'Organizzazione, sia tale da facilitare ai Paesi in via di sviluppo l'applicazione della classificazione;

v) è abilitato a istituire dei sottocomitati e dei gruppi di lavoro.

4. Il Comitato di esperti adotta il suo regolamento interno. Questo regolamento dà alle organizzazioni intergovernative citate nell'alinea 2 *a*) che sono in grado di fornire un contributo sostanziale allo sviluppo della classificazione la possibilità di partecipare alle riunioni dei sottocomitat e dei gruppi di lavoro del Comitato di esperti.

5. Proposte di modificazioni della classificazione possono essere avanzate dall'Amministrazione competente di qualsiasi Paese dell'Unione particolare, dall'Ufficio internazionale, dalle organizzazioni intergovernative rappresentate nel Comitato di esperti in virtù dell'alinea 2 *a*) e da tutte le altre organizzazioni espressamente invitate dal Comitato di esperti a formulare tali proposte. Le proposte sono comunicate all'Ufficio internazionale, che le sottopone ai membri del Comitato di esperti e agli osservatori almeno due mesi prima della sessione del Comitato di esperti nella quale esse saranno esaminate.

6. *a*) Ciascun Paese membro del Comitato di esperti dispone di un voto.

b) Il Comitato di esperti decide con la maggioranza semplice.

c) Qualsiasi decisione che, a giudizio di un quinto dei Paesi rappresentati e votanti, implica una trasformazione della struttura fondamentale della classificazione o comporta un importante lavoro di riclassificazione deve essere presa con la maggioranza dei tre quarti dei Paesi rappresentati e votanti.

d) L'astensione non è considerata voto.

Articolo 6

Notificazione, entrata in vigore e pubblicazione delle modificazioni e delle altre decisioni

1. Tutte le decisioni del Comitato di esperti relative a modificazioni apportate alla classificazione, nonché le raccomandazioni del Comitato di esperti, sono notificate dall'Ufficio internazionale alle amministrazioni competenti dei Paesi membri dell'Unione particolare. Le modificazioni entrano in vigore sei mesi dopo la data d'invio delle notificazioni.

2. L'Ufficio internazionale inserisce nella classificazione le modificazioni entrate in vigore. Le modificazioni formano oggetto di avvisi pubblicati nei periodici designati dall'Assemblea prevista nell'articolo 7.

Articolo 7

Assemblea dell'Unione particolare

1. *a*) L'Unione particolare ha un'Assemblea composta dei Paesi dell'Unione particolare.

b) Il Governo di ogni Paese dell'Unione particolare è rappresentato da un delegato, che può essere assistito da supplenti, da consiglieri e da esperti.

c) Qualsiasi organizzazione intergovernativa di cui all'articolo 5.2) *a*) può farsi rappresentare da un osservatore alle riunioni dell'Assemblea e, se questa decide in tal senso, a quelle dei comitati e gruppi di lavoro istituiti dall'Assemblea.

d) Le spese di ciascuna delegazione sono a carico del Governo che l'ha designata.

2. *a*) Fatte salve le disposizioni dell'articolo 3, l'Assemblea:

- *i*) tratta le questioni concernenti il mantenimento e lo sviluppo dell'Unione particolare e l'applicazione del presente Accordo;
- *ii*) impartisce all'Ufficio internazionale le direttive sulla preparazione delle conferenze di revisione;
- *iii*) esamina e approva le relazioni e le attività del Direttore generale relative all'Unione particolare e gli impartisce le necessarie direttive sulle questioni che sono di competenza dell'Unione particolare;
- *iv*) stabilisce il programma, adotta il bilancio triennale dell'Unione particolare e ne approva i conti di chiusura;

v) adotta il regolamento finanziario dell'Unione particolare;

vi) decide che vengano redatti testi ufficiali della classificazione internazionale in lingue diverse dall'inglese e dal francese e da quelle indicate nell'articolo 3.2);

vii) istituisce i comitati di esperti e i gruppi di lavoro che ritiene utili per realizzare gli scopi dell'Unione particolare;

viii) decide, fatte salve le disposizioni dell'alinea 1 *c*), quali sono i Paesi non membri dell'Unione particolare, le organizzazioni intergovernative e le organizzazioni internazionali non governative che possono essere ammessi come osservatori alle sue riunioni e a quelle dei comitati e gruppi di lavoro da essa istituiti;

ix) intraprende qualsiasi altra azione idonea al conseguimento degli scopi dell'Unione particolare;

x) svolge qulsiasi altro compito che il presente Accordo comporta.

b) L'Assemblea delibera su questioni che interessano anche altre Unioni amministrate dall'Organizzazione, dopo aver sentito il parere del Comitato di coordinamento dell'Organizzazione.

3. *a*) Ciascun membro dell'Assemblea dispone di un voto.

b) La metà dei Paesi membri dell'Assemblea costituisce il *quorum*.

c) L'Assemblea può deliberare ancorché il *quorum* non sia raggiunto; tuttavia, le deliberazioni dell'Assemblea, eccettuate quelle concernenti la procedura, divengono esecutive solo quando siano soddisfatte le condizioni seguenti. L'Ufficio internazionale comunica dette deliberazioni ai Paesi membri dell'Assemblea che non erano rappresentati, invitandoli a esprimere per iscritto, entro tre mesi dalla data della comunicazione, il loro voto o la loro astensione. Se, allo scadere del termine, il numero dei Paesi che hanno espresso il loro voto o la loro astensione risulta almeno uguale al numero dei Paesi mancanti per il conseguimento del *quorum* durante la sessione, le dette deliberazioni divengono esecutive purché nel contempo sia stata raggiunta la maggioranza necessaria.

d) Fatte salve le disposizioni dell'articolo 11.2), l'Assemblea decide con la maggioranza dei due terzi dei voti espressi.

e) L'astensione non è considerata voto.

f) Un delegato può rappresentare un solo Paese e votare soltanto a nome di esso.

4. *a*) L'Assemblea si riunisce una volta ogni tre anni in sessione ordinaria, su convocazione del Direttore generale e, salvo casi eccezionali, durante il medesimo periodo e nel medesimo luogo in cui si svolge l'Assemblea generale dell'Organizzazione.

b) L'Assemblea è convocata in sessione straordinaria dal Direttore generale a richiesta di un quarto dei Paesi membri.

c) L'ordine del giorno di ogni sessione è predisposto dal Direttore generale.

5. L'Assemblea adotta il suo regolamento interno.

Articolo 8

Ufficio internazionale

1. *a*) I compiti amministrativi spettanti all'Unione particolare sono svolti dall'Ufficio internazionale.

b) In particolare, l'Ufficio internazionale prepara le riunioni e assume la segreteteria dell'Assemblea, del Comitato di esperti e di qualsiasi altro comitato di esperti o gruppo di lavoro che l'Assemblea o il Comitato di esperti avessero istituito.

c) Il Direttore generale è il più alto funzionario dell'Unione particolare e la rappresenta.

2. Il Direttore generale e i membri del personale da lui designati intervengono, senza diritto di voto, a tutte le riunioni dell'Assemblea, del Comitato di esperti e di qualsiasi altro comitato di

esperti o gruppo di lavoro, che l'Assemblea o il Comitato di esperti avessero istituito. Il Direttore generale o un membro del personale da lui designato è, d'ufficio, segretario di questi organi.

3. *a*) L'Ufficio internazionale prepara le conferenze di revisione in base alle direttive dell'Assemblea.

b) L'Ufficio internazionale può consultare organizzazioni intergovernative e organizzazioni internazionali non governative sulla preparazione delle conferenze di revisione.

c) Il Direttore generale e le persone da lui designate intervengono, senza diritto di voto, alle deliberazioni di dette conferenze.

4. L'Ufficio internazionale svolge gli altri compiti che gli sono attribuiti.

Articolo 9

Finanze

1. *a*) L'Unione particolare ha un bilancio preventivo.

b) Il bilancio preventivo dell'Unione particolare comprende gli introiti e le spese proprie dell'Unione particolare, il suo contributo al bilancio delle spese comuni alle Unioni e, ricorrendo, la somma messa a disposizione nel bilancio della Conferenza dell'Organizzazione.

c) Sono comuni alle Unioni le spese che non vengono attribuite esclusivamente all'Unione particolare bensì anche a un'altra o ad altre Unioni amministrate dall'Organizzazione. Il contributo dell'Unione particolare a tali spese comuni è proporzionale all'interesse che le medesime presentano per essa.

2. Il bilancio dell'Unione particolare è stabilito tenendo conto delle esigenze di coordinamento con i bilanci delle altre Unioni amministrate dall'Organizzazione.

3. Il bilancio dell'Unione particolare è finanziato dalle seguenti entrate:

i) i contributi dei Paesi dell'Unione particolare;

ii) le tasse e le somme dovute per i servizi resi dall'Ufficio internazionale in relazione all'Unione particolare;

iii) i proventi della vendita di pubblicazioni dell'Ufficio internazionale, concernenti l'Unione particolare, e i diritti inerenti a queste pubblicazioni;

iv) i doni, i lasciti e le sovvenzioni;

v) i canoni d'affitto, gli interessi e altri diversi proventi.

4. *a*) Per determinare la quota contributiva secondo l'alinea 3 *i*), i Paesi dell'Unione particolare sono assegnati alla classe cui appartengono secondo l'Unione di Parigi per la protezione della proprietà industriale e pagano contributi annui in rapporto al numero di unità stabilito per tale classe in quell'Unione.

b) Il rapporto tra l'ammontare del contributo annuo di ciascuno dei Paesi dell'Unione particolare e il totale dei contributi annui al bilancio dell'Unione particolare pagati da questi Paesi è uguale al rapporto tra il numero di unità della classe in cui il Paese è posto e il numero totale di unità dell'insieme dei Paesi.

c) I contributi sono dovuti al 1° gennaio di ogni anno.

d) Un Paese in mora nel pagamento dei contributi non può esercitare il suo diritto di voto in alcun organo dell'Unione particolare, se l'ammontare del suo arretrato risulta uguale o superiore a quello dei contributi da esso dovuti per i due anni completi trascorsi. Tuttavia, tale Paese può essere autorizzato a conservare l'esercizio del suo diritto di voto in seno a detto organo finché quest'ultimo ritiene il ritardo attribuibile a circostanze eccezionali e inevitabili.

e) Qualora il bilancio non sia stato ancora adottato all'inizio di un nuovo esercizio, il bilancio dell'anno precedente va riportato secondo le modalità del regolamento finanziario.

5. L'ammontare delle tasse e somme dovute per servizi resi dall'Ufficio internazionale in relazione all'Unione particolare è stabilito dal Direttore generale, che ne fa rapporto all'Assemblea.

6. *a*) L'Unione particolare possiede un fondo di cassa costituito mediante un versamento unico effettuato da ciascun Paese dell'Unione particolare. Se il fondo diviene insufficiente l'Assemblea ne decide l'aumento.

b) L'ammontare del versamento iniziale di ciascun Paese a tale fondo o della sua partecipazione ad un aumento è proporzionale al contributo del Paese per l'anno in cui il fondo di cassa è costituito o l'aumento è deciso.

c) La proporzione e le modalità di versamento sono stabilite dall'Assemblea, su proposta del Direttore generale e dopo aver consultato il Comitato di coordinamento dell'Organizzazione.

7. *a*) L'accordo di sede concluso con il Paese sul cui territorio ha sede l'Organizzazione deve prevedere che, ove il fondo di cassa si riveli insufficiente, questo Paese conceda delle anticipazioni L'ammontare delle anticipazioni e le condizioni di concessione saranno oggetto, di volta in volta, di un accordo particolare tra questo Paese e l'Organizzazione.

b) Il Paese di cui al comma *a*) e l'Organizzazione hanno ciascuno la facoltà di denunciare l'impegno di concedere anticipazioni mediante notificazione scritta. La denuncia ha effetto tre anni dopo la fine dell'anno in cui è stata notificata.

8. La verifica dei conti è effettuata, secondo le modalità previste dal regolamento finanziario, da uno o più Paesi dell'Unione particolare oppure da revisori esterni designati, col loro consenso, dall'Assemblea.

Articolo 10

Revisione dell'Accordo

1. Il presente Accordo può essere riveduto periodicamente da conferenze speciali dei Paesi dell'Unione particolare.

2. La convocazione delle conferenze di revisione è decisa dall'Assemblea.

3. Gli articoli 7, 8, 9 e 11 possono essere modificati sia da conferenze di revisione, sia secondo le disposizioni dell'articolo 11.

Articolo 11

Modificazione di talune disposizioni dell'Accordo

1. Proposte di modificazione degli articoli 7, 8, 9 e del presente articolo possono essere presentate da ciascun Paese dell'Unione particolare o dal Direttore generale. Questi comunica le proposte ai Paesi dell'Unione particolare almeno sei mesi prima che esse vengano sottoposte all'esame dell'Assemblea.

2. Qualsiasi modificazione degli articoli elencati nell'alinea 1 va adottata dall'Assemblea. La maggioranza richiesta è dei tre quarti dei voti espressi; tuttavia, le modificazioni dell'articolo 7 e del presente alinea esigono la maggioranza dei quattro quinti dei voti espressi.

3. *a*) Ogni modificazione degli articoli elencati nell'alinea 1 entra in vigore un mese dopo che il Direttore generale ha ricevuto, per iscritto, le notificazioni d'accettazione, effettuate in conformità alle rispettive regole costituzionali, da parte dei tre quarti dei Paesi che erano membri dell'Unione particolare nel momento in cui la modificazione è stata adottata.

b) Ogni modificazione dei detti articoli in tal modo accettata vincola tutti i Paesi che sono membri dell'Unione particolare nel momento in cui la modificazione stessa entra in vigore; tut-

tavia, ogni modificazione che accresca gli obblighi finanziari dei Paesi dell'Unione particolare vincola soltanto quelli che hanno notificato di accettarla.

c) Ogni modificazione accettata conformemente al comma *a*) vincola tutti i Paesi che divengono membri dell'Unione particolare dopo la data alla quale la modificazione è entrata in vigore conformemente al comma *a*).

Articolo 12

Modalità secondo le quali i Paesi possono divenire parti dell'Accordo

1. Qualsiasi Paese che faccia parte della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale può essere ammesso a far parte del presente Accordo:

i) con l'apposizione della firma, seguita dal deposito di uno strumento di ratifica, oppure

ii) con il deposito di uno strumento di adesione.

2. Gli strumenti di ratifica o di adesione vanno depositati presso il Direttore generale.

3. Sono applicabili al presente Accordo le disposizioni dell'articolo 24 della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale.

4. L'alinea 3 non potrà in nessun caso essere interpretato come se implicasse il riconoscimento o l'accettazione tacita da parte di un qualunque Paese dell'Unione particolare della situazione di fatto di qualsiasi territorio al quale il presente Accordo è reso applicabile da un altro Paese in virtù del detto alinea.

Articolo 13

Entrata in vigore dell'Accordo

1. *a*) Il presente Accordo entra in vigore un anno dopo il deposito degli strumenti di ratifica o di adesione:

i) dei due terzi dei Paesi che, il giorno in cui il presente Accordo viene aperto alla firma, fanno parte della Convenzione europea; e

ii) di tre Paesi facenti parte della Convenzione di Parigi per la protezione industriale ma non della Convenzione europea, uno di essi almeno dovendo essere un Paese in cui, secondo le più recenti statistiche annuali pubblicate dall'Ufficio internazionale al momento del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione, sono state depositate più di 40.000 domande di brevetto o di certificato d'autore d'invenzione.

b) Nei riguardi di qualsiasi Paese che non sia uno di quelli per i quali l'Accordo è entrato in vigore secondo il comma *a*), il presente Accordo entra in vigore un anno dopo la data della notificazione, da parte del Direttore generale, della ratifica o dell'adesione di questo Paese, salvo che una data posteriore non sia stata indicata nello strumento di ratifica o di adesione. In quest'ultimo caso, il presente Accordo entra in vigore, nei riguardi di detto Paese, alla data così indicata.

c) I Paesi facenti parte della Convenzione europea che ratificano il presente Accordo o vi aderiscono sono tenuti a denunciare questa Convenzione al più tardi con effetto a decorrere dal giorno in cui il presente Accordo entra in vigore nei loro riguardi.

2. La ratifica o l'adesione implica, di pieno diritto, l'accettazione di tutte le clausole e l'ammissione a tutti i benefici riconosciuti nel presente Accordo.

Articolo 14

Durata dell'Accordo

Il presente Accordo ha la stessa durata della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale.

Articolo 15

Denuncia

1. Ciascun Paese potrà denunciare il presente Accordo mediante notificazione indirizzata al Direttore generale.

2. La denuncia avrà effetto un anno dopo il giorno in cui il Dirttore generale ne avrà ricevuto la notificazione.

3. La facoltà di denuncia prevista dal presente articolo non potrà essere esercitata prima che sia trascorso un periodo di cinque anni a decorrere dalla data in cui il Paese è divenuto membro dell'Unione particolare.

Articolo 16

Firma, lingue, notificazioni, funzioni del depositario

1. *a*) Il presente Accordo è firmato in un solo originale, nelle lingue inglese e francese, i due testi facendo egualmente fede.
b) Il presente Accordo rimane aperto alla firma, a Strasburgo, fino al 30 settembre 1971.
c) L'esemplare originale del presente Accordo, quando non è più aperto alla firma, è depositato presso il Direttore generale.

2. Il Direttore generale cura la preparazione di testi ufficiali, previa consultazione dei governi interessati, nelle lingue tedesca, spagnola, giapponese, portoghese, russa e nelle altre lingue che l'Assemblea potrà indicare.

3. *a*) Il Direttore generale certifica e trasmette due copie del testo firmato del presente Accordo ai Governi dei Paesi che l'hanno sottoscritto e al Governo di qualsiasi altro Paese che ne faccia domanda. Inoltre, egli ne certifica e ne trasmette una copia al Segretario generale del Consiglio d'Europa.
b) Il Direttore generale certifica e trasmette due copie di ogni modificazione del presente Accordo ai Governi di tutti i Paesi dell'Unione particolare e, a richiesta, al Governo di qualsiasi altro Paese. Inoltre, egli ne certifica e ne trasmette due copie al Segretario generale del Consiglio d'Europa.
c) Il Direttore generale invia, a richiesta, al Governo di qualsiasi Paese che ha firmato il presente Accordo o vi aderisce un esemplare, certificato conforme, della classificazione internazionale nelle lingue inglese o francese.

4. Il Direttore generale fa registrare il presente Accordo presso la Segreteria dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

5. Il Direttore generale notifica ai Governi di tutti i Paesi facenti parte della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale e al Segretario generale del Consiglio d'Europa:

i) le firme;
ii) il deposito di strumenti di ratifica o di adesione;
iii) la data di entrata in vigore del presente Accordo;
iv) le riserve concernenti l'applicazione della classificazione;
v) le accettazioni di modificazioni del presente Accordo;
vi) le date di entrata in vigore di queste modificazioni;
vii) le denunce ricevute.

Articolo 17

Disposizioni transitorie

1. Nei due anni che seguono l'entrata in vigore del presente Accordo, i Paesi facenti parte della Convenzione europea ma non ancora membri dell'Unione particolare possono, qualora lo desiderino, esercitare in seno al Comitato di esperti i diritti di cui godrebbero se fossero membri dell'Unione particolare.

2. Nei tre anni che seguono la scadenza del termine previsto nell'alinea 1, i Paesi di cui a detto alinea possono farsi rappresentare da osservatori alle riunioni del Comitato di esperti e, se questi decide in tal senso, a quelle dei sottocomitati e gruppi di lavoro da esso istituiti. Durante questo triennio, essi possono presentare proposte di modificazioni della classificazione in virtù dell'articolo 5.5) e ricevono notificazione delle decisioni e raccomandazioni del Comitato di esperti in virtù dell'articolo 6.1).

3. Nei cinque anni che seguono l'entrata in vigore del presente Accordo, i Paesi facenti parte della Convenzione europea ma non ancora membri dell'Unione particolare possono farsi rappresentare da osservatori alle riunioni dell'Assemblea e, se questa decide in tal senso, a quelle dei comitati e gruppi di lavoro da essa istituiti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Strasburgo il 24 marzo 1971.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 25 ottobre 1977, n. **880.**

Ratifica ed esecuzione di tre convenzioni internazionali firmate a Bruxelles il 10 maggio 1952 concernenti l'unificazione di alcune regole sul sequestro conservativo delle navi e sulla competenza civile e penale in caso di abbordaggio.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti convenzioni internazionali, firmate a Bruxelles il 10 maggio 1952:

a) convenzione per l'unificazione di alcune regole sul sequestro conservativo delle navi;

b) convenzione per l'unificazione di alcune regole relative alla competenza civile in materia di abbordaggio;

c) convenzione per l'unificazione di alcune regole relative alla competenza penale in materia di abbordaggio e di altri incidenti di navigazione.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità agli articoli 14, 12 e 8 rispettivamente delle convenzioni di cui alle lettere *a*), *b*) e *c*).

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 ottobre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO — LATTANZIO

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES SUR LA SAISIE CONSERVATOIRE DES NAVIRES DE MER, SIGNEE A BRUXELLES, LE 10 MAI 1952

Les Hautes Parties Contractantes,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes sur la saisie conservatoire de navires de mer, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont convenu de ce qui suit:

Article premier

Dans la présente Convention, les expressions suivantes sont employées avec les significations indiquées ci-dessous:

1. « Créance Maritime » signifie allégation d'un droit ou d'une créance ayant l'une des cause, suivantes:

a) dommages causés par un navire soit par abordage, soit autrement;

b) pertes de vies humaines ou dommages corporels causés par un navire ou provenant de l'exploitation d'un navire;

c) assistance et sauvetage;

d) contrats relatifs à l'utilisation où la location d'un navire par charte-partie ou autrement;

e) contrats relatifs au transport des marchandises par un navire en vertu d'une charte-patirse d'un connaissement ou autrement;

f) pertes ou dommages aux marchandises et bagages transportés par un navire;

g) avarie commune;

h) prêt à la grosse;

i) remorquage;

j) pilotage;

k) fournitures, quel qu'en soit le lieu, de produits ou de matériel faites à un navire en vue de son exploitation ou de son entretien;

l) construction, réparations, équipement d'un navire ou frais de caie;

m) salaires des Capitaine, Officiers ou hommes d'équipage;

n) débours du Capitaine et ceux effectués par les chargeurs, les affréteurs ou les Agents pour le compte du navire ou de son propriétaire;

o) la propriété contestée d'un navire;

p) la copropriété contestée d'un navire ou sa possession, ou son exploitation, ou les droits aux produits d'exploitation d'un navire en copropriété;

q) toute hypothèque maritime et tout mortgage.

2. « Saisie » signifie l'immobilisation d'un navire avec l'autorisation de l'autorité judiciaire compétente pour garantie d'une créance maritime, mais ne comprend pas la saisie d'un navire pour l'exécution d'un titre.

3. « Personne » comprend toute personne physique ou morale, société de personnes ou de capitaux ainsi que les Etats, les Administrations et Etablissements publics.

4. « Demandeur » signifie une personne, invoquant à son profit, l'existence d'une créance maritime.

Article 2

Un navire battant pavillon d'un des Etats contractants ne pourra être saisi dans le ressort d'un Etat Contractant qu'en vertu d'une créance maritime, mais rien dans les dispositions de la présente Convention ne pourra être considéré comme une extension ou une restriction des droits et pouvoirs que les Etats, Autorités publiques ou Autorités portuaires tiennent de leur loi interne ou de leurs règlements, de saisir, détenir ou autrement empêcher un navire de prendre la mer dans leur ressort.

Article 3

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 4) et de l'article 10, tout Demandeur peut saisir soit le navire auquel la créance se rapporte, soit tout autre navire appartenant à celui qui était, au moment où est née la créance maritime, propriétaire du navire auquel cette créance se rapporte, alors même que le navire saisi est prêt à faire voile, mais aucun navire ne pourra être saisi pour une créance prévue aux alinéas *o*), *p* ou *q*) de l'article premier à l'exception du navire même que concerne la réclamation.

2. Des navires seront réputés avoir le même propriétaire lorsque toutes les parts de propriété appartiendront à une même ou aux mêmes personnes.

3. Un navire ne peut être saisi et caution ou garantie ne sera donnée, plus d'une fois dans la juridiction d'un ou plusieurs des Etats Contractants, pour la même créance et par le même Demandeur; et si un navire est saisi dans une des dites juridictions et une caution ou une garantie a été donnée, soit pour obtenir la mainlevée de la saisie, soit pour éviter celle-ci, toute saisie ultérieure de ce navire, ou de n'importe quel autre navire, appartenant au même propriétaire, par le Demandeur et pour la même créance maritime, sera levée et le navire sera libéré par le Tribunal ou toute autre juridiction compétente du dit Etat, à moins que le Demandeur ne prouve, à la satisfaction du Tribunal ou de toute autre Autorité Judiciaire compétente, que la garantie ou la caution a été définitivement libérée avant que la saisie subséquente n'ait été pratiquée ou qu'il n'y ait une autre raison valable pour la maintenir.

4. Dans le cas d'un affrètement d'un navire avec remise de la gestion nautique, lorsque l'affréteur répond, seul, d'une créance maritime relative à ce navire, le Demandeur peut saisir ce navire ou tel autre appartenant à l'affréteur, en observant les dispositions de la présente Convention, mais nul autre navire appartenant au propriétaire ne peut être saisi en vertu de cette créance maritime.

L'alinéa qui précède s'applique également à tous les cas où une personne autre que le propriétaire est tenue d'une créance maritime.

Article 4

Un navire ne peut être saisi qu'avec l'autorisation d'un Tribunal ou de toute autre Autorité Judiciaire compétente de l'Etat Contractant dans lequel la saisie est pratiquée.

Article 5

Le Tribunal ou toute autre Autorité Judiciaire compétente dans le ressort duquel le navire a été saisi, accordera la mainlevée de la saisie lorsqu'une caution ou une garantie suffisantes auront été fournies, sauf dans le cas où la saisie est pratiquée en raison des créances maritimes énumérées

à l'article premier ci-dessus, sous les lettres *o*) et *p*); en ce cas, le juge peut permettre l'exploitation du navire par le Possesseur, lorsque celui-ci aura fourni des garanties suffisantes, ou régler la gestion du navire pendant la durée de la saisie.

Faute d'accord entre les Parties sur l'importance de la caution ou de la garantie, le Tribunal ou l'Autorité Judiciaire compétente en fixera la nature et le montant.

La demande de mainlevée de la saisie moyennant une telle garantie, ne pourra être interprétée ni comme une reconnaissance de responsabilité, ni comme une renonciation au bénéfice de la limitation légale de la responsabilité du propriétaire du navire.

Article 6

Toutes contestations relatives à la responsabilité du Demandeur, pour dommages causés à la suite de la saisie du navire ou pour frais de caution ou de garantie fournies en vue de le libérer ou d'en empêcher la saisie seront réglées par la loi de l'Etat Contractant dans le ressort duquel la saisie a été pratiquée ou demandée.

Les règles de procédure relatives à la saisie d'un navire, à l'obtention de l'autorisation visée à l'article 4 et à tous autres incidents de procédure qu'une saisie peut soulever sont régies par la loi de l'Etat Contractant dans lequel la saisie a été pratiquée ou demandée.

Article 7

1. Les Tribunaux de l'Etat dans lequel la saisie a été opérée, seront compétents pour statuer sur le fond du procès:

— soit si ces Tribunaux sont compétents en vertu de la loi interne de l'Etat dans lequel la saisie est pratiquée;

— soit dans les cas suivants, nommément définis:

a) si le Demandeur a sa résidence habituelle ou son principal établissement dans l'Etat où la saisie a été pratiquée;

b) si la créance maritime est elle-même née dans l'Etat Contractant dont dépend le lieu de la saisie;

c) si la créance maritime est née au cours d'un voyage pendant lequel la saisie a été faite;

d) si la créance provient d'un abordage ou de circonstances visées par l'article 13 de la Convention Internationale pour l'unification de certaines règles en matière d'abordage, signée à Bruxelles, le 23 septembre 1910;

e) si la créance est née d'une assistance ou d'un sauvetage;

f) si la créance est garantie par une hypothèque maritime ou un mortgage sur le navire saisi

2. Si le Tribunal, dans le ressort duquel le navire a été saisi n'a pas compétence pour statuer sur le fond, la caution ou la garantie à fournir conformément à l'article 5 pour obtenir la mainlevée de la saisie, devra garantir l'exécution de toutes les condamnations qui seraient ultérieurement prononcées par le Tribunal compétent de statuer sur le fond, et le Tribunal ou toute autre Autorité Judiciaire du lieu de la saisie, fixera le délai endéans lequel le Demandeur devra introduire une action devant le Tribunal compétent.

3. Si les conventions des parties contiennent soit une clause attributive de compétence à une autre juridiction, soit une clause arbitrale le Tribunal pourra fixer un délai dans lequel le saisissant devra engager son action au fond.

4. Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, si l'action n'est pas introduite dans le délai imparti, le Défendeur pourra demander la mainlevée de la saisie ou la libération de la caution fournie.

5. Cet article ne s'appliquera pas aux cas visés par les dispositions de la convention revisée sur la navigation du Rhin du 17 octobre 1868.

Article 8

1. Les dispositions de la présente Convention sont applicables dans tout Etat Contractant à tout navire battant pavillon d'un Etat Contractant.

2. Un navire battant pavillon d'un Etat non-contractant peut être saisi dans l'un des Etats Contractants, en vertu d'une des créances énumérées a l'article premier, ou de toute autre créance permettant la saisie d'après la loi de cet Etat.

3. Toutefois, chaque Etat Contractant peut refuser toute ou partie des avantages de la présente Convention à tout Etat non-Contractant et à toute personne qui n'a pas, au jour de la saisie, sa résidence habituelle ou son principal établissement dans un Etat Contractant.

4. Aucune disposition de la présente Convention ne modifiera ou n'affectera la loi interne des Etats Contractants en ce qui concerne la saisie d'un navire dans le ressort de l'Etat dont il bat pavillon par une personne ayant sa résidence habituelle ou son principal établissement dans cet Etat.

5. Tout tiers, autre que le demandeur originaire qui excipe d'une créance maritime par l'effet d'une subrogation, d'une cession ou autrement, sera réputé, pour l'application de la présente Convention, avoir la même résidence habituelle ou le même établissement principal que le créancier originaire.

Article 9

Rien dans cette Convention ne doit être considéré comme créant un droit à une action qui, en dehors des stipulations de cette Convention, n'existerait pas d'après la loi à appliquer par le Tribunal saisi du litige.

La présente Convention ne confère aux Demandeurs aucun droit de suite, autre que celui accordé par cette dernière loi ou par la Convention Internationale sur les Privilèges et Hypothèques maritimes, si celle-ci est applicable.

Article 10

Les Hautes Parties Contractantes peuvent au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion à la Convention, se réserver

a) le droit de ne pas appliquer les dispositions de la présente Convention à la saisie d'un navire pratiquée en raison d'une des créances maritimes visées aux alinéas *o*) et *p*) de l'article premier et d'appliquer à cette saisie leur loi nationale;

b) le droit de ne pas appliquer les dispositions du premier paragraphe de l'article 3 à la saisie pratiquée sur leur territoire en raison des créances prévues à l'alinéa *q*) de l'article premier.

Article 11

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à arbitrage tous différends entre Etats pouvant résulter de l'interprétation ou l'application de la présente Convention, sans préjudice toutefois des obligations des Hautes Parties Contractantes qui ont convenu de soumettre leurs différends à la Cour Internationale de Justice.

Article 12

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime. Le procès-verbal de signature sera dressé par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Article 13

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires et adhérents.

Article 14

a) La présente Convention entrera en vigueur entre les deux premiers Etats qui l'auront ratifiée, six mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification.

b) Pour chaque Etat signataire ratifiant la Convention après le deuxième dépôt, celle-ci entrera en vigueur six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 15

Tout Etat non représenté à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime pourra adhérer à la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents.

La Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent six mois après la date de réception de cette notification, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 14 *a*).

Article 16

Toute Haute Partie Contractante pourra à l'expiration du délai de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur à son égard de la présente Convention, demander la réunion d'une Conférence chargée de statuer sur toutes les propositions tendant à la révision de la Convention.

Toute Haute Partie Contractante qui désirerait faire usage de cette faculté en avisera le Gouvernement belge qui se chargera de convoquer la Conférence dans les six mois.

Article 17

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciation ne prendra effet qu'un an après la date de réception de la notification de dénonciation au Gouvernement belge qui en avisera les autres Parties Contractantes par la voie diplomatique.

Article 18

a) Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s'applique aux territoires ou à certains des territoires dont elle assure les relations internationales. La Convention sera applicable aux dits territoires six mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires étrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Haute Partie Contractante.

b) Toute Haute Partie Contractante qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe *a*) de cet article pourra à tout moment aviser le Ministère des Affaires étrangères de Belgique que la Convention cesse de s'appliquer au Territoire en question. Cette dénonciation prendra effet dans le délai d'un an prévu à l'article 17.

c) Le Ministère des Affaires étrangères de Belgique avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

FAIT à Bruxelles, le 10 mai 1952, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

(Ad referendum):

Dr. ANTON PFEIFFER

Dr. GUENTHER JOEL

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

LILAR

J. A. DENOËL

H. DE VOS

SOHR

ANT. FRANCK

Pour le Brésil :

(Ad referendum):

A. C. R. GABAGLIA

Pour le Canada :

Pour la Colombie :

Pour Cuba :

Pour le Danemark :

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

(Ad referendum):

MARQUIS DE MERRY DEL VAL
PELEGRIN BENITO
M. GUBERN PUIG

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

PHILIPPE MONOD

Pour la Grèce :

D. CAPSALIS
G. MARIDAKIS

Pour l'Indonesie :

Pour l'Italie :

TORQUATO C. GIANNINI

Pour le Japon :

Pour le Liban :

Pour Monaco :

M. LOZÉ

Pour le Nicaragua :

J. RIVAS

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni :

G. St. Cl. Pilcher

Pour le Saint-Siège :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Thailande :

Pour la Turquie :

Pour l'Uruguay :

Pour le Venezuela :

Pour la Yougoslavie :

(Sous réserve de ratification ultérieure)

P. Nicolic

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
Forlani

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, tra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DI ALCUNE REGOLE SUL SEQUESTRO CONSERVATIVO DELLE NAVI FIRMATA A BRUXELLES, IL 10 MAGGIO 1952

Le Alte Parti Contraenti,

avendo riconosciuto l'utilità di stabilire di comune accordo alcune regole uniformi sul sequestro conservativo delle navi, hanno deciso di concludere a tal fine una convenzione e hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Nella presente Convenzione i termini seguenti sono adoperati con il significato qui appresso indicato:

1. Per « Credito Marittimo » si intende rivendicazione di un diritto o di un credito che abbia una delle cause seguenti:

a) danni causati da una nave o in seguito ad abbordaggio o ad altra causa;

b) perdita di vite umane o danni alle persone causati da una nave o derivanti dall'uso di una nave;

c) assistenza e salvataggio;

d) contratti relativi all'utilizzazione o alla locazione di una nave con contratto di noleggio o altro contratto;

e) contratti relativi al trasporto di merci per nave in virtù di un contratto di noleggio, di una polizza di carico o altro contratto;

f) perdite o danni a merci e bagagli trasportati per nave;

g) avaria comune;

h) prestito su beni esposti a rischi marittimi;

i) rimorchio;

j) pilotaggio;

k) forniture, in qualsiasi luogo, di prodotti o di materiali fatte ad una nave in vista del suo esercizio o della sua manutenzione;

l) costruzione, riparazioni, equipaggiamento di una nave o spese di scalo;

m) salari del Capitano, Ufficiali o uomini d'equipaggio;

n) somme anticipate dal Capitano e spese effettuate dai caricatori, dai noleggiatori o dagli Agenti per conto della nave o del suo proprietario;

o) la proprietà contestata di una nave;

p) la comproprietà contestata di una nave o il suo possesso o il suo esercizio, o i diritti di servizio di una nave in comproprietà;

q) qualsiasi ipoteca marittima e qualsiasi diritto di garanzia.

2. Per « sequestro » si intende l'immobilizzazione di una nave con l'autorizzazione dell'autorità giudiziaria competente per garantire un credito marittimo, ma non il sequestro di una nave per l'esecuzione di un titolo.

3. Per « persona » si intende qualsiasi persona fisica o giuridica, società di persone o di capitali nonché gli Stati, le Amministrazioni e gli enti pubblici.

4. Per « Attore » si intende una persona che invoca a suo favore l'esistenza di un credito marittimo.

Articolo 2

Una nave battente bandiera di uno degli Stati Contraenti potrà essere sequestrata nella giurisdizione di uno Stato Contraente soltanto in virtù di un credito marittimo, ma nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere considerata come un'estensione o una restrizione dei diritti e dei poteri che gli Stati, le Autorità pubbliche o le Autorità portuali hanno in virtù della loro legislazione interna o dei loro regolamenti di sequestrare, detenere o impedire altrimenti ad una nave di prendere il mare nella loro circoscrizione.

Articolo 3

1. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 4) e dell'articolo 10, qualsiasi Attore può sequestrare sia la nave cui il credito si riferisce, sia qualunque altra nave di proprietà di colui che, nel momento in cui ha avuto origine il credito marittimo, era proprietario della nave cui tale credito si riferisce, anche quando la nave sequestrata sia pronta a salpare, ma nessuna nave potrà essere sequestrata per un credito previsto alle lettere *o*), *p*) o *q*) dell'articolo 1 ad eccezione della nave stessa cui la rivendicazione si riferisce.

2. Le navi saranno considerate come appartenenti allo stesso proprietario qualora tutte le quote di proprietà appartengano alla stessa o alle stesse persone.

3. Una nave non può essere sequestrata e non verrà prestata cauzione o garanzia, più di una volta nella giurisdizione di uno o più Stati Contraenti, per lo stesso credito o da parte dello stesso Attore; e se una nave viene sequestrata in una di dette giurisdizioni ed è stata prestata una cauzione o una garanzia, sia per ottenere la revoca del sequestro, sia per evitare quest'ultimo, sarà tolto ogni ulteriore sequestro di tale nave o di una qualunque altra nave appartenente allo stesso proprietario, ad opera dell'Attore e per lo stesso credito marittimo, e la nave sarà liberata dal Tribunale o da qualsiasi altra giurisdizione competente di detto Stato, a meno che l'Attore non provi, per soddisfare il Tribunale o qualsiasi altra Autorità Giudiziaria competente, che la garanzia o la cauzione è stata definitivamente liberata prima che il sequestro successivo sia stato eseguito o che ci sia un'altra ragione valida per mantenerlo.

4. In caso di noleggio di una nave con affidamento della gestione nautica, qualora il noleggiatore risponda, lui soltanto, di un credito marittimo relativo a detta nave, l'Attore può sequestrare tale nave o un'altra appartenente al noleggiatore, osservando le disposizioni della presente Convenzione, ma nessuna altra nave appartenente al proprietario può essere sequestrata in virtù di detto credito marittimo.

Il precedente comma si applica anche in tutti i casi in cui una persona diversa dal proprietario sia debitore di un credito marittimo.

Articolo 4

Una nave può essere sequestrata soltanto con l'autorizzazione di un Tribunale o di qualsiasi altra Autorità Giudiziaria competente dello Stato Contraente nel quale è eseguito il sequestro.

Articolo 5

Il Tribunale o qualsiasi altra Autorità Giudiziaria competente, nella cui giurisdizione è stata sequestrata la nave, concederà la revoca del sequestro allorquando sarà stata fornita una cauzione o una garanzia sufficiente, eccetto nel caso in cui il sequestro venga eseguito per i crediti marittimi elencati nel precedente articolo 1 alle lettere *o*) e *p*); in questo caso, il giudice può permettere l'esercizio della nave da parte del Possessore, appena quest'ultimo avrà fornito garanzie sufficienti, o regolare la gestione della nave durante il periodo del sequestro.

In mancanza di accordo fra le Parti circa la consistenza della cauzione o della garanzia, il Tribunale o l'Autorità giudiziaria competente ne stabilirà la natura e l'ammontare.

La domanda di revoca del sequestro mediante tale garanzia non potrà essere interpretata né come un riconoscimento di responsabilità, né come una rinuncia al beneficio della limitazione legale della responsabilità del proprietario della nave.

Articolo 6

Tutte le contestazioni relative alla responsabilità dell'Attore, per danni causati in seguito al sequestro della nave o per spese di cauzione o di garanzia prestate al fine di liberarla o di impedirne il sequestro, saranno regolate dalla legge dello Stato Contraente nella cui giurisdizione è stato eseguito o richiesto il sequestro.

Le norme di procedura relative al sequestro di una nave, all'ottenimento dell'autorizzazione contemplata nell'articolo 4 e a tutti gli altri incidenti di procedura che un sequestro può sollevare sono disciplinate dalla legge dello Stato Contraente nel quale è stato eseguito o richiesto il sequestro.

Articolo 7

1. I Tribunali dello Stato nel quale è stato effettuato il sequestro saranno competenti a deliberare nel merito del processo:

— sia se tali Tribunali sono competenti in virtù della legislazione interna dello Stato nel quale è eseguito il sequestro;

— sia nei casi seguenti, tassativamente indicati:

a) se l'Attore ha la sua residenza abituale o la sede principale della sua impresa nello Stato in cui è stato eseguito il sequestro;

b) se anche il credito marittimo ha avuto origine nello Stato Contraente da cui dipende il luogo del sequestro;

c) se il credito marittimo ha avuto origine nel corso di un viaggio durante il quale è stato eseguito il sequestro;

d) se il credito deriva da un abbordaggio o dalle circostanze contemplate dall'articolo 13 della Convenzione internazionale per l'unificazione di alcune regole in materia di abbordaggio, firmata a Bruxelles il 23 settembre 1910;

e) se il credito ha avuto origine da un'assistenza o da un salvataggio;

f) se il credito è garantito da una ipoteca marittima o altro diritto di garanzia sulla nave sequestrata.

2. Se il Tribunale, nella cui giurisdizione è stata sequestrata la nave, non ha competenza a deliberare sul merito, sulla cauzione o sulla garanzia da fornirsi conformemente all'articolo 5 per ottenere la revoca del sequestro, dovrà garantire l'esecuzione di tutte le condanne che dovessero essere ulteriormente pronunciate dal Tribunale competente a deliberare sul merito, e il Tribunale o qualsiasi altra Autorità Giudiziaria del luogo del sequestro, stabilirà il termine entro il quale l'Attore dovrà proporre una azione dinanzi al Tribunale competente.

3. Se gli accordi tra le parti prevedono o una clausola attributiva di competenza ad un'altra giurisdizione, o una clausola arbitrale, il Tribunale potrà stabilire un termine entro il quale il sequestrante dovrà promuovere la sua azione nel merito.

4. Nei casi previsti nei due commi precedenti, se l'azione non è promossa entro il termine assegnato, il Difensore potrà chiedere la revoca del sequestro o la liberazione della cauzione prestata.

6. Il presente articolo non si applicherà ai casi contemplati dalle disposizioni della Convenzione revisionata sulla navigazione del Reno del 17 ottobre 1868.

Articolo 8

1. Le disposizioni della presente Convenzione sono applicabili in tutti gli Stati Contraenti a qualsiasi nave battente bandiera di uno Stato Contraente.

2. Una nave battente bandiera di uno Stato non contraente può essere sequestrata in uno degli Stati Contraenti in virtù di uno dei crediti elencati all'articolo 1 o di qualsiasi altro credito che consenta il sequestro in base alla legge di detto Stato.

3. Tuttavia, ciascuno Stato Contraente può rifiutare tutti o parte dei vantaggi della presente Convenzione a qualsiasi Stato non contraente e a qualsiasi persona che non abbia, alla data del sequestro, la sua residenza abituale o la sede principale dell'impresa in uno Stato Contraente.

4. Nessuna disposizione della presente Convenzione può modificare o rendere inapplicabile la legge interna degli Stati Contraenti per quanto concerne il sequestro di una nave entro la giurisdizione dello Stato di cui batte bandiera da parte di una persona avente la sua residenza abituale o la sede principale della sua impresa in detto Stato.

5. Qualsiasi terza persona, diversa dall'attore originario, che eccepisce un credito marittimo per effetto di una surrogazione, di una cessione o altrimenti, sarà considerato, ai fini dell'applicazione della presente Convenzione, come avente la stessa residenza abituale o la stessa sede principale dell'impresa del creditore originario.

Articolo 9

Nulla nella presente Convenzione deve essere considerato dar diritto ad un'azione che, al di fuori di quanto stipulato nella presente Convenzione, non esisterebbe secondo la legge da applicarsi da parte del Tribunale investito della controversia.

La presente Convenzione non conferisce agli Attori alcun diritto di perseguire un bene se non quello concesso da quest'ultima legge o dalla Convenzione Internazionale sui Privilegi e Ipoteche marittime, qualora quest'ultima sia applicabile.

Articolo 10

Le Alte Parti Contraenti possono, al momento della firma del deposito delle ratifiche o al momento della loro adesione alla Convenzione, riservarsi:

a) il diritto di non applicare le disposizioni della presente Convenzione al sequestro di una nave effettuato in virtù di uno dei crediti marittimi previsti alle lettere *o*) e *p*) dell'articolo 1 e quello di applicare a detto sequestro la loro legge nazionale;

b) il diritto di non applicare le disposizioni del primo paragrafo dell'articolo 3 al sequestro effettuato sul loro territorio per i crediti previsti alla lettera *q*) dell'articolo 1.

Articolo 11

Le Alte Parti Contraenti s'impegnano a sottoporre all'arbitrato qualsiasi controversia fra Stati che possa risultare dall'interpretazione e dall'applicazione della presente Convenzione, salvi tuttavia gli obblighi delle Alte Parti Contraenti che hanno convenuto di sottoporre le loro controversie alla Corte Internazionale di Giustizia.

Articolo 12

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla nona Conferenza diplomatica di Diritto della navigazione. Il processo verbale della firma sarà redatto a cura del Ministero degli Affari Esteri del Belgio.

Articolo 13

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne notificherà il deposito a tutti gli Stati firmatari e aderenti.

Articolo 14

a) La presente Convenzione entrerà in vigore, fra i due primi Stati che l'avranno ratificata, sei mesi dopo la data del deposito del secondo strumento di ratifica.

b) Per ciascuno Stato firmatario che ratifichi la Convenzione dopo il secondo deposito, essa entrerà in vigore sei mesi dopo la data del deposito del proprio strumento di ratifica.

Articolo 15

Qualsiasi Stato non rappresentato alla nona Conferenza diplomatica di Diritto marittimo potrà aderire alla presente Convenzione.

Le adesioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne informerà per via diplomatica tutti gli Stati firmatari e aderenti.

La Convenzione entrerà in vigore per lo Stato aderente sei mesi dopo la data di ricezione di tale notifica, ma non prima della data della sua entrata in vigore quale stabilita all'articolo 14 *a*).

Articolo 16

Qualsiasi Alta Parte Contraente potrà richiedere, alla scadenza del termine di tre anni dall'entrata in vigore nei propri confronti della presente Convenzione, la riunione di una Conferenza incaricata di deliberare su tutte le proposte di revisione della Convenzione.

Qualsiasi Alta Parte Contraente che desiderasse avvalersi di tale facoltà dovrà informarne il Governo belga che provvederà a convocare la Conferenza entro i sei mesi.

Articolo 17

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà il diritto di denunciare la presente Convenzione in qualsiasi momento dopo la sua entrata in vigore nei propri confronti. Tuttavia, tale denuncia avrà effetto soltanto un anno dopo la data di ricezione della notifica di denuncia da parte del Governo belga, che ne informerà le altre Parti Contraenti per via diplomatica.

Articolo 18

a) Qualsiasi Alta Parte Contraente può, al momento della ratifica, dell'adesione o in qualsiasi altro momento successivo, notificare per iscritto al Governo belga che la presente Convenzione si applica ai territori o ad alcuni dei territori di cui essa assicura le relazioni internazionali. La Convenzione sarà applicabile a detti territori sei mesi dopo la data di ricezione di tale notifica da parte del Ministero degli Affari Esteri del Belgio, ma non prima della data di entrata in vigore della presente convenzione nei confronti di detta Alta Parte Contraente.

b) Qualsiasi Alta Parte Contraente che abbia sottoscritto una dichiarazione ai sensi della lettera *a*) del presente articolo potrà in qualsiasi momento informare il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che la Convenzione cessa di essere applicata al Territorio in questione. Tale denuncia avrà effetto entro il termine di un anno come previsto all'articolo 17.

c) Il Ministero degli Affari Esteri del Belgio informerà per via diplomatica tutti gli Stati firmatari e aderenti di qualsiasi notifica da esso ricevuta ai sensi del presente articolo.

FATTO a Bruxelles, il 10 maggio 1952, nelle lingue francese e inglese, i due testi facenti egualmente fede.

(*Seguono le firme*).

CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES RELATIVES A LA COMPETENCE CIVILE EN MATIERE D'ABORDAGE, SIGNEE A BRUXELLES, LE 10 MAI 1952

Les Hautes Parties Contractantes,

Ayant reconnu l'utilité de fixer d'un commun accord certaines règles uniformes sur la compétence civile en matière d'abordage, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont convenu de ce qui suit:

Article premier

1. L'action du chef d'un abordage survenu entre navires de mer ou entre navires de mer et bateaux de navigation intérieure pourra être intentée uniquement:

a) soit devant le tribunal de la résidence habituelle du défendeur ou d'un des sièges de son exploitation;

b) soit devant le tribunal du lieu où une saisie a été pratiquée sur le navire défendeur ou sur un autre navire appartenant au même défendeur dans le cas où cette saisie est autorisée, ou du lieu où la saisie aurait pu être pratiquée et où le défendeur a donné une caution ou une autre garantie;

c) soit devant le tribunal du lieu de l'abordage, lorsque cet abordage est survenu dans les ports et rades ainsi que dans les eaux intérieures.

2. Il appartiendra au demandeur de décider devant lequel des tribunaux indiqués au paragraphe précédent l'action sera portée.

3. Le demandeur ne pourra pas intenter au même défendeur une nouvelle action basée sur les mêmes faits devant une autre juridiction sans se désister de l'action déjà introduite.

Article 2

Les dispositions de l'article premier ne portent aucune atteinte au droit des Parties de porter une action à raison de l'abordage devant telle juridiction qu'elles auront choisie d'un commun accord ou bien de la soumettre à l'arbitrage.

Article 3

1. Les demandes reconventionnelles nées du même abordage pourront être portées devant le tribunal compétent pour connaître de l'action principale aux termes de l'article premier.

2. Dans le cas où il existe plusieurs demandeurs, chacun pourra porter son action devant le tribunal antérieurement saisi d'une action née du même abordage contre la même partie.

3. Au cas d'abordage où plusieurs navires sont impliqués, rien dans les dispositions de la présente Convention ne s'oppose à ce que le tribunal saisi par application des règles de l'article 1 se déclare compétent suivant les règles de compétence de sa loi nationale pour juger toutes les actions intentées à raison du même évenement.

Article 4

La présente Convention s'étend aux actions tendant à la réparation des dommages que, soit par exécution ou omission d'une manœuvre, soit par inobservation des règlements, un navire a causé soit à un autre navire, soit aux choses ou aux personnes se trouvant à bord, alors même qu'il n'y aurait pas eu abordage.

Article 5

Rien de ce qui est prescrit dans la présente convention ne modifie les règles de droit qui sont en vigueur dans les Etats Contractants, en ce qui concerne les abordages intéressant des navires de guerre ou des navires appartenant à l'Etat ou au service de l'Etat.

Article 6

La présente Convention sera sans effet en ce qui concerne les actions nées du contrat de transport ou de tout autre contrat.

Article 7

La présente Convention ne s'appliquera pas aux cas visés par les dispositions de la Convention revisée sur la navigation du Rhin du 17 octobre 1868.

Article 8

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées à l'égard de tous les intéressés, lorsque tous les navires en cause seront ressortissants aux Etats des Hautes Parties Contractantes.

Il est entendu toutefois:

1) qu'à l'égard des intéressés ressortissant d'un Etat non contractant, l'application desdites dispositions pourra être subordonnée par chacun des Etats Contractants à la condition de réciprocité;

2) que, lorsque tous les intéressés sont ressortissants du même Etat que le tribunal saisi, c'est la loi nationale et non la Convention qui est applicable.

Article 9

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à arbitrage tous différends entre Etats pouvant résulter de l'interprétation ou l'application de la présente Convention, sans préjudice toutefois des obligations des Hautes Parties Contractantes qui ont convenu de soumettre leurs différends à la Cour Internationale de Justice.

Article 10

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime. Le procès-verbal de signature sera dressé par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Article 11

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires et adhérents.

Article 12

a) La présente Convention entrera en vigueur entre les deux premiers Etats qui l'auront ratifiée, six mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification.

b) Pour chaque Etat signataire ratifiant la Convention après le deuxième dépôt, cette-ci entrera en vigueur six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 13

Tout Etat non représenté à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime pourra adhérer à la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents.

La Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent six mois après la date de réception de cette notification, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 12 *a*).

Article 14

Toute Haute Partie Contractante pourra à l'expiration du délai de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur à son égard de la présente Convention, demander la réunion d'une Conférence chargée de statuer sur toutes les propositions tendant à la révision de la Convention.

Toute Haute Partie Contractante qui désirerait faire usage de cette faculté en avisera la Gouvernement belge qui se chargera de convoquer la Conférence dans les six mois.

Article 15

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciationne prendra effet qu'un an après la date de réception de la notification de dénonciation au Gouvernement belge qui en avisera les autres Parties Contractantes par la voie diplomatique.

Article 16

a) Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s'applique aux territoires ou à certains des territoires dont elle assure les relations internationales. La Convention sera applicable aux dits territoires six mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires étrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Haute Partie Contractante.

b) Toute Haute Partie Contractante qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe *a*) de cet article, pourra à tout moment aviser le Ministère des Affaires étrangères de Belgique que la Convention cesse de s'appliquer au Territoire en question. Cette dénonciation prendra effet dans le délai d'un an prévu à l'article 15.

c) Le Ministère des Affaires étrangères de Belgique avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

FAIT à Bruxelles, en un seul exemplaire en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, le 10 mai 1952.

Pour la République Féderale d'Allemagne :

Dr. ANTON PFEIFFER
Dr. GUENTHER JOEL

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

LILAR
J. A. DENOËL
H. DE VOS
SOHR
ANT. FRANCK

Pour le Brésil :

(Ad referendum)
A. C. R. GABAGLIA

Pour le Canada :

Pour la Colombie :

Pour Cuba :

Pour le Danemark :

N. V. BOEG

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

(Ad referendum):
MARQUIS DE MERRY DEL VAL
PELEGRIN BENITO
RAFAEL DE LA GUARDIA
M. GUBÈRN PUIG

Pour les Etats-Unis d'Amerique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

PHILIPPE MONOD

Pour la Grèce :

D. CAPSALIS
G. MARIDAKIS

Pour l'Indonesie :

Pour l'Italie :

TORQUATO C. GIANNINI

Pour le Japon :

Pour le Liban :

Pour Monaco :

M. LOZÉ

Pour le Nicaragua :

J. RIVAS

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni :

G. St. Cl. PILCHER
C. P. SCOTT-MALDEN
A. H. KENT

Pour le Saint-Siège :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Thailande :

Pour la Turquie :

Pour l'Uruguay :

Pour le Venezuela :

Pour la Yougoslavie :

(Sous réserve de ratification ultérieure)
P. NIKOLIC

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, tra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DI ALCUNE REGOLE RELATIVE ALLA COMPETENZA CIVILE IN MATERIA DI ABBORDAGGIO FIRMATA A BRUXELLES, IL 10 MAGGIO 1952

Le Alte Parti Contraenti,

avendo riconosciuto l'utilità di fissare di comune accordo alcune regole uniformi relative alla competenza civile in materia di abbordaggio, hanno deciso di concludere a tal fine una Convenzione e hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. L'azione giudiziale relativa ad un abbordaggio avvenuto tra navi addette alla navigazione marittima o fra navi addette alla navigazione marittima e battelli addetti alla navigazione interna potrà essere intentata unicamente:

a) o davanti al Tribunale della residenza abituale del convenuto o di una delle sedi della sua compagnia:

b) o davanti al Tribunale del luogo in cui è stato eseguito un sequestro sulla nave convenuta o su un'altra nave appartenente allo stesso convenuto qualora tale sequestro sia autorizzato, o davanti al Tribunale del luogo in cui tale sequestro avrebbe potuto essere eseguito o in cui il convenuto ha dato una cauzione o un'altra garanzia;

c) o davanti al Tribunale del luogo dell'abbordaggio, qualora tale abbordaggio sia avvenuto nei porti e rade nonché nelle acque interne.

2. Spetterà all'attore decidere davanti a quale dei Tribunali indicati nel precedente paragrafo verrà proposta l'azione giudiziale.

3. L'attore non potrà intentare contro lo stesso convenuto una nuova azione basata sugli stessi fatti davanti ad un'altra giurisdizione senza rinunciare all'azione già proposta.

Articolo 2

Le disposizioni dell'articolo 1 non pregiudicano il diritto delle Parti di proporre un'azione relativa all'abbordaggio davanti alla giurisdizione da loro scelta di comune accordo, oppure di sottoporla al giudizio di arbitri.

Articolo 3

1. Le domande riconvenzionali relative allo stesso abbordaggio potranno essere proposte davanti al Tribunale competente a giudicare l'azione principale ai sensi dell'articolo primo.

2. Nel caso in cui esistano più attori ciascuno può proporre la propria azione davanti al Tribunale precedentemente investito di un'azione relativa allo stesso abbordaggio contro la stessa parte.

3. In caso di abbordaggio in cui siano implicate più navi, nulla nelle disposizioni della presente Convenzione si oppone a che il Tribunale investito in seguito all'applicazione delle disposizioni dell'articolo 1 si dichiari competente, secondo le norme di competenza della propria legislazione interna, per giudicare tutte le azioni intentate per lo stesso fatto.

Articolo 4

La presente Convenzione si estende alle azioni per risarcimento dei danni che, o per l'esecuzione o per l'omissione di una manovra, oppure per l'inosservanza dei regolamenti, una nave abbia causato o ad un'altra nave, o alle cose o alle persone che si trovavano a bordo, anche nel caso in cui non vi sia stato abbordaggio.

Articolo 5

Nulla di quanto stabilito dalla presente Convenzione può modificare le norme giuridiche in vigore negli Stati contraenti, relative agli abbordaggi riguardanti navi da guerra o navi appartenenti allo Stato o al servizio dello Stato.

Articolo 6

La presente Convenzione non avrà effetto per quanto riguarda le azioni relative al contratto di trasporto o a qualunque altro contratto.

Articolo 7

La presente Convenzione non verrà applicata ai casi previsti dalle disposizioni della Convenzione revisionata sulla navigazione del Reno del 17 ottobre 1868.

Articolo 8

Le disposizioni della presente Convenzione verranno applicate nei confronti di tutti gli interessati qualora tutte le navi in causa rientrino nella competenza degli Stati delle Alte Parti Contraenti.

È tuttavia inteso che:

1) nei confronti degli interessati, cittadini di uno Stato non contraente, l'applicazione di dette disposizioni potrà essere subordinata da ciascuno degli Stati contraenti alla condizione della reciprocità;

2) qualora tutti gli interessati siano cittadini dello stesso Stato del Tribunale investito, viene applicata la legislazione nazionale e non la Convenzione.

Articolo 9

Le Alte Parti Contraenti si impegnano a sottoporre ad arbitrato tutte le controversie tra gli Stati che potrebbero derivare dall'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, senza tuttavia pregiudicare gli obblighi delle Alte Parti Contraenti che hanno convenuto di sottoporre le loro controversie alla Corte Internazionale di Giustizia.

Articolo 10

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla nona Conferenza diplomatica di Diritto Marittimo. Il processo verbale della firma sarà redatto a cura del Ministero degli Affari Esteri del Belgio.

Articolo 11

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne notificherà il deposito a tutti gli Stati firmatari e aderenti.

Articolo 12

a) La presente Convenzione entrerà in vigore tra i due primi Stati che l'avranno ratificata, sei mesi dopo la data del deposito del secondo strumento di ratifica.

b) Per ciascun Stato firmatario che ratificherà la Convenzione dopo il secondo deposito, quest'ultima entrerà in vigore sei mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 13

Gli Stati non rappresentati alla nona Conferenza diplomatica di Diritto Marittimo, potranno aderire alla presente Convenzione.

Le adesioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne informerà per via diplomatica tutti gli Stati firmatari e aderenti.

La Convenzione entrerà in vigore per lo Stato aderente sei mesi dopo la data del ricevimento di detta notifica ma non prima della data della sua entrata in vigore come è fissata dall'articolo 12 *a*).

Articolo 14

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti potrà, dopo la scadenza di un termine di tre anni dall'entrata in vigore nei suoi confronti della presente Convenzione, richiedere che venga convocata una Conferenza incaricata di deliberare su tutte le proposte di revisione della Convenzione.

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti che desiderasse far uso di detta facoltà ne informerà il Governo belga che provvederà a convocare la Conferenza entro sei mesi.

Articolo 15

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà il diritto di denunciare la presente Convenzione in qualunque momento dopo la sua entrata in vigore nei suoi confronti. Tuttavia questa denuncia non avrà effetto che un anno dopo la data del ricevimento della notifica di denuncia da parte del Governo belga che ne informerà per via diplomatica le altre Parti Contraenti.

Articolo 16

a) Ciascuna Alta Parte Contraente può, al momento della ratifica, dell'adesione, o in qualunque altro momento, notificare per iscritto al Governo belga che la presente Convenzione viene applicata ai territori o ad alcuni dei territori di cui essa assicura le relazioni internazionali. La Convenzione sarà applicabile a detti territori sei mesi dopo la data del ricevimento di tale notifica da parte del Ministero degli Affari Esteri del Belgio, ma non prima della data dell'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di detta Alta Parte Contraente.

b) Ogni Alta Parte Contraente che ha sottoscritto una dichiarazione ai sensi del paragrafo *a*) del presente articolo, potrà in qualunque momento informare il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che la Convenzione cessa di essere applicata al territorio in questione. Tale denuncia avrà effetto entro il termine di un anno come previsto all'articolo 15.

c) Il Ministero degli Affari Esteri del Belgio informerà per via diplomatica tutti gli Stati firmatari ed aderenti di qualunque notifica ad esso inviata ai sensi del presente articolo.

FATTO a Bruxelles, in un unico esemplare nelle lingue francese ed inglese, i due testi facenti ugualmente fede, il 10 maggio 1952.

(*Seguono le firme*).

CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES REGLES RELATIVES A LA COMPETENCE PENALE EN MATIERE D'ABORDAGE ET AUTRES EVENEMENTS DE NAVIGATION SIGNEE A BRUXELLES, LE 10 MAI 1952

Les Hautes Parties Contractantes,

Ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes sur la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont convenu de ce qui suit:

Article premier

Au cas d'abordage ou de tout autre événement de navigation concernant un navire de mer et qui est de nature à engager la responsabilité pénale ou disciplinaire du capitaine ou de toute autre personne au service du navire, aucune poursuite ne pourra être intentée que devant les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat dont le navire portait le pavillon au moment de l'abordage ou de l'événement de navigation.

Article 2

Dans le cas prévu à l'article précédent, aucune saisie ou retenue du navire ne pourra être ordonnée, même pour des mesures d'instruction, par des autorités autres que celles dont le navire portait le pavillon.

Article 3

Aucune disposition de la présente Convention ne s'oppose à ce qu'un Etat au cas d'abordage ou autre événement de navigation reconnaisse à ses propres autorités, le droit de prendre toutes mesures relatives aux certificats de compétence et licences qu'il a accordés, ou de poursuivre ses nationaux à raison des infractions commises pendant qu'ils étaient à bord d'un navire portant le pavillon d'un autre Etat.

Article 4

La présente Convention ne s'applique pas aux abordages ou autres événements de navigation survenus dans les ports et rades ainsi que dans les eaux intérieures.

En outre, les Hautes Parties Contractantes peuvent au moment de la signature, du dépôt des ratifications ou lors de leur adhésion à la Convention, se réserver le droit de poursuivre les infractions commises dans leurs propres eaux territoriales.

Article 5

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre à arbitrage tous différends entre Etats pouvant résulter de l'interprétation ou l'application de la présente Convention, sans préjudice toutefois des obligations des Hautes Parties Contractantes qui ont convenu de soumettre leurs différends à la Cour Internationale de Justice.

Article 6

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats représentés à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime. Le procès-verbal de signature sera dressé par les soins du Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Article 7

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires et adhérents.

Article 8

a) La présente Convention entrera en vigueur entre les deux premiers Etats qui l'auront ratifiée, six mois après la date du dépôt du deuxième instrument de ratification.

b) Pour chaque Etat signataire ratifiant la Convention après le deuxième dépôt, celle-ci entrera en vigueur six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 9

Tout Etat non représenté à la neuvième Conférence diplomatique de Droit Maritime pourra adhérer à la présente Convention.

Les adhésions seront notifiées au Ministère des Affaires étrangères de Belgique qui en avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents.

La Convention entrera en vigueur pour l'Etat adhérent six mois après la date de réception de cette notification, mais pas avant la date de son entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 8 *a*).

Article 10

Toute Haute Partie Contractante pourra à l'expiration du délai de trois ans qui suivra l'entrée en vigueur à son égard de la présente Convention, demander la réunion d'une conférence chargée de statuer sur toutes les propositions tendant à la révision de la Convention.

Toute Haute Partie Contractante qui désirerait faire usage de cette faculté en avisera le Gouvernement belge qui se chargera de convoquer la conférence dans les six mois.

Article 11

Chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de dénoncer la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur à son égard. Toutefois, cette dénonciation ne prendra effet qu'un an après la date de réception de la notification de dénonciation au Gouvernement belge qui en avisera les autres Parties Contractantes par la voie diplomatique.

Article 12

a) Toute Haute Partie Contractante peut, au moment de la ratification, de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, notifier par écrit au Gouvernement belge que la présente Convention s'applique aux territoires ou à certains de territoires dont elle assure les relations internationales. La Convention sera applicable aux dits territoires six mois après la date de réception de cette notification par le Ministère des Affaires étrangères de Belgique, mais pas avant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de cette Haute Partie Contractante.

b) Toute Haute Partie Contractante qui a souscrit une déclaration au titre du paragraphe *a*) de cet article, pourra à tout moment aviser le Ministère des Affaires étrangères de Belgique que la Convention cesse de s'appliquer au territoire en question. Cette dénonciation prendra effet dans le délai d'un an prévu à l'article 11.

c) Le Ministère des Affaires Etrangères de Belgique avisera par la voie diplomatique tous les Etats signataires et adhérents de toute notification reçue par lui au titre du présent article.

FAIT à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 10 mai 1952, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Dr. ANTON PFEIFFER
Dr. GUENTHER JOEL

Pour l'Autriche :

Pour la Belgique :

LILAR
J. A. DENOËL
H. DE VOS
SOHR
ANT. FRANCK

Pour le Brésil :

A. C. R. GABAGLIA
(Ad referendum)

Pour le Canada :

Pour la Colombie :

Pour Cuba :

Pour le Danemark :

N. V. Borg

Pour l'Egypte :

Pour l'Espagne :

(Ad referendum):
Marquis de Merry del Val
Pelegrin Benito
Rafael de la Guardia
M. Guerrn Puig

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Philippe Monod

Pour la Grèce :

Dimitri Capsalis
G. Maridakis

Pour l'Indonésie :

Pour l'Italie :

Torquato C. Giannini

Pour le Japon :

Pour le Liban :

Pour Monaco :

M. Lozé

Pour le Nicaragua :

J. Rivas

Pour la Norvège :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Pérou :

Pour le Portugal :

Pour le Royaume-Uni :

G. St. Cl. PILCHER

C. P. SCOTT-MALDEN

A. H. KENT

Pour le Saint-Siège :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Thailande :

Pour la Turquie :

Pour l'Uruguay :

Pour le Venezuela :

Pour la Yougoslavie :

(Sous réserve de ratification ultérieure et acceptant la réserve prévue à l'article 4 de cette Convention):

P. NIKOLIC

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella convenzione, tra cui il testo in lingua francese.

CONVENZIONE INTERNAZIONALE PER L'UNIFICAZIONE DI ALCUNE REGOLE RELATIVE ALLA COMPETENZA PENALE IN MATERIA DI ABBORDAGGIO E DI ALTRI INCIDENTI DI NAVIGAZIONE FIRMATA A BRUXELLES, IL 10 MAGGIO 1952

Le Alte Parti Contraenti,

Avendo riconosciuto l'utilità di fissare di comune accordo alcune regole uniformi relative alla competenza penale in materia di abbordaggio e di altri incidenti di navigazione, hanno deciso di concludere a tal fine una convenzione ed hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

In caso di abbordaggio o di qualunque altro incidente di navigazione riguardante una nave e di natura tale da comportare la responsabilità penale o disciplinare del capitano o di qualunque altra persona al servizio della nave, nessuna azione giudiziale potrà essere intentata se non davanti alle autorità giudiziarie o amministrative dello Stato di cui la nave batteva bandiera al momento dello abbordaggio o dell'incidente di navigazione.

Articolo 2

Nel caso previsto dal precedente articolo il sequestro o il fermo della nave potrà essere ordinato soltanto dalle autorità, anche per ragioni istruttorie, di cui la nave batteva bandiera.

Articolo 3

Nessuna disposizione della presente Convenzione si oppone a che uno Stato in caso di abbordaggio o di altro incidente di navigazione riconosca alle proprie autorità il diritto di adottare qualunque misura relativa ai certificati di competenza e licenze da esso rilasciati, o di perseguire i propri cittadini per le infrazioni commesse mentre si trovevano a bordo di una nave battente bandiera di un altro Stato.

Articolo 4

La presente Convenzione non viene applicata agli abbordagge o ad altri incidenti di navigazione avvenuti nei porti e rade nonché nelle acque interne.

Inoltre, le Alte Parti Contraenti possono, al momento della firma, del deposito delle ratifiche o della loro adesione alla Convenzione, riservarsi il diritto di perseguire le infrazioni commesse nelle loro rispettive acque territoriali.

Articolo 5

Le Alte Parti Contraenti si impegnano a sottoporre ad arbitrato ogni controversia tra Stati derivante dall'interpretazione o dall'applicazione della presente Convenzione, fatti salvi tuttavia gli obblighi delle Alte Parti Contraenti che hanno convenuto di sottoporre le loro controversie alla Corte Internazionale di Giustizia.

Articolo 6

La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati rappresentati alla nona Conferenza diplomatica della navigazione di diritto marittimo. Il processo verbale della firma sarà redatto a cura del Ministero degli Affari Esteri del Belgio.

Articolo 7

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne notificherà il deposito a tutti gli Stati firmatari o aderenti.

Articolo 8

a) La presente Convenzione entrerà in vigore tra i primi due Stati che l'avranno ratificata, sei mesi dopo la data di deposito del secondo strumento di ratifica.

b) Per ciascuno Stato firmatario che ratificherà la Convenzione dopo il secondo deposito, essa entrerà in vigore sei mesi dopo la data di deposito del suo strumento di ratifica.

Articolo 9

Gli Stati non rappresentati alla nona Conferenza diplomatica di diritto marittimo potranno aderire alla presente Convenzione.

Le adesioni saranno notificate al Ministero degli Affari Esteri del Belgio che ne informerà per via diplomatica tutti gli Stati firmatari e aderenti.

La Convenzione entrerà in vigore per lo Stato aderente sei mesi dopo la data di ricezione di detta notifica, ma non prima della data della sua entrata in vigore quale stabilita all'articolo 8 *a*).

Articolo 10

Ogni Alta Parte Contraente potrà, alla scadenza di un termine di tre anni dall'entrata in vigore nei suoi confronti della presente Convenzione, chiedere la convocazione di una Conferenza incaricata di decidere su tutte le proposte di revisione della Convenzione.

Ogni Alta Parte Contraente che desideri far uso di tale facoltà ne informerà il Governo belga che provvederà a convocare la Conferenza entro sei mesi.

Articolo 11

Ciascuna delle Alte Parti Contraenti avrà il diritto di denunciare la presente Convenzione in qualunque momento dopo la sua entrata in vigore nei suoi confronti. Tuttavia, tale denuncia non avrà effetto che un anno dopo la data di ricezione della notifica di denuncia da parte del Governo belga che ne informerà le altre Parti Contraenti per via diplomatica.

Articolo 12

a) Ogni Alta Parte Contraente può, al momento della ratifica, dell'adesione, o in qualunque altro momento, notificare per iscritto al Governo belga che la presente Convenzione si applica ai territori o ad alcuni territori di cui essa assicura le relazioni internazionali. La Convenzione sarà applicabile a detti territori sei mesi dopo la data di ricezione di tale notifica da parte del Ministero degli Affari Esteri del Belgio, ma non prima dell'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di detta Alta Parte Contraente.

b) Ogni Alta Parte Contraente che ha sottoscritto la dichiarazione ai sensi della lettera *a*) del presente articolo, potrà in qualunque momento informare il Ministero degli Affari Esteri del Belgio che la Convenzione cessa di essere applicata al territorio in questione. Tale denuncia avrà effetto entro il termine di un anno come previsto all'articolo 11.

c) Il Ministero degli Affari Esteri del Belgio comunicherà per via diplomatica a tutti gli Stati firmatari e aderenti le notifiche da esso ricevute ai sensi del presente articolo.

FATTO a Bruxelles, in un unico esemplare, il 10 maggio 1952, nelle lingue francese e inglese, i due testi facenti ugualmente fede.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 25 ottobre 1977, n. **881.**

Ratifica ed esecuzione del patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali, nonché del patto internazionale relativo ai diritti civili e politici, con protocollo facoltativo, adottati e aperti alla firma a New York rispettivamente il 16 e il 19 dicembre 1966.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali, adottati e aperti alla firma a New York rispettivamente il 16 e il 19 dicembre 1966:

a) patto internazionale relativo ai diritti economici, sociali e culturali;
b) patto internazionale relativo ai diritti civili e politici;
c) protocollo facoltativo al patto internazionale relativo ai diritti civili e politici.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli 27, 49 e 9 degli atti stessi.

Art. 3.

L'espressione « arestation ou détention illegales » contenuta nel paragrafo 5 dell'articolo 9 del patto relativo ai diritti civili e politici, deve essere interpretata come riferita esclusivamente agli arresti o detenzioni contrarie alle disposizioni del paragrafo 1 dello stesso articolo 9.

Art. 4.

L'ultima frase del paragrafo 1 dell'articolo 15 del patto relativo ai diritti civili e politici « Si postérieurement à cette infraction, la loi prevoit l'application d'une peine plus légère, le delinquant doit en bénéficier » deve essere interpretata come riferita esclusivamente alle procedure ancora in corso. Conseguentemente, un individuo già condannato con sentenza passata in giudicato non potrà beneficiare di una legge che, posteriormente alla sentenza stessa, prevede l'applicazione di una pena più lieve.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 ottobre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO — COSSIGA — ANSELMI

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Les Etats parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux Etats l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants:

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les Etats parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

DEUXIEME PARTIE

Article 2

1. Chacun des Etats parties au présent Pacte s'engage à agir, tant par son effort propre que par l'assistance et la coopération internationales, notamment sur les plans économique et technique, au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives.

2. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à garantir que les droits qui y sont énoncés seront exercés sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

3. Les pays en voie de développement, compte dûment tenu des droits de l'homme et de leur économie nationale, peuvent déterminer dans quelle mesure ils garantiront les droits économiques reconnus dans le présent Pacte à des non-ressortissants.

Article 3

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal qu'ont l'homme et la femme au bénéfice de tous les droits économiques, sociaux et culturels qui sont énumérés dans le présent Pacte.

Article 4

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent que, dans la jouissance des droits assurée par l'Etat conformément au présent Pacte, l'Etat ne peut soumettre ces droits qu'aux limitations établies par la loi, dans la seule mesure compatible avec la nature de ces droits et exclusivement en vue de favoriser le bien-être général dans une société démocratique.

Article 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits ou libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues dans ledit Pacte.

2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout pays en vertu de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIEME PARTIE

Article 6

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit.

2. Les mesures que chacun des Etats parties au présent Pacte prendra en vue d'assurer le plein exercice de ce droit doivent inclure l'orientation et la formation techniques et professionnelles, l'élaboration de programmes, de politiques et de techniques propres à assurer un développement économique, social et culturel constant et un plein emploi productif dans des conditions qui sauvegardent aux individus la jouissance des libertés politiques et économiques fondamentales.

Article 7

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir de conditions de travail justes et favorables, qui assurent notamment:

a) La rémunération qui procure, au minimum, à tous les travailleurs:

i) un salaire équitable et une rémunération égale pour un travail de valeur égale sans distinction aucune; en particulier, les femmes doivent avoir la garantie que les conditions de travail qui leur sont accordées ne sont pas inférieures à celles dont bénéficient les hommes et recevoir la même rémunération qu'eux pour un même travail;

ii) une existence décente pour eux et leur famille conformément aux dispositions du présent Pacte;

b) la sécurité et l'hygiène du travail;

c) la même possibilité pour tous d'être promus, dans leur travail, à la catégorie supérieure appropriée, sans autre considération que la durée des services accomplis et les aptitudes;

d) le repos, les loisirs, la limitation raisonnable de la durée du travail et les congés payés périodiques, ainsi que la rémunération des jours fériés.

Article 8

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer:

a) le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix, sous la seule réserve des règles fixées par l'organisation intéressée, en vue de favoriser et de protéger ses intérêts économiques et sociaux. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui;

b) le droit qu'ont les syndicats de former des fédérations ou des confédérations nationales et le droit qu'ont celles-ci de former des organisations syndicales internationales ou de s'y affilier;

c) le droit qu'ont les syndicats d'exercer librement leur activité, sans limitations autres que celles qui sont prévues par la loi et qui constituent des mesures nécessaires dans une société démocra-

tique, dans l'intérêt de la sécurité nationale ou de l'ordre public, ou pour protéger les droits et les libertés d'autrui;

d) le droit de grève, exercé conformément aux lois de chaque pays.

2. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de la fonction publique.

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux Etats parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

Article 9

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à la sécurité sociale, y compris les assurances sociales.

Article 10

Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent que:

1. Une protection et une assistance aussi larges que possible doivent être accordées à la famille, qui est l'élément naturel et fondamental de la société, en particulier pour sa formation et aussi longtemps qu'elle a la responsabilité de l'entretien et de l'éducation d'enfants à charge. Le mariage doit être librement consenti par les futurs époux.

2. Une protection spéciale doit être accordée aux mères pendant une période de temps raisonnable avant et après la naissance des enfants. Les mères salariées doivent bénéficier, pendant cette même période, d'un congé payé ou d'un congé accompagné de prestations de sécurité sociale adéquates.

3. Des mesures spéciales de protection et d'assistance doivent être prises en faveur de tous les enfants et adolescents, sans discrimination aucune pour des raisons de filiation ou autres. Les enfants et adolescents doivent être protégés contre l'exploitation économique et sociale. Le fait de les employer à des travaux de nature à compromettre leur moralité ou leur santé, à mettre leur vie en danger ou à nuire à leur développement normal doit être sanctionné par la loi. Les Etats doivent aussi fixer des limites d'âge au-dessous desquelles l'emploi salarié de la main-d'œuvre enfantine sera interdit et sanctionné par la loi.

Article 11

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence. Les Etats parties prendront des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit et ils reconnaissent à cet effet l'importance essentielle d'une coopération internationale librement consentie.

2. Les Etats parties au présent Pacte, reconnaissant le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim, adopteront, individuellement et au moyen de la coopération internationale, les mesures nécessaires, y compris des programmes concrets:

a) pour améliorer les méthodes de production, de conservation et de distribution des denrées alimentaires par la pleine utilisation des connaissances techniques et scientifiques, par la diffusion

de principes d'éducation nutritionnelle et par le développement ou la réforme des régimes agraires, de manière à assurer au mieux la mise en valeur et l'utilisation des ressources naturelles;

b) pour assurer une répartition équitable des ressources alimentaires mondiales par rapport aux besoins, compte tenu des problèmes qui se posent tant aux pays importateurs qu'aux pays exportateurs de denrées alimentaires.

Article 12

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre.

2. Les mesures que les Etats parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre les mesures nécessaires pour assurer:

a) la diminution de la mortinatalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant;

b) l'amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle;

c) la prophylaxie et le traitement des maladies épidémiques, endémiques, professionnelles et autres, ainsi que la lutte contre ces maladies;

d) la création de conditions propres à assurer à tous des services médicaux et une aide médicale en cas de maladie.

Article 13

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent le droit de toute personne à l'éducation. Ils conviennent que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ils conviennent en outre que l'éducation doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans une société libre, favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux, ethniques ou religieux et encourager le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la paix.

2. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent qu'en vue d'assurer le plein exercice de ce droit:

a) l'enseignement primaire doit être obligatoire et accessible gratuitement à tous;

b) l'enseignement secondaire, sous ses différentes formes, y compris l'enseignement secondaire technique et professionnel, doit être généralisé et rendu accessible à tous par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

c) l'enseignement supérieur doit être rendu accessible à tous en pleine égalité, en fonction des capacités de chacun, par tous les moyens appropriés et notamment par l'instauration progressive de la gratuité;

d) l'éducation de base doit être encouragée ou intensifiée, dans toute la mesure possible, pour les personnes qui n'ont pas reçu d'instruction primaire ou qui ne l'ont pas reçue jusqu'à son terme;

e) il faut poursuivre activement le développement d'un réseau scolaire à tous les échelons, établir un système adéquat de bourses et améliorer de façon continue les conditions matérielles du personnel enseignant.

3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minimales qui peuvent être prescrites ou approuvées

par l'Etat en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

4. Aucune disposition du présent article ne doit être interprétée comme portant atteinte à la liberté des individus et des personnes morales de créer et de diriger des établissements d'enseignement, sous réserve que les principes énoncés au paragraphe 1 du présent article soient observés et que l'éducation donnée dans ces établissements soit conforme aux normes minimales qui peuvent être prescrites par l'Etat.

Article 14

Tout Etat partie au présent Pacte qui, au moment où il devient partie, n'a pas encore pu assurer dans sa métropole ou dans les territoires placés sous sa juridiction le caractère obligatoire et la gratuité de l'enseignement primaire s'engage à établir et à adopter, dans un délai de deux ans, un plan détaillé des mesures nécessaires pour réaliser progressivement, dans un nombre raisonnable d'années fixé par ce plan, la pleine application du principe de l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous.

Article 15

1. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent à chacun le droit:

a) de participer à la vie culturelle;

b) de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications;

c) de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.

2. Les mesures que les Etats parties au présent Pacte prendront en vue d'assurer le plein exercice de ce droit devront comprendre celles qui sont nécessaires pour assurer le maintien, le développement et la diffusion de la science et de la culture.

3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté indispensable à la recherche scientifique et aux activités créatrices.

4. Les Etats parties au présent Pacte reconnaissent les bienfaits qui doivent résulter de l'encouragement et du développement de la coopération et des contacts internationaux dans le domaine de la science et de la culture.

Quatrieme Partie

Article 16

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à présenter, conformément aux dispositions de la présente partie du Pacte, des rapports sur les mesures qu'ils auront adoptées et sur les progrès accomplis en vue d'assurer le respect des droits reconnus dans le Pacte.

2. *a*) Tous les rapports sont adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmet copie au Conseil économique et social, pour examen, conformément aux dispositions du présent Pacte.

b) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet également aux institutions spécialisées copie des rapports, ou de toutes parties pertinentes des rapports, envoyés par les Etats parties au présent Pacte qui sont également membres desdites institutions spécialisées, pour autant que ces rapports, ou parties de rapports, ont trait à des questions relevant de la compétence desdites institutions aux termes de leurs actes constitutifs respectifs.

Article 17

1. Les Etats parties au présent Pacte présentent leurs rapports par étapes, selon un programme qu'établira le Conseil économique et social dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Pacte, après avoir consulté les Etats parties et les institutions spécialisées intéressées.

2. Les rapports peuvent faire connaître les facteurs et les difficultés empêchant ces Etats de s'acquitter pleinement des obligations prévues au présent Pacte.

3. Dans le cas où des renseignements à ce sujet ont déjà été adressés à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée par un Etat partie au Pacte, il ne sera pas nécessaire de reproduire lesdits renseignements et une référence précise à ces renseignements suffira.

Article 18

En vertu des responsabilités qui lui sont conférées par la Charte des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le Conseil économique et social pourra conclure des arrangements avec les institutions spécialisées, en vue de la présentation par celle-ci de rapports relatifs aux progrès accomplis quant à l'observation des dispositions du présent Pacte qui entrent dans le cadre de leurs activités. Ces rapports pourront comprendre des données sur les décisions et recommandations adoptées par les organes compétents des institutions spécialisées au sujet de cette mise en œuvre.

Article 19

Le Conseil économique et social peut renvoyer à la Commission des droits de l'homme aux fins d'étude et de recommandation d'ordre général ou pour information, s'il y a lieu, les rapports concernant les droits de l'homme que communiquent les Etats conformément aux articles 16 et 17 et les rapports concernant les droits de l'homme que communiquent les institutions spécialisées conformément à l'article 18.

Article 20

Les Etats parties au présent Pacte et les institutions spécialisées intéressées peuvent présenter au Conseil économique et social des observations sur toute recommandation d'ordre général faite en vertu de l'article 19 ou sur toute mention d'une recommandation d'ordre général figurant dans un rapport de la Commission des droits de l'homme ou dans tout document mentionné dans ledit rapport.

Article 21

Le Conseil économique et social présente de temps en temps à l'Assemblée générale des rapports contenant des recommandations de caractère général et un résumé des renseignements reçus des Etats parties au présent Pacte et des institutions spécialisées sur les mesures prises et les progrès accomplis en vue d'assurer le respect général des droits reconnus dans le présent Pacte.

Article 22

Le Conseil économique et social peut porter à l'attention des autres organes de l'Organisation des Nations Unies, de leurs organes subsidiaires et des institutions spécialisées intéressées qui s'oc-

cupent de fournir une assistance technique toute question que soulèvent les rapports mentionnés dans la présente partie du présent Pacte et qui peut aider ces organismes à se prononcer, chacun dans sa propre sphère de compétence, sur l'opportunité de mesures internationales propres à contribuer à la mise en œuvre effective et progressive du présent Pacte.

Article 23

Les Etats parties au présent Pacte conviennent que les mesures d'ordre international destinées à assurer la réalisation des droits reconnus dans ledit Pacte comprennent notamment la conclusion de conventions, l'adoption de recommandations, la fourniture d'une assistance technique et l'organisation, en liaison avec les gouvernements intéressés, de réunions régionales et de réunions techniques aux fins de consultations et d'études.

Article 24

Aucune disposition du présent Pacte ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des constitutions des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans le présent Pacte.

Article 25

Aucune disposition du présent Pacte ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inhérent de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.

CINQUIEME PARTIE

Article 26

1. Le présent Pacte est ouvert à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie au présent Pacte.

2. Le présent Pacte est sujet à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Pacte sera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au pragraphe 1 du présent article.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Pacte ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 27

1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Pacte ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 28

Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 29

1. Tout Etat partie au présent Pacte peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties au présent Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si un tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Pacte.

3. Lorsque ces amendements entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Pacte et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 30

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 26, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 dudit article:

a) des signatures apposées au présent Pacte et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 26;

b) de la date à laquelle le présent Pacte entrera en vigueur conformément à l'article 27 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 29.

Article 31

1. Le présent Pacte, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Pacte à tous les Etats visés à l'article 26.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Pacte, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

Pour la Barbade :

Pour la Belgique :

Pour la Bolivie :

Pour l'Argentine :

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pour l'Algérie :

Pour le Cambodge :

Pour le Cameroun :

Pour le Canada :

Pour la Birmanie :

Pour le Burundi :

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

Pour la République centrafricaine :

Pour Ceylan :

Pour le Tchad :

Pour le Botswana :

Pour le Brésil :

Pour la Bulgarie

Pour le Chili :

Pour la Chine :

Pour la Colombie :

Pour Cuba :

Pour Chypre :
ZENON ROSSIDES
9th January 1967

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour le Congo (Brazzaville) :

Pour le Congo (République démocratique du) :

Pour le Costa Rica :
LUIS D. TINOCO

Pour l'Equateur :

Pour El Salvador :

Pour l'Ethiopie :

Pour le Dahomey :

Pour le Danemark :

Pour la République Domenicaine :

Pour le Gabon :

Pour la Gambie :

Pour le Ghana :

Pour la République fédérale d'Allemagne :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Guyane :

Pour Haïti :

Pour le Saint-Siège :

Pour la Grèce :

Pour le Guatemala :

Pour la Guinée :
MAROF ACHKAR
Le 28 février 1967

Pour l'Inde :

Pour l'Indonésie :

Pour l'Iran :

Pour le Honduras :
H. LOPEZ VILLAMIL

Pour la Hongrie :

Pour l'Islande :

Pour l'Italie :
PIERO VINCI
18 January 1967

Pour la Côte-d'Ivoire :

Pour la Jamaïque :
E. R. RICHARDSON

Pour l'Irak :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :
MICHAEL COMAY

Pour le Lesotho :

Pour le Libéria :

Pour la Libye :

Pour le Koweït :

Pour le Laos :

Pour le Liban :

Pour le Japon :

Pour la Jordanie :

Pour le Kenya :

Pour le Mali :

Pour Malte :

Pour la Mauritanie :

Pour le Malawi :

Pour la Malaisie :

Pour les îles Maldives :

Pour le Liechtenstein :

Pour le Luxembourg :

Pour Madagascar :

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour le Nicaragua :

Pour le Niger :

Pour le Maroc :

Pour le Népal :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

Pour la Mongolie :

Pour le Panama :

Pour le Paraguay :

Pour le Pérou :

Pour la Nigéria :

Pour la Norvège :

Pour le Pakistan :

Pour la République de Corée :

Pour la République du Viet-Nam :

Pour la Roumanie :

Pour les Philippines :
SALVADOR P. LOPEZ

Pour la Pologne :
B. TOMOROWICZ
2.III.1967

Pour le Portugal :

Pour la Somalie :

Pour l'Afrique du Sud :

Pour l'Espagne :

Pour le Sénégal :

Pour le Sierra Leone :

Pour Singapour :

Pour le Rwanda :

Pour Saint-Marin :

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour la Trinité et Tobago :

Pour la Tunisie :

Pour la Turquie :

Pour la Syrie :

Pour la Thaïlande :

Pour le Togo :

Pour le Soudan :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la République Arabe Unie :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la République-Unie de Tanzanie :

Pour l'Ouganda :

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour la Yougoslavie :

Pour la Zambie :

Pour le Venezuela :

Pour le Samoa-Occidental :

Pour le Yémen :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Haute-Volta :

Pour l'Uruguay :
PEDRO P. BERRO

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel patto, fra cui il testo in lingua francese.

PATTO INTERNAZIONALE RELATIVO AI DIRITTI ECONOMICI, SOCIALI E CULTURALI

PREAMBOLO

Gli Stati parti del presente Patto,

Considerato che, in conformità ai principî enunciati nello Statuto delle Nazioni Unite, il riconoscimento della dignità inerente a tutti i membri della famiglia umana e dei loro diritti, uguali e inalienabili, costituisce il fondamento della libertà, della giustizia e della pace nel mondo;

Riconosciuto che questi diritti derivano dalla dignità inerente alla persona umana;

Riconosciuto che, in conformità alla Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo, l'ideale dell'essere umano libero, che goda della libertà dal timore e dalla miseria, può essere conseguito soltanto se vengono create condizioni le quali permettano ad ognuno di godere dei propri diritti economici, sociali e culturali, nonché dei propri diritti civili e politici;

Considerato che lo Statuto delle Nazioni Unite impone agli Stati l'obbligo di promuovere il rispetto e l'osservanza universale dei diritti e delle libertà dell'uomo;

Considerato infine che l'individuo, in quanto ha dei doveri verso gli altri e verso la collettività alla quale appartiene, è tenuto a sforzarsi di promuovere e di rispettare i diritti riconosciuti nel presente Patto;

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE PRIMA

Articolo 1

1. Tutti i popoli hanno il diritto di autodeterminazione. In virtù di questo diritto, essi decidono liberamente del loro statuto politico e perseguono liberamente il loro sviluppo economico, sociale e culturale.

2. Per raggiungere i loro fini, tutti i popoli possono disporre liberamente delle proprie ricchezze e delle proprie risorse naturali, senza pregiudizio degli obblighi derivanti dalla cooperazione economica internazionale, fondata sul principio del mutuo interesse, e dal diritto internazionale. In nessun caso un popolo può essere privato dei propri mezzi di sussistenza.

3. Gli Stati parti del presente Patto, ivi compresi quelli che sono responsabili dell'amministrazione di territori non autonomi e di territori in amministrazione fiduciaria, debbono promuovere l'attuazione del diritto di autodeterminazione dei popoli e rispettare tale diritto, in conformità alle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite.

PARTE SECONDA

Articolo 2

1. Ciascuno degli Stati parti del presente Patto si impegna ad operare, sia individualmente sia attraverso l'assistenza e la cooperazione internazionale, specialmente nel campo economico e tecnico, con il massimo delle risorse di cui dispone, al fine di assicurare progressivamente con tutti i mezzi appropriati, compresa in particolare l'adozione di misure legislative, la piena attuazione dei diritti riconosciuti nel presente Patto.

2. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a garantire che i diritti in esso enunciati verranno esercitati senza discriminazione alcuna, sia essa fondata sulla razza, il colore, il sesso, la lingua, la religione, l'opinione politica o qualsiasi altra opinione, l'origine nazionale o sociale, la condizione economica, la nascita o qualsiasi altra condizione.

3. I Paesi in via di sviluppo, tenuto il debito conto dei diritti dell'uomo e delle rispettive economie nazionali, possono determinare in quale misura essi garantiranno a individui non aventi la loro cittadinanza i diritti economici riconosciuti nel presente Patto.

Articolo 3

Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a garantire agli uomini e alle donne la parità giuridica nel godimento di tutti i diritti economici, sociali e culturali enunciati nel presente Patto.

Articolo 4

Gli Stati parti del presente Patto riconoscono che, nell'assicurare il godimento dei diritti in conformità del presente Patto, lo Stato potrà assoggettarli esclusivamente a quei limiti che siano stabiliti per legge, soltanto nella misura in cui ciò sia compatibile con la natura di tali diritti e unicamente allo scopo di promuovere il benessere generale in una società democratica.

Articolo 5

1. Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata nel senso di implicare un diritto di qualsiasi Stato, gruppo o individuo di intraprendere attività o di compiere atti miranti a sopprimere uno dei diritti o delle libertà riconosciuti nel presente Patto ovvero a limitarlo in misura maggiore di quanto è previsto nel Patto stesso.

2. Nessuna restrizione o deroga a diritti fondamentali dell'uomo, riconosciuti o vigenti in qualsiasi Paese in virtù di leggi, convenzioni, regolamenti o consuetudini, può essere ammessa con il pretesto che il presente Patto non li riconosce o li riconosce in minor misura.

PARTE TERZA

Articolo 6

1. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto al lavoro, che implica il diritto di ogni individuo di ottenere la possibilità di guadagnarsi la vita con un lavoro liberamente scelto od accettato, e prenderanno le misure appropriate per garantire tale diritto.

2. Le misure che ciascuno degli Stati parti del presente Patto dovrà prendere per assicurare la piena attuazione di tale diritto comprenderanno programmi di orientamento e formazione tecnica e professionale, nonché l'elaborazione di politiche e di tecniche atte ad assicurare un costante sviluppo economico, sociale e culturale ed un pieno impiego produttivo, in condizioni che salvaguardino le fondamentali libertà politiche ed economiche degli individui.

Articolo 7

Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo di godere di giuste e favorevoli condizioni di lavoro, le quali garantiscano in particolare:

a) la remunerazione che assicuri a tutti i lavoratori, come minimo:

i) un equo salario ed una uguale remunerazione per un lavoro di eguale valore, senza distinzione di alcun genere; in particolare devono essere garantite alle donne condizioni di lavoro non inferiori a quelle godute dagli uomini, con una eguale remunerazione per un eguale lavoro;

ii) un'esistenza decorosa per essi e per le loro famiglie in conformità delle disposizioni del presente Patto;

b) la sicurezza e l'igiene del lavoro;

c) la possibilità uguale per tutti di essere promossi, nel rispettivo lavoro, alla categoria superiore appropriata, senza altra considerazione che non sia quella dell'anzianità di servizio e delle attitudini personali;

d) il riposo, gli svaghi, una ragionevole limitazione delle ore di lavoro, e le ferie periodiche retribuite, nonché la remunerazione per i giorni festivi.

Articolo 8

1. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a garantire:

a) il diritto di ogni individuo di costituire con altri dei sindacati e di aderire al sindacato di sua scelta, fatte salve soltanto le regole stabilite dall'organizzazione interessata, al fine di promuovere e tutelare i propri interessi economici e sociali. L'esercizio di questo diritto non può essere sottoposto a restrizioni che non siano stabilite dalla legge e che non siano necessarie, in una società democratica, nell'interesse della sicurezza nazionale o dell'ordine pubblico o per la protezione dei diritti e delle libertà altrui;

b) il diritto dei sindacati di formare federazioni o confederazioni nazionali e il diritto di queste di costituire organizzazioni sindacali internazionali o di aderirvi;

c) il diritto dei sindacati di esercitare liberamente la loro attività, senza altre limitazioni che quelle stabilite dalla legge e che siano necessarie in una società democratica nell'interesse della sicurezza nazionale o dell'ordine pubblico o per la protezione dei diritti e delle libertà altrui;

d) il diritto di sciopero, purché esso venga esercitato in conformità delle leggi di ciascun Paese.

2. Il presente articolo non impedisce di imporre restrizioni legali all'esercizio di questi diritti da parte dei membri delle forze armate, della polizia o dell'amministrazione pubblica.

3. Nessuna disposizione del presente articolo autorizza gli Stati parti della Convenzione del 1948 dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, concernente la libertà sindacale e la tutela del diritto sindacale, ad adottare misure legislative che portino pregiudizio alle garanzie previste dalla menzionata Convenzione, o ad applicare le loro leggi in modo da causare tale pregiudizio.

Articolo 9

Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo alla sicurezza sociale, ivi comprese le assicurazioni sociali.

Articolo 10

Gli Stati parti del presente Patto riconoscono che:

1. La protezione e l'assistenza più ampia che sia possibile devono essere accordate alla famiglia, che è il nucleo naturale e fondamentale della società, in particolare per la sua costituzione e fin quando essa abbia la responsabilità del mantenimento e dell'educazione di figli a suo carico. Il matrimonio deve essere celebrato con il libero consenso dei futuri coniugi.

2. Una protezione speciale deve essere accordata alle madri per un periodo di tempo ragionevole prima e dopo il parto. Le lavoratrici madri dovranno beneficiare, durante tale periodo, di un congedo retribuito o di un congedo accompagnato da adeguate prestazioni di sicurezza sociale.

3. Speciali misure di protezione e di assistenza devono essere prese in favore di tutti i fanciulli e gli adolescenti senza discriminazione alcuna per ragione di filiazione o per altre ragioni. I fanciulli e gli adolescenti devono essere protetti contro lo sfruttamento economico e sociale. Il loro impiego in lavori pregiudizievoli per la loro moralità o per la loro salute, pericolosi per la loro vita, o tali da nuocere al loro normale sviluppo, deve essere punito dalla legge. Gli Stati devono altresì fissare limiti di età al di sotto dei quali il lavoro salariato di manodopera infantile sarà vietato e punito dalla legge.

Articolo 11

1. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo ad un livello di vita adeguato per sé e per la propria famiglia, che includa un'alimentazione, un vestiario, ed un alloggio adeguati, nonché al miglioramento continuo delle proprie condizioni di vita. Gli Stati parti prenderanno misure idonee ad assicurare l'attuazione di questo diritto, e riconoscono a tal fine l'importanza essenziale della cooperazione internazionale, basata sul libero consenso.

2. Gli Stati parti del presente Patto, riconoscendo il diritto fondamentale di ogni individuo alla libertà dalla fame, adotteranno, individualmente e attraverso la cooperazione internazionale, tutte le misure, e fra queste anche programmi concreti, che siano necessarie:

a) per migliorare i metodi di produzione, di conservazione e di distribuzione delle derrate alimentari mediante la piena applicazione delle conoscenze tecniche e scientifiche, la diffusione di

nozioni relative ai principî della nutrizione, e lo sviluppo o la riforma dei regimi agrari, in modo da conseguire l'accrescimento e l'utilizzazione più efficaci delle risorse naturali;

b) per assicurare un'equa distribuzione delle risorse alimentari mondiali in relazione ai bisogni, tenendo conto dei problemi tanto dei Paesi importatori quanto dei Paesi esportatori di derrate alimentari.

Articolo 12

1. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo a godere delle migliori condizioni di salute fisica e mentale che sia in grado di conseguire.

2. Le misure che gli Stati parti del presente Patto dovranno prendere per assicurare la piena attuazione di tale diritto comprenderanno quelle necessarie ai seguenti fini:

a) la diminuzione del numero dei nati-morti e della mortalità infantile, nonché il sano sviluppo dei fanciulli;

b) il miglioramento di tutti gli aspetti dell'igiene ambientale e industriale;

c) la profilassi, la cura e il controllo delle malattie epidemiche, endemiche, professionali e d'altro genere;

d) la creazione di condizioni che assicurino a tutti servizi medici e assistenza medica in caso di malattia.

Articolo 13

1. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo all'istruzione. Essi convengono sul fatto che l'istruzione deve mirare al pieno sviluppo della personalità umana e del senso della sua dignità e rafforzare il rispetto per i diritti dell'uomo e le libertà fondamentali. Essi convengono inoltre che l'istruzione deve porre tutti gli individui in grado di partecipare in modo effettivo alla vita di una società libera, deve promuovere la comprensione, la tolleranza e l'amicizia fra tutte le nazioni e tutti i gruppi razziali, etnici o religiosi ed incoraggiare lo sviluppo delle attività delle Nazioni Unite per il mantenimento della pace.

2. Gli Stati parti del presente Patto, al fine di assicurare la piena attuazione di questo diritto, riconoscono che:

a) l'istruzione primaria deve essere obbligatoria e accessibile gratuitamente a tutti;

b) l'istruzione secondaria nelle sue diverse forme, inclusa l'istruzione secondaria tecnica e professionale, deve essere resa generale ed accessibile a tutti con ogni mezzo a ciò idoneo, ed in particolare mediante l'instaurazione progressiva dell'istruzione gratuita;

c) l'istruzione superiore deve essere resa accessibile a tutti su un piano d'uguaglianza, in base alle attitudini di ciascuno, con ogni mezzo a ciò idoneo, ed in particolare mediante l'instaurazione progressiva dell'istruzione gratuita;

d) l'istruzione di base deve essere incoraggiata o intensificata nella misura del possibile, a beneficio degli individui che non hanno ricevuto istruzione primaria o non ne hanno completato il corso;

e) deve perseguirsi attivamente lo sviluppo di un sistema di scuole di ogni grado, stabilirsi un adeguato sistema di borse di studio e assicurarsi un continuo miglioramento delle condizioni materiali del personale insegnante.

3. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a rispettare la libertà dei genitori e, ove del caso, dei tutori legali, di scegliere per i figli scuole diverse da quelle istituite dalle autorità pubbliche, purché conformi ai requisiti fondamentali che possono essere prescritti o approvati dallo Stato in materia di istruzione, e di curare l'educazione religiosa e morale dei figli in conformità alle proprie convinzioni.

4. Nessuna disposizione di questo articolo sarà interpretata nel senso di recare pregiudizio alla libertà degli individui e degli enti di fondare e dirigere istituti di istruzione, purché i principî enunciati nel 1° paragrafo di questo articolo vengano rispettati e l'istruzione impartita in tali istituti sia conforme ai requisiti fondamentali che possano essere prescritti dallo Stato.

Articolo 14

Ogni Stato parte del presente Patto che, al momento di diventarne parte, non sia stato ancora in grado di assicurare nel territorio metropolitano o in altri territori soggetti alla sua giurisdizione, l'obbligatorietà e la gratuità dell'istruzione primaria, si impegna a elaborare ed approvare, entro due anni, un piano particolareggiato di misure al fine di applicare progressivamente, in un ragionevole numero di anni fissato dal piano stesso, il principio dell'istruzione primaria obbligatoria e gratuita per tutti.

Articolo 15

1. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono il diritto di ogni individuo:

a) a partecipare alla vita culturale;

b) a godere dei benefici del progresso scientifico e delle sue applicazioni;

c) a godere della tutela degli interessi morali e materiali scaturenti da qualunque produzione scientifica, letteraria o artistica di cui egli sia l'autore.

2. Le misure che gli Stati parti del presente Patto dovranno prendere per conseguire la piena attuazione di questo diritto comprenderanno quelle necessarie per il mantenimento, lo sviluppo e la diffusione della scienza e della cultura.

3. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a rispettare la libertà indispensabile per la ricerca scientifica e l'attività creativa.

4. Gli Stati parti del presente Patto riconoscono i benefici che risulteranno dall'incoraggiamento e dallo sviluppo dei contatti e dalla collaborazione internazionale nei campi scientifico e culturale.

PARTE QUARTA

Articolo 16

1. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a presentare, in conformità alle disposizioni di questa parte del Patto, dei rapporti sulle misure che essi avranno preso e sui progressi compiuti al fine di conseguire il rispetto dei diritti riconosciuti nel Patto.

2. *a*) Tutti i rapporti sono indirizzati al Segretario generale delle Nazioni Unite, che ne trasmette copie al Consiglio economico e sociale per esame, in conformità alle disposizioni del presente Patto.

b) Il Segretario generale delle Nazioni Unite trasmette altresì agli istituti specializzati copia dei rapporti, o delle parti pertinenti di questi, inviati dagli Stati parti del presente Patto che siano anche membri di detti istituti specializzati, in quanto tali rapporti, o parti di rapporti, riguardino questioni rientranti nella competenza di quegli istituti ai sensi dei rispettivi statuti.

Articolo 17

1. Gli Stati parti del presente Patto debbono presentare i loro rapporti a intervalli di tempo, secondo un programma che verrà stabilito dal Consiglio economico e sociale entro un anno dall'en-

trata in vigore del presente Patto, dopo aver consultato gli Stati parti e gli istituti specializzati interessati.

2. I rapporti possono indicare i fattori e le difficoltà che influiscano sul grado di adempimento degli obblighi previsti nel presente Patto.

3. Qualora informazioni pertinenti siano già state fornite alle Nazioni Unite o ad un istituto specializzato da uno Stato parte del presente Patto, non sarà necessario fornire nuovamente tali informazioni, ma sarà sufficiente un riferimento preciso alle informazioni già date.

Articolo 18

In virtù delle competenze ad esso conferite dallo Statuto delle Nazioni Unite nel campo dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, il Consiglio economico e sociale può concludere accordi con gli istituti specializzati, ai fini della presentazione da parte loro di rapporti sui progressi compiuti nel conseguire il rispetto delle disposizioni del presente Patto che rientrano nell'ambito delle loro attività. Questi rapporti possono includere ragguagli circa le decisioni e raccomandazioni adottate dagli organi competenti degli istituti specializzati in merito a tale attuazione.

Articolo 19

Il Consiglio economico e sociale può trasmettere alla Commissione dei diritti dell'uomo a fini di studio e perché formuli raccomandazioni di ordine generale o, eventualmente, per informazione, i rapporti relativi ai diritti dell'uomo presentati dagli Stati in conformità agli articoli 16 e 17 e i rapporti concernenti i diritti dell'uomo, presentati dagli istituti specializzati in conformità all'articolo 18.

Articolo 20

Gli Stati parti del presente Patto e gli istituti specializzati interessati possono presentare al Consiglio economico e sociale osservazioni su qualunque raccomandazione d'ordine generale fatta in base all'articolo 19 o su qualunque menzione di una raccomandazione d'ordine generale che figuri in un rapporto della Commissione dei diritti dell'uomo in un documento menzionato in tale rapporto.

Articolo 21

Il Consiglio economico e sociale può presentare di quando in quando all'Assemblea generale rapporti contenenti raccomandazioni di carattere generale e un riassunto delle informazioni ricevute dagli Stati parti del presente Patto e dagli istituti specializzati sulle misure prese e sui progressi compiuti nel conseguire il rispetto generale dei diritti riconosciuti nel presente Patto.

Articolo 22

Il Consiglio economico e sociale può sottoporre all'attenzione di altri organi delle Nazioni Unite, dei loro organi sussidiari e degli istituti specializzati competenti a prestare assistenza tecnica, qualsiasi questione risultante dai rapporti menzionati in questa parte del presente Patto, che possa essere utile a tali organismi per decidere, ciascuno nel proprio ambito di competenza, sull'opportunità di misure internazionali idonee a contribuire all'efficace progressiva attuazione del presente Patto.

Articolo 23

Gli Stati parti del presente Patto convengono che le misure di ordine internazionale miranti all'attuazione dei diritti riconosciuti nel Patto stesso comprendono, in particolare, la conclusione di convenzioni, l'adozione di raccomandazioni, la prestazione di assistenza tecnica e l'organizzazione, di concerto con i governi interessati, di riunioni regionali e di riunioni tecniche a fini di consultazione e di studio.

Articolo 24

Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata in senso lesivo delle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite e degli statuti degli istituti specializzati che definiscono le funzioni rispettive dei vari organi delle Nazioni Unite e degli istituti specializzati riguardo alle questioni trattate nel presente Patto.

Articolo 25

Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata in senso lesivo del diritto inerente a tutti i popoli di godere e di disporre pienamente e liberamente delle loro ricchezze e risorse naturali.

PARTE QUINTA

Articolo 26

1. Il presente Patto è aperto alla firma di ogni Stato membro delle Nazioni Unite o membro di uno qualsiasi dei loro istituti specializzati, di ogni Stato parte dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, nonché di qualsiasi altro Stato che sia invitato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite a divenire parte del presente Patto.

2. Il presente Patto è soggetto a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

3. Il presente Patto sarà aperto all'adesione di qualsiasi Stato fra quelli indicati al paragrafo 1 del presente articolo.

4. L'adesione sarà effettuata mediante deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

5. Il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati che abbiano firmato il presente Patto, o che vi abbiano aderito, del deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 27

1. Il presente Patto entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito presso il Segretario generale delle Nazioni Unite del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ognuno degli Stati che ratificheranno il presente Patto o vi aderiranno successivamente al deposito del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione, il Patto medesimo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 28

Le disposizioni del presente Patto si applicano, senza limitazione o eccezione alcuna, a tutte le unità costitutive degli Stati federali.

Articolo 29

1. Ogni Stato parte del presente Patto potrà proporre un emendamento e depositarne il testo presso il Segretario generale delle Nazioni Unite. Il Segretario generale comunicherà quindi le proposte di emendamento agli Stati parti del presente Patto, chiedendo loro di informarlo se sono favorevoli alla convocazione di una conferenza degli Stati parti per esaminare dette proposte e metterle ai voti. Se almeno un terzo degli Stati parti si dichiarerà a favore di tale convocazione, il Segretario generale convocherà la conferenza sotto gli auspici delle Nazioni Unite. Ogni emendamento approvato dalla maggioranza degli Stati presenti e votanti alla conferenza sarà sottoposto all'approvazione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite.

2. Gli emendamenti entreranno in vigore dopo essere stati approvati dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite e accettati, in conformità alle rispettive procedure costituzionali, da una maggioranza di due terzi degli Stati parti del presente Patto.

3. Quando gli emendamenti entreranno in vigore, essi saranno vincolanti per gli Stati parti che li abbiano accettati, mentre gli altri Stati parti rimarranno vincolati dalle disposizioni del presente Patto e da qualsiasi emendamento anteriore che essi abbiano accettato.

Articolo 30

Indipendentemente dalle notifiche effettuate ai sensi del paragrafo 5 dell'articolo 26, il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati indicati al paragrafo 1 di detto articolo:

a) delle firme apposte al presente Patto e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati in conformità all'articolo 26;

b) della data in cui il presente Patto entrerà in vigore, in conformità all'articolo 27, e della data in cui entreranno in vigore gli emendamenti ai sensi dell'articolo 29.

Articolo 31

1. Il presente Patto, di cui i testi cinese, francese, inglese, russo e spagnolo fanno egualmente fede, sarà depositato negli archivi delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale delle Nazioni Unite trasmetterà copie autenticate del presente Patto a tutti gli Stati indicati all'articolo 26.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Patto, che è stato aperto alla firma a New York il 19 dicembre 1966.

(*Seguono le firme*).

PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Les Etats parties au présent Pacte,

Considérant que, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde,

Reconnaissant que ces droits découlent de la dignité inhérente à la personne humaine,

Reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, jouissant des libertés civiles et politiques et libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits civils et politiques, aussi bien que de ses droits économiques, sociaux et culturels, sont créées,

Considérant que la Charte des Nations Unies impose aux Etats l'obligation de promouvoir le respect universel et effectif des droits et des libertés de l'homme,

Prenant en considération le fait que l'individu a des devoirs envers autrui et envers la collectivité à laquelle il appartient et est tenu de s'efforcer de promouvoir et de respecter les droits reconnus dans le présent Pacte,

Sont convenus des articles suivants:

PREMIERE PARTIE

Article premier

1. Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.

2. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance.

3. Les Etats parties au présent Pacte, y compris ceux qui ont la responsabilité d'administrer des territoires non autonomes et des territoires sous tutelle, sont tenus de faciliter la réalisation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et de respecter ce droit, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

DEUXIEME PARTIE

Article 2

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent

Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

2. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à prendre, en accord avec leurs procédures constitutionnelles et avec les dispositions du présent Pacte, les arrangements devant permettre l'adoption de telles mesures d'ordre législatif ou autre, propres à donner effet aux droits reconnus dans le présent Pacte qui ne seraient pas déjà en vigueur.

3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à:

a) garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;

b) garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et à développer les possibilités de recours juridictionnel;

c) garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.

Article 3

Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à assurer le droit égal des hommes et des femmes de jouir de tous les droits civils et politiques énoncés dans le présent Pacte.

Article 4

1. Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et est proclamé par un acte officiel, les Etats parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale.

2. La disposition précédente n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8 (par. 1 et 2), 11, 15, 16 et 18.

3. Les Etats parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, signaler aussitôt aux autres Etats parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations.

Article 5

1. Aucune disposition du présent Pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent Pacte ou à des limitations plus amples que celles prévues audit Pacte.

2. Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en vigueur dans tout Etat partie au présent Pacte en application de lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré.

TROISIEME PARTIE

Article 6

1. Le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie.

2. Dans les pays où la peine de mort n'a pas été abolie, une sentence de mort ne peut être prononcée que pour les crimes les plus graves, conformément à la législation en vigueur au moment où le crime a été commis et qui ne doit pas être en contradiction avec les dispositions du présent Pacte ni avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette peine ne peut être appliquée qu'en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent.

3. Lorsque la privation de la vie constitue le crime de génocide, il est entendu qu'aucune disposition du présent article n'autorise un Etat partie au présent Pacte à déroger d'aucune manière à une obligation quelconque assumée en vertu des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

4. Tout condamné à mort a le droit de solliciter la grâce ou la commutation de la peine. L'amnistie, la grâce ou la commutation de la peine de mort peuvent dans tous les cas être accordées.

5. Une sentence de mort ne peut être imposée pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans et ne peut être exécutée contre des femmes enceintes.

6. Aucune disposition du présent article ne peut être invoquée pour retarder ou empêcher l'abolition de la peine capitale par un Etat partie au présent Pacte.

Article 7

Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

Article 8

1. Nul ne sera tenu en esclavage; l'esclavage et la traite des esclaves, sous toutes leurs formes, sont interdits.

2. Nul ne sera tenu en servitude.

3. *a*) nul ne sera astreint à accomplir un travail forcé ou obligatoire;

b) l'alinéa *a*) du présent paragraphe ne saurait être interprété comme interdisant, dans les pays où certains crimes peuvent être punis de détention accompagnée de travaux forcés, l'accomplissement d'une peine de travaux forcés, infligée par un tribunal compétent;

c) n'est pas considéré comme « travail forcé ou obligatoire » au sens du présent paragraphe:

i) tout travail ou service, non visé à l'alinéa *b*), normalement requis d'un individu qui est détenu en vertu d'une décision de justice régulière ou qui, ayant fait l'objet d'une telle décision, est libéré conditionnellement;

ii) tout service de caractère militaire et, dans les pays où l'objection de conscience est admise, tout service national exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi;

iii) tout service exigé dans les cas de force majeure ou de sinistres qui menacent la vie ou le bien-être de la communauté;
iv) tout travail ou tout service formant partie des obligations civiques normales.

Article 9

1. Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraires. Nul ne peut être privé de sa liberté, si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure prévus par la loi.

2. Tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui.

3. Tout individu arrêté ou détenu du chef d'une infraction pénale sera traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, et devra être jugé dans un délai raisonnable ou libéré. La détention de personnes qui attendent de passer en jugement ne doit pas être de règle, mais la mise en liberté peut être subordonnée à des garanties assurant la comparution de l'intéressé à l'audience, à tous les autres actes de la procédure et, le cas échéant, pour l'exécution du jugement.

4. Quiconque se trouve privé de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Tout individu victime d'arrestation ou de détention illégales a droit à réparation.

Article 10

1. Toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

2. *a*) les prévenus sont, sauf dans des circonstances exceptionnelles, séparés des condamnés et sont soumis à un régime distinct, approprié à leur condition de personnes non condamnées;

b) les jeunes prévenus sont séparés des adultes et il est décidé de leur cas aussi rapidement que possible.

3. Le régime pénitentiaire comporte un traitement des condamnés dont le but essentiel est leur amendement et leur reclassement social. Les jeunes délinquants sont séparés des adultes et soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.

Article 11

Nul ne peut être emprisonné pour la seule raison qu'il n'est pas en mesure d'exécuter une obligation contractuelle.

Article 12

1. Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence.

2. Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien.

3. Les droits mentionnés ci-dessus ne peuvent être l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publiques, ou les droits et libertés d'autrui, et compatibles avec les autres droits reconnus par le présent Pacte.

4. Nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays.

Article 13

Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un Etat partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin.

Article 14

1. Tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes moeurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants.

2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocent jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:

a) a être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;

b) a disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;

c) a être jugée sans retard excessif;

d) a être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;

e) a interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

f) a se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;

g) a ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

4. La procédure applicable aux jeunes gens qui ne sont pas encore majeurs au regard de la loi pénale tiendra compte de leur âge et de l'intérêt que présente leur rééducation.

5. Toute personne déclarée coupable d'une infraction a le droit de faire examiner par une juridiction supérieure la déclaration de culpabilité et la condamnation, conformément à la loi.

6. Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

7. Nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays.

Article 15

1. Nul ne sera condamné pour des actions ou omissions qui ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international au moment où elles ont été commises. De même, il ne sera infligé aucune peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'infraction a été commise. Si, postérieurement à cette infraction, la loi prévoit l'application d'une peine plus légère, le délinquant doit en bénéficier.

2. Rien dans le présent article ne s'oppose au jugement ou à la condamnation de tout individu en raison d'actes ou omissions qui, au moment où ils ont été commis, étaient tenus pour criminels, d'après les principes généraux de droit reconnus par l'ensemble des nations.

Article 16

Chacun a droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.

Article 17

1. Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes.

Article 18

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion; ce droit implique la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement.

2. Nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction de son choix.

3. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires à la protection de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, ou de la morale ou des libertés et droits fondamentaux d'autrui.

4. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions.

Article 19

1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.

2. Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.

3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires:

a) au respect des droits ou de la réputation d'autrui;

b) a la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.

Article 20

1. Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi.

2. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi.

Article 21

Le droit de réunion pacifique est reconnu. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions imposées conformément à la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public ou pour protéger la sante ou la moralité publiques, ou les droits et les libertés d'autrui.

Article 22

1. Toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts.

2. L'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Le présent article n'empêche pas de soumettre à des restrictions légales l'exercice de ce droit par les membres des forces armées et de la police.

3. Aucune disposition du présent article ne permet aux Etats parties à la Convention de 1948 de l'Organisation internationale du Travail concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical de prendre des mesures législatives portant atteinte — ou d'appliquer la loi de façon à porter atteinte — aux garanties prévues dans ladite convention.

Article 23

1. La famille est l'élement naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat.

2. Le droit de se marier et de fonder une famille est reconnu à l'homme et à la femme à partir de l'âge nubile.

3. Nul mariage ne peut être conclu sans le libre et plein consentement des futurs époux.

4. Les Etats parties au présent Pacte prendront les mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilités des époux au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution. En cas de dissolution, des dispositions seront prises afin d'assurer aux enfants la protection nécessaire.

Article 24

1. Tout enfant, sans discrimination aucune fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'origine nationale ou sociale, la fortune ou la naissance, a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur.

2. Tout enfant doit être enregistré immédiatement après sa naissance et avoir un nom.

3. Tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité.

Article 25

Tout citoyen a le droit et la possibilité, sans aucune des discriminations visées à l'article 2 et sans restrictions déraisonnables:

a) de prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

b) de voter et d'être élu, au cours d'élections périodique, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;

c) d'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.

Article 26

Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. A cet égard, la loi doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

Article 27

Dans les Etats où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue.

QUATRIEME PARTIE

Article 28

1. Il est institué un Comité des droits de l'homme (ci-après dénommé le Comité dans le présent Pacte). Ce Comité est composé de dix-huit membres et a les fonctions définies ci-dessous.

2. Le Comité est composé de ressortissants des Etats parties au présent Pacte, qui doivent être des personnalités de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des droits de l'homme. Il sera tenu compte de l'intérêt que présente la participation aux travaux du Comité de quelques personnes ayant une expérience juridique.

3. Les membres du Comité sont élus et siègent à titre indivuduel.

Article 29

1. Les membres du Comité sont élus au scrutin secret sur une liste de personnes réunissant les conditions prévues à l'article 28, et présentées à cet effet par les Etats parties au présent Pacte.

2. Chaque Etat partie au présent Pacte peut présenter deux personnes au plus. Ces personnes doivent être des ressortissants de l'Etat qui les présente.

3. La même personne peut être présentée à nouveau.

Article 30

1. La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent Pacte.

2. Quatre mois au moins avant la date de toute élection au Comité, autre qu'une élection en vue de pourvoir à une vacance déclarée conformément à l'article 34, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies invite par écrit les Etats parties au présent Pacte à désigner, dans un délai de trois mois, les candidats qu'ils proposent comme membres du Comité.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique de toutes les personnes ainsi présentées en mentionnant les Etats parties qui les ont présentées et la communique aux Etats parties au présent Pacte au plus tard un mois avant la date de chaque élection.

4. Les membres du Comité sont élus au cours d'une réunion des Etats parties convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Siège de l'Organisation. A cette réunion, où le *quorum* est constitué par les deux tiers des Etats parties au présent Pacte, sont élus membres du Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des Etats parties présents et votants.

Article 31

1. Le Comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat.

2. Pour les élections au Comité, il est tenu compte d'une répartition géographique équitable et de la représentation des diverses formes de civilisation ainsi que des principaux systèmes juridiques.

Article 32

1. Les membres du Comité sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles s'ils sont présentés à nouveau. Toutefois, le mandat de neuf des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, les noms de ces neuf membres sont tirés au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 4 de l'article 30.

2. A l'expiration du mandat, les élections ont lieu conformément aux dispositions des articles précédents de la présente partie du Pacte.

Article 33

1. Si, de l'avis unanime des autres membres, un membre du Comité a cessé de remplir ses fonctions pour toute cause autre qu'une absence de caractère temporaire, le Président du Comité en informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare alors vacant le siège qu'occupait ledit membre.

2. En cas de décès ou de démission d'un membre du Comité, le Président en informe immédiatement le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui déclare le siège vacant à compter de la date du décès ou de celle à laquelle la démission prend effet.

Article 34

1. Lorsqu'une vacance est déclarée conformément à l'article 33 et si le mandat du membre à remplacer n'expire pas dans les six mois qui suivent la date à laquelle la vacance a été déclarée, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en avise les Etats parties au présent Pacte qui peuvent, dans un délai de deux mois, désigner des candidats conformément aux dispositions de l'article 29 en vue de pourvoir à la vacance.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dresse la liste alphabétique des personnes ainsi présentées et la communique aux Etats parties au présent Pacte. L'élection en vue de pourvoir à la vacance a lieu ensuite conformément aux dispositions pertinentes de la présente partie du Pacte.

3. Tout membre du Comité élu à un siège déclaré vacant conformément à l'article 33 fait partie du Comité jusqu'à la date normale d'expiration du mandat du membre dont le siège est devenu vacant au Comité conformément aux dispositions dudit article.

Article 35

Les membres du Comité reçoivent, avec l'approbation de l'Assemblée générale des Nations Unies, des émoluments prélevés sur les ressources de l'Organisation des Nations Unies dans les conditions fixées par l'Assemblée générale, eu égard à l'importance des fonctions du Comité.

Article 36

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Comité le personnel et les moyens matériels qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées en vertu du présent Pacte.

Article 37

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque les membres du Comité, pour la première réunion, au Siège de l'Organisation.

2. Après sa première réunion, le Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur.

3. Les réunions du Comité ont normalement lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève.

Article 38

Tout membre du Comité doit, avant d'entrer en fonctions, prendre en séance publique l'engagement solennel de s'acquitter de ses fonctions en toute impartialité et en toute conscience.

Article 39

1. Le Comité élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.

2. Le Comité établit lui-même son règlement intérieur; celui-ci doit, toutefois, contenir entre autres les dispositions suivantes:

a) le *quorum* est de douze membres;

b) les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

Article 40

1. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à présenter des rapports sur les mesures qu'ils auront arrêtées et qui donnent effet aux droits reconnus dans le présent Pacte et sur les progrès réalisés dans la jouissance de ces droits:

a) dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent Pacte, pour chaque Etat partie intéressé en ce qui le concerne;

b) par la suite, chaque fois que le Comité en fera la demande.

2. Tous les rapports seront adressés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les transmettra au Comité pour examen. Les rapports devront indiquer, le cas échéant, les facteurs et les difficultés qui affectent la mise en œuvre des dipositions du présent Pacte.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut, après consultation du Comité, communiquer aux institutions spécialisées intéressées copie de toutes parties des rapports pouvant avoir trait à leur domaine de compétence.

4. Le Comité étudie les rapports présentés par les Etats parties au présent Pacte. Il adresse aux Etats parties ses propres rapports, ainsi que toutes observations générales qu'il jugerait appropriées. Le Comité peut également transmettre au Conseil économique et social ces observations accompagnées de copies des rapports qu'il a reçus d'Etats parties au présent Pacte.

5. Les Etats parties au présent Pacte peuvent présenter au Comité des commentaires sur toute observation qui serait faite en vertu du paragraphe 4 du présent article.

Article 41

1. Tout Etat partie au présent Pacte peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent Pacte. Les communications présentées en vertu du présent article ne peuvent être reçues et examinées que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration. La procédure ci-après s'applique à l'égard des communications reçues conformément au présent article:

a) si un Etat partie au présent Pacte estime qu'un autre Etat également partie à ce pacte n'en applique pas les dispositions, il peut appeler, par communication écrite, l'attention de cet Etat sur la question. Dans un délai de trois mois à compter de la réception de la communication, l'Etat destinataire fera tenir à l'Etat qui a adressé la communication des explications ou toutes autres déclarations écrites élucidant la question, qui devront comprendre, dans toute la mesure possible et utile, des indications sur ses règles de procédure et sur les moyens de recours soit déjà utilisés, soit en instance, soit encore ouverts;

b) si, dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la communication originale par l'Etat destinataire, la question n'est pas réglée à la satisfaction des deux Etats parties intéressés, l'un comme l'autre auront le droit de la soumettre au Comité, en adressant une notification au Comité ainsi qu'à l'autre Etat intéressé;

c) le Comité ne peut connaître d'une affaire qui lui est soumise qu'après s'être assuré que tous les recours internes disponibles ont été utilisés et épuisés, conformément aux principes de droit international généralement reconnus. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où les procédures de recours excèdent les délais raisonnables;

d) le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues au présent article;

e) sous réserve des dispositions de l'alinéa *c*), le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question fondée sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, tels que les reconnaît le présent Pacte;

f) dans toute affaire qui lui est soumise, le Comité peut demander aux Etats parties intéressés visés à l'alinéa *b*) de lui fournir tout renseignement pertinent;

g) les Etats parties intéressés, visés à l'alinéa *b*), ont le droit de se faire représenter lors de l'examen de l'affaire par le Comité et de présenter des observations oralement ou par écrit, ou sous l'une et l'autre forme;

h) le Comité doit présenter un rapport dans un délai de douze mois à compter du jour où il a reçu la notification visée à l'alinéa *b*):

i) si une solution a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits et de la solution intervenue;

ii) si une solution n'a pu être trouvée conformément aux dispositions de l'alinéa *e*), le Comité se borne, dans son rapport, à un bref exposé des faits; le texte des observations écrites et le procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés sont joints au rapport.

Pour chaque affaire, le rapport est communiqué aux Etats parties intéressés.

2. Les dispositions du présent article entreront en vigueur lorsque dix Etats parties au présent Pacte auront fait la déclaration prévue au paragraphe 1 du présent article. Ladite déclaration est déposée par l'Etat partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en communique copie aux autres Etats parties. Une déclaration peut être retirée à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait est sans préjudice de l'examen de toute

question qui fait l'objet d'une communication déjà transmise en vertu du présent article; aucune autre communication d'un Etat partie ne sera reçue après que le Secrétaire général aura reçu notification du retrait de la déclaration, à moins que l'Etat partie intéressé n'ait fait une nouvelle déclaration.

Article 42

1. *a*) Si une question soumise au Comité conformément à l'article 41 n'est pas réglée à la satisfaction des Etats parties intéressés, le Comité peut, avec l'assentiment préalable des Etats parties intéressés, désigner une commission de conciliation *ad hoc* (ci-après dénommée la Commission). La Commission met ses bons offices à la dispositions des Etats parties intéressés, afin de parvenir à une solution amiable de la question, fondée sur le respect du présent Pacte;

b) la Commission est composée de cinq membres nommés avec l'accord des Etats parties intéressés. Si les Etats parties intéressés ne parviennent pas à une entente sur tout ou partie de la composition de la Commission dans un délai de trois mois, les membres de la Commission au sujet desquels l'accord ne s'est pas fait sont élus au scrutin secret parmi les membres du Comité, à la majorité des deux tiers des membres du Comité.

2. Les membres de la Commission siègent à titre individuel. Ils ne doivent être ressortissants ni des Etats parties intéressés, ni d'un Etat qui n'est pas partie au présent Pacte, ni d'un Etat partie qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 41.

3. La Commission élit son Président et adopte son règlement intérieur.

4. La Commission tient normalement ses réunions au Siège de l'Organisation des Nations Unies ou à l'Office des Nations Unies à Genève. Toutefois, elle peut se réunir en tout autre lieu approprié que peut déterminer la Commission en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les Etats parties intéressés.

5. Le secrétariat prévu à l'article 36 prête également ses services aux commissions désignées en vertu du présent article.

6. Les renseignements obtenus et dépouillés par le Comité sont mis à la disposition de la Commission, et la Commission peut demander aux Etats parties intéressés de lui fournir tout renseignement complémentaire pertinent.

7. Après avoir étudié la question sous tous ses aspects, mais en tout cas dans un délai maximum de douze mois après qu'elle en aura été saisie, la Commission soumet un rapport au Président du Comité qui le communique aux Etats parties intéressés:

a) si la Commission ne peut achever l'examen de la question dans les douze mois, elle se borne à indiquer brièvement dans son rapport où elle en est de l'examen de la question;

b) si l'on est parvenu à un règlement amiable de la question, fondé sur le respect des droits de l'homme reconnus dans le présent Pacte, la Commission se borne à indiquer brièvement dans son rapport les faits et le règlement auquel on est parvenu;

c) si l'on n'est pas parvenu à un règlement au sens de l'alinéa *b*), la Commission fait figurer dans son rapport ses conclusions sur tous les points de fait relatifs à la question débattue entre les Etats parties intéressés ainsi que ses constatations sur les possibilités de règlement amiable de l'affaire; le rapport renferme également les observations écrites et un procès-verbal des observations orales présentées par les Etats parties intéressés;

d) si le rapport de la Commission est soumis conformément à l'alinéa *c*), les Etats parties intéressés font savoir au Président du Comité, dans un délai de trois mois après la réception du rapport, s'ils acceptent ou non les termes du rapport de la Commission.

8. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des attributions du Comité prévues à l'article 41.

9. Toutes les dépenses des membres de la Commission sont réparties également entre les Etats parties intéressés, sur la base d'un état estimatif établi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

10. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est habilité, si besoin est, à défrayer les membres de la Commission de leurs dépenses, avant que le remboursement en ait été effectué par les Etats parties intéressés, conformément au paragraphe 9 du présent article.

Article 43

Les membres du Comité et les membres des commissions de conciliation *ad hoc* qui pourraient être désignées conformément à l'article 42 ont droit aux facilités, privilèges et immunités reconnus aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les sections pertinentes de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

Article 44

Les dispositions de mise en œuvre du présent Pacte s'appliquent sans préjudice des procédures instituées en matière de droits de l'homme aux termes ou en vertu des instruments constitutifs et des conventions de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et n'empêchent pas les Etats parties de recourir à d'autres procédures pour le règlement d'un différend conformément aux accords internationaux généraux ou spéciaux qui les lient.

Article 45

Le Comité adresse chaque année à l'Assemblée générale des Nations Unies, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur ses travaux.

Cinquieme Partie

Article 46

Aucune disposition du présent Pacte ne doit être interprétée comme portant atteinte aux dispositions de la Charte des Nations Unies et des constitutions des institutions spécialisées qui définissent les responsabilités respectives des divers organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées en ce qui concerne les questions traitées dans le présent Pacte.

Article 47

Aucune disposition du présent Pacte ne sera interprétée comme portant atteinte au droit inhérent de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.

SIXIEME PARTIE

Article 48

1. Le présent Pacte est ouvert à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre de l'une quelconque de ses institutions spécialisées, de tout Etat partie au Statut de la Cour internationale de Justice, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie au présent Pacte.

2. Le présent Pacte est sujet à ratification et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Pacte sera ouvert à l'adhésion de tout Etat visé au paragraphe 1 du présent article.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Pacte ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 49

1. Le présent Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Pacte ou y adhéreront après le dépôt du trente-cinquième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Pacte entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 50

Les dispositions du présent Pacte s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 51

1. Tout Etat partie au présent Pacte peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties au présent Pacte en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si un tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement

adopté par la majorité des Etats présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Pacte.

3. Lorsque ces amendement entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Pacte et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 52

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 48, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au pragraphe 1 dudit article:

a) des signatures apposées au présent Pacte et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 48;

b) de la date à laquelle le présent Pacte entrera en vigueur conformément à l'article 49 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 51.

Article 53

1. Le présent Pacte, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Pacte à tous les Etats visés à l'article 48.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Pacte, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

Pour la Barbade :

Pour la Belgique :

Pour la Bolivie :

Pour l'Argentine :

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pour l'Algérie :

Pour le Cambodge :

Pour le Cameroun :

Pour le Canada :

Pour la Birmanie :

Pour le Burundi :

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

Pour la République centrafricaine :

Pour Ceylan :

Pour le Tchad :

Pour le Botswana :

Pour le Brésil :

Pour la Bulgarie

Pour le Chili :

Pour la Chine :

Pour la Colombie :

Pour Cuba :

Pour Chypre :
ZENON ROSSIDES
9th January 1967

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour le Congo (Brazzaville) :

Pour le Congo (République démocratique du) :

Pour le Costa Rica :
LUIS D. TINOCO

Pour l'Equateur :

Pour El Salvador :

Pour l'Ethiopie :

Pour le Dahomey :

Pour le Danemark :

Pour la République Domenicaine :

Pour le Gabon :

Pour la Gambie :

Pour le Ghana :

Pour la République fédérale d'Allemagne :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour la Guyane :

Pour Haïti :

Pour le Saint-Siège :

Pour la Grèce :

Pour le Guatemala :

Pour la Guinée :
MAROF ACHKAR
Le 28 février 1967

Pour l'Inde :
Pour l'Indonésie :

Pour l'Iran :

Pour le Honduras :
H. LOPEZ VILLAMIL

Pour la Hongrie :

Pour l'Islande :

Pour l'Italie :
PIERO VINCI
18 January 1967

Pour la Côte-d'Ivoire :

Pour la Jamaïque :
E. R. RICHARDSON

Pour l'Irak :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :
MICHAEL COMAY

Pour le Lesotho :

Pour le Libéria :

Pour la Libye :

Pour le Koweït :

Pour le Laos :

Pour le Liban :

Pour le Japon :

Pour la Jordanie :

Pour le Kenya :

Pour le Mali :

Pour Malte :

Pour la Mauritanie :

Pour le Malawi :

Pour la Malaisie :

Pour les îles Maldives :

Pour le Liechtenstein :

Pour le Luxembourg :

Pour Madagascar :

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour le Nicaragua :

Pour le Niger :

Pour le Maroc :

Pour le Népal :

Pour les Pays-Bas :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

Pour la Mongolie :

Pour le Panama :

Pour le Paraguay :

Pour le Pérou :

Pour la Nigéria :

Pour la Norvège :

Pour le Pakistan :

Pour la République de Corée :

Pour la République du Viet-Nam :

Pour la Roumanie :

Pour les Philippines :
SALVADOR P. LOPEZ

Pour la Pologne :
B. TOMOROWICZ
2.III.1967

Pour le Portugal :

Pour la Somalie :

Pour l'Afrique du Sud :

Pour l'Espagne :

Pour le Sénégal :

Pour le Sierra Leone :

Pour Singapour :

Pour le Rwanda :

Pour Saint-Marin :

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour la Trinité et Tobago :

Pour la Tunisie :

Pour la Turquie :

Pour la Syrie :

Pour la Thaïlande :

Pour le Togo :

Pour le Soudan :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la République Arabe Unie :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la République-Unie de Tanzanie :

Pour l'Ouganda :

Pour la République socialiste soviétique d'Ukraine :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour la Yougoslavie :

Pour la Zambie :

Pour le Venezuela :

Pour le Samoa-Occidental :

Pour le Yémen :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Haute-Volta :

Pour l'Uruguay :
PEDRO P. BERRO

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel patto, fra cui il testo in lingua francese.

PATTO INTERNAZIONALE RELATIVO AI DIRITTI CIVILI E POLITICI

PREAMBOLO

Gli Stati parti del presente Patto,

Considerato che, in conformità ai principi enunciati nello Statuto delle Nazioni Unite, il riconoscimento della dignità inerente a tutti i membri della famiglia umana e dei loro diritti, uguali e inalienabili, costituisce il fondamento della libertà, della giustizia e della pace nel mondo;

Riconosciuto che questi diritti derivano dalla dignità inerente alla persona umana;

Riconosciuto che, in conformità alla Dichiarazione universale dei diritti dell'uomo, l'ideale dell'essere umano libero, che goda delle libertà civili e politiche e della libertà dal timore e dalla miseria, può essere conseguito soltanto se vengono create condizioni le quali permettano ad ognuno di godere dei propri diritti civili e politici, nonché dei propri diritti economici, sociali e culturali;

Considerato che lo Statuto delle Nazioni Unite impone agli Stati l'obbligo di promuovere il rispetto e l'osservanza universale dei diritti e delle libertà dell'uomo;

Considerato infine che l'individuo, in quanto ha dei doveri verso gli altri e verso la collettività alla quale appartiene, è tenuto a sforzarsi di promuovere e di rispettare i diritti riconosciuti nel presente Patto;

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE PRIMA

Articolo 1

1. Tutti i popoli hanno il diritto di autodeterminazione. In virtù di questo diritto, essi decidono liberamente del loro statuto politico e perseguono liberamente il loro sviluppo economico, sociale e culturale.

2. Per raggiungere i loro fini, tutti i popoli possono disporre liberamente delle proprie ricchezze e delle proprie risorse naturali senza pregiudizio degli obblighi derivanti dalla cooperazione economica internazionale, fondata sul principio del mutuo interesse, a dal diritto internazionale. In nessun caso un popolo può essere privato dei propri mezzi di sussistenza.

3. Gli Stati parti del presente Patto, ivi compresi quelli che sono responsabili dell'amministrazione di territori non autonomi e di territori in amministrazione fiduciaria, debbono promuovere l'attuazione del diritto di autodeterminazione dei popoli e rispettare tale diritto, in conformità alle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite.

Parte Seconda

Articolo 2

1. Ciascuno degli Stati parti del presente Patto si impegna a rispettare ed a garantire a tutti gli individui che si trovino sul suo territorio e siano sottoposti alla sua giurisdizione i diritti riconosciuti nel presente Patto, senza distinzione alcuna, sia essa fondata sulla razza, il colore, il sesso, la lingua, la religione, l'opinione politica o qualsiasi altra opinione, l'origine nazionale o sociale, la condizione economica, la nascita o qualsiasi altra condizione.

2. Ciascuno degli Stati parti del presente Patto si impegna a compiere, in armonia con le proprie procedure costituzionali e con le disposizioni del presente Patto, i passi necessari per l'adozione delle misure legislative o d'altro genere che possano occorrere per rendere effettivi i diritti riconosciuti nel presente Patto, qualora non vi provvedano già le misure legislative o d'altro genere, in vigore.

3. Ciascuno degli Stati parti del presente Patto s'impegna a:

a) garantire che qualsiasi persona, i cui diritti o libertà riconosciuti dal presente Patto siano stati violati, disponga di effettivi mezzi di ricorso, anche nel caso in cui la violazione sia stata commessa da persone agenti nell'esercizio delle loro funzioni ufficiali;

b) garantire che l'autorità competente, giudiziaria, amministrativa o legislativa, od ogni altra autorità competente ai sensi dell'ordinamento giuridico dello Stato, decida in merito ai diritti del ricorrente, e sviluppare le possibilità di ricorso in sede giudiziaria;

c) garantire che le autorità competenti diano esecuzione a qualsiasi pronuncia di accoglimento di tali ricorsi.

Articolo 3

Gli Stati parti del presente Patto s'impegnano a garantire agli uomini e alle donne la parità giuridica nel godimento di tutti i diritti civili e politici enunciati nel presente Patto.

Articolo 4

1. In caso di pericolo pubblico eccezionale, che minacci l'esistenza della nazione e venga proclamato con atto ufficiale, gli Stati parti del presente Patto possono prendere misure le quali deroghino agli obblighi imposti dal presente Patto, nei limiti in cui la situazione strettamente lo esiga, e purché tali misure non siano incompatibili con gli altri obblighi imposti agli Stati medesimi dal diritto internazionale e non comportino una discriminazione fondata unicamente sulla razza, sul colore, sul sesso, sulla lingua, sulla religione o sull'origine sociale.

2. La suddetta disposizione non autorizza alcuna deroga agli articoli 6, 7, 8 (paragrafi 1 e 2), 11, 15, 16 e 18.

3. Ogni Stato parte del presente Patto che si avvalga del diritto di deroga deve informare immediatamente, tramite il Segretario generale delle Nazioni Unite, gli altri Stati parti del presente Patto sia delle disposizioni alle quali ha derogato sia dei motivi che hanno provocato la deroga. Una nuova comunicazione deve essere fatta, per lo stesso tramite, alla data in cui la deroga medesima viene fatta cessare.

Articolo 5

1. Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata nel senso di implicare un diritto di qualsiasi Stato, gruppo o individuo di intraprendere attività o di compiere atti miranti a sopprimere uno dei diritti o delle libertà riconosciuti nel presente Patto ovvero a limitarlo in misura maggiore di quanto è previsto dal Patto stesso.

2. Nessuna restrizione o deroga a diritti fondamentali dell'uomo riconosciuti o vigenti in qualsiasi Stato parte del presente Patto in virtù di leggi, convenzioni, regolamenti o consuetudini, può essere ammessa col pretesto che il presente Patto non li riconosce o li riconosce in minor misura.

Parte Terza

Articolo 6

1. Il diritto alla vita è inerente alla persona umana. Questo diritto deve esser protetto dalla legge. Nessuno può essere arbitrariamente privato della vita.

2. Nei Paesi in cui la pena di morte non è stata abolita, una sentenza capitale può essere pronunciata soltanto per i delitti più gravi, in conformità alle leggi vigenti al momento in cui il delitto fu commesso e purché ciò non sia in contrasto né con le disposizioni del presente Patto né con la Convenzione per la prevenzione e la punizione del delitto di genocidio. Tale pena può essere eseguita soltanto in virtù di una sentenza definitiva, resa da un tribunale competente.

3. Quando la privazione della vita costituisce delitto di genocidio, resta inteso che nessuna disposizione di questo articolo autorizza uno Stato parte del presente Patto a derogare in alcun modo a qualsiasi obbligo assunto in base alle norme della Convenzione per la prevenzione e la punizione del delitto di genocidio.

4. Ogni condannato a morte ha il diritto di chiedere la grazia o la commutazione della pena. L'amnistia, la grazia o la commutazione della pena di morte possono essere accordate in tutti i casi.

5. Una sentenza capitale non può essere pronunciata per delitti commessi dai minori di 18 anni e non può essere eseguita nei confronti di donne incinte.

6. Nessuna disposizione di questo articolo può essere invocata per ritardare o impedire l'abolizione della pena di morte ad opera di uno Stato parte del presente Patto.

Articolo 7

Nessuno può essere sottoposto alla tortura né a punizioni o trattamenti crudeli, disumani o degradanti. In particolare, nessuno può essere sottoposto, senza il suo libero consenso, ad un esperimento medico o scientifico.

Articolo 8

1. Nessuno può esser tenuto in stato di schiavitù; la schiavitù e la tratta degli schiavi sono proibite sotto qualsiasi forma.

2. Nessuno può esser tenuto in stato di servitù.

3. *a*) nessuno può essere costretto a compiere un lavoro forzato od obbligatorio;

b) la lettera *a*) del presente paragrafo non può essere interpretata nel senso di proibire, in quei Paesi dove certi delitti possono essere puniti con la detenzione accompagnata dai lavori forzati, che sia scontata una pena ai lavori forzati, inflitta da un tribunale competente;

c) l'espressione « lavoro forzato o obbligatorio », ai fini del presente paragrafo, non comprende:

i) qualsiasi lavoro o servizio, diverso da quello menzionato alla lettera *b*), normalmente richiesto ad un individuo che sia detenuto in base a regolare decisione giudiziaria o che, essendo stato oggetto di una tale decisione, sia in libertà condizionata;

ii) qualsiasi servizio di carattere militare e, in quei Paesi ove è ammessa l'obiezione di coscienza, qualsiasi servizio nazionale imposto per legge agli obiettori di coscienza;

iii) qualsiasi servizio imposto in situazioni di emergenza o di calamità che minacciano la vita o il benessere della comunità;

iv) qualsiasi lavoro o servizio che faccia parte dei normali obblighi civici.

Articolo 9

1. Ogni individuo ha diritto alla libertà e alla sicurezza della propria persona. Nessuno può essere arbitrariamente arrestato o detenuto. Nessuno può esser privato della propria libertà, se non per i motivi e secondo la procedura previsti dalla legge.

2. Chiunque sia arrestato deve essere informato, al momento del suo arresto, dei motivi dell'arresto medesimo, e deve al più presto aver notizia di qualsiasi accusa mossa contro di lui.

3. Chiunque sia arrestato o detenuto in base ad un'accusa di carattere penale deve essere tradotto al più presto dinanzi a un giudice o ad altra autorità competente per legge ad esercitare funzioni giudiziarie, e ha diritto ad essere giudicato entro un termine ragionevole, o rilasciato. La detenzione delle persone in attesa di giudizio non deve costituire la regola, ma il loro rilascio può essere subordinato a garanzie che assicurino la comparizione dell'accusato sia ai fini del giudizio, in ogni altra fase del processo, sia eventualmente, ai fini della esecuzione della sentenza.

4. Chiunque sia privato della propria libertà per arresto o detenzione ha diritto a ricorrere ad un tribunale, affinché questo possa decidere senza indugio sulla legalità della sua detenzione e, nel caso questa risulti illegale, possa ordinare il suo rilascio.

5. Chiunque sia stato vittima di arresto o detenzione illegali ha diritto a un indennizzo.

Articolo 10

1. Qualsiasi individuo privato della propria libertà deve essere trattato con umanità e col rispetto della dignità inerente alla persona umana.

2. *a*) gli imputati, salvo circostanze eccezionali, devono essere separati dai condannati e sottoposti a un trattamento diverso, consono alla loro condizione di persone non condannate;

b) gli imputati minorenni devono esser separati dagli adulti e il loro caso deve esser giudicato il più rapidamente possibile.

3. Il regime penitenziario deve comportare un trattamento dei detenuti che abbia per fine essenziale il loro ravvedimento e la loro riabilitazione sociale. I rei minorenni devono essere separati dagli adulti e deve esser loro accordato un trattamento adatto alla loro età e al loro stato giuridico.

Articolo 11

Nessuno può essere imprigionato per il solo motivo che non è in grado di adempiere a un obbligo contrattuale.

Articolo 12

1. Ogni individuo che si trovi legalmente nel territorio di uno Stato ha diritto alla libertà di movimento e alla libertà di scelta della residenza in quel territorio.

2. Ogni individuo è libero di lasciare qualsiasi Paese, incluso il proprio.

3. I suddetti diritti non possono essere sottoposti ad alcuna restrizione, tranne quelle che siano previste dalla legge, siano necessarie per proteggere la sicurezza nazionale, l'ordine pubblico, la sanità o la moralità pubbliche, ovvero gli altrui diritti e libertà, e siano compatibili con gli altri diritti riconosciuti dal presente Patto.

4. Nessuno può essere arbitrariamente privato del diritto di entrare nel proprio Paese.

Articolo 13

Uno straniero che si trovi legalmente nel territorio di uno Stato parte del presente Patto non può esserne espulso se non in base a una decisione presa in conformità della legge e, salvo che vi si oppongano imperiosi motivi di sicurezza nazionale, deve avere la possibilità di far valere le proprie ragioni contro la sua espulsione, di sottoporre il proprio caso all'esame dell'autorità competente, o di una o più persone specificamente designate da detta autorità, e di farsi rappresentare innanzi ad esse a tal fine.

Articolo 14

1. Tutti sono eguali dinanzi ai tribunali e alle corti di giustizia. Ogni individuo ha diritto ad un'equa e pubblica udienza dinanzi a un tribunale competente, indipendente e imparziale, stabilito dalla legge, allorché si tratta di determinare la fondatezza di un'accusa penale che gli venga rivolta, ovvero di accertare i suoi diritti ed obblighi mediante un giudizio civile. Il processo può svolgersi totalmente o parzialmente a porte chiuse, sia per motivi di moralità, di ordine pubblico o di sicurezza nazionale in una società democratica, sia quando lo esiga l'interesse della vita privata delle parti in causa, sia, nella misura ritenuta strettamente necessaria dal tribunale, quando per circostanze particolari la pubblicità nuocerebbe agli interessi della giustizia; tuttavia, qualsiasi sentenza pronunciata in un giudizio penale o civile dovrà essere resa pubblica, salvo che l'interesse di minori esiga il contrario, ovvero che il processo verta su controversie matrimoniali o sulla tutela dei figli.

2. Ogni individuo accusato di un reato ha il diritto di essere presunto innocente sino a che la sua colpevolezza non sia stata provata legalmente.

3. Ogni individuo accusato di un reato ha diritto, in posizione di piena eguaglianza, come minimo alle seguenti garanzie:

a) ad essere informato sollecitamente e in modo circostanziato, in una lingua a lui comprensibile, della natura e dei motivi dell'accusa a lui rivolta;

b) a disporre del tempo e dei mezzi necessari alla preparazione della difesa ed a comunicare con un difensore di sua scelta;

c) ad essere giudicato senza ingiustificato ritardo;

d) ad essere presente al processo ed a difendersi personalmente o mediante un difensore di sua scelta; nel caso sia sprovvisto di un difensore, ad essere informato del suo diritto ad averne e, ogni qualvolta l'interesse della giustizia lo esiga, a vedersi assegnato un difensore d'ufficio, a titolo gratuito se egli non dispone di mezzi sufficienti per compensarlo;

e) a interrogare o far interrogare i testimoni a carico e ad ottenere la citazione e l'interrogatorio dei testimoni a discarico nelle stesse condizioni dei testimoni a carico;

f) a farsi assistere gratuitamente da un interprete, nel caso egli non comprenda o non parli la lingua usata in udienza;

g) a non essere costretto a deporre contro se stesso od a confessarsi colpevole.

4. La procedura applicabile ai minorenni dovrà tener conto della loro età e dell'interesse a promuovere la loro riabilitazione.

5. Ogni individuo condannato per un reato ha diritto a che l'accertamento della sua colpevolezza e la condanna siano riesaminati da un tribunale di seconda istanza in conformità della legge.

6. Quando un individuo è stato condannato con sentenza definitiva e successivamente tale condanna viene annullata, ovvero viene accordata la grazia, in quanto un fatto nuovo o scoperto dopo la condanna dimostra che era stato commesso un errore giudiziario, l'individuo che ha scontato una pena in virtù di detta condanna deve essere indennizzato, in conformità della legge, a meno che non venga provato che la mancata scoperta in tempo utile del fatto ignoto è a lui imputabile in tutto o in parte.

7. Nessuno può essere sottoposto a nuovo giudizio o a nuova pena, per un reato per il quale sia stato già assolto o condannato con sentenza definitiva in conformità al diritto e alla procedura penale di ciascun Paese.

Articolo 15

1. Nessuno può essere condannato per azioni od omissioni che, al momento in cui venivano commesse, non costituivano reato secondo il diritto interno o il diritto internazionale. Così pure, non può essere inflitta una pena superiore a quella applicabile al momento in cui il reato sia stato commesso. Se, posteriormente alla commissione del reato, la legge prevede l'applicazione di una pena più lieve, il colpevole deve beneficiarne.

2. Nulla, nel presente articolo, preclude il deferimento a giudizio e la condanna di qualsiasi individuo per atti od omissioni che, al momento in cui furono commessi, costituivano reati secondo i princìpi generali del diritto riconosciuti dalla comunità delle nazioni.

Articolo 16

Ogni individuo ha diritto al riconoscimento in qualsiasi luogo della sua personalità giuridica.

Articolo 17

1. Nessuno può essere sottoposto ad interferenze arbitrarie o illegittime nella sua vita privata, nella sua famiglia, nella sua casa o nella sua corrispondenza, né a illegittime offese al suo onore e alla sua reputazione.

2. Ogni individuo ha diritto ad essere tutelato dalla legge contro tali interferenze od offese.

Articolo 18

1. Ogni individuo ha diritto alla libertà di pensiero, di coscienza e di religione. Tale diritto include la libertà di avere o di adottare una religione o un credo di sua scelta, nonché la libertà di manifestare, individualmente o in comune con altri, e sia in pubblico sia in privato, la propria religione o il proprio credo nel culto e nell'osservanza dei riti, nelle pratiche e nell'insegnamento.

2. Nessuno può essere assoggettato a costrizioni che possano menomare la sua libertà di avere o adottare una religione o un credo di sua scelta.

3. La libertà di manifestare la propria religione o il proprio credo può essere sottoposta unicamente alle restrizioni previste dalla legge e che siano necessarie per la tutela della sicurezza pubblica, dell'ordine pubblico e della sanità pubblica, della morale pubblica o degli altrui diritti e libertà fondamentali.

4. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a rispettare la libertà dei genitori e, ove del caso, dei tutori legali, di curare l'educazione religiosa e morale dei figli in conformità alle proprie convinzioni.

Articolo 19

1. Ogni individuo ha diritto a non essere molestato per le proprie opinioni.

2. Ogni individuo ha il diritto alla libertà di espressione; tale diritto comprende la libertà di cercare, ricevere e diffondere informazioni e idee di ogni genere, senza riguardo a frontiere, oralmente, per iscritto, attraverso la stampa, in forma artistica o attraverso qualsiasi altro mezzo di sua scelta.

3. L'esercizio delle libertà previste al paragrafo 2 del presente articolo comporta doveri e responsabilità speciali. Esso può essere pertanto sottoposto a talune restrizioni che però devono essere espressamente stabilite dalla legge ed essere necessarie:

a) al rispetto dei diritti o della reputazione altrui;

b) alla salvaguardia della sicurezza nazionale, dell'ordine pubblico, della sanità o della morale pubbliche.

Articolo 20

1. Qualsiasi propaganda a favore della guerra deve esser vietata dalla legge.

2. Qualsiasi appello all'odio nazionale, razziale o religioso che costituisce incitamento alla discriminazione, all'ostilità o alla violenza deve essere vietato dalla legge.

Articolo 21

È riconosciuto il diritto di riunione pacifica. L'esercizio di tale diritto non può formare oggetto di restrizioni tranne quelle imposte in conformità alla legge e che siano necessarie in una società democratica, nell'interesse della sicurezza nazionale, della sicurezza pubblica, dell'ordine pubblico o per tutelare la sanità o la morale pubbliche, o gli altrui diritti e libertà.

Articolo 22

1. Ogni individuo ha diritto alla libertà di associazione, che include il diritto di costituire dei sindacati e di aderirvi per la tutela dei propri interessi.

2. L'esercizio di tale diritto non può formare oggetto di restrizioni, tranne quelle stabilite dalla legge e che siano necessarie in una società democratica, nell'interesse della sicurezza nazionale, della sicurezza pubblica, dell'ordine pubblico, o per tutelare la sanità o la morale pubbliche o gli altrui diritti e libertà. Il presente articolo non impedisce di imporre restrizioni legali all'esercizio di tale diritto da parte dei membri delle forze armate e della polizia.

3. Nessuna disposizione del presente articolo autorizza gli Stati parti della Convenzione del 1948 dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, concernente la libertà sindacale e la tutela del diritto sindacale, a adottare delle misure legislative che causino pregiudizio — o applicare la legge in modo da causare pregiudizio — alle garanzie previste dalla detta Convenzione.

Articolo 23

1. La famiglia è il nucleo naturale e fondamentale della società e ha diritto ad essere protetta dalla società e dallo Stato.

2. Il diritto di sposarsi e di fondare una famiglia è riconosciuto agli uomini e alle donne che abbiano l'età per contrarre matrimonio.

3. Il matrimonio non può essere celebrato senza il libero e pieno consenso dei futuri coniugi.

4. Gli Stati parti del presente Patto devono prendere misure idonee a garantire la parità di diritti e di responsabilità dei coniugi riguardo al matrimonio, durante il matrimonio e al momento del suo scioglimento. In caso di scioglimento, deve essere assicurata ai figli la protezione necessaria.

Articolo 24

1. Ogni fanciullo, senza discriminazione alcuna fondata sulla razza, il colore, il sesso, la lingua, la religione, l'origine nazionale o sociale, la condizione economica o la nascita, ha diritto a quelle misure protettive che richiede il suo stato minorile, da parte della sua famiglia, della società e dello Stato.

2. Ogni fanciullo deve essere registrato subito dopo la nascita ed avere un nome.

3. Ogni fanciullo ha diritto ad acquistare una cittadinanza.

Articolo 25

Ogni cittadino ha il diritto, e deve avere la possibilità, senza alcuna delle discriminazioni menzionate all'articolo 2 e senza restrizioni irragionevoli:

a) di partecipare alla direzione degli affari pubblici, personalmente o attraverso rappresentanti liberamente scelti;

b) di votare e di essere eletto, nel corso di elezioni periodiche, veritiere, effettuate a suffragio universale ed eguale, ed a voto segreto, che garantiscano la libera espressione della volontà degli elettori;

c) di accedere, in condizioni generali di eguaglianza, ai pubblici impieghi del proprio Paese.

Articolo 26

Tutti gli individui sono eguali dinanzi alla legge e hanno diritto, senza alcuna discriminazione, ad una eguale tutela da parte della legge. A questo riguardo, la legge deve proibire qualsiasi discriminazione e garantire a tutti gli individui una tutela eguale ed effettiva contro ogni discriminazione, sia essa fondata sulla razza, il colore, il sesso, la lingua, la religione, l'opinione politica o qualsiasi altra opinione, l'origine nazionale o sociale, la condizione economica, la nascita o qualsiasi altra condizione.

Articolo 27

In quegli Stati, nei quali esistono minoranze etniche, religiose, o linguistiche, gli individui appartenenti a tali minoranze non possono essere privati del diritto di avere una vita culturale propria, di professare e praticare la propria religione, o di usare la propria lingua, in comune con gli altri membri del proprio gruppo.

Parte Quarta

Articolo 28

1. È istituito un Comitato dei diritti dell'uomo (indicato di qui innanzi, nel presente Patto, come « il Comitato »). Esso si compone di diciotto membri ed esercita le funzioni qui appresso previste.

2. Il Comitato si compone di cittadini degli Stati parti del presente Patto, i quali debbono essere persone di alta levatura morale e di riconosciuta competenza nel campo dei diritti dell'uomo. Sarà tenuto conto dell'opportunità che facciano parte del Comitato alcune persone aventi esperienza giuridica.

3. I membri del Comitato sono eletti e ricoprono la loro carica a titolo individuale.

Articolo 29

1. I membri del Comitato sono eletti a scrutinio segreto fra una lista di persone che posseggano le qualità stabilite all'articolo 28, e che siano state designate a tal fine dagli Stati parti del presente Patto.

2. Ogni Stato parte del presente Patto può designare non più di due persone. Queste persone devono essere cittadini dello Stato che le designa.

3. La stessa persona può essere designata più di una volta.

Articolo 30

1. La prima elezione si svolgerà entro sei mesi a partire dalla data di entrata in vigore del presente Patto.

2. Almeno quattro mesi prima della data di ciascuna elezione al Comitato, salvo che si tratti di elezione per colmare una vacanza dichiarata in conformità all'articolo 34, il Segretario generale

delle Nazioni Unite invita per iscritto gli Stati parti del presente Patto a designare, nel termine di tre mesi, i candidati da essi proposti come membri del Comitato.

3. Il Segretario generale delle Nazioni Unite compila una lista in ordine alfabetico di tutte le persone così designate, facendo menzione degli Stati parti che le hanno designate, e la comunica agli Stati parti del presente Patto almeno un mese prima della data di ogni elezione.

4. L'elezione dei membri del Comitato ha luogo nel corso di una riunione degli Stati parti del presente Patto convocata dal Segretario generale delle Nazioni Unite presso la sede dell'Organizzazione. In tale riunione, per la qual il *quorum* è costituito dai due terzi degli Stati parti del presente Patto, sono eletti membri del Comitato i candidati che ottengano il maggior numero di voti e la maggioranza assoluta dei voti dei rappresentanti degli Stati parti presenti e votanti.

Articolo 31

1. Il Comitato non può comprendere più di un cittadino dello stesso Stato.

2. Nell'elezione del Comitato, deve tenersi conto di un'equa ripartizione geografica dei seggi, e della rappresentanza sia delle diverse forme di civiltà sia dei principali sistemi giuridici.

Articolo 32

1. I membri del Comitato sono eletti per un periodo di quattro anni. Se vengono nuovamente designati sono rieleggibili. Tuttavia, il mandato di nove membri eletti alla prima elezione scadrà al termine di due anni; subito dopo la prima elezione, i nomi di questi nove membri saranno tirati a sorte dal Presidente della riunione di cui al paragrafo 4 dell'articolo 30.

2. Allo scadere del mandato, le elezioni si svolgono in conformità alle disposizioni degli articoli precedenti di questa parte del Patto.

Articolo 33

1. Se, a giudizio unanime degli altri membri, un membro del Comitato abbia cessato di esercitare le sue funzioni per qualsiasi causa diversa da un'assenza di carattere temporaneo, il Presidente del Comitato ne informa il Segretario generale delle Nazioni Unite, il quale dichiara vacante il seggio occupato da detto membro.

2. In caso di morte o di dimissione di un membro del Comitato, il Presidente ne informa immediatamente il Segretario generale delle Nazioni Unite, il quale dichiara vacante il seggio a partire dalla data della morte o dalla data in cui avranno effetto le dimissioni.

Articolo 34

1. Quando una vacanza viene dichiarata in conformità all'articolo 33, e se il mandato del membro da sostituire non deve aver fine entro i sei mesi successivi alla dichiarazione di vacanza, il Segretario generale delle Nazioni Unite ne avverte gli Stati parti del presente Patto, i quali possono entro due mesi designare dei candidati, in conformità all'articolo 29, per ricoprire il seggio vacante.

2. Il Segretario generale delle Nazioni Unite compila una lista in ordine alfabetico delle persone così designate e la comunica agli Stati parti del presente Patto. L'elezione per ricoprire il seggio vacante si svolge quindi in conformità alle disposizioni pertinenti della presente parte del Patto.

3. Un membro del Comitato eletto ad un seggio dichiarato vacante in conformità all'articolo 33 rimane in carica fino alla scadenza del mandato del membro il cui seggio nel Comitato sia divenuto vacante ai sensi del predetto articolo.

Articolo 35

I membri del Comitato ricevono, con l'approvazione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite, degli emolumenti prelevati sui fondi della Organizzazione, alle condizioni stabilite dall'Assemblea generale, avuto riguardo all'importanza delle funzioni del Comitato.

Articolo 36

Il Segretario generale delle Nazioni Unite mette a disposizione del Comitato il personale e i mezzi materiali necessari perché esso possa svolgere efficacemente le funzioni previste dal presente Patto.

Articolo 37

1. Il Segretario generale delle Nazioni Unite convocherà la prima riunione del Comitato nella sede dell'Organizzazione.

2. Dopo la sua prima riunione, il Comitato si riunisce alle scadenze previste dal proprio regolamento interno.

3. Le riunioni del Comitato si tengono normalmente nella Sede delle Nazioni Unite ovvero nell'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra.

Articolo 38

Ogni membro del Comitato, prima di assumere la carica, deve fare in udienza pubblica dichiarazione solenne che egli eserciterà le sue funzioni in modo imparziale e coscienzioso.

Articolo 39

1. Il Comitato elegge il proprio ufficio di presidenza per un periodo di due anni. I componenti di tale ufficio sono rieleggibili.

2. Il Comitato stabilisce il proprio regolamento interno; questo deve tuttavia contenere, fra l'altro, le disposizioni seguenti:

a) il *quorum* è di dodici membri;

b) le decisioni del Comitato sono prese a maggioranza dei membri presenti.

Articolo 40

1. Gli Stati parti del presente Patto si impegnano a presentare rapporti sulle misure che essi avranno adottate per dare attuazione ai diritti riconosciuti nel presente Patto, nonché sui progressi compiuti nel godimento di tali diritti:

a) entro un anno dall'entrata in vigore del presente Patto rispetto a ciascuno degli Stati parti;

b) successivamente, ogni volta che il Comitato ne farà richiesta.

2. Tutti i rapporti sono indirizzati al Segretario generale delle Nazioni Unite, che li trasmette per esame al Comitato. I rapporti indicano, ove del caso, i fattori e le difficoltà che influiscano sull'applicazione del presente Patto.

3. Il Segretario generale delle Nazioni Unite, previa consultazione col Comitato, può trasmettere agli istituti specializzati interessati copia di quelle parti dei rapporti che possono riguardare i campi di loro competenza.

4. Il Comitato studia i rapporti presentati dagli Stati parti del presente Patto. Esso trasmette agli Stati parti i propri rapporti e le osservazioni generali che ritenga opportune. Il Comitato può anche trasmettere al Consiglio economico e sociale tali osservazioni, accompagnate da copie dei rapporti ricevuti dagli Stati parti del presente Patto.

5. Gli Stati parti del presente Patto possono presentare al Comitato i propri rilievi circa qualsiasi osservazione fatta ai sensi del paragrafo 4 del presente articolo.

Articolo 41

1. Ogni Stato parte del presente Patto può dichiarare in qualsiasi momento, in base al presente articolo, di riconoscere la competenza del Comitato a ricevere ed esaminare comunicazioni, nelle quali uno Stato parte pretenda che un altro Stato parte non adempie agli obblighi derivanti dal presente Patto. Le comunicazioni di cui al presente articolo possono essere ricevute ed esaminate soltanto se provenienti da uno Stato parte che abbia dichiarato di riconoscere, per quanto lo concerne, la competenza del Comitato. Il Comitato non può ricevere nessuna comunicazione riguardante uno Stato parte che non abbia fatto tale dichiarazione. Alle comunicazioni ricevute in conformità al presente articolo si applica la procedura seguente:

a) se uno Stato parte del presente Patto ritiene che un altro Stato parte non applica le disposizioni del presente Patto, esso può richiamare sulla questione, mediante comunicazione scritta, l'attenzione di tale Stato. Entro tre mesi dalla data di ricezione della comunicazione, lo Stato destinatario fa pervenire allo Stato che gli ha inviato la comunicazione delle spiegazioni o altre dichiarazioni scritte intese a chiarire la questione, che dovrebbero includere, purché ciò sia possibile e pertinente, riferimenti alle procedure e ai ricorsi interni già utilizzati, o tuttora pendenti ovvero ancora esperibili;

b) se, nel termine di sei mesi dalla data di ricezione della comunicazione iniziale da parte dello Stato destinatario, la questione non è stata risolta con soddisfazione di entrambi gli Stati parti interessati, tanto l'uno che l'altro hanno il diritto di deferirla al Comitato, mediante notifica fatta sia al Comitato sia all'altro Stato interessato;

c) il Comitato può entrare nel merito di una questione ad esso deferita soltanto dopo avere accertato che tutti i ricorsi interni disponibili siano stati esperiti ed esauriti in conformità ai principî di diritto internazionale generalmente riconosciuti. Questa norma non si applica se la trattazione dei ricorsi subisce ingiustificati ritardi;

d) quando esamina le comunicazioni previste dal presente articolo il Comitato tiene seduta a porte chiuse;

e) salvo quanto è stabilito alla lettera *c*), il Comitato mette i suoi buoni uffici a disposizione degli Stati parti interessati, allo scopo di giungere ad una soluzione amichevole della questione, basata sul rispetto dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, quali sono riconosciuti dal presente Patto

f) in ogni questione ad esso deferita, il Comitato può chiedere agli Stati parti interessati, di cui alla lettera *b*), di fornire qualsiasi informazione pertinente;

g) gli Stati parti interessati, di cui alla lettera *b*), hanno diritto di farsi rappresentare quando la questione viene esaminata dal Comitato e di presentare osservazioni oralmente o per scritto, o in entrambe le forme;

h) il Comitato deve presentare un rapporto, entro dodici mesi dalla data di ricezione della notifica prevista alla lettera *b*):

i) se è stata trovata una soluzione conforme alle condizioni indicate alla lettera *e*), il Comitato limita il suo rapporto ad una breve esposizione dei fatti e della soluzione raggiunta;

ii) se non è stata trovata una soluzione conforme alle condizioni indicate alla lettera *e*), il Comitato limita il suo rapporto a una breve esposizione dei fatti; il testo delle osservazioni scritte e i verbali delle osservazioni orali presentate dagli Stati parti interessati vengono allegati al rapporto.

Per ogni questione, il rapporto è comunicato agli Stati parti interessati.

2. Le disposizioni del presente articolo entreranno in vigore quando dieci Stati parti del presente Patto avranno fatto la dichiarazione prevista al paragrafo 1 del presente articolo. Detta dichiarazione sarà depositata dagli Stati parti presso il Segretario generale delle Nazioni Unite, che ne trasmetterà copia agli altri Stati parti. Una dichiarazione potrà essere ritirata in qualsiasi momento mediante notifica diretta al Segretario generale. Questo ritiro non pregiudicherà l'esame di qualsiasi questione che formi oggetto di una comunicazione già inviata in base al presente articolo; nessun'altra comunicazione di uno Stato parte sarà ricevuta dopo che il Segretario generale abbia ricevuto notifica del ritiro della dichiarazione, salvo che lo Stato parte interessato non abbia fatto una nuova dichiarazione.

Articolo 42

1. *a*) Se una questione deferita al Comitato in conformità all'articolo 41 non viene risolta in modo soddisfacente per gli Stati parti interessati, il Comitato, previo consenso degli Stati parti interessati, può designare una Commissione di conciliazione *ad hoc* (indicata da qui innanzi come « la Commissione »). La Commissione mette i suoi buoni uffici a disposizione degli Stati parti interessati, allo scopo di giungere ad una soluzione amichevole della questione, basata sul rispetto del presente Patto;

b) la Commissione è composta di cinque membri nominati di concerto con gli Stati parti interesati. Se gli Stati parti interessati non pervengono entro tre mesi a un'intesa sulla composizione della Commissione, o di parte di essa, i membri della Commissione sui quali non è stato raggiunto l'accordo sono eletti dal Comitato fra i propri membri, con voto segreto e a maggioranza dei due terzi.

2. I membri della Commissione ricoprono tale carica a titolo individuale. Essi non devono essere cittadini né degli Stati parti interessati, né di uno Stato che non sia parte del presente Patto, né di uno Stato parte che non abbia fatto la dichiarazione prevista all'articolo 41.

3. La Commissione elegge il suo Presidente e adotta il suo regolamento interno.

4. Le riunioni della Commissione si tengono normalmente nella Sede delle Nazioni Unite ovvero nell'Ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra. Tuttavia, esse possono svolgersi in qualsiasi altro luogo appropriato che può essere stabilito dalla Commissione previa consultazione con il Segretario generale delle Nazioni Unite e con gli Stati parti interessati.

5. Il segretariato previsto all'articolo 36 presta i suoi servigi anche alle commissioni nominate in base al presente articolo.

6. Le informazioni ricevute e vagliate dal Comitato, sono messe a disposizione della Commissione, e la Commissione può chiedere agli Stati parti interessati di fornirle ogni altra informazione pertinente.

7. Dopo un completo esame della questione, ma in ogni caso entro un termine massimo di dodici mesi dal momento in cui ne è stata investita, la Commissione presenta un rapporto al Presidente del Comitato, perché sia trasmesso agli Stati parti interessati:

a) se la Commissione non è in grado di completare l'esame della questione entro i dodici mesi, essa si limita ad esporre brevemente nel suo rapporto a qual punto si trovi l'esame della questione medesima;

b) se si è giunti ad una soluzione amichevole della questione, basata sul rispetto dei diritti dell'uomo riconosciuti nel presente Patto, la Commissione si limita ad esporre brevemente nel suo rapporto i fatti e la soluzione a cui si è pervenuti;

c) se non si è giunti ad una soluzione ai sensi della lettera *b*), la Commissione espone nel suo rapporto i propri accertamenti su tutti i punti di fatto relativi alla questione dibattuta fra gli Stati parti interessati, nonché le proprie considerazioni circa la possibilità di una soluzione amichevole dell'affare. Il rapporto comprende pure le osservazioni scritte e un verbale delle osservazioni orali presentate dagli Stati parti interessati;

d) se il rapporto della Commissione è presentato in conformità alla lettera *c*), gli Stati parti interessati, entro tre mesi dalla ricezione del rapporto, debbono rendere noto al Presidente del Comitato se accettano o meno i termini del rapporto della Commissione.

8. Le disposizioni del presente articolo non pregiudicano le attribuzioni del Comitato previste all'articolo 41.

9. Tutte le spese dei membri della Commissione sono ripartite in parti uguali tra gli Stati interessati, in base a un preventivo predisposto dal Segretario generale delle Nazioni Unite.

10. Il Segretario generale delle Nazioni Unite è autorizzato a pagare, se occorre, le spese dei membri della Commissione prima che gli Stati parti interessati ne abbiano effettuato il rimborso, in conformità al paragrafo 9 del presente articolo.

Articolo 43

I membri del Comitato e i membri delle commissioni di conciliazione ***ad hoc*** che possano essere designate ai sensi dell'articolo 42 hanno diritto a quelle agevolazioni, quei privilegi e quelle immunità riconosciuti agli esperti in missione per conto delle Nazioni Unite, che sono enunciati nelle sezioni pertinenti della Convenzione sui privilegi e le immunità delle Nazioni Unite.

Articolo 44

Le disposizioni per l'attuazione del presente Patto si applicano senza pregiudizio delle procedure istituite nel campo dei diritti dell'uomo ai sensi o sulla base degli strumenti costitutivi e delle convenzioni delle Nazioni Unite e degli istituti specializzati e non impediscono agli Stati parti del presente Patto di ricorrere ad altre procedure per la soluzione di una controversia, in conformità agli accordi internazionali generali o speciali in vigore tra loro.

Artidolo 45

Il Comitato, tramite il Consiglio economico e sociale, presenta ogni anno all'Assemblea generale delle Nazioni Unite un rapporto sulle sue attività.

Parte Quinta

Articolo 46

Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata in senso lesivo delle disposizioni dello Statuto delle Nazioni Unite e degli statuti degli istituti specializzati che definiscono le funzioni rispettive dei vari organi delle Nazioni Unite e degli istituti specializzati riguardo alle questioni trattate nel presente Patto.

Articolo 47

Nessuna disposizione del presente Patto può essere interpretata in senso lesivo del diritto inerente a tutti i popoli di godere e di disporre pienamente e liberamente delle loro ricchezze e risorse naturali.

Parte Sesta

Articolo 48

1. Il presente Patto è aperto alla firma di ogni Stato membro delle Nazioni Unite o membro di uno qualsiasi dei loro istituti specializzati, di ogni Stato parte dello Statuto della Corte internazionale di giustizia, nonché di qualsisi altro Stato che sia invitato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite a divenire parte del presente Patto.

2. Il presente Patto è soggetto a ratifica. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

3. Il presente Patto sarà aperto all'adesione di qualsiasi Stato fra quelli indicati al paragrafo 1 del presente articolo.

4. L'adesione sarà effettuata mediante deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

5. Il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati che abbiano firmato il presente Patto, o che vi abbiano aderito, del deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 49

1. Il presente Patto entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito presso il Segretario generale delle Nazioni Unite del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ognuno degli Stati che ratificheranno il presente Patto o vi aderiranno successivamente al deposito del trentacinquesimo strumento di ratifica o di adesione, il Patto medesimo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 50

Le disposizioni del presente Patto si applicano, senza limitazione o eccezione alcuna, a tutte le unità costitutive degli Stati federali.

Articolo 51

1. Ogni Stato parte del presente Patto potrà proporre un emendamento e depositarne il testo presso il Segretariato generale delle Nazioni Unite. Il Segretario generale comunicherà quindi le proposte di emendamento agli Stati parti del presente Patto, chiedendo loro di informarlo se sono favorevoli alla convocazione di una conferenza degli Stati parti per esaminare dette proposte e metterle ai voti. Se almeno un terzo degli Stati parti si dichiarerà a favore di tale convocazione, il Segretario generale convocherà la conferenza sotto gli auspici delle Nazioni Unite. Ogni emendamento approvato dalla maggioranza degli Stati presenti e votanti alla conferenza sarà sottoposto all'approvazione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite.

2. Gli emendamenti entreranno in vigore dopo esser stati approvati dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite e accettati, in conformità alle rispettive procedure costituzionali, da una maggioranza di due terzi degli Stati parti del presente Patto.

3. Quando gli emendamenti entreranno in vigore, essi saranno vincolanti per gli Stati parti che li abbiano accettati, mentre gli altri Stati parti rimarranno vincolati dalle disposizioni del presente Patto e da qualsiasi emendamento anteriore che essi abbiano accettato.

Articolo 52

Indipendentemente dalle notifiche effettuate ai sensi del paragrafo 5 dell'articolo 48, il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati indicati al paragrafo 1 di detto articolo:

a) delle firme apposte al presente Patto e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati in conformità all'articolo 48;

b) della data in cui il presente Patto entrerà in vigore, in conformità all'articolo 49, e della data in cui entreranno in vigore gli emendamenti ai sensi dell'articolo 51.

Articolo 53

1. Il presente Patto, di cui i testi cinese, francese, inglese, russo e spagnolo, fanno egualmente fede, sarà depositato negli archivi delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale delle Nazioni Unite trasmetterà copie autenticate del presente Patto a tutti gli Stati indicati all'articolo 48.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Patto, che è stato aperto alla firma a New York il 19 dicembre 1966.

(*Seguono le firme*).

PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Les Etats parties au présent Protocole,

Considérant que, pour mieux assurer l'accomplissement des fins du Pacte relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommé le Pacte) et l'application de ses dispositions, il conviendrait d'habiliter le Comité des droits de l'homme, constitué aux termes de la quatrième partie du Pacte (ci-après dénommé le Comité), à recevoir et à examiner, ainsi qu'il est prévu dans le présent Protocole, des communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation d'un des droits énoncés dans le Pacte,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Tout Etat partie au Pacte qui devient partie au présent Protocole reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par cet Etat partie, de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie au Pacte qui n'est pas partie au présent Protocole.

Article 2

Sous réserve des dispositions de l'article premier, tout particulier qui prétend être victime d'une violation de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte et qui a épuisé tous les recours internes disponibles peut présenter une communication écrite au Comité pour qu'il l'examine.

Article 3

Le Comité déclare irrecevable toute communication présentée en vertu du présent Protocole qui est anonyme ou qu'il considère être un abus du droit de présenter de telles communications ou être incompatible avec les dispositions du Pacte.

Article 4

1. Sous réserve des dispositions de l'article 3, le Comité porte toute communication qui lui est présentée en vertu du présent Protocole à l'attention de l'Etat partie audit Protocole qui a prétendument violé l'une quelconque des dispositions du Pacte.

2. Dans les six mois qui suivent, ledit Etat soumet par écrit au Comité des explications ou déclarations éclaircissant la question et indiquant, le cas échéant, les mesures qu'il pourrait avoir prises pour remédier à la situation.

Article 5

1. Le Comité examine les communications reçues en vertu du présent Protocole en tenant compte de toutes les informations écrites qui lui sont soumises par le particulier et par l'Etat partie interesse.

2. Le Comité n'examinera aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que:

a) la même question n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement;

b) le particulier a épuisé tous les recours internes disponibles.

Cette règle ne s'applique pas si les procédures de recours excèdent des délais raisonnables.

3. Le Comité tient ses séances à huis clos lorsqu'il examine les communications prévues dans le présent Protocole.

4. Le Comité fait part de ses constatations à l'Etat partie intéressé et au particulier.

Article 6

Le Comité inclut dans le rapport annuel qu'il établit conformément à l'article 45 du Pacte un résumé de ses activités au titre du présent Protocole.

Article 7

En attendant la réalisation des objectifs de la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960, concernant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les dispositions du présent Protocole ne restreignent en rien le droit de pétition accordé à ces peuples par la Charte des Nations Unies et d'autres conventions et instruments internationaux conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées.

Article 8

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

1. Sous réserve de l'entrée en vigueur du Pacte, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 10

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 11

1. Tout Etat partie au présent Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Seecrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général transmet alors tous projets d'amendements aux Etats parties audit Protocole en leur demandant de lui indiquer s'ils désirent voir convoquer une conférence d'Etats parties pour examiner ces projets et les mettre aux voix. Si le tiers au moins des Etats se déclarent en faveur de cette convocation, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des Etats présents et votants à la conférence est soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Nations Unies.

2. Ces amendements entrent en vigueur lorsqu'ils ont été approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies et acceptés, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, par une majorité des deux tiers des Etats parties au présent Protocole.

3. Lorsque ces amendement entrent en vigueur, ils sont obligatoires pour les Etats parties qui les ont acceptés, les autres Etats parties restant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils ont accepté.

Article 12

1. Tout Etat partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation portera effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

2. La dénonciation n'entravera pas l'application des dispositions du présent Protocole à toute communication présentée en vertu de l'article 2 avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 13

Indépendamment des notifications prévues au paragraphe 5 de l'article 8 du présent Protocole, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte:

a) des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 8;

b) de la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 9 et de la date à laquelle entreront en vigueur les amendements prévus à l'article 11;

c) des dénonciations faites conformément à l'article 12.

Article 14

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats visés à l'article 48 du Pacte.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole, qui a été ouvert à la signature à New York, le dix-neuf décembre mil neuf cent soixante-six.

Pour l'Afghanistan :

Pour l'Albanie :

Pour l'Algérie :

Pour l'Argentine :

Pour l'Australie :

Pour l'Autriche :

Pour la Barbade :

Pour la Belgique :

Pour la Bolivie :

Pour la Birmanie :

Pour le Burundi :

Pour la République socialiste soviétique de Biélorussie :

Pour le Cambodge :

Pour le Cameroun :

Pour le Canada :

Pour le Chili :

Pour la Chine :

Pour la Colombie :
EVARISTO SOURDIS
Dic. 21 de 1966

Pour le Botswana :

Pour le Brésil :

Pour la Bulgarie :

Pour la République Centrafricaine :

Pour Ceylan :

Pour le Tchad :

Pour le Congo (Brazzaville) :

Pour le Congo (République Démocratique du) :

Pour le Costa Rica :
LUIS D. TINOCO

Pour Cuba :

Pour Chypre :
ZENON ROSSIDES
9th January 1967

Pour la Tchécoslovaquie :

Pour le Dahomey :

Pour le Danemark :

Pour la République Dominicaine :

Pour l'Equateur :

Pour El Salvador :

Pour l'Ethiopie :

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour la Finlande :

Pour la France :

Pour le Gabon :

Pour la Gambie :

Pour le Ghana :

Pour la Grèce :

Pour le Guatemala :

Pour la Guinée :
MAROF ACHKAR
Le 28 février 1967

Pour la Guyane :

Pour Haïti :

Pour le Saint-Siège :

Pour le Honduras :
H. LOPEZ VILLAMIL

Pour la Hongrie :

Pour l'Islande :

Pour l'Inde :

Pour l'Indonésie :

Pour l'Iran :

Pour l'Irak :

Pour l'Irlande :

Pour Israël :
MICHAEL COMAY

Pour l'Italie :
PIERO VINCI

Pour la Côte-d'Ivoire :

Pour la Jamaïque :
E. R. RICHARDSON

Pour le Japon :

Pour la Jordanie :

Pour le Kenya :

Pour le Koweït :

Pour le Laos :

Pour le Liban :

Pour le Lesotho :

Pour le Libéria :

Pour la Libye :

Pour le Liechtenstein :

Pour le Luxembourg :

Pour Madagascar :

Pour le Malawi :

Pour la Malaisie :

Pour les îles Maldives :

Pour le Mali :

Pour Malte :

Pour la Mauritanie :

Pour le Mexique :

Pour Monaco :

Pour la Mongolie :

Pour le Maroc :

Pour le Népal :

Pour les Pays-Bas :

Pour la Nouvelle-Zélande :

Pour le Nicaragua :

Pour le Niger :

Pour la Nigéria :

Pour la Norvège :

Pour le Pakistan :

Pour le Panama :

Pour le Paraguay :

Pour le Pérou :

Pour les Philippines :
SALVADOR P. LOPEZ

Pour la Pologne :
B. TOMOROWICZ
2.III.1967

Pour le Portugal :

Pour la République de Corée :

Pour la République du Viet-Nam :

Pour la Roumanie :

Pour le Rwanda :

Pour Saint-Marin :

Pour l'Arabie Saoudite :

Pour le Sénégal :

Pour le Sierra Leone :

Pour Singapour :

Pour la Somalie :

Pour l'Afrique du Sud :

Pour l'Espagne :

Pour le Soudan :

Pour la Suède :

Pour la Suisse :

Pour la Syrie :

Pour la Thaïlande :

Pour le Togo :

Pour la Trinité et Tobago :

Pour la Tunisie :

Pour la Turquie :

Pour la République Arabe Unie :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Pour la République-Unie de Tanzanie :

Pour l'Ouganda :

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

Pour la Haute-Volta :

Pour l'Uruguay :
PEDRO P. BERRO

Pour le Venezuela :

Pour le Samoa-Occidental :

Pour le Yémen :

Pour la Yougoslavie :

Pour la Zambie :

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nel protocollo, fra cui il testo in lingua francese.

PROTOCOLLO FACOLTATIVO RELATIVO AL PATTO INTERNAZIONALE RELATIVO AI DIRITTI CIVILI E POLITICI

Gli Stati parti del presente Protocollo,

Considerato che, per meglio assicurare il conseguimento dei fini del Patto relativo ai diritti civili e politici (indicato di qui innanzi come « il Patto ») e l'applicazione delle sue disposizioni, sarebbe opportuno conferire al Comitato dei diritti dell'uomo, istituito ai sensi della parte quarta del Patto (di qui innanzi indicato come « il Comitato ») il potere di ricevere e di esaminare, secondo quanto è previsto nel presente Protocollo, comunicazioni provenienti da individui, i quali pretendano essere vittime di violazioni di un qualsiasi diritto enunciato nel Patto,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ogni Stato parte del Patto che diviene parte del presente Protocollo riconosce la competenza del Comitato a ricevere ed esaminare comunicazioni provenienti da individui sottoposti alla sua giurisdizione, i quali pretendano essere vittime di violazioni, commesse da quello stesso Stato parte, di un qualsiasi diritto enunciato nel Patto. Il Comitato non può ricevere alcuna comunicazione concernente uno Stato parte del Patto che non sia parte del presente Protocollo.

Articolo 2

Salvo quanto è stabilito all'articolo primo, ogni individuo il quale pretenda che un qualsiasi diritto enunciato nel Patto è stato violato, ed abbia esaurito tutti i ricorsi interni disponibili, può presentare una comunicazione scritta al Comitato affinché la esamini.

Articolo 3

Il Comitato dichiara irricevibile qualsiasi comunicazione presentata in base a questo Protocollo che sia anonima, o che esso consideri un abuso del diritto di presentare tali comunicazioni ovvero incompatibile con le disposizioni del Patto.

Articolo 4

1. Salvo quanto è stabilito all'articolo 3, il Comitato rimette ogni comunicazione ad esso presentata in base a questo Protocollo all'attenzione dello Stato parte di detto Protocollo che si pretende abbia violato una qualsiasi disposizione del Patto.

2. Entro i sei mesi successivi, detto Stato sottopone per iscritto al Comitato spiegazioni o dichiarazioni che chiariscano la questione e indichino, ove del caso, le misure che esso potrà aver preso per rimediare alla situazione.

Articolo 5

1. Il Comitato esamina le comunicazioni ricevute in base al presente Protocollo tenendo conto di tutte le informazioni scritte ad esso fatte pervenire dall'individuo e dallo Stato parte interessato.

2. Il Comitato non prende in considerazione alcuna comunicazione proveniente da un individuo senza avere accertato che:

a) la stessa questione non sia già in corso di esame in base a un'altra procedura internazionale di inchiesta o di regolamento pacifico;

b) l'individuo abbia esaurito tutti i ricorsi interni disponibili. Questa norma non si applica se la trattazione dei ricorsi subisce ingiustificati ritardi.

3. Il Comitato, quando esamina le comunicazioni previste nel presente Protocollo, tiene le sue sedute a porte chiuse.

4. Il Comitato trasmette le proprie considerazioni allo Stato parte interessato e all'individuo.

Articolo 6

Il Comitato include nel rapporto annuale previsto all'articolo 45 del Patto un riassunto delle attività svolte in base al presente Protocollo.

Articolo 7

In attesa che siano raggiunti gli obiettivi della risoluzione 1514 (XV) approvata dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 14 dicembre 1960, riguardante la Dichiarazione sulla concessione dell'indipendenza ai Paesi e ai popoli coloniali, le disposizioni del presente Protocollo non limitano in alcun modo il diritto di petizione accordato a questi popoli dallo Statuto delle Nazioni Unite e da altre convenzioni e strumenti internazionali conclusi sotto gli auspici delle Nazioni Unite e dei loro istituti specializzati.

Articolo 8

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma di ogni Stato che abbia firmato il Patto.

2. Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica di ogni Stato che abbia ratificato il Patto o vi abbia aderito. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

3. Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione di ogni Stato che abbia ratificato il Patto o vi abbia aderito.

4. L'adesione sarà effettuata mediante deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario generale delle Nazioni Unite.

5. Il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati che abbiano firmato il presente Protocollo o che vi abbiano aderito del deposito di ogni strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 9

1. Purché il Patto sia entrato in vigore, il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito presso il Segretario generale delle Nazioni Unite del decimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ognuno degli Stati che ratificheranno il presente Protocollo o vi aderiranno successivamente al deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, il Protocollo medesimo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito, da parte di tale Stato, del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 10

Le disposizioni del presente protocollo si applicano, senza limitazione o eccezione alcuna, a tutte le unità costitutive degli Stati federali.

Articolo 11

1. Ogni Stato parte del presente Protocollo potrà proporre un emendamento e depositarne il testo presso il Segretario generale delle Nazioni Unite. Il Segretario generale comunicherà quindi le proposte di emendamento agli Stati parti del presente Protocollo, chiedendo loro di informarlo se sono favorevoli alla convocazione di una conferenza degli Stati parti per esaminare dette proposte e metterle ai voti. Se almeno un terzo degli Stati parti si dichiarerà a favore di tale convocazione, il Segretario generale convocherà la conferenza sotto gli auspici delle Nazioni Unite. Ogni emendamento approvato dalla maggioranza degli Stati presenti e votanti alla conferenza sarà sottoposto all'approvazione dell'Assemblea generale delle Nazioni Unite.

2. Gli emendamenti entreranno in vigore dopo esser stati approvati dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite e accettati, in conformità alle rispettive procedure costituzionali, da una maggioranza di due terzi degli Stati parti del presente Protocollo.

3. Quando gli emendamenti entreranno in vigore, essi saranno vincolanti per gli Stati parti che li abbiano accettati, mentre gli altri Stati parti rimarranno vincolati dalle disposizioni del presente Protocollo e da qualsiasi emendamento anteriore che essi abbiano accettato.

Articolo 12

1. Ogni Stato parte potrà denunciare, in qualsiasi momento, il presente Protocollo mediante notifica scritta indirizzata al Segretario generale delle Nazioni Unite. La denuncia avrà effetto tre mesi dopo la data in cui il Segretario generale ne avrà ricevuto la notifica.

2. La denuncia non impedirà che le disposizioni del presente Protocollo continuino ad applicarsi a qualsiasi comunicazione presentata in base all'articolo 2 prima della data in cui la denuncia stessa avrà effetto.

Articolo 13

Indipendentemente dalle notifiche ai sensi del paragrafo 5 dell'articolo 8 del presente Protocollo, il Segretario generale delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati indicati al paragrafo 1 dell'articolo 48 del Patto:

a) delle firme apposte al presente Protocollo e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati in conformità all'articolo 8;

b) della data in cui il presente Protocollo entrerà in vigore in conformità all'articolo 9 e della data in cui entreranno in vigore gli emendamenti ai sensi dell'articolo 11;

c) delle denunce fatte in conformità all'articolo 12.

Articolo 14

1. Il presente Protocollo, di cui i testi cinese, francese, inglese, russo e spagnolo, fanno egualmente fede, sarà depositato negli archivi delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale delle Nazioni Unite trasmetterà copie autenticate del presente Protocollo a tutti gli Stati indicati all'articolo 48 del Patto.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo, che è stato aperto alla firma a New York il 19 dicembre 1966.

(*Seguono le firme*).

LEGGE 7 novembre 1977, n. 882.

Accettazione ed esecuzione del secondo emendamento allo statuto del Fondo monetario internazionale e aumento della quota di partecipazione dell'Italia al Fondo medesimo.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare il secondo emendamento allo statuto del Fondo monetario internazionale, deliberato dal consiglio dei governatori del Fondo medesimo con la risoluzione n. 31/4 del 30 aprile 1976, contenuto nell'allegato *A* alla presente legge.

Il Ministro per il tesoro è incaricato della esecuzione della presente legge e dei rapporti da mantenere con l'amministrazione del Fondo monetario internazionale, conseguenti all'emendamento di cui al precedente comma.

Il Ministro per il tesoro riferirà annualmente al Parlamento in merito all'andamento dei rapporti tra l'Italia e il Fondo monetario internazionale in sede di nota preliminare allo stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'emendamento indicato nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità dell'articolo 17 dello statuto del Fondo monetario internazionale, ratificato con legge 23 marzo 1947, n. 132.

Art. 3.

In attuazione della risoluzione n. 31/2 del 22 marzo 1976 del consiglio dei governatori del Fondo monetario internazionale, il Governo della Repubblica è autorizzato a provvedere all'aumento della quota di partecipazione dell'Italia al Fondo stesso, da 1.000 milioni a 1.240 milioni di diritti speciali di prelievo.

Art. 4.

Per i versamenti relativi all'aumento della quota di cui all'articolo precedente, il Ministro per il tesoro è autorizzato ad avvalersi dell'Ufficio italiano dei cambi e della Banca d'Italia, con facoltà di concedere a detti Istituti le garanzie per ogni eventuale rischio connesso con i versamenti da essi effettuati o che venissero effettuati, a valere sulle loro disponibilità, a nome e per conto dello Stato.

Art. 5.

Alla regolazione dei rapporti derivanti dalla esecuzione della presente legge fra il Ministero del tesoro, l'Ufficio italiano dei cambi e la Banca d'Italia si provvederà mediante convenzione da stipularsi dal Ministro per il tesoro con detti Istituti.

Art. 6.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con propri decreti alle variazioni di bilancio eventualmente occorrenti per l'applicazione della presente legge.

Art. 7.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 novembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — STAMMATI — MORLINO

Visto, *il Guardasigilli*: BONIFACIO

ALLEGATO *A*

ARTICLES OF AGREEMENT OF THE INTERNATIONAL MONETARY FUND

The Governments on whose behalf the present Agreement is signed agree as follows:

INTRODUCTORY ARTICLE

i) The International Monetary Fund is established and shall operate in accordance with the provisions of this Agreement as originally adopted and subsequently amended.

ii) To enable the Fund to conduct its operations and transactions, the Fund shall maintain a General Department and a Special Drawing Rights Department. Membership in the Fund shall give the right to participation in the Special Drawing Rights Department.

iii) Operations and transactions authorized by this Agreement shall be conducted through the General Department, consisting in accordance with the provisions of this Agreement of the General Resources Account, the Special Disbursement Account, and the Investment Account; except that operations and transactions involving special drawing rights shall be conducted through the Special Drawing Rights Department.

Article I

PURPOSES

The purposes of the International Monetary Fund are:

i) To promote international monetary cooperation through a permanent institution which provides the machinery for consultation and collaboration on international monetary problems.

ii) To facilitate the expansion and balanced growth of international trade, and to contribute thereby to the promotion and maintenance of high levels of employment and real income and to the development of the productive resources of all members as primary objectives of economic policy.

iii) To promote exchange stability, to maintain orderly exchange arrangements among members, and to avoid competitive exchange depreciation.

iv) To assist in the establishment of a multilateral system of payments in respect of current transactions between members and in the elimination of foreign exchange restrictions which hamper the growth of world trade.

v) To give confidence to members by making the general resources of the Fund temporarily available to them under adequate safeguards, thus providing them with opportunity to correct maladjustments in their balance of payments without resorting to measures destructive of national or international prosperity.

vi) In accordance with the above, to shorten the duration and lessen the degree of disequilibrium in the international balances of payments of members.

The Fund shall be guided in all its policies and decisions by the purposes set forth in this Article.

Article II

MEMBERSHIP

Section 1. — *Original members*

The original members of the Fund shall be those of the countries represented at the United Nations Monetary and Financial Conference whose governments accept membership before December 31, 1945.

Section 2. — *Other members*

Membership shall be open to other countries at such times and in accordance with such terms as may be prescribed by the Board of Governors. These terms, including the terms for subscriptions, shall be based on principles consistent with those applied to other countries that are already members.

Article III

QUOTAS AND SUBSCRIPTIONS

Section 1. — *Quotas and payment of subscriptions*

Each member shall be assigned a quota expressed in special drawing rights. The quotas of the members represented at the United Nations Monetary and Financial Conference which accept membership before December 31, 1954 shall be those set forth in Schedule A. The quotas of other members shall be determined by the Board of Governors. The subscription of each member shall be equal to its quota and shall be paid in full to the Fund at the appropriate depository.

Section 2. — *Adjustment of quotas*

a) The Board of Governors shall at intervals of not more than five years conduct a general review, and if it deems it appropriate propose an adjustment, of the quotas of the members. It may also, if it thinks fit, consider at any other time the adjustment of any particular quota at the request of the member concerned.

b) The Fund may at any time propose an increase in the quotas of those members of the Fund that were members on August 31, 1975 in proportion to their quotas on that date in a cumulative amount not in excess of amounts transferred under Article V, Section 12 *f*) *i*) and *j*) from the Special Disbursement Account to the General Resources Account.

c) An eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for any change in quotas.

d) The quota of a member shall not be changed until the member has consented and until payment has been made unless payment is deemed to have been made in accordance with Section 3 *b*) of this Article.

Section 3. — *Payments when quotas are changed*

a) Each member which consents to an increase in its quota under Section 2 *a*) of this Article shall, within a period determined by the Fund, pay to the Fund twenty-five percent of the increase in special drawing rights, but the Board of Governors may prescribe that this payment may be made, on the same basis for all members, in whole or in part in the currencies of other members specified, with their concurrence, by the Fund, or in the member's own currency. A non-participant shall pay in the currencies of other members specified by the Fund, with their concurrence, a proportion of the increase corresponding to the proportion to be paid in special drawing rights by participants. The balance of the increase shall be paid by the member in its own currency. The Fund's holdings of a member's currency shall not be increased above the level at which they would be subject to charges under Article V, Section 8 *b*) *ii*), as a result of payments by other members under this provision.

b) Each member which consents to an increase in its quota under Section 2 *b*) of this Article shall be deemed to have paid to the Fund an amount of subscription equal to such increase.

c) If a member consents to a reduction in its quota, the Fund shall, within sixty days, pay to the member an amount, equal to the reduction. The payment shall be made in the member's currency and in such amount of special drawing rights or the currencies of other members specified, with their concurrence, by the Fund as is necessary to prevent the reduction of the Fund's holdings of the currency below the new quota, provided that in exceptional circumstances the Fund may reduce its holdings of the currency below the new quota by payment to the member in its own currency.

d) A seventy percent majority of the total voting power shall be required for any decision under *a*) above, except for the determination of a period and the specification of currencies under that provision.

Section 4. — *Substitution of securities for currency*

The Fund shall accept from any member, in place of any part of the member's currency in the General Resources Account which in the judgment of the Fund is not needed for its operations and transactions, notes or similar obligations issued by the member or the depository designated by the member under Article XIII, Section 2, which shall be non-negotiable, non-interest bearing and payable at their face value on demand by crediting the account of the Fund in the designated depository. This Section shall apply not only to currency subscribed by members but also to any currency otherwise due to, or acquired by, the Fund and to be placed in the General Resources Account.

Article IV

OBLIGATIONS REGARDING EXCHANGE ARRANGEMENTS

Section 1. — *General obligations of members*

Recognizing that the essential purpose of the international monetary system is to provide a framework that facilitates the exchange of goods, services, and capital among countries, and that sustains sound economic growth, and that a principal objective is the continuing development of the orderly underlying conditions that are necessary for financial and economic stability, each mem-

ber undertakes to collaborate with the Fund and other members to assure orderly exchange arrangements and to promote a stable system of exchange rates. In particular, each member shall:

i) endeavor to direct its economic and financial policies toward the objective of fostering orderly economic growth with reasonable price stability, with due regard to its circumstances;

ii) seek to promote stability by fostering orderly underlying economic and financial conditions and a monetary system that does not tend to produce erratic disruptions;

iii) avoid manipulating exchange rates or the international monetary system in order to prevent effective balance of payments adjustment or to gain an unfair competitive advantage over other members; and

iv) follow exchange policies compatible with the undertakings under this Section.

Section 2. — *General exchange arrangements*

a) Each member shall notify the Fund, within thirty days after the date of the second amendment of this Agreement, of the exchange arrangements it intends to apply in fulfillment of its obligations under Section 1 of this Article, and shall notify the Fund promptly of any changes in its exchange arrangements.

b) Under an international monetary system of the kind prevailing on January 1, 1976, exchange arrangements may include *i*) the maintenance by a member of a value for its currency in terms of the special drawing right or another denominator, other than gold, selected by the member, or *ii*) cooperative arrangements by which members maintain the value of their currencies in relation to the value of the currency or currencies of other members, or *iii*) other exchange arrangements of a member's choice.

c) To accord with the development of the international monetary system, the Fund, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may make provision for general exchange arrangements without limiting the right of members to have exchange arrangements of their choice consistent with the purposes of the Fund and the obligations under Section 1 of this Article.

Section 3. — *Surveillance over exchange arrangements*

a) The Fund shall oversee the international monetary system in order to ensure its effective operation, and shall oversee the compliance of each member with its obligations under Section 1 of this Article.

b) In order to fulfill its functions under *a*) above, the Fund shall exercise firm surveillance over the exchange rate policies of members, and shall adopt specific principles for the guidance of all members with respect to those policies. Each member shall provide the Fund with the information necessary for such surveillance, and, when requested by the Fund, shall consult with it on the member's exchange rate policies. The principles adopted by the Fund shall be consistent with cooperative arrangements by which members maintain the value of their currencies in relation to the value of the currency or currencies of other members, as well as with other exchange arrangements of a member's choice consistent with the purposes of the Fund and Section 1 of this Article. These principles shall respect the domestic social and political policies of members, and in applying these principles the Fund shall pay due regard to the circumstances of members.

Section 4. — *Par values*

The Fund may determine, by an eighty-five percent majority of the total voting power, that international economic conditions permit the introduction of a widespread system of exchange arrangements based on stable but adjustable par values. The Fund shall make the determination on the basis of the underlying stability of the world economy, and for this purpose shall take into account price movements and rates of expansion in the economies of members. The determination shall be made in light of the evolution of the international monetary system, with particular reference to sources of liquidity, and, in order to ensure the effective operation of a system of par values, to arrangements under which both members in surplus and members in deficit in their balances of payments take prompt, effective, and symmetrical action to achieve adjustment, as well as to arrangements for intervention and the treatment of imbalances. Upon making such determination, the Fund shall notify members that the provisions of Schedule C apply.

Section 5. — *Separate currencies within a member's territories*

a) Action by a member with respect to its currency under this Article shall be deemed to apply to the separate currencies of all territories in respect of which the member has accepted this Agreement under Article XXXI, Section 2 *g*) unless the member declares that its action relates either to the metropolitan currency alone, or only to one or more specified separate currencies, or to the metropolitan currency and one or more specified separate currencies.

b) Action by the Fund under this Article shall be deemed to relate to all currencies of a member referred to in *a*) above unless the Fund declares otherwise.

Article V

OPERATIONS AND TRANSACTIONS OF THE FUND

Section 1. — *Agencies dealing with the Fund*

Each member shall deal with the Fund only through its Treasury, central bank, stabilization fund, or other similar fiscal agency, and the Fund shall deal only with or through the same agencies.

Section 2. — *Limitation on the Fund's operations and transactions*

a) Except as otherwise provided in this Agreement, transactions on the account of the Fund shall be limited to transactions for the purpose of supplying a member, on the initiative of such member, with special drawing rights or the currencies of other members from the general resources of the Fund, which shall be held in the General Resources Account, in exchange for the currency of the member desiring to make the purchase.

b) If requested, the Fund may decide to perform financial and technical services, including the administration of resources contributed by members, that are consistent with the purposes of the Fund. Operations involved in the performance of such financial services shall not be on the account of the Fund. Services under this subsection shall not impose any obligation on a member without its consent.

Section 3. — *Conditions governing use of the Fund's general resources*

a) The Fund shall adopt policies on the use of its general resources, including policies on stand-by or similar arrangements, and may adopt special policies for special balance of payments problems, that will assist members to solve their balance of payments problems in a manner consistent with the provisions of this Agreement and that will establish adequate safeguards for the temporary use of the general resources of the Fund.

b) A member shall be entitled to purchase the currencies of other members from the Fund in exchange for an equivalent amount of its own currency subject to the following conditions:

i) the member's use of the general resources of the Fund would be in accordance with the provisions of this Agreement and the policies adopted under them;

ii) the member represents that it has a need to make the purchase because of its balance of payments or its reserve position or developments in its reserves;

iii) the proposed purchase would be a reserve tranche purchase, or would not cause the Fund's holdings of the purchasing member's currency to exceed two hundred percent of its quota;

iv) the Fund has not previously declared under Section 5 of this Article, Article VI, Section 1, or Article XXVI, Section 2 *a*) that the member desiring to purchase is ineligible to use the general resources of the Fund.

c) The Fund shall examine a request for a purchase to determine whether the proposed purchase would be consistent with the provisions of this Agreement and the policies adopted under them, provided that requests for reserve tranche purchases shall not be subject to challenge.

d) The Fund shall adopt policies and procedures on the selection of currencies to be sold that take into account, in consultation with members, the balance of payments and reserve position of members and developments in the exchange markets, as well as the desirability of promoting over time balanced positions in the Fund, provided that if a member represents that it is proposing to purchase the currency of another member because the purchasing member wishes to obtain an equivalent amount of its own currency offered by the other member, it shall be entitled to purchase the currency of the other member unless the Fund has given notice under Article VII, Section 3 that its holdings of the currency have become scarce.

e) *i*) Each member shall ensure that balances of its currency purchased from the Fund are balances of a freely usable currency or can be exchanged at the time of purchase for a freely usable currency of its choice at an exchange rate between the two currencies equivalent to the exchange rate between them on the basis of Article XIX, Section 7 *a*).

ii) Each member whose currency is purchased from the Fund or is obtained in exchange for currency purchased from the Fund shall collaborate with the Fund and other members to enable such balances of its currency to be exchanged, at the time of purchase, for the freely usable currencies of other members.

iii) An exchange under *i*) above of a currency that is not freely usable shall be made by the member whose currency is purchased unless that member and the purchasing member agree on another procedure.

iv) A member purchasing from the Fund the freely usable currency of another member and wishing to exchange it at the time of purchase for another freely usable cur-

rency shall make the exchange with the other member if requested by that member. The exchange shall be made for a freely usable currency selected by the other member at the rate of exchange referred to in *i*) above.

f) Under policies and procedures which it shall adopt, the Fund may agree to provide a participant making a purchase in accordance with this Section with special drawing rights instead of the currencies of other members.

Section 4. — *Waiver of conditions*

The Fund may in its discretion, and on terms which safeguard its interests, waive any of the conditions prescribed in Section 3 *b*) *iii*) and *iv*) of this Article, especially in the case of members with a record of avoiding large or continuous use of the Fund's general resources. In making a waiver it shall take into consideration periodic or exceptional requirements of the member requesting the waiver. The Fund shall also take into consideration a member's willingness to pledge as collateral security acceptable assets having a value sufficient in the opinion of the Fund to protect its interests and may require as a condition of waiver the pledge of such collateral security.

Section 5. — *Ineligibility to use the Fund's general resources*

Whenever the Fund is of the opinion that any member is using the general resources of the Fund in a manner contrary to the purposes of the Fund, it shall present to the member a report setting forth the views of the Fund and prescribing a suitable time for reply. After presenting such a report to a member, the Fund may limit the use of its general resources by the member. If no reply to the report is received from the member within the prescribed time, or if the reply received is unsatisfactory, the Fund may continue to limit the member's use of the general resources of the Fund or may, after giving reasonable notice to the member, declare it ineligible to use the general resources of the Fund.

Section 6. — *Other purchases and sales of special drawing rights by the Fund*

a) The Fund may accept special drawing rights offered by a participant in exchange for an equivalent amount of the currencies of other members.

b) The Fund may provide a participant, at its request, with special drawing rights for an equivalent amount of the currencies of other members. The Fund's holdings of a member's currency shall not be increased as a result of these transactions above the level at which the holdings would be subject to charges under Section 8 *b*) *ii*) of this Article.

c) The currencies provided or accepted by the Fund under this Section shall be selected in accordance with policies that take into account the principles of Section 3 *d*) or 7 *i*) of this Article. The Fund may enter into transactions under this Section only if a member whose currency is provided or accepted by the Fund concurs in that use of its currency.

Section 7. — *Repurchase by a member of its currency held by the Fund*

a) A member shall be entitled to repurchase at any time the Fund's holdings of its currency that are subject to charges under Section 8 *b*) of this Article.

b) A member that has made a purchase under Section 3 of this Article will be expected normally, as its balance of payments and reserve position improves, to repurchase the Fund's holdings of its currency that result from the purchase and are subject to charges under Section 8 *b*) of this Article. A member shall repurchase these holdings if, in accordance with policies on repurchase that the Fund shall adopt and after consultation with the member, the Fund represents ot the member that it should repurchase because of an improvement in its balance of payments and reserve position.

c) A member that has made a purchase under Section 3 of this Article shall repurchase the Fund's holdings of its currency that result from the purchase and are subject to charges under Section 8 *b*) of this Article not later than five years after the date on which the purchase was made. The Fund may prescribe that repurchase shall be made by a member in installments during the period beginning three years and ending five years after the date of a purchase. The Fund, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may change the periods for repurchase under this subsection, and any period so adopted shall apply to all members.

d) The Fund, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may adopt periods other than those that apply in accordance with *c*) above, which shall be the same for all members, for the repurchase of holdings of currency acquired by the Fund pursuant to a special policy on the use of its general resources.

e) A member shall repurchase, in accordance with policies that the Fund shall adopt by a seventy percent majority of the total voting power, the Fund's holdings of its currency that are not acquired as a result of purchases and are subject to charges under Section 8 *b*) *ii*) of this Article.

f) A decision prescribing that under a policy on the use of the general resources of the Fund the period for repurchase under *c*) or *d*) above shall be shorter than the one in effect under the policy shall apply only to holdings acquired by the Fund subsequent to the effective date of the decision.

g) The Fund, on the request of a member, may postpone the date of discharge of a repurchase obligation, but not beyond the maximum period under *c*) or *d*) above or under policies adopted by the Fund under *e*) above, unless the Fund determines, by a seventy percent majority of the total voting power, that a longer period for repurchase which is consistent with the temporary use of the general resources of the Fund is justified because discharge on the due date would result in exceptional hardship for the member.

h) The Fund's policies under Section 3 *d*) of this Article may be supplemented by policies under which the Fund may decide after consultation with a member to sell under Section 3 *b*) of this Article its holdings of the member's currency that have not been repurchased in accordance with this Section 7, without prejudice to any action that the Fund may be authorized to take under any other provision of this Agreement.

i) All repurchases under this Section shall be made with special drawing rights or with the currencies of other members specified by the Fund. The Fund shall adopt policies and procedures with regard to the currencies to be used by members in making repurchases that take into account the principles in Section 3 *d*) of this Article. The Fund's holdings of a member's currency that is used in repurchase shall not be increased by the repurchase above the level at which they would be subject to charges under Section 8 *b*) *ii*) of this Article.

j) *i*) If a member's currency specified by the Fund under *i*) above is not a freely usable currency, the member shall ensure that the repurchasing member can obtain it at the time of the repurchase in exchange for a freely usable currency selected by the member whose currency has been specified. An exchange of currency under this provision shall take place at an exchange rate between the two currencies equivalent to the exchange rate between them on the basis of Article XIX, Section 7 *a*).

ii) Each member whose currency is specified by the Fund for repurchase shall collaborate with the Fund and other members to enable repurchasing members, at the time of the repurchase, to obtain the specified currency in exchange for the freely usable currencies of other members.

iii) An exchange under *j*) *i*) above shall be made with the member whose currency is specified unless that member and the repurchasing member agree on another procedure.

iv) If a repurchasing member wishes to obtain, at the time of the repurchase, the freely usable currency of another member specified by the Fund under *i*) above, it shall, if requested by the other member, obtain the currency from the other member in exchange for a freely usable currency at the rate of exchange referred to in *j*) *i*) above. The Fund may adopt regulations on the freely usable currency to be provided in an exchange.

Section 8. — *Charges*

a) *i*) The Fund shall levy a service charge on the purchase by a member of special drawing rights or the currency of another member held in the General Resources Account in exchange for its own currency, provided that the Fund may levy a lower service charge on reserve tranche purchases than on other purchases. The service charge on reserve tranche purchases shall not exceed one-half of one percent.

ii) The Fund may levy a charge for stand-by or similar arrangements. The Fund may decide that the charge for an arrangement shall be offset against the service charge levied under *i*) above on purchases under the arrangement.

b) The Fund shall levy charges on its average daily balances of a member's currency held in the General Resources Account to the extent that they

i) have been acquired under a policy that has been the subject of an exclusion under Article XXX *c*), or

ii) exceed the amount of the member's quota after excluding any balances referred to in *i*) above.

The rates of charge normally shall rise at intervals during the period in which balances are held.

c) If a member fails to make a repurchase required under Section 7 of this Article, the Fund, after consultation with the member on the reduction of the Fund's holdings of its currency, may impose such charges as the Fund deems appropriate on its holdings of the member's currency that should have been repurchased.

d) A seventy percent majority of the total voting power shall be required for the determination of the rates of charge under *a*) and *b*) above, which shall be uniform for all members, and under *c*) above.

e) A member shall pay all charges in special drawing rights, provided that in exceptional circumstances the Fund may permit a member to pay charges in the currencies of other members specified by the Fund, after consultation with them, or in its own currency. The Fund's holdings of a member's currency shall not be increased as a result of payments by other members under this provision above the level at which they would be subject to charges under *b*) *ii*) above.

Section 9. — *Remuneration*

a) The Fund shall pay remuneration on the amount by which the percentage of quota prescribed under *b*) or *c*) below exceeds the Fund's average daily balances of a member's currency held

in the General Resources Account other than balances acquired under a policy that has been the subject of an exclusion under Article XXX *c*). The rate of remuneration, which shall be determined by the Fund by a seventy percent majority of the total voting power, shall be the same for all members and shall be not more than, nor less than fourfifths of, the rate of interest under Article XX, Section 3. In establishing the rate of remuneration, the Fund shall take into account the rates of charge under Article V, Section 8 *b*).

b) The percentage of quota applying for the purposes of *a*) above shall be:

i) for each member that became a member before the second amendment of this Agreement, a percentage of quota corresponding to seventy-five percent of its quota on the date of the second amendment of this Agreement, and for each member that became a member after the date of the second amendment of this Agreement, a percentage of quota calculated by dividing the total of the amounts corresponding to the percentages of quota that apply to the other members on the date on which the member became a member by the total of the quotas of the other members on the same date; plus

ii) the amounts it has paid to the Fund in currency or special drawing rights under Article III, Section 3 *a*) since the date applicable under *b*) *i*) above; and minus

iii) the amounts it has received from the Fund in currency or special drawing rights under Article III, Section 3 *c*) since the date applicable under *b*) *i*) above.

c) The Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, may raise the latest percentage of quota applying for the purposes of *a*) above to each member to:

i) a percentage, not in excess of one hundred percent, that shall be determined for each member on the basis of the same criteria for all members, or

ii) one hundred percent for all members.

d) Remuneration shall be paid in special drawing rights, provided that either the Fund or the member may decide that the payment to the member shall be made in its own currency.

Section 10. — *Computations*

a) The value of the Fund's assets held in the accounts of the General Department shall be expressed in terms of the special drawing right.

b) All computations relating to currencies of members for the purpose of applying the provisions of this Agreement, except Article IV and Schedule C, shall be at the rates at which the Fund accounts for these currencies in accordance with Section 11 of this Article.

c) Computations for the determination of amounts of currency in relation to quota for the purpose of applying the provisions of this Agreement shall not include currency held in the Special Disbursement Account or in the Investment Account.

Section 11. — *Maintenance of value*

a) The value of the currencies of members held in the General Resources Account shall be maintained in terms of the special drawing right in accordance with exchange rates under Article XIX, Section 7 *a*).

b) An adjustment in the Fund's holdings of a member's currency pursuant to this Section shall be made on the occasion of the use of that currency in an operation or transaction between the Fund and another member and at such other times as the Fund may decide or the member

may request. Payments to or by the Fund in respect of an adjustment shall be made within a reasonable time, as determined by the Fund, after the date of adjustment and at any other time requested by the member.

Section 12. — *Other operations and transactions*

a) The Fund shall be guided in all its policies and decisions under this Section by the objectives set forth in Article VIII, Section 7 and by the objective of avoiding the management of the price, or the establishment of a fixed price, in the gold market.

b) Decisions of the Fund to engage in operations or transactions under *c*), *d*), and *e*) below shall be made by an eighty-five percent majority of the total voting power.

c) The Fund may sell gold for the currency of any member after consulting the member for whose currency the gold is sold, provided that the Fund's holdings of a member's currency held in the General Resources Account shall not be increased by the sale above the level at which they would be subject to charges under Section 8 *b*) *ii*) of this Article without the concurrence of the member, and provided that, at the request of the member, the Fund at the time of sale shall exchange for the currency of another member such part of the currency received as would prevent such an increase. The exchange of a currency for the currency of another member shall be made after consultation with that member, and shall not increase the Fund's holdings of that member's currency above the level at which they would be subject to charges under Section 8 *b*) *ii*) of this Article. The Fund shall adopt policies and procedures with regard to exchanges that take into account the principles applied under Section 7 *i*) of this Article. Sales under this provision to a member shall be at a price agreed for each transaction on the basis of prices in the market.

d) The Fund may accept payments from a member in gold instead of special drawing rights or currency in any operations or transactions under this Agreement. Payments to the Fund under this provision shall be at a price agreed for each operation or transaction on the basis of prices in the market.

e) The Fund may sell gold held by it on the date of the second amendment of this Agreement to those members that were members on August 31, 1975 and that agree to buy it, in proportion to their quotas on that date. If the Fund intends to sell gold under *c*) above for the purpose of *f*) *ii*) below, it may sell to each developing member that agrees to buy it that portion of the gold which, if sold under *c*) above, would have produced the excess that could have been distributed to it under *f*) *iii*) below. The gold that would be sold under this provision to a member that has been declared ineligible to use the general resources of the Fund under Section 5 of this Article shall be sold to it when the ineligibility ceases, unless the Fund decides to make the sale sooner. The sale of gold to a member under this subsection *e*) shall be made in exchange for its currency and at a price equivalent at the time of sale to one special drawing right per 0.888 671 gram of fine gold.

h) Pending uses specified under *f*) above, the Fund may invest a member's currency held in the Special Disbursement Account in marketable obligations of that member or in marketable obligations of international financial organizations. The income of investment and interest received under *f*) *ii*) above shall be placed in the Special Disbursement Account. No investment shall be made without the concurrence of the member whose currency is used to make the investment. The Fund shall invest only in obligations denominated in special drawing rights or in the currency used for investment.

i) The General Resources Account shall be reimbursed from time to time in respect of the expenses of administration of the Special Disbursement Account paid from the General Resources Account by transfers from the Special Disbursement Account on the basis of a reasonable estimate of such expenses.

j) The Special Disbursement Account shall be terminated in the event of the liquidation of the Fund and may be terminated prior to liquidation of the Fund by a seventy percent majority of the total voting power. Upon termination of the account because of the liquidation of the Fund, any assets in this account shall be distributed in accordance with the provisions of Schedule K. Upon termination prior to liquidation of the Fund, any assets in this account shall be transferred to the General Resources Account for immediate use in operations and transactions. The Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, shall adopt rules and regulations for the administration of the Special Disbursement Account.

Article VI

CAPITAL TRANSFERS

Section 1. — *Use of the Fund's general resources for capital transfers*

a) A member may not use the Fund's general resources to meet a large or sustained outflow of capital except as provided in Section 2 of this Article, and the Fund may request a member to exercise controls to prevent such use of the general resources of the Fund. If, after receiving such a request, a member fails to exercise appropriate controls, the Fund may declare the member ineligible to use the general resources of the Fund.

b) Nothing in this Section shall be deemed:

i) to prevent the use of the general resources of the Fund for capital transactions of reasonable amount required for the expansion of exports or in the ordinary course of trade, banking, or other business; or

ii) to affect capital movements which are met out of a member's own resources, but members undertake that such capital movements will be in accordance with the purposes of the Fund.

Section 2. — *Special provisions for capital transfers*

A member shall be entitled to make reserve tranche purchases to meet capital transfers.

Section 3. — *Controls of capital transfers*

Members may exercise such controls as are necessary to regulate international capital movements, but no member may exercise these controls in a manner which will restrict payments for current transactions or which will unduly delay transfers of funds in settlement of commitments, except as provided in Article VII, Section 3 *b*) and in Article XIV, Section 2.

Article VII

REPLENISHMENT AND SCARCE CURRENCIES

Section 1. — *Measures to replenish the Fund's holdings of currencies*

The Fund may, if it deems such action appropriate to replenish its holdings of any member's currency in the General Resources Account needed in connection with its transactions, take either or both of the following steps:

i) propose to the member that, on terms and conditions agreed between the Fund and the member, the latter lend its currency to the Fund or that, with the concurrence

of the member, the Fund borrow such currency from some other source either within or outside the territories of the member, but no member shall be under any obligation to make such loans to the Fund or to concur in the borrowing of its currency by the Fund from any other source;

ii) require the member, if it is a participant, to sell its currency to the Fund for special drawing rights held in the General Resources Account, subject to Article XIX, Section 4. In replenishing with special drawing rights, the Fund shall pay due regard to the principles of designation under Article XIX, Section 5.

Section 2. — *General scarcity of currency*

If the Fund finds that a general scarcity of a particular currency is developing, the Fund may so inform members and may issue a report setting forth the causes of the scarcity and containing recommendations designed to bring it to an end. A representative of the member whose currency is involved shall participate in the preparation of the report.

Section 3. — *Scarcity of the Fund's holdings*

a) If it becomes evident to the Fund that the demand for a member's currency seriously threatens the Fund's ability to supply that currency, the Fund, whether or not it has issued a report under Section 2 of this Article, shall formally declare such currency scarce and shall thenceforth apportion its existing and accruing supply of the scarce currency with due regard to the relative needs of members, the general international economic situation, and any other pertinent considerations. The Fund shall also issue a report concerning its action.

b) A formal declaration under *a*) above shall operate as an authorization to any member, after consultation with the Fund, temporarily to impose limitations on the freedom of exchange operations in the scarce currency. Subject to the provisions of Article IV and Schedule C, the member shall have complete jurisdiction in determining the nature of such limitations, but they shall be no more restrictive than is necessary to limit the demand for the scarce currency to the supply held by, or accruing to, the member in question, and they shall be relaxed and removed as rapidly as conditions permit.

c) The authorization under *b*) above shall expire whenever the Fund formally declares the currency in question to be no longer scarce.

Section 4. — *Administration of restrictions*

Any member imposing restrictions in respect of the currency of any other member pursuant to the provisions of Section 3 *b*) of this Article shall give sympathetic consideration to any representations by the other member regarding the administration of such restrictions.

Section 5. — *Effect of other international agreements on restrictions*

Members agree not to invoke the obligations of any engagements entered into with other members prior to this Agreement in such a manner as will prevent the operation of the provisions of this Article.

Article VIII

General obligations of members

Section 1. — *Introduction*

In addition to the obligations assumed under other articles of this Agreement, each member undertakes the obligations set out in this Article.

Section 2. — *Avoidance of restrictions on current payments*

a) Subject to the provisions of Article VII, Section 3 *b*) and Article XIV, Section 2, no member shall, without the approval of the Fund, impose restrictions on the making of payments and transfers for current international transactions.

b) Exchange contracts which involve the currency of any member and which are contrary to the exchange control regulations of that member maintained or imposed consistently with this Agreement shall be unenforceable in the territories of any member. In addition, members may, by mutual accord, cooperate in measures for the purpose of making the exchange control regulations of either member more effective, provided that such measures and regulations are consistent with this Agreement.

Section 3. — *Avoidance of discriminatory currency practices*

No member shall engage in, or permit any of its fiscal agencies referred to in Article V, Section 1 to engage in, any discriminatory currency arrangements or multiple currency practices, whether within or outside margins under Article IV or prescribed by or under Schedule C, except as authorized under this Agreement or approved by the Fund. If such arrangements and practices are engaged in at the date when this Agreement enters into force, the member concerned shall consult with the Fund as to their progressive removal unless they are maintained or imposed under Article XIV, Section 2, in which case the provisions of Section 3 of that Article shall apply.

Section 4. — *Convertibility of foreign-held balances*

a) Each member shall buy balances of its currency held by another member if the latter, in requesting the purchase, represents:

i) that the balances to be bought have been recently acquired as a result of current transactions; or

ii) that their conversion is needed for making payments for current transactions.

The buying member shall have the option to pay either in special drawing rights, subject to Article XIX, Section 4, or in the currency of the member making the request.

b) The obligation in *a*) above shall not apply when:

i) the convertibility of the balances has been restricted consistently with Section 2 of this Article or Article VI, Section 3;

ii) the balances have accumulated as a result of transactions effected before the removal by a member of restrictions maintained or imposed under Article XIV, Section 2;

iii) the balances have been acquired contrary to the exchange regulations of the member which is asked to buy them;

iv) the currency of the member requesting the purchase has been declared scarce under Article VII, Section 3 *a*); or

v) the member requested to make the purchase is for any reason not entitled to buy currencies of other members from the Fund for its own currency.

Section 5. — *Furnishing of information*

a) The Fund may require members to furnish it with such information as it deems necessary for its activities, including, as the minimum necessary for the effective discharge of the Fund's duties, national data on the following matters:

i) official holdings at home and abroad of 1) gold, 2) foreign exchange;

ii) holdings at home and abroad by banking and financial agencies, other than official agencies, of 1) gold, 2) foreign exchange;

iii) production of gold;

iv) gold exports and imports according to countries of destination and origin;

v) total exports and imports of merchandise, in terms of local currency values, according to countries of destination and origin;

vi) international balance of payments, including 1) trade in goods and services, 2) gold transactions, 3) known capital transactions, and 4) other items;

vii) international investment position, i.e., investments within the territories of the member owned abroad and investments abroad owned by persons in its territories so far as it is possible to furnish this information;

viii) national income;

ix) price indices, i.e., indices of commodity prices in wholesale and retail markets and of export and import prices;

x) buying and selling rates for foreign currencies;

xi) exchange controls, i.e., a comprehensive statement of exchange controls in effect at the time of assuming membership in the Fund and details of subsequent changes as they occur; and

xii) where official clearing arrangements exist, details of amounts awaiting clearance in respect of commercial and financial transactions, and of the length of time during which such arrears have been outstanding.

b) In requesting information the Fund shall take into consideration the varying ability of members to furnish the data requested. Members shall be under no obligation to furnish information in such detail that the affairs of individuals or corporations are disclosed. Members undertake, however, to furnish the desired information in as detailed and accurate a manner as is practicable and, so far as possible, to avoid mere estimates.

c) The Fund may arrange to obtain further information by agreement with members. It shall act as a centre for the collection and exchange of information on monetary and financial problems, thus facilitating the preparation of studies designed to assist members in developing policies which further the purposes of the Fund.

Section 6. — *Consultation between members regarding existing international agreements*

Where under this Agreement a member is authorized in the special or temporary circumstances specified in the Agreement to maintain or establish restrictions on exchange transactions, and there

are other engagements between members entered into prior to this Agreement which conflict with the application of such restrictions, the parties to such engagements shall consult with one another with a view to making such mutually acceptable adjustments as may be necessary. The provisions of this Article shall be without prejudice to the operation of Article VII, Section 5.

Section 7. — *Obligation to collaborate regarding policies on reserve assets*

Each member undertakes to collaborate with the Fund and with other members in order to ensure that the policies of the member with respect to reserve assets shall be consistent with the objectives of promoting better international surveillance of international liquidity and making the special drawing right the principal reserve asset in the international monetary system.

Article IX

STATUS, IMMUNITIES, AND PRIVILEGES

Section 1. — *Purposes of Article*

To enable the Fund to fulfill the functions with which it is entrusted, the status, immunities, and privileges set forth in this Article shall be accorded to the Fund in the territories of each member.

Section 2. — *Status of the Fund*

The Fund shall possess full juridical personality, and in particular, the capacity:

i) to contract;

ii) to acquire and dispose of immovable and movable property; and

iii) to institute legal proceedings.

Section 3. — *Immunity from judicial process*

The Fund, its property and its assets, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of judicial process except to the extent that it expressly waives its immunity for the purpose of any proceedings or by the terms of any contract.

Section 4. — *Immunity from other action*

Property and assets of the Fund, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation, or any other form of seizure by executive or legislative action.

Section 5. — *Immunity of archives*

The archives of the Fund shall be inviolable.

Section 6. — *Freedom of assets from restrictions*

To the extent necessary to carry out the activities provided for in this Agreement, all property and assets of the Fund shall be free from restrictions, regulations, controls, and moratoria of any nature.

Section 7. — *Privilege for communications*

The official communications of the Fund shall be accorded by members the same treatment as the official communications of other members.

Section 8. — *Immunities and privileges of officers and employees*

All Governors, Executive Directors, Alternates, members of committees, representatives appointed under Article XII, Section 3 *j*) advisors of any of the foregoing persons, officers, and employees of the Fund:

i) shall be immune from legal process with respect to acts performed by them in their official capacity except when the Fund waives this immunity;

ii) not being local nationals, shall be granted the same immunities from immigration restrictions, alien registration requirements, and national service obligations and the same facilities as regards exchange restrictions as are accorded by members to the representatives, officials, and employees of comparable rank of other members; and

iii) shall be granted the same treatment in respect of traveling facilities as is accorded by members to representatives, officials, and employees of comparable rank of other members.

Section 9. — *Immunities from taxation*

a) The Fund, its assets, property, income, and its operations and transactions authorized by this Agreement shall be immune from all taxation and from all customs duties. The Fund shall also be immune from liability for the collection or payment of any tax or duty.

b) No tax shall be levied on or in respect of salaries and emoluments paid by the Fund to Executive Directors, Alternates, officers, or employees of the Fund who are not local citizens, local subjects, or other local nationals.

c) No taxation of any kind shall be levied on any obligation or security issued by the Fund, including any dividend or interest thereon, by whomsoever held:

i) which discriminates against such obligation or security solely because of its origin; or

ii) if the sole jurisdictional basis for such taxation is the place or currency in which it is issued, made payable or paid, or the location of any office or place of business maintained by the Fund.

Section 10. — *Application of Article*

Each member shall take such action as is necessary in its own territories for the purpose of making effective in terms of its own law the principles set forth in this Article and shall inform the Fund of the detailed action which it has taken.

Article X

RELATIONS WITH OTHER INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

The Fund shall cooperate within the terms of this Agreement with any general international organization and with public international organizations having specialized responsibilities in related fields. Any arrangements for such cooperation which would involve a modification of any provision of this Agreement may be effected only after amendment to this Agreement under Article XXVIII.

Article XI

RELATIONS WITH NON-MEMBER COUNTRIES

Section 1. — *Undertakings regarding relations with non-member countries*

Each member undertakes:

i) not to engage in, nor to permit any of its fiscal agencies referred to in Article V, Section 1 to engage in, any transactions with a non-member or with persons in a non-member's territories which would be contrary to the provisions of this Agreement or the purposes of the Fund;

ii) not to cooperate with a non-member or with persons in a non-member's territories in practices which would be contrary to the provisions of this Agreement or the purposes of the Fund; and

iii) to cooperate with the Fund with a view to the application in its territories of appropriate measures to prevent transactions with non-members or with persons in their territories which would be contrary to the provisions of this Agreement or the purposes of the Fund.

Section 2. — *Restrictions on transactions with non-member countries*

Nothing in this Agreement shall affect the right of any member to impose restrictions on exchange transactions with non-members or with persons in their territories unless the Fund finds that such restrictions prejudice the interests of members and are contrary to the purposes of the Fund.

Article XII

ORGANIZATION AND MANAGEMENT

Section 1. — *Structure of the Fund*

The Fund shall have a Board of Governors, an Executive Board, a Managing Director, and a staff, and a Council if the Board of Governors decides, by an eighty-five percent majority of the total voting power, that the provisions of Schedule D shall be applied.

Section 2. — *Board of Governors*

a) All powers under this Agreement not conferred directly on the Board of Governors, the Executive Board, or the Managing Director shall be vested in the Board of Governors. The Board of Governors shall consist of one Governor and one Alternate appointed by each member in such manner as it may determine. Each Governor and each Alternate shall serve until a new appointment is made. No Alternate may vote except in the absence of his principal. The Board of Governors shall select one of the Governors as chairman.

b) The Board of Governors may delegate to the Executive Board authority to exercise any powers of the Board of Governors, except the powers conferred directly by this Agreement on the Board of Governors.

c) The Board of Governors shall hold such meetings as may be provided for by the Board of Governors or called by the Executive Board. Meetings of the Board of Governors shall be called whenever requested by fifteen members or by members having one-quarter of the total voting power.

d) A quorum for any meeting of the Board of Governors shall be a majority of the Governors having not less than two-thirds of the total voting power.

e) Each Governor shall be entitled to cast the number of votes allotted under Section 5 of this Article to the member appointing him.

f) The Board of Governors may by regulation establish a procedure whereby the Executive Board, when it deems such action to be in the best interests of the Fund, may obtain a vote of the Governors on a specific question without calling a meeting of the Board of Governors.

g) The Board of Governors, and the Executive Board to the extent authorized, may adopt such rules and regulations as may be necessary or appropriate to conduct the business of the Fund.

h) Governors and Alternates shall serve as such without compensation from the Fund, but the Fund may pay them reasonable expenses incurred in attending meetings.

i) The Board of Governors shall determine the remuneration to be paid to the Executive Directors and their Alternates and the salary and terms of the contract of service of the Managing Director.

j) The Board of Governors and the Executive Board may appoint such committees as they deem advisable. Membership of committees need not be limited to Governors or Executive Directors or their Alternates.

Section 3. — *Executive Board*

a) The Executive Board shall be responsible for conducting the business of the Fund, and for this purpose shall exercise all the powers delegated to it by the Board of Governors.

b) The Executive Board shall consist of Executive Directors with the Managing Director as chairman. Of the Executive Directors:

i) five shall be appointed by the five members having the largest quotas; and

ii) fifteen shall be elected by the other members.

For the purpose of each regular election of Executive Directors, the Board of Governors, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may increase or decrease the number of Executive Directors in *ii*) above. The number of Executive Directors in *ii*) above shall be reduced by one or two, as the case may be, if Executive Directors are appointed under *c*) below, unless the Board of Governors decides, by an eighty-five percent majority of the total voting power, that this reduction would hinder the effective discharge of the functions of the Executive Board or of Executive Directors or would threaten to upset a desirable balance in the Executive Board.

c) If, at the second regular election of Executive Directors and thereafter, the members entitled to appoint Executive Directors under *b*) *i*) above do not include the two members, the holdings of whose currencies by the Fund in the General Resources Account have been, on the average over the preceding two years, reduced below their quotas by the largest absolute amounts in terms of the special drawing right, either one or both of such members, as the case may be, may appoint an Executive Director.

d) Elections of elective Executive Directors shall be conducted at intervals of two years in accordance with the provisions of Schedule E, supplemented by such regulations as the Fund deems appropriate. For each regular election of Executive Directors, the Board of Governors may issue regulations making changes in the proportion of votes required to elect Executive Directors under the provisions of Schedule E.

e) Each Executive Director shall appoint an Alternate with full power to act for him when he is not present. When the Executive Directors appointing them are present, Alternates may participate in meetings but may not vote.

f) Executive Directors shall continue in office until their successors are appointed or elected. If the office of an elected Executive Director becomes vacant more than ninety days before the end of his term, another Executive Director shall be elected for the remainder of the term by the members that elected the former Executive Director. A majority of the votes cast shall be required for election. While the office remains vacant, the Alternate of the former Executive Director shall exercise his powers, except that of appointing an Alternate.

g) The Executive Board shall function in continuous session at the principal office of the Fund and shall meet as often as the business of the Fund may require.

h) A quorum for any meeting of the Executive Board shall be a majority of the Executive Directors having not less than one-half of the total voting power.

i) *i*) Each appointed Executive Director shall be entitled to cast the number of votes allotted under Section 5 of this Article to the member appointing him.

ii) If the votes allotted to a member that appoints an Executive Director under *c*) above were cast by an Executive Director together with the votes allotted to other members as a result of the last regular election of Executive Directors, the member may agree with each of the other members that the number of votes allotted to it shall be cast by the appointed Executive Director. A member making such an agreement shall not participate in the election of Executive Directors.

iii) Each elected Executive Director shall be entitled to cast the number of votes which counted towards his election.

iv) When the provisions of Section 5 *b*) of this Article are applicable, the votes which an Executive Director would otherwise be entitled to cast shall be increased or decreased correspondingly. All the votes which an Executive Director is entitled to cast shall be cast as a unit.

j) The Board of Governors shall adopt regulations under which a member not entitled to appoint an Executive Director under *b*) above may send a representative to attend any meeting of the Executive Board when a request made by, or a matter particularly affecting, that member is under consideration.

Section 4. — *Managing Director and staff*

a) The Executive Board shall select a Managing Director who shall not be a Governor or an Executive Director. The Managing Director shall be chairman of the Executive Board, but shall have no vote except a deciding vote in case of an equal division. He may participate in meet-

ings of the Board of Governors, but shall not vote at such meetings. The Managing Director shall cease to hold office when the Executive Board so decides.

b) The Managing Director shall be chief of the operating staff of the Fund and shall conduct, under the direction of the Executive Board, the ordinary business of the Fund. Subject to the general control of the Executive Board, he shall be responsible for the organization, appointment, and dismissal of the staff of the Fund.

c) The Managing Director and the staff of the Fund, in the discharge of their functions, shall owe their duty entirely to the Fund and to no other authority. Each member of the Fund shall respect the international character of this duty and shall refrain from all attempts to influence any of the staff in the discharge of these functions.

d) In appointing the staff the Managing Director shall, subject to the paramount importance of securing the highest standards of efficiency and of technical competence, pay due regard to the importance of recruiting personnel on as wide a geographical basis as possible.

Section 5. — *Voting*

a) Each member shall have two hundred fifty votes plus one additional vote for each part of its quota equivalent to one hundred thousand special drawing rights.

b) Whenever voting is required under Article V, Section 4 or 5, each member shall have the number of votes to which it is entitled under (*a*) above adjusted

i) by the addition of one vote for the equivalent of each four hundred thousand special drawing rights of net sales of its currency from the general resources of the Fund up to the date when the vote is taken, or

ii) by the subtraction of one vote for the equivalent of each four hundred thousand special drawing rights of its net purchases under Article V, Section 3 *b*) and *f*) up to the date when the vote is taken,

provided that neither net purchases nor net sales shall be deemed at any time to exceed an amount equal to the quota of the member involved.

c) Except as otherwise specifically provided, all decisions of the Fund shall be made by a majority of the votes cast.

Section 6. — *Reserves, distribution of net income, and investment*

a) The Fund shall determine annually what part of its net income shall be placed to general reserve or special reserve, and what part, if any, shall be distributed.

b) The Fund may use the special reserve for any purpose for which it may use the general reserve, except distribution.

c) If any distribution is made of the net income of any year, it shall be made to all members in proportion to their quotas.

d) The Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, may decide at any time to distribute any part of the general reserve. Any such distribution shall be made to all members in proportion to their quotas.

e) Payments under *c*) and *d*) above shall be made in special drawing rights, provided that either the Fund or the member may decide that the payment to the member shall be made in its own currency.

f) *i*) The Fund may establish an Investment Account for the purposes of this subsection *f*). The assets of the Investment Account shall be held separately from the other accounts of the General Department.

ii) The Fund may decide to transfer to the Investment Account a part of the proceeds of the sale of gold in accordance with Article V, Section 12 *g*) and, by a seventy percent majority of the total voting power, may decide to transfer to the Investment Account, for immediate investment, currencies held in the General Resources Account. The amount of these transfers shall not exceed the total amount fo the general reserve and the special reserve at the time of the decision.

iii) The Fund may invest a member's currency held in the Investment Account in marketable obligations of that member or in marketable obligations of international financial organizations. No investment shall be made without the concurrence of the member whose currency is used to make the investment. The Fund shall invest only in obligations denominated in special drawing rights or in the currency used for investment.

iv) The income of investment may be invested in accordance with the provisions of this subsection *f*). Income not invested shall be held in the Investment Account or may be used for meeting the expenses of conducting the business of the Fund.

v) The Fund may use a member's currency held in the Investment Account to obtain the currencies needed to meet the expenses of conducting the business of the Fund.

vi) The Investment Account shall be terminated in the event of liquidation of the Fund and may be terminated, or the amount of the investment may be reduced, prior to liquidation of the Fund by a seventy percent majority of the total voting power. The Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, shall adopt rules and regulations regarding administration of the Investment Account, which shall be consistent with *vii*), *viii*) and *ix*) below.

vii) Upon termination of the Investment Account because of liquidation of the Fund, any assets in this account shall be distributed in accordance with the provisions of Schedule K, provided that a portion of these assets corresponding to the proportion of the assets transferred to this account under Article V, Section 12 *g*) to the total of the assets transferred to this account shall be deemed to be assets held in the Special Disbursement Account and shall be distributed in accordance with Schedule K, paragraph 2 *a*) *ii*).

viii) Upon termination of the Investment Account prior to liquidation of the Fund, a portion of the assets held in this account corresponding to the proportion of the assets transferred to this account under Article V, Section 12 *g*) to the total of the assets transferred to the account shall be transferred to the Special Disbursement Account if it has not been terminated, and the balance of the assets held in the Investment Account shall be transferred to the General Resources Account for immediate use in operations and transactions.

ix) On a reduction of the amount of the investment by the Fund, a portion of the reduction corresponding to the proportion of the assets transferred to the Investment Account under Article V, Section 12 *g*) to the total of the assets transferred to this account shall be transferred to the Special Disbursement Account if it has not been terminated, and the balance of the reduction shall be transferred to the General Resources Account for immediate use in operations and transactions.

Section 7. — *Publication of reports*

a) The Fund shall publish an annual report containing an audited statement of its accounts, and shall issue, at intervals of three months or less, a summary statement of its operations and transactions and its holdings of special drawing rights, gold, and currencies of members.

b) The Fund may publish such other reports as it deems desirable for carrying out its purposes.

Section 8. — *Communication of views to members*

The Fund shall at all times have the right to communicate its views informally to any member on any matter arising under this Agreement. The Fund may, by a seventy percent majority of the total voting power, decide to publish a report made to a member regarding its monetary or economic conditions and developments which directly tend to produce a serious disequilibrium in the international balance of payments of members. If the member is not entitled to appoint an Executive Director, it shall be entitled to representation in accordance with Section 3 *j*) of this Article. The Fund shall not publish a report involving changes in the fundamental structure of the economic organization of members.

Article XIII

Offices and depositories

Section 1. — *Location of offices*

The principal office of the Fund shall be located in the territory of the member having the largest quota, and agencies or branch offices may be established in the territories of other members.

Section 2. — *Depositories*

a) Each member shall designate its central bank as a depository for all the Fund's holdings of its currency, or if it has no central bank it shall designate such other institution as may be acceptable to the Fund.

b) The Fund may hold other assets, including gold, in the depositories designated by the five members having the largest quotas and in such other designated depositories as the Fund may select. Initially, at least one-half of the holdings of the Fund shall be held in the depository designated by the member in whose territories the Fund has its principal office and at least forty percent shall be held in the depositories designated by the remaining four members referred to above. However, all transfers of gold by the Fund shall be made with due regard to the costs of transport and anticipated requirements of the Fund. In an emergency the Executive Board may transfer all or any part of the Fund's gold holdings to any place where they can be adequately protected.

Section 3. — *Guarantee of the Fund's assets*

Each member guarantees all assets of the Fund against loss resulting from failure or default on the part of the depository designated by it.

Article XIV

Transitional arrangements

Section 1. — *Notification to the Fund*

Each member shall notify the Fund whether it intends to avail itself of the transitional arrangements in Section 2 of this Article, or whether it is prepared to accept the obligations of Article VIII, Sections 2, 3, and 4. A member availing itself of the transitional arrangements shall notify the Fund as soon thereafter as it is prepared to accept these obligations.

Section 2. — *Exchange restrictions*

A member that has notified the Fund that it intends to avail itself of transitional arrangements under this provision may, notwithstanding the provisions of any other articles of this Agreement, maintain and adapt to changing circumstances the restrictions on payments and transfers for current international transactions that were in effect on the date on which it became a member. Members shall, however, have continuous regard in their foreign exchange policies to the purposes of the Fund, and, as soon as conditions permit, they shall take all possible measures to develop such commercial and financial arrangements with other members as will facilitate international payments and the promotion of a stable system of exchange rates. In particular, members shall withdraw restrictions maintained under this Section as soon as they are satisfied that they will be able, in the absence of such restrictions, to settle their balance of payments in a manner which will not unduly encumber their access to the general resources of the Fund.

Section 3. — *Action of the Fund relating to restrictions*

The Fund shall make annual reports on the restrictions in force under Section 2 of this Article. Any member retaining any restrictions inconsistent with Article VIII, Sections 2, 3, or 4 shall consult the Fund annually as to their further retention. The Fund may, if it deems such action necessary in exceptional circumstances, make representations to any member that conditions are favorable for the withdrawal of any particular restriction, or for the general abandonment of restrictions, inconsistent with the provisions of any other articles of this Agreement. The member shall be given a suitable time to reply to such representations. If the Fund finds that the member persists in maintaining restrictions which are inconsistent with the purposes of the Fund, the member shall be subject to Article XXVI, Section 2 *a*).

Article XV

Special drawing rights

Section 1. — *Authority to allocate special drawing rights*

To meet the need, as and when it arises, for a supplement to existing reserve assets, the Fund is authorized to allocate special drawing rights to members that are participants in the Special Drawing Rights Department.

Section 2. — *Valuation of the special drawing right*

The method of valuation of the special drawing right shall be determined by the Fund by a seventy percent majority of the total voting power, provided, however, that an eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for a change in the principle of valuation or a fundamental change in the application of the principle in effect.

Article XVI

GENERAL DEPARTMENT AND SPECIAL DRAWING RIGHTS DEPARTMENT

Section 1. — *Separation of operations and transactions*

All operations and transactions involving special drawing rights shall be conducted through the Special Drawing Rights Department. All other operations and transactions on the account of the Fund authorized by or under this Agreement shall be conducted throught the General Department. Operations and transactions pursuant to Article XVII, Section 2 shall be conducted through the General Department as well as the Special Drawing Rights Department.

Section 2. — *Separation of assets and property*

All assets and property of the Fund, except resources administered under Article V, Section 2 *b*), shall be held in the General Department, provided that assets and property acquired under Article XX, Section 2 and Articles XXIV and XXV and Schedules H and I shall be held in the Special Drawing Rights Department. Any assets or property held in one Department shall not be available to discharge or meet the liabilities, obligations, or losses of the Fund incurred in the conduct of the operations and transactions of the other Department, except that the expenses of conducting the business of the Special Drawing Rights Department shall be paid by the Fund from the General Department which shall be reimbursed in special drawing rights from time to time by assessments under Article XX, Section 4 made on the basis of a reasonable estimate of such expenses.

Section 3. — *Recording and information*

All changes in holdings of special drawing rights shall take effect only when recorded by the Fund in the Special Drawing Rights Department. Participants shall notify the Fund of the provisions of this Agreement under which special drawing rights are used. The Fund may require participants to furnish it with such other information as it deems necessary for its functions.

Article XVII

PARTICIPANTS AND OTHER HOLDERS OF SPECIAL DRAWING RIGHTS

Section 1. — *Participants*

Each member of the Fund that deposits with the Fund an instrument setting forth that it undertakes all the obligations of a participant in the Special Drawing Rights Department in accordance

with its law and that it has taken all steps necessary to enable it to carry out all of these obligations shall become a participant in the Special Drawing Rights Department as of the date the instrument is deposited, except that no member shall become a participant before the provisions of this Agreement pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department have entered into force and instruments have been deposited under this Section by members that have at least seventy-five percent of the total of quotas.

Section 2. — *Fund as a holder*

The Fund may hold special drawing rights in the General Resources Account and may accept and use them in operations and transactions conducted through the General Resources Account with participants in accordance with the provisions of this Agreement or with prescribed holders in accordance with the terms and conditions prescribed under Section 3 of this Article.

Section 3. — *Other holders*

The Fund may prescribe:

i) as holders, non-members, members that are non-participants, institutions that perform functions of a central bank for more than one member, and other official entities;

ii) the terms and conditions on which prescribed holders may be permitted to hold special drawing rights and may accept and use them in operations and transactions with participants and other prescribed holders; and

iii) the terms and conditions on which participants and the Fund through the General Resources Account may enter into operations and transactions in special drawing rights with prescribed holders.

An eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for prescriptions under *i*) above. The terms and conditions prescribed by the Fund shall be consistent with the provisions of this Agreement and the effective functioning of the Special Drawing Rights Department.

Article XVIII

ALLOCATION AND CANCELLATION OF SPECIAL DRAWING RIGHTS

Section 1. — *Principles and considerations governing allocation and cancellation*

a) In all its decisions with respect to the allocation and cancellation of special drawing rights the Fund shall seek to meet the long-term global need, as and when it arises, to supplement existing reserve assets in such manner as will promote the attainment of its purposes and will avoid economic stagnation and deflation as well as excess demand and inflation in the world.

b) The first decision to allocate special drawing rights shall take into account, as special considerations, a collective judgment that there is a global need to supplement reserves, and the attainment of a better balance of payments equilibrium, as well as the likelihood of a better working of the adjustment process in the future.

Section 2. — *Allocation and cancellation*

a) Decisions of the Fund to allocate or cancel special drawing rights shall be made for basic periods which shall run consecutively and shall be five years in duration. The first basic period shall begin on the date of the first decision to allocate special drawing rights or such later date as may be specified in that decision. Any allocations or cancellations shall take place at yearly intervals.

b) The rates at which allocations are to be made shall be expressed as percentages of quotas on the date of each decision to allocate. The rates at which special drawing rights are to be cancelled shall be expressed as percentages of net cumulative allocations of special drawing rights on the date of each decision to cancel. The percentages shall be the same for all participants.

c) In its decision for any basic period the Fund may provide, notwithstanding *a*) and *b*), above, that:

i) the duration of the basic period shall be other than five years; or

ii) the allocations or cancellations shall take place at other than yearly intervals; or

iii) the basis for allocations or cancellations shall be the quotas or net cumulative allocations on dates other than the dates of decisions to allocate or cancel.

d) A member that becomes a participant after a basic period starts shall receive allocations beginning with the next basic period in which allocations are made after it becomes a participant unless the Fund decides that the new participant shall start to receive allocations beginning with the next allocation after it becomes a participant. If the Fund decides that a member that becomes a participant during a basic period shall receive allocations during the remainder of that basic period and the participant was not a member on the dates established under *b*) or *c*) above, the Fund shall determine the basis on which these allocations to the participant shall be made.

e) A participant shall receive allocations of special drawing rights made pursuant to any decision to allocate unless:

i) the Governor for the participant did not vote in favor of the decision; and

ii) the participant has notified the Fund in writing prior to the first allocation of special drawing rights under that decision that it does not wish special drawing rights to be allocated to it under the decision. On the request of a participant, the Fund may decide to terminate the effect of the notice with respect to allocations of special drawing rights subsequent to the termination.

f) If on the effective date of any cancellation the amount of special drawing rights held by a participant is less than its share of the special drawing rights that are to be cancelled, the participant shall eliminate its negative balance as promptly as its gross reserve position permits and shall remain in consultation with the Fund for this purpose. Special drawing rights acquired by the participant after the effective date of the cancellation shall be applied against its negative balance and cancelled.

Section 3. — *Unexpected major developments*

The Fund may change the rates or intervals of allocation or cancellation during the rest of a basic period or change the length of a basic period or start a new basic period, if at any time the Fund finds it desirable to do so because of unexpected major developments.

Section 4. — *Decisions on allocations and cancellations*

a) Decisions under Section 2 *a*), *b*), and *c*) or Section 3 of this Article shall be made by the Board of Governors on the basis of proposals of the Managing Director concurred in by the Executive Board.

b) Before making any proposal, the Managing Director, after having satisfied himself that it will be consistent with the provisions of Section 1 *a*) of this Article, shall conduct such consultations as will enable him to ascertain that there is broad support among participants for the proposal. In addition, before making a proposal for the first allocation, the Managing Director shall satisfy himself that the provisions of Section 1 *b*) of this Article have been met and that there is broad support among participants to begin allocations; he shall make a proposal for the first allocation as soon after the establishment of the Special Drawing Rights Department as he is so satisfied.

c) The Managing Director shall make proposals:

i) not later than six months before the end of each basic period;

ii) if no decision has been taken with respect to allocation or cancellation for a basic period, whenever he is satisfied that the provisions of *b*) above have been met;

iii) when, in accordance with Section 3 of this Article, he considers that it would be desirable to change the rate or intervals of allocation or cancellation or change the length of a basic period or start a new basic period; or

iv) within six months of a request by the Board of Governors or the Executive Board;

provided that, if under *i*), *iii*), or *iv*) above the Managing Director ascertains that there is no proposal which he considers to be consistent with the provisions of Section 1 of this Article that has broad support among participants in accordance with *b*) above, he shall report to the Board of Governors and to the Executive Board.

d) An eighty-five percent majority of the total voting power shall be required for decisions under Section 2 *a*), *b*), and *c*) or Section 3 of this Article except for decisions under Section 3 with respect to a decrease in the rates of allocation.

Article XIX

Operations and transactions in special drawing rights

Section 1. — *Use of special drawing rights*

Special drawing rights may be used in the operations and transactions authorized by or under this Agreement.

Section 2. — *Operations and transactions between participants*

a) A participant shall be entitled to use its special drawing rights to obtain an equivalent amount of currency from a participant designated under Section 5 of this Article.

b) A participant, in agreement with another participant, may use its special drawing rights to obtain an equivalent amount of currency from the other participant.

c) The Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, may prescribe operations in which a participant is authorized to engage in agreement with another participant on such terms

and conditions as the Fund deems appropriate. The terms and conditions shall be consistent with the effective functioning of the Special Drawing Rights Department and the proper use of special drawing rights in accordance with this Agreement.

d) The Fund may make representations to a participant that enters into any operation or transaction under *b*) or *c*) above that in the judgment of the Fund may be prejudicial to the process of designation according to the principles of Section 5 of this Article or is otherwise inconsistent with Article XXII. A participant that persists in entering into such operations or transactions shall be subject to Article XXIII, Section 2 *b*).

Section 3. — *Requirement of need*

a) In transactions under Section 2 *a*) of this Article, except as otherwise provided in *c*) below, a participant will be expected to use its special drawing rights only if it has a need because of its balance of payments or its reserve position or developments in its reserves, and not for the sole purpose of changing the composition of its reserves.

b) The use of special drawing rights shall not be subject to challenge on the basis of the expectation in *a*) above, but the Fund may make representations to a participant that fails to fulfill this expectation. A participant that persists in failing to fulfill this expectation shall be subject to Article XXIII, Section 2 *b*).

c) The Fund may waive the expectation in *a*) above in any transactions in which a participant uses special drawing rights to obtain an equivalent amount of currency from a participant designated under Section 5 of this Article that would promote reconstitution by the other participant under Section 6 *a*) of this Article; prevent or reduce a negative balance of the other participant; or offset the effect of a failure by the other participant ot fulfill the expectation in *a*) above.

Section 4. — *Obligation to provide currency*

a) A participant designated by the Fund under Section 5 of this Article shall provide on demand a freely usable currency to a participant using special drawing rights under Section 2 *a*) of this Article. A participant's obligation to provide currency shall not extend beyond the point at which its holdings of special drawing rights in excess of its net cumulative allocation are equal to twice its net cumulative allocation or such higher limit as may be agreed between a participant and the Fund.

b) A participant may provide currency in excess of the obligatory limit or any agreed higher limit.

Section 5. — *Designation of participants to provide currency*

a) The Fund shall ensure that a participant will be able to use its special drawing rights by designating participants to provide currency for specified amounts of special drawing rights for the purposes of Sections 2 *a*) and 4 of this Article. Designations shall be made in accordance with the following general principles supplemented by such other principles as the Fund may adopt from time to time:

i) A participant shall be subject to designation if its balance of payments and gross reserve position is sufficiently strong, but this will not preclude the possibility that a participant with a strong reserve position will be designated even though it has

a moderate balance of payments deficit. Participants shall be designated in such manner as will promote over time a balanced distribution of holdings of special drawing rights among them.

ii) Participants shall be subject to designation in order to promote reconstitution under Section 6 *a*) of this Article, to reduce negative balances in holdings of special drawing rights, or to offset the effect of failures to fulfill the expectation in Section 3 *a*) of this Article.

iii) In designating participants the Fund normally shall give priority to those that need to acquire special drawing rights to meet the objectives of designation under *ii*) above.

b) In order to promote over time a balanced distribution of holdings of special drawing rights under *a*) *i*) above, the Fund shall apply the rules for designation in Schedule F or such rules as may be adopted under *c*) below.

c) The rules for designation may be reviewed at any time and new rules shall be adopted if necessary. Unless new rules are adopted, the rules in force at the time of the review shall continue to apply.

Section 6. — *Reconstitution*

a) Participants that use their special drawing rights shall reconstitute their holdings of them in accordance with the rules for reconstitution in Schedule G or such rules as may be adopted under *b*) below.

b) The rules for reconstitution may be reviewed at any time and new rules shall be adopted if necessary. Unless new rules are adopted or a decision is made to abrogate rules for reconstitution, the rules in force at the time of review shall continue to apply. A seventy percent majority of the total voting power shall be required for decisions to adopt, modify, or abrogate the rules for reconstitution.

Section 7. — *Exchange rates*

a) Except as otherwise provided in *b*) below, the exchange rates for transactions between participants under Section 2 *a*) and *b*) of this Article shall be such that participants using special drawing rights shall receive the same value whatever currencies might be provided and whichever participants provide those currencies, and the Fund shall adopt regulations to give effect to this principle.

b) The Fund, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may adopt policies under which in exceptional circumstances the Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, may authorize participants entering into transactions under Section 2 *b*) of this Article to agree on exchange rates other than those applicable under *a*) above.

c) The Fund shall consult a participant on the procedure for determining rates of exchange for its currency.

d) For the purpose of this provision the term participant includes a terminating participant.

Article XX

SPECIAL DRAWING RIGHTS DEPARTMENT INTEREST AND CHARGES

Section 1. — *Interest*

Interest at the same rate for all holders shall be paid by the Fund to each holder on the amount of its holdings of special drawing rights. The Fund shall pay the amount due to each holdet whether or not sufficient charges are received to meet the payment of interest.

Section 2. — *Charges*

Charges at the same rate for all participants shall be paid to the Fund by each participant on the amount of its net cumulative allocation of special drawing rights plus any negative balance of the participant or unpaid charges.

Section 3. — *Rate of interest and charges*

The Fund shall determine the rate of interest by a seventy percent majority of the total voting power. The rate of charges shall be equal to the rate of interest.

Section 4. — *Assessments*

When it is decided under Article XVI, Section 2 that reimbursement shall be made, the Fund shall levy assessments for this purpose at the same rate for all participants on their net cumulative allocations.

Section 5. — *Payment of interest, charges, and assessments*

Interest, charges, and assessments shall be paid in special drawing rights. A participant that needs special drawing rights to pay any charge or assessment shall be obligated and entitled to obtain them, for currency acceptable to the Fund, in a transaction with the Fund conducted through the General Resources Account. If sufficient special drawing rights cannot be obtained in this way, the participant shall be obligated and entitled to obtain them with a freely usable currency from a participant which the Fund shall specify. Special drawing rights acquired by a participant after the date for payment shall be applied against its unpaid charges and cancelled.

Article XXI

ADMINISTRATION OF THE GENERAL DEPARTMENT AND THE SPECIAL DRAWING RIGHTS DEPARTMENT

a) The General Department and the Special Drawing Rights Department shall be administered in accordance with the provisions of Article XII, subject to the following provisions:

i) For meetings of or decisions by the Board of Governors on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only requests by, or the presence and the votes of, Governors appointed by members that are participants shall be counted for the purpose of calling meetings and determining whether a quorum exists or whether a decision is made by the required majority.

ii) For decisions by the Executive Board on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only Executive Directors appointed or elected by at least one member that is a participant shall be entitled to vote. Each of these Executive Directors shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member which is a participant that appointed him or to the members that are participants whose votes counted towards his election. Only the presence of Executive Directors appointed or elected by members that are participants and the votes allotted to members that are participants shall be counted for the purpose of determining whether

a quorum exists or whether a decision is made by the required majority. For the purposes of this provision, an agreement under Article XII, Section 3 *i*) *ii*) by a member that is a participant shall entitle an appointed Executive Director to vote and cast the number of votes allotted to the member.

iii) Questions of the general administration of the Fund, including reimbursement under Article XVI, Section 2, and any question whether a matter pertains to both Departments or exclusively to the Special Drawing Rights Department shall be decided as if they pertained exclusively to the General Department. Decisions with respect to the method of valuation of the special drawing right, the acceptance and holding of special drawing rights in the General Resources Account of the General Department and the use of them, and other decisions affecting the operations and transactions conducted through both the General Resources Account of the General Department and the Special Drawing Rights Department shall be made by the majorities required for decisions on matters pertaining exclusively to each Department. A decision on a matter pertaining to the Special Drawing Rights Department shall so indicate.

b) In addition to the privileges and immunities that are accorded under Article IX of this Agreement, no tax of any kind shall be levied on special drawing rights or on operations or transactions in special drawing rights.

c) A question of interpretation of the provisions of this Agreement on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department shall be submitted to the Executive Board pursuant to Article XXIX *a*) only on the request of a participant. In any case where the Executive Board has given a decision on a question of interpretation pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only a participant may require that the question be referred to the Board of Governors under Article XXIX *b*). The Board of Governors shall decide whether a Governor appointed by a member that is not a participant shall be entitled to vote in the Committee on Interpretation on questions pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department.

d) Whenever a disagreement arises between the Fund and a participant that has terminated its participation in the Special Drawing Rights Department or between the Fund and any participant during the liquidation of the Special Drawing Rights Department with respect to any matter arising exclusively from participation in the Special Drawing Rights Department, the disagreement shall be submitted to arbitration in accordance with the procedures in Article XXIX *c*).

Article XXII

General obligations of participants

In addition to the obligations assumed with respect to special drawing rights under other articles of this Agreement, each participant undertakes to collaborate with the Fund and with other participants in order to facilitate the effective functioning of the Special Drawing Rights Department and the proper use of special drawing rights in accordance with this Agreement and with the objective of making the special drawing right the principal reserve asset in the international monetary system.

Article XXIII

Suspension of operations and transactions in special drawing rights

Section 1. — *Emergency provisions*

In the event of an emergency or the development of unforeseen circumstances threatening the activities of the Fund with respect to the Special Drawing Rights Department, the Executive

Board, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may suspend for a period of not more than one year the operation of any of the provisions relating to operations and transactions in special drawing rights, and the provisions of Article XXVII, Section 1 *b*), *c*), and *d*) shall then apply.

Section 2. — *Failure to fulfill obligations*

a) If the Fund finds that a participant has failed to fulfill its obligations under Article XIX, Section 4, the right of the participant to use its special drawing rights shall be suspended unless the Fund otherwise decides.

b) If the Fund finds that a participant has failed to fulfill any other obligation with respect to special drawing rights, the Fund may suspend the right of the participant to use special drawing rights it acquires after the suspension.

c) Regulations shall be adopted to ensure that before action is taken against any participant under *a*) or *b*) above, the participant shall be informed immediately of the complaint against it and given an adequate opportunity for stating its case, both orally and in writing. Whenever the participant is thus informed of a complaint relating to *a*) above, it shall not use special drawing rights pending the disposition of the complaint.

d) Suspension under *a*) or *b*) above or limitation under *c*) above shall not affect a participant's obligation to provide currency in accordance with Article XIX, Section 4.

e) The Fund may at any time terminate a suspension under *a*) or *b*) above, provided that a suspension imposed on a participant under *b*) above for failure to fulfill the obligations under Aricle XIX, Section 6 *a*) shall not be terminated until one hundred eighty days after the end of the first calendar quarter during which the participant complies with the rules for reconstitution.

f) The right of a participant to use its special drawing rights shall not be suspended because tit has become ineligible to use the Fund's general resources under Article V, Section 5, Article VI Section 1, or Article XXVI, Section 2 *a*). Article XXVI, Section 2 shall not apply because a participant has failed to fulfill any obligations with respect to special drawing rights.

Article XXIV

Termination of participation

Section 1. — *Right to terminate participation*

a) Any participant may terminate its participation in the Special Drawing Rights Department at any time by transmitting a notice in writing to the Fund at its principal office. Termination shall become effective on the date the notice is received.

b) A participant that withdraws from membership in the Fund shall be deemed to have simultaneously terminated its participation in the Special Drawing Rights Department.

Section 2. — *Settlement on termination*

a) When a participant terminates its participation in the Special Drawing Rights Department, all operations and transactions by the terminating participant in special drawing rights shall cease except as otherwise permitted under an agreement made pursuant to *c*) below in order to facilitate a settlement or as provided in Sections 3, 5, and 6 of this Article or in Schedule II. Interest and charges that accrued to the date of termination and assessments levied before that date but not paid shall be paid in special drawing rights.

b) The Fund shall be obligated to redeem all special drawing rights held by the terminating participant, and the terminating participant shall be obligated to pay to the Fund an amount equal to its net cumulative allocation and any other amounts that may be due and payable because of its participation in the Special Drawing Rights Department. These obligations shall be set off against each other and the amount of special drawing rights held by the terminating participant that is used in the setoff to extinguish its obligation to the Fund shall be cancelled.

c) A settlement shall be made with reasonable despatch by agreement between the terminating participant and the Fund with respect to any obligation of the terminating participant or the Fund after the setoff in *b*) above. If agreement on a settlement is not reached promptly the provisions of Schedule H shall apply.

Section 3. — *Interest and charges*

After the date of termination the Fund shall pay interest on any outstanding balance of special drawing rights held by a terminating participant and the terminating participant shall pay charges on any outstanding obligation owed to the Fund at the times and rates prescribed under Article XX. Payment shall be made in special drawing rights. A terminating participant shall be entitled to obtain special drawing rights with a freely usable currency to pay charges or assessments in a transaction with a participant specified by the Fund or by agreement from any other holder, or to dispose of special drawing rights received as interest in a transaction with any participant designated under Article XIX, Section 5 or by agreement with any other holder.

Section 4. — *Settlement of obligation to the Fund*

Currency received by the Fund from a terminating participant shall be used by the Fund to redeem special drawing rights held by participants in proportion to the amount by which each participant's holdings of special drawing rights exceed its net cumulative allocation at the time the currency is received by the Fund. Special drawing rights so redeemed and special drawing rights obtained by a terminating participant under the provisions of this Agreement to meet any installment due under an agreement on settlement or under Schedule H and set off against that installment shall be cancelled.

Section 5. — *Settlement of obligation to a terminating participant*

Whenever the Fund is required to redeem special drawing rights held by a terminating participant, redemption shall be made with currency provided by participants specified by the Fund. These participants shall be specified in accordance with the principles in Article XIX, Section 5. Each specified participant shall provide at its option the currency of the terminating participant or a freely usable currency to the Fund and shall receive an equivalent amount of special drawing rights. However, a terminating participant may use its special drawing rights to obtain its own currency, a freely usable currency, or any other asset from any holder, if the Fund so permits.

Section 6. — *General Resources Account transactions*

In order to facilitate settlement with a terminating participant, the Fund may decide that a terminating participant shall:

i) use any special drawing rights held by it after the setoff in Section 2 *b*) of this Article, when they are to be redeemed, in a transaction with the Fund conducted through the

General Resources Account to obtain its own currency or a freely usable currency at the option of the Fund; or

ii) obtain special drawing rights in a transaction with the Fund conducted through the General Resources Account for a currency acceptable to the Fund to meet any charges or installment due under an agreement or the provisions of Schedule H.

Article XXV

Liquidation of the Special Drawing Rights Department

a) The Special Drawing Rights Department may not be liquidated except by decision of the Board of Governors. In an emergency, if the Executive Board decides that liquidation of the Special Drawing Rights Department may be necessary, it may temporarily suspend allocations or cancellations and all operations and transactions in special drawing rights pending decision by the Board of Governors. A decision by the Board of Governors to liquidate the Fund shall be a decision to liquidate both the General Department and the Special Drawing Rights Department.

b) If the Board of Governors decides to liquidate the Special Drawing Rights Department, all allocations or cancellations and all operations and transactions in special drawing rights and the activities of the Fund with respect to the Special Drawing Rights Department shall cease except those incidental to the orderly discharge of the obligations of participants and of the Fund with respect to special drawing rights, and all obligations of the Fund and of participants under this, Agreement with respect to special drawing rights shall cease except those set out in this Article Article XX, Article XXI *d*), Article XXIV, Article XXIX *c*), and Schedule H, or any agreement reached under Article XXIV subject to paragraph 4 of Schedule H, and Schedule I.

c) Upon liquidation of the Special Drawing Rights Department, interest and charges that accrued to the date of liquidation and assessments levied before that date but not paid shall be paid in special drawing rights. The Fund shall be obligated to redeem all special drawing rights held by holders, and each participant shall be obligated to pay the Fund an amount equal to its net cumulative allocation of special drawing rights and such other amounts as may be due and payable because of its participation in the Special Drawing Rights Department.

d) Liquidation of the Special Drawing Rights Department shall be administered in accordance with the provisions of Schedule I.

Article XXVI

Withdrawal from membership

Section 1. — *Right of members to withdraw*

Any member may withdraw from the Fund at any time by transmitting a notice in writing to the Fund at its principal office. Withdrawal shall become effective on the date such notice is received.

Section 2. — *Compulsory withdrawal*

a) If a member fails to fulfill any of its obligations under this Agreement, the Fund may declare the member ineligible to use the general resources of the Fund. Nothing in this Section shall be deemed to limit the provisions of Article V, Section 5 of Article VI, Section 1.

b) If, after the expiration of a reasonable period the member persists in its failure to fulfill any of its obligations under this Agreement, that member may be required to withdraw from membership in the Fund by a decision of the Board of Governors carried by a majority of the Governors having eighty-five percent of the total voting power.

c) Regulations shall be adopted to ensure that before action is taken against any member under *a*) or *b*) above, the member shall be informed in reasonable time of the complaint against it and given an adequate opportunity for stating its case, both orally and in writing.

Section 3. — *Settlement of accounts with members withdrawing*

When a member withdraws from the Fund, normal operations and transactions of the Fund in its currency shall cease and settlement of all accounts between it and the Fund shall be made with reasonable despatch by agreement between it and the Fund. If agreement is not reached promptly, the provisions of Schedule J shall apply to the settlement of accounts.

Article XXVII

Emergency provisions

Section 1. — *Temporary suspension*

a) In the event of an emergency or the development of unforeseen circumstances threatening the activities of the Fund, the Executive Board, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may suspend for a period of not more than one year the operation of any of the following provisions:

i) Article V, Section 2, 3, 7, 8 *a*) *i*) and *e*);
ii) Article VI, Section 2;
iii) Article XI, Section 1;
iv) Schedule C, paragraph 5.

b) A suspension of the operation of a provision under *a*) above may not be extended beyond one year except by the Board of Governors which, by an eighty-five percent majority of the total voting power, may extend a suspension for an additional period of not more than two years if it finds that the emergency or unforeseen circumstances referred to in *a*) above continue to exist.

c) The Executive Board may, by a majority of the total voting power, terminate such suspension at any time.

d) The Fund may adopt rules with respect to the subject matter of a provision during the period in which its operation is suspended.

Section 2. — *Liquidation of the Fund*

a) The Fund may not be liquidated except by decision of the Board of Governors. In an emergency, if the Executive Board decides that liquidation of the Fund may be necessary, it may temporarily suspend all operations and transactions, pending decision by the Board of Governors.

b) If the Board of Governors decides to liquidate the Fund, the Fund shall forthwith cease to engage in any activities except those incidental to the orderly collection and liquidation of its assets and the settlement of its liabilities, and all obligations of members under this Agreement shall cease except those set out in this Article, in Article XXIX *c*), in Schedule J, paragraph 7, and in Schedule K.

c) Liquidation shall be administered in accordance with the provisions of Schedule K.

Article XXVIII

AMENDMENTS

a) Any proposal to introduce modifications in this Agreement, whether emanating from a member, a Governor, or the Executive Board, shall be communicated to the chairman of the Board of Governors who shall bring the proposal before the Board of Governors. If the proposed amendment is approved by the Board of Governors, the Fund shall, by circular letter or telegram, ask all members whether they accept the proposed amendment. When three-fifths of the members, having eighty-five percent of the total voting power, have accepted the proposed amendment, the Fund shall certify the fact by a formal communication addressed to all members.

b) Notwithstanding *a*) above, acceptance by all members is required in the case of any amendment modifying:

i) the right to withdraw from the Fund (Article XXVI, Section 1);

ii) the provision that no change in a member's quota shall be made without its consent (Article III, Section 2 *d*); and

iii) the provision that no change may be made in the par value of a member's currency except on the proposal of that member (Schedule C, paragraph 6).

c) Amendments shall enter into force for all members three months after the date of the formal communication unless a shorter period is specified in the circular letter or telegram.

Article XXIX

INTERPRETATION

a) Any question of interpretation of the provisions of this Agreement arising between any member and the Fund or between any members of the Fund shall be submitted to the Executive Board for its decision. If the question particularly affects any member not entitled to appoint an Executive Director, it shall be entitled to representation in accordance with Article XII, Section 3 *j*).

b) In any case where the Executive Board has given a decision under *a*) above, any member may require, within three months from the date of the decision, that the question be referred to the Board of Governors, whose decision shall be final. Any question referred to the Board of Governors shall be considered by a Committee on interpretation of the Board of Governors. Each Committee member shall have one vote. The Board of Governors shall establish the membership, procedures, and voting majorities of the Committee. A decision of the Committee shall be the decision of the Board of Governors unless the Board of Governors, by an eighty-five percent majority of the total voting power, decides otherwise. Pending the result of the reference to the Board of Governors the Fund may, so far as it deems necessary, act on the basis of the decision of the Executive Board.

c) Whenever a disagreement arises between the Fund and a member which has withdrawn, or between the Fund and any member during liquidation of the Fund, such disagreement shall be submitted to arbitration by a tribunal of three arbitrators, one appointed by the Fund, another by the member or withdrawing member, and an umpire who, unless the parties otherwise agree, shall be appointed by the Presidente of the International Court of Justice or such other authority as may have been prescribed by regulation adopted by the Fund. The umpire shall have full power to settle all questions of procedure in any case where the parties are in disagreement with respect thereto.

Article XXX

Explanation of terms

In interpreting the provisions of this Agreement the Fund and its members shall be guided by the following provisions:

a) The Fund's holdings of a member's currency in the General Resources Account shall include any securities accepted by the Fund under Article III, Section 4.

b) Stand-by arrangement means a decision of the Fund by which a member is assured that it will be able to make purchases from the General Resources Account in accordance with the terms of the decision during a specified period and up to a specified amount.

c) Reserve tranche purchase means a purchase by a member of special drawing rights or the currency of another member in exchange for its own currency which does not cause the Fund's holdings of the member's currency in the General Resources Account to exceed its quota, provided that for the purposes of this definition the Fund may exclude purchases and holdings under:

i) policies on the use of its general resources for compensatory financing of export fluctuations;

ii) policies on the use of its general resources in connection with the financing of contributions to international buffer stocks of primary products; and

iii) other policies on the use of its general resources in respect of which the Fund decides, by an eighty-five percent majority of the total voting power, that an exclusion shall be made.

d) Payments for current transactions means payments which are not for the purpose of transferring capital, and includes, without limitation:

i) all payments due in connection with foreign trade, other current business, including services, and normal short-term banking and credit facilities;

ii) payments due as interest on loans and as net income from other investments;

iii) payments of moderate amount for amortization of loans or for depreciation of direct investments; and

iv) moderate remittances for family living exprenses.

The Fund may, after consultation with the members concerned, determine whether certain specific transactions are to be considered current transactions or capital transactions.

e) Net cumulative allocation of special drawing rights means the total amount of special drawing rights allocated to a participant less its share of special drawing rights that have been cancelled under Article XVIII, Section 2 *a*).

f) A freely usable currency means a member's currency that the Fund determines *i*) is, in fact, widely used to make payments for international transactions, and *ii*) is widely traded in the principal exchange markets.

g) Members that were members on August 31, 1975 shall be deemed to include a member that accepted membership after that date pursuant to a resolution of the Board of Governors adopted before that date.

h) Transactions of the Fund means exchanges of monetary assets by the Fund for other monetary assets. Operations of the Fund means other uses or receipts of monetary assets by the Fund.

i) Transactions in special drawing rights means exchanges of special drawing rights for other monetary assets. Operations in special drawing rights means other uses of special drawing rights.

Article XXXI

FINAL PROVISIONS

Section 1. — *Entry into force*

This Agreement shall enter into force when it has been signed on behalf of governments having sixty-five percent of the total of the quotas set forth in Schedule A and when the instruments referred to in Section 2 *a*) of this Article have been deposited on their behalf, but in no event shall this Agreement enter into force before May, 1, 1945.

Section 2. — *Signature*

a) Each government on whose behalf this Agreement is signed shall deposit with the Government of the United States of America an instrument setting forth that it has accepted this Agreement in accordance with its law and has taken all steps necessary to enable it to carry out all of its obligations under this Agreement.

b) Each country shall become a member of the Fund as from the date of the deposit on its behalf of the instrument referred to in *a*) above, except that no country shall become a member before this Agreement enters into force under Section 1 of this Article.

c) The Government of the United States of America shall inform the governments of all countries whose names are set forth in Schedule A, and the governments of all countries whose membership is approved in accordance with Article II, Section 2, of all signatures of this Agreement and of the deposit of all instruments referred to in *a*) above.

d) At the time this Agreement is signed on its behalf, each government shall transmit to the Government of the United States of America one one-hundredth of one percent of its total subscription in gold or United States dollars for the purpose of meeting administrative expenses of the Fund. The Government of the United States of America shall hold such funds in a special deposit account and shall transmit them to the Board of Governors of the Fund when the initial meeting has been called. If this Agreement has not come into force by December 31, 1945, the Government of the United States of America shall return such funds to the governements that transmitted them.

e) This Agreement shall remain open for signature at Washington on behalf of the governments of the countries whose names are set forth in Schedule A until December 31, 1945.

f) After December 31, 1945, this Agreement shall be open for signature on behalf of the government of any country whose membership has been approved in accordance with Article II, Section 2.

g) By their signature of this Agreement, all governments accept it both on their own behalf and in respect of all their colonies, overseas territories, all territories under their protection, suzerainty, or authority, and all territories in respect of which they exercise a mandate.

h) Subsection *d*) above shall come into force with regard to each signatory government as from the date of its signature.

[The signature and depositary clause reproduced below followed the text of Article XX in the original Articles of Agreement].

DONE at Washington, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Government of the United States of America, which shall transmit certified copies to all governments whose names are set forth in Schedule A and to all governments whose membership is approved in accordance with Article II, Section 2.

SCHEDULE *A*

QUOTAS

(*In millions of United States dollars*)

Country	Quota	Country	Quota
Australia	200	India	400
Belgium	225	Iran	25
Bolivia	10	Iraq	8
Brazil	150	Liberia	.5
Canada	300	Luxembourg	10
Chile	50	Mexico	90
China	550	Netherlands	275
Colombia	50	New Zeeland	50
Costa Rica	5	Nicaragua	2
Cuba	50	Norway	50
Czechoslovakia	125	Panama	.5
Denmark	(*)	Paraguay	2
Dominican Republic	5	Peru	25
Ecuador	5	Philippine Commonwealth	15
Egypt	45	Poland	125
El Salvador	2.5	Union of South Africa	100
Ethiopia	6	Union of Soviet Socialist Republics	1.200
France	450	United Kingdom	1.300
Greece	40	United States	2.750
Guatemala	5	Uruguay	15
Haiti	5	Venezuela	15
Honduras	2.5	Yugoslavia	60
Iceland	1		

* The quota of Denmark shall be determined by the Fund after the Danish Government has declared its readiness to sign this Agreement but before signature takes place.

SCHEDULE *B*

TRANSITIONAL PROVISIONS WITH RESPECT TO REPURCHASE, PAYMENT OF ADDITIONAL SUBSCRIPTIONS, GOLD, AND CERTAIN OPERATIONAL MATTERS

1. Repurchase obligations that have accrued pursuant to Article V, Section 7 *b*) before the date of the second amendment of this Agreement and that remain undischarged at that date shall be discharged not later than the date or dates at which the obligations had to be discharged in accordance with the provisions of this Agreement before the second amendment.

2. A member shall discharge with special drawing rights any obligation to pay gold to the Fund in repurchase or as a subscription that is outstanding at the date of the second amendment of this Agreement, but the Fund may prescribe that these payments may be made in whole or in the currencies of other members specified by the Fund. A non-participant shall discharge an obligation that must be paid in special drawing rights pursuant to this provision with the currencies of other members specified by the Fund.

3. For the purposes of 2 above 0.888 671 gram of fine gold shall be equivalent to one special drawing right, and the amount of currency payable under 2 above shall be determined on that basis and on the basis of the value of the currency in terms of the special drawing right at the date of discharge.

4. A member's currency held by the Fund in excess of seventy-five percent of the member's quota at the date of the second amendment of this Agreement and not subject to repurchase under 1 above shall be repurchased in accordance with the following rules:

i) Holdings that resulted from a purchase shall be repurchased in accordance with the policy on the use of the Fund's general resources under which the purchase was made.

ii) Other holdings shall be repurchased not later than four years after the date of the second amendment of this Agreement.

5. Repurchases under 1 above that are not subject to 2 above, repurchases under 4 above, and any specification of currencies under 2 above shall be in accordance with Article V, Section 7 *i*).

6. All rules and regulations, rates, procedures, and decisions in effect at the date of the second amendment of this Agreement shall remain in effect until they are changed in accordance with the provisions of this Agreement.

7. To the extent that arrangements equivalent in effect to *a*) and *b*) below have not been completed before the date of the second amendment of this Agreement, the Fund shall

a) sell up to 25 million ounces of fine gold held by it on August 31, 1975 to those members that were members on that date and that agree to buy it, in proportion to their quotas on that date. The sale to a member under this subparagraph *a*) shall be made in exchange for its currency and at a price equivalent at the time of sale to one special drawing right per 0.888 671 gram of fine gold, and

b) sell up to 25 million ounces of fine gold held by it on August 31, 1975 for the benefit of developing members that were members on that date, provided, however, that the part of any profits or surplus value of the gold that corresponds to the proportion of such a member's quota

on August 31, 1975 to the total of the quotas of all members on that date shall be transferred directly to each such member. The requirements under Article V, Section 12 *c*) that the Fund consult a member, obtain a member's concurrence, or exchange a member's currency for the currencies of other members in certain circumstances shall apply with respect to currency received by the Fund as a result of sales of gold under this provision, other than sales to a member in return for its own currency, and placed in the General Resources Account.

Upon the sale of gold under this paragraph 7, an amount of the proceeds in the currencies received equivalent at the time of sale to one special drawing right per 0.888 671 gram of fine gold shall be placed in the General Resources Account and other assets held by the Fund under arrangements pursuant to *b*) above shall be held separately from the general resources of the Fund. Assets that remain subject to disposition by the Fund upon termination of arrangements pursuant o *b*) above shall be transferred to the Special Disbursement Account.

SCHEDULE C

PAR VALUES

1. The Fund shall notify members that par values may be established for the purposes of this Agreement, in accordance with Article IV, Sections 1, 3, 4, and 5 and this Schedule, in terms of the special drawing right, or in terms of such other common denominator as is prescribed by the Fund. The common denominator shall not be gold or a currency.

2. A member that intends to establish a par value for its currency shall propose a par value to the Fund within a reasonable time after notice is given under 1 above.

3. Any member that does not intend to establish a par value for its currency under 1 above shall consult with the Fund and ensure that its exchange arrangements are consistent with the purposes of the Fund and are adequate to fulfill its obligations under Article IV, Section 1.

4. The Fund shall concur in or object to a proposed par value within a reasonable period after receipt of the proposal. A proposed par value shall not take effect for the purposes of this Agreement if the Fund objects to it, and the member shall be subject to 3 above. The Fund shall not object because of the domestic social or political policies of the member proposing the par value.

5. Each member that has a par value for its currency undertakes to apply appropriate measures consistent with this Agreement in order to ensure that the maximum and the minimum rates for spot exchange transactions taking place within its territories between its currency and the currencies of other members maintaining par values shall not differ from parity by more than four and one-half percent or by such other margin or margins as the Fund may adopt by an eighty-five percent majority of the total voting power.

6. A member shall not propose a change in the value of its currency except to correct, or prevent the emergence of, a fundamental disequilibrium. A change may be made only on the proposal of the member and only after consultation with the Fund.

7. When a change is proposed, the Fund shall concur in or object to the proposed par value within a reasonable period after receipt of the proposal. The Fund shall concur if it is satisfied that the change is necessary to correct, or prevent the emergence of, a fundamental disequilibrium. The Fund shall not object because of the domestic social or political policies of the member proposing the change. A proposed change in par value shall not take effect for the purposes of this Agreement if the Fund objects to it. If a member changes the par value of its currency despite the objection of the Fund, the member shall be subject to Article XXVI, Section 2. Maintenance of an unrealistic par value by a member shall be discouraged by the Fund.

8. The par value of a member's currency established under this Agreement shall cease to exist for the purposes of this Agreement if the member informs the Fund that it intends to terminate the par value. The Fund may object to the termination of a par value by a decision taken by an eighty-five percent majority of the total voting power. If a member terminates a par value for its currency despite the objection of the Fund, the member shall be subject to Article XXVI, Section 2. A par value established under this Agreement shall cease to exist for the purposes of this Agreement if the member terminates the par value despite the objection of the Fund, or if the Fund finds that the member does not maintain rates for a substantial volume of exchange trans-

actions in accordance with 5 above, provided that the Fund may not make such finding unless it has consulted the member and given it sixty days notice of the Fund's intention to consider whether to make a finding.

9. If the par value of the currency of a member has ceased to exist under 8 above, the member shall consult with the Fund and ensure that its exchange arrangements are consistent with the purposes of the Fund and are adequate to fulfill its obligations under Article IV, Section 1.

10. A member for whose currency the par value has ceased to exist under 8 above may, at any time, propose a new par value for its currency.

11. Notwithstanding 6 above, the Fund, by a seventy percent majority of the total voting power, may make uniform proportionate changes in all par values if the special drawing right is the common denominator and the changes will not affect the value fo the special drawing right. The par value of a member's currency shall, however, not be changed under this provision if, within seven days after the Fund's action, the member informs the Fund that it does not wish the par value of its currency to be changed by such action.

SCHEDULE *D*

COUNCIL

1. *a*) Each member that appoints an Executive Director and each group of members that has the number of votes allotted to them cast by an elected Executive Director shall appoint to the Council one Councillor, who shall be a Governor, Minister in the government of a member, or person of comparable rank, and may appoint not more than seven Associates. The Board of Governors may change, by an eighty-five percent majority of the total voting power, the number of Associates who may be appointed. A Councillor or Associate shall serve until a new appointment is made or until the next regular election of Executive Directors, whichever shall occur sooner.

b) Executive Directors, or in their absence their Alternates, and Associates shall be entitled to attend meetings of the Council, unless the Council decides to hold a restricted session. Each member and each group of members that appoints a Councillor shall appoint an Alternate who shall be entitled to attend a meeting of the Council when the Councillor is not present, and shall have full power to act for the Councillor.

2. *a*) The Council shall supervise the management and adaptation of the international monetary system, including the continuing operation of the adjustment process and developments in global liquidity, and in this connection shall review developments in the transfer of real resources to developing countries.

b) The Council shall consider proposals pursuant to Article XXVIII *a*) to amend the Articles of Agreement.

3. *a*) The Board of Governors may delegate to the Council authority to exercise any powers of the Board of Governors except the powers conferred directly by this Agreement on the Board of Governors.

b) Each Councillor shall be entitled to cast the number of votes allotted under Article XII, Section 5 to the member or group of members appointing him. A Councillor appointed by a group of members may cast separately the votes allotted to each member in the group. If the number of votes allotted to a member cannot be cast by an Executive Director, the member may make arrangements with a Councillor for casting the number of votes allotted to the member.

c) The Council shall not take any action pursuant to powers delegated by the Board of Governors that is inconsistent with any action taken by the Board of Governors and the Executive Board shall not take any action pursuant to powers delegated by the Board of Governors that is inconsistent with any action taken by either the Board of Governors or the Council.

4. The Council shall select a Councillor as chairman, shall adopt regulations as may be necessary or appropriate to perform its functions, and shall determine any aspect of its procedure. The Council shall hold such meetings as may be provided for by the Council or called by the Executive Board.

5. *a*) The Council shall have powers corresponding to those of the Executive Board under the following provisions: Article XII, Section 2 *c*), *f*), *g*), and *j*); Article XVIII, Section 4 *a*) and Section 4 *c*) *iv*); Article XXIII, Section 1; and Article XXVII, Section 1 *a*).

b) For decisions by the Council on matters pertaining exclusively to the Special Drawing Rights Department only Councillors appointed by a member that is a participant or a group of members at least one member of which is a participant shall be entitled to vote. Each of these Councillors

shall be entitled to cast the number of votes allotted to the member which is a participant that appointed him or to the members that are participants in the group of members that appointed him, and may cast the votes allotted to a participant with which arrangements have been made pursuant to the last sentence of 3 *b*) above.

c) The Council may be regulation establish a procedure whereby the Executive Board may obtain a vote of the Councillors on a specific question without a meeting of the Council when in the judgment of the Executive Board an action must be taken by the Council which should not be postponed until the next meeting of the Council and which does not warrant the calling of a special meeting.

d) Article IX, Section 8 shall apply to Councillors, their Alternates, and Associates, and to any other person entitled to attend a meeting of the Council.

e) For the purposes of *b*) and 3 *b*), above, an agreement under Article XII, Section 3 *i*) *ii*) by a member, or by a member that is a participant, shall entitle a Councillor to vote and cast the number of votes allotted to the member.

6. The first sentence of Article XII, Section 2 *a*) shall be deemed to include a reference to the Council.

SCHEDULE *E*

ELECTION OF EXECUTIVE DIRECTORS

1. The election of the elective Executive Directors shall be by ballot of the Governors eligible to vote.

2. In balloting for the Executive Directors to be elected, each of the Governors eligible to vote shall cast for one person all of the votes to which he is entitled under Article XII, Section 5 *a*). The fifteen persons receiving the greatest number of votes shall be Executive Directors, provided that no person who received less than four percent of the total number of votes that can be cast (eligible votes) shall be considered elected.

3. When fifteen persons are not elected in the first ballot, a second ballot shall be held in which there shall vote only *a*) those Governors who voted in the first ballot for a person not elected, and *b*) those Governors whose votes for a person elected are deemed under 4 below to have raised the votes cast for that person above nine percent of the eligible votes. If in the second ballot there are more candidates than the number of Executive Directors to be elected, the person who received the lowest number of votes in the first ballot shall be ineligible for election.

4. In determining whether the votes cast by a Governor are to be deemed to have raised the total of any person above nine percent of the eligible votes the nine percent shall be deemed to include, first, the votes of the Governor casting the largest number of votes for such person, then the votes of the Governor casting the next largest number, and so on until nine percent is reached.

5. Any Governor part of whose votes must be counted in order to raise the total of any person above four percent shall be considered as casting all of his votes for such person even if the total votes for such person thereby exceed nine percent.

6. If, after the second ballot, fifteen persons have not been elected, further ballots shall be held on the same principles until fifteen persons have been elected, provided that after fourteen persons are elected, the fifteenth may be elected by a simple majority of the remaining votes and shall be deemed to have been elected by all such votes.

SCHEDULE *F*

DESIGNATION

During the first basic period the rules for designation shall be as follows:

a) Participants subject to designation under Article XIX, Section 5 *a*) *i*) shall be designated for such amounts as will promote over time equality in the rations of the participants holdings of special drawing rights in excess of their net cumulative allocations to their official holdings of gold and foreign exchange.

b) The formula to give effect to *a*) above shall be such that participants subject to designation shall be designated:

i) in proportion to their official holdings of gold and foreign exchange when the ratios described in *a*) above are equal; and

ii) in such manner as gradually to reduce the difference between the ratios described in *a*) above that are low and the ratios that are high.

SCHEDULE *G*

RECONSTITUTION

1. During the first basic period the rules for reconstitution shall be as follows:

a) *i*) A participant shall so use and reconstitute its holdings of special drawing rights that, five years after the first allocation and at the end of each calendar quarter thereafter, the average of its total daily holdings of special drawing rights over the most recent five-year period will be not less than thirty percent of the average of its daily net cumulative allocation of special drawing rights over the same period.

ii) Two years after the first allocation and at the end of each calendar month thereafter the Fund shall make calculations for each participant so as to ascertain whether and to what extent the participant would need to acquire special drawing rights between the date of the calculation and the end of any five-year period in order to comply with the requirement in *a*) *i*) above. The Fund shall adopt regulations with respect to the bases on which these calculations shall be made and with respect to the timing of the designation of participant under Article XIX, Section 5 *a*) *ii*), in order to assist them to comply with the requirement in *a*) *i*) above.

iii) The Fund shall give special notice to a participant when the calculations under *a*) *ii*) above indicate that it is unlikely that the participant will be able to comply with the requirement in *a*) *i*) above unless it ceases to use special drawing rights for the rest of the period for which the calculation was made under *a*) *ii*) above.

iv) A participant that needs to acquire special drawing rights to fulfill this obligation shall be obligated and entitled to obtain them, for currency acceptable to the Fund, in a transaction with the Fund conducted through the General Resources Account. If sufficient special drawing rights to fulfill this obligation cannot be obtained in this way, the participant shall be obligated and entitled to obtain them with a freely usable currency from a participant which the Fund shall specify.

b) Participants shall also pay due regard to the desirability of pursuing over time a balanced relationship between their holdings of special drawing rights and their other reserves.

2. If a participant fails to comply with the rules for reconstitution, the Fund shall determine whether or not the circumstances justify suspension under Article XXII, Section 2 *b*).

SCHEDULE *H*

TERMINATION OF PARTICIPATION

1. If the obligation remaining after the setoff under Article XXIV, Section 2 *b*) is to the terminating participant and agreement on settlement between the Fund and the terminating participant is not reached within six months of the date of termination, the Fund shall redeem this balance of special drawing rights in equal half-yearly installments within a maximum of five years of the date of termination. The Fund shall redeem this balance as it may determine, either *a*) by the payment to the terminating participant of the amounts provided by the remaining participants to the Fund in accordance with Article XXIV, Section 5, or *b*) by permitting the terminating participant to use its special drawing rights to obtain its won currency or a freely usable currency from a participant specified by the Fund, the General Resources Account, or any other holder.

2. If the obligation remaining after the setoff under Article XXIV, Section 2 *b*) is to the Fund and agreement on settlement is not reached within six months of the date of termination, the terminating participant shall discharge this obligation in equal half-yearly installments within three years of the date of termination or within such longer period as may be fixed by the Fund. The terminating participant shall discharge this obligation, as the Fund may determine, either *a*) by the payment to the Fund of a freely usable currency, or *b*) by obtaining special drawing rights, in accordance with Article XXIV, Section 6, from the General Resources Account or in agreement with a participant specified by the Fund or from any other holder, and the setoff of these special drawing rights against the instalement due.

3. Installments under either 1 or 2 above shall fall due six months after the date of termination and at intervals of six months thereafter.

4. In the event of the Special Drawing Rights Department going into liquidation under Article XXV within six months of the date a participant terminates its participation, the settlement between the Fund and that governement shall be made in accordance with Article XXV and Schedule I.

SCHEDULE *I*

ADMINISTRATION OF LIQUIDATION OF THE SPECIAL DRAWING RIGHTS DEPARTMENT

1. In the event of liquidation of the Special Drawing Rights Department, participants shall discharge their obligations to the Fund in ten half-yearly installments, or in such longer period as the Fund may decide is needed, in a freely usable currency and the currencies of participants holding special drawing rights to be redeemed in any installment to the extent of such redemption, as determined by the Fund. The first half-yearly payment shall be made six months after the decision to liquidate the Special Drawing Rights Department.

2. If it is decided to liquidate the Fund within six months of the date of the decision to liquidate the Special Drawing Rights Department, the liquidation of the Special Drawing Rights Department shall not proceed until special drawing rights held in the General Resources Account have been distributed in accordance with the following rule:

After the distributions made under 2 *a*) and *b*) of Schedule K, the Fund shall apportion its special drawing rights held in the General Resources Account among all members that are participants in proportion to the amounts due to each participant after the distribution under 2 *b*). To determine the amount due to each member for the purpose of apportioning the remainder of its holdings of each currency under 2 *d*) of Schedule K, the Fund shall deduct the distribution of special drawing rights made under this rule.

3. With the amounts received under 1 above, the Fund shall redeem special drawing rights held by holders in the following manner and order:

a) Special drawing rights held by governments that have terminated their participation more than six months before the date the Board of Governors decides to liquidate the Special Drawing Rights Department shall be redeemed in accordance with the terms of any agreement under Article XXIV or Schedule H.

b) Special drawing rights held by holders that are not participants shall be redeemed before those held by participants, and shall be redeemed in proportion to the amount held by each holder.

c) The Fund shall determine the proportion of special drawing rights held by each participant in relation to its net cumulative allocation. The Fund shall first redeem special drawing rights from the participants with the highest proportion until this proportion is reduced to that of the second highest proportion; the Fund shall then redeem the special drawing rights held by these participants in accordance with their net cumulative allocations until the proportions are reduced to that of the third highest proportion; and this process shall be continued until the amount available for redemption is exhausted.

4. Any amount that a participant will be entitled to receive in redemption under 3 above shall be set off against any amount to be paid under 1 above.

5. During liquidation the Fund shall pay interest on the amount of special drawing rights held by holders, and each participant shall pay charges on the net cumulative allocation of special drawing rights to it less the amount of any payments made in accordance with 1 above. The rates of interest and charges and the time of payment shall be determined by the Fund. Payments of interest and charges shall be made in special drawing rights to the extent possible. A participant that does not hold sufficient special drawing rights to meet any charges shall make the payment with a currency

specified by the Fund. Special drawing rights received as charges in amounts needed for administrative expenses shall not be used for the payment of interest, but shall be transferred to the Fund and shall be redeemed first and with the currencies used by the Fund to meet its expenses.

6. While a participant is in default with respect to any payment required by 1 or 5 above, no amounts shall be paid to it in accordance with 3 or 5 above.

7. If after the final payments have been made to participants each participant not in default does not hold special drawing rights in the same proportion to its net cumulative allocation, those participants holding a lower proportion shall purchase from those holding a higher proportion such amounts in accordance with arrangements made by the Fund as will make the proportion of their holdings of special drawing rights the same. Each participant in default shall pay to the Fund its own currency in an amount equal to its default. The Fund shall apportion this currency and any residual claims among participants in proportion to the amount of special drawing rights held by each and these special drawing rights shall be cancelled. The Fund shall then close the books of the Special Drawing Rights Department and all of the Fund's liabilities arising from the allocations of special drawing rights and the administration of the Special Drawing Rights Department shall cease.

8. Each participant whose currency is distributed to other participants under this Schedule guarantees the unrestricted use of such currency at all times for the purchase of goods or for payments of sums due to it or to persons in its territories. Each participant so obligated agrees to compensate other participants for any loss resulting from the difference between the value at which the Fund distributed its currency under this Schedule and the value realized by such participants on disposal of its currency.

SCHEDULE *J*

SETTLEMENT OF ACCOUNTS WITH MEMBERS WITHDRAWING

1. The settlement of accounts with respect to the General Resources Account shall be made according to 1 to 6 of this Schedule. The Fund shall be obligated to pay to a member withdrawing an amount equal to its quota, plus any other amounts due to it from the Fund, less any amounts due to the Fund, including charges accruing after the date of its withdrawal; but no payment shall be made until six months after the date of withdrawal. Payments shall be made in the currency of the withdrawing member, and for this purpose the Fund may transfer to the General Resources Account holdings of the member's currency in the Special Disbursement Account or in the Investment Account in exchange for an equivalent amount of the currencies of other members in the General Resources Account selected by the Fund with their concurrence.

2. If the Fund's holdings of the currency of the withdrawing member are not sufficient to pay the net amount due from the Fund, the balance shall be paid in a freely usable currency, or in such other manner as may be agreed. If the Fund and the withdrawing member do not reach agreement within six months of the date of withdrawal, the currency in question held by the Fund shall be paid forthwith to the withdrawing member. Any balance due shall be paid in ten half-yearly installments during the ensuing five years. Each such installment shall be paid, at the option of the Fund, either in the currency of the withdrawing member acquired after its withdrawal or in a freely usable currency.

3. If the Fund fails to meet any installment which is due in accordance with the preceding paragraphs, the withdrawing members hall be entitled to require the Fund to pay the installment in any currency held by the Fund with the exception of any currency which has been declared scarce under Article VII, Section 3.

4. If the Fund's holdings of the currency of a withdrawing member exceed the amount due to it, and if agreement on the method of settling accounts is not reached within six months of the date of withdrawal, the former member shall be obligated to redeem such excess currency in a freely usable currency. Redemption shall be made at the rates at which the Fund would sell such currencies at the time of withdrawal from the Fund. The withdrawing member shall complete redemption within five years of the date of withdrawal, or within such longer period as may be fixed by the Fund, but shall not be required to redeem in any half-yearly period more than onetenth of the Fund's excess holdings of its currency at the date of withdrawal plus further acquisitions of the currency during such half-yearly period. If the withdrawing member does not fulfill this obligation, the Fund may in an orderly manner liquidate in any market the amount of currency which should have been redeemed.

5. Any member desiring to obtain the currency of a member which has withdrawn shall acquire it by purchase from the Fund, to the extent that such member has access to the general resources of the Fund and that such currency is available under 4 above.

6. The withdrawing member guarantees the unrestricted use at all times of the currency disposed of under 4 and 5 above for the purchase of goods or for payment of sums due to it or to persons within its territories. It shall compensate the Fund for any loss resulting from the difference between the value of its currency in terms of the special drawing right on the date of withdrawal and the value realized in terms of the special drawing right by the Fund on disposal under 4 and 5 above.

7. If the withdrawing member is indebted to the Fund as the result of transactions conducted through the Special Disbursement Account under Article V, Section 12 *f) ii)*, the indebtedness shall be discharged in accordance with the terms of the indebtedness.

8. If the Fund holds the withdrawing member's currency in the Special Disbursement Account or in the Investment Account, the Fund may in an orderly manner exchange in any market for the currencies of members the amount of the currency of the withdrawing member remaining in each account after use under 1 above, and the proceeds of the exchange of the amount in each account shall be kept in that account. Paragraph 5 above and the first sentence of 6 above shall apply to the withdrawing member's currency.

9. If the Fund holds obligations of the withdrawing member in the Special Disbursement Account pursuant to Article V, Section 12 *h)*, or in the Investment Account, the Fund may hold them until the date of maturity or dispose of them sooner. Paragraph 8 above shall apply to the proceeds of such disinvestment.

10. In the event of the Fund going into liquidation under Article XXVII, Section 2 within six months of the date on which the member withdraws, the accounts between the Fund and that government shall be settled in accordance with Article XXVII, Section 2 and Schedule K.

SCHEDULE *K*

ADMINISTRATION OF LIQUIDATION

1. In the event of liquidation the liabilities of the Fund other than the repayment of subscriptions shall have priority in the distribution of the assets of the Fund. In meeting each such liability the Fund shall use its assets in the following order:

a) the currency in which the liability is payable;

b) gold;

c) all other currencies in proportion, so far as may be practicable, to the quotas of the members.

2. After the discharge of the Fund's liabilities in accordance with 1 above, the balance of the Fund's assets shall be distributed and apportioned as follows:

a) *i*) The Fund shall calculate the value of gold held on August 31, 1975 that it continues to hold on the date of the decision to liquidate. The calculation shall be made in accordance with 9 below and also on the basis of one special drawing right per 0.888 671 gram of fine gold on the date of liquidation. Gold equivalent to the excess of the former value over the latter shall be distributed to those members that were members on August 31, 1975 in proportion to their quotas on that date.

ii) The Fund shall distribute any assets held in the Special Disbursement Account on the date of the decision to liquidate to those members that were members on August 31, 1975 in proportion to their quotas on that date. Each type of asset shall be distributed proportionately to members.

b) The Fund shall distribute its remaining holdings of gold among the members whose currencies are held by the Fund in amounts less than their quotas in the proportions, but not in excess of, the amounts by which their quotas exceed the Fund's holdings of their currencies.

c) The Fund shall distribute to each member one-half the Fund's holdings of its currency but such distribution shall not exceed fifty percent of its quota.

d) The Fund shall apportion the remainder of its holdings of gold and each currency

i) among all the members in proportion to, but not in excess of, the amounts due to each member after the distributions under *b*) and *c*) above, provided that distribution under 2 *a*) above shall not be taken into account for determining the amounts due, and

ii) any excess holdings of gold and currency among all the members in proportion to their quotas.

3. Each member shall redeem the holdings of its currency apportioned to other members under 2 *d*) above, and shall agree with the Fund within three months after a decision to liquidate upon an orderly procedure for such redemption.

4. If a member has not reached agreement with the Fund within the three-month period referred to in 3 above, the Fund shall use the currencies of other members apportioned to that member under 2 *d*) above to redeem the currency of that member apportioned to other members. Each currency apportioned to a member which has not reached agreement shall be used, so far as possible, to redeem its currency apportioned to the members which have made agreements with the Fund under 3 above.

5. If a member has reached agreement with the Fund in accordance with 3 above, the Fund shall use the currencies of other members apportioned to that member under 2 *d*) above to redeem the currency of that member apportioned to other members which have made agreements with the Fund under 3 above. Each amount so redeemed shall be redeemed in the currency of the member to which it was apportioned.

6. After carrying out the steps in the preceding paragraphs, the Fund shall pay to each member the remaining currencies held for its account.

7. Each member whose currency has been distributed to other members under 6 above shall redeem such currency in the currency of the member requesting redemption, or in such other manner as may be agreed between them. If the members involved do not otherwise agree, the member obligated to redeem shall complete redemption within five years of the date of distribution, but shall not be required to redeem in any half-yearly period more than one-tenth of the amount distributed to each other member. If the member does not fulfill this obligation, the amount of currency which should have been redeemed may be liquidated in an orderly manner in any market.

8. Each member whose currency has been distributed to other members under 6 above guarantees the unrestricted use of such currency at all times for the purchase of goods or for payment of sums due to it or to persons in its territories. Each member so obligated agrees to compensate other members for any loss resulting from the difference between the value of its currency in terms of the special drawing right on the date of the decision to liquidate the Fund and the value in terms of the special drawing right realized by such members on disposal of its currency.

9. The Fund shall determine the value of gold under this Schedule on the basis of prices in the market.

10. For the purposes of this Schedule, quotas shall be deemed to have been incrased to the full extent to which they could have been increased in accordance with Article III, Section 2 *b*) of this Agreement.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — Il testo facente fede è unicamente quello in lingua inglese.

ALLEGATO *A*

SECONDO EMENDAMENTO ALL'ACCORDO DEL FONDO MONETARIO INTERNAZIONALE IN BASE ALLA RISOLUZIONE N. 29-10 DEL CONSIGLIO DEI GOVERNATORI

Il testo dell'Accordo del Fondo Monetario Internazionale è modificato come segue:

I Governi per conto dei quali il presente Accordo è firmato convengono quanto segue:

ARTICOLO INTRODUTTIVO

1. Il Fondo Monetario Internazionale è costituito e funzionerà in conformità alle norme del presente Accordo quali sono state adottate in origine e quali risultano modificate successivamente.

2. Per consentire al Fondo di effettuare le proprie operazioni e transazioni, esso disporrà di un Dipartimento generale e di un Dipartimento diritti speciali di prelievo. La qualità di membro del Fondo attribuirà il diritto di partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo.

3. Le operazioni e le transazioni autorizzate dal presente Accordo verranno effettuate attraverso il Dipartimento generale composto, conformemente alle norme del presente Accordo, dal Conto risorse generali, dal Conto esborsi speciali e dal Conto investimenti; le operazioni e le transazioni concernenti i diritti speciali di prelievo verranno tuttavia effettuate attraverso il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

Articolo I

SCOPI

Gli scopi del Fondo Monetario Internazionale sono:

1) promuovere la cooperazione monetaria internazionale mediante un istituto permanente che offra lo strumento tecnico per la consultazione e la collaborazione in materia di problemi monetari internazionali;

2) facilitare l'espansione e l'armonico sviluppo del commercio internazionale e contribuire così a promuovere e mantenere alti livelli dell'occupazione e del reddito reale, e a sviluppare le risorse produttive di tutti i paesi membri, come obiettivi principali di politica economica;

3) promuovere la stabilità dei cambi, intrattenere ordinati rapporti di cambio fra i paesi membri ed evitare svalutazioni competitive;

4) dare il proprio appoggio all'istituzione di un sistema multilaterale di pagamenti per le transazioni correnti fra i paesi membri, e all'eliminazione di restrizioni valutarie che ostacolino lo sviluppo del commercio mondiale;

5) assicurare ai paesi membri, prendendo le opportune cautele, la disponibilità temporanea delle risorse generali del Fondo, fornendo loro in tal modo la possibilità di correggere squilibri nelle loro bilance dei pagamenti senza dover ricorrere a misure che rischierebbero di compromettere la prosperità nazionale o internazionale;

6) in armonia con quanto sopra, abbreviare la durata e ridurre l'intensità degli squilibri delle bilance internazionali dei pagamenti dei paesi membri.

In tutte le sue politiche e decisioni il Fondo si ispirerà agli scopi enunciati in questo articolo.

Articolo II

PARTECIPAZIONE

Sezione 1. — *Paesi membri fondatori*

Saranno membri fondatori del Fondo i paesi rappresentati alla Conferenza Monetaria e Finanziaria delle Nazioni Unite i cui Governi accettino la partecipazione prima della data del 31 dicembre 1945.

Sezione 2. — *Altri paesi membri*

L'ammissione sarà aperta ad altri paesi nell'epoca e con le modalità da stabilirsi da parte del Consiglio dei Governatori. Tali modalità, comprese quelle relative alle sottoscrizioni, si baseranno su princìpi conformi a quelli applicati agli altri paesi già membri.

Articolo III

QUOTE E SOTTOSCRIZIONI

Sezione 1. — *Quote e pagamento di sottoscrizioni*

Ad ogni paese membro verrà assegnata una quota espressa in diritti speciali di prelievo. Le quote dei paesi membri rappresentati alla Conferenza Monetaria e Finanziaria delle Nazioni Unite, i quali aderiscano al Fondo prima del 31 dicembre 1945, sono quelle indicate nell'Allegato *A*. Le quote degli altri paesi membri saranno determinate dal Consiglio dei Governatori. La sottoscrizione di ogni paese membro sarà pari alla sua quota, che sarà versata per intero al Fondo, presso il competente depositario.

Sezione 2. — *Revisione delle quote*

a) Ad intervalli massimi di cinque anni, il Consiglio dei Governatori effettuerà una revisione generale delle quote dei paesi membri e, qualora lo ritenga opportuno, ne proporrà la modifica. Esso potrà anche, sempre che lo ritenga opportuno, prendere in considerazione, in qualunque altro momento, la modifica di qualsiasi quota, su richiesta del paese membro interessato.

b) In qualsiasi momento il Fondo può proporre di aumentare le quote dei paesi che erano membri del Fondo alla data del 31 agosto 1975, in proporzione alle loro quote a tale data, per un ammontare complessivo non superiore agli importi trasferiti, ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettere *f*), *i*) e *j*), dal Conto spese speciali al Conto risorse generali.

c) Per qualsiasi modifica delle quote sarà necessaria una maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi.

d) La quota di un paese membro non verrà modificata senza il suo consenso e fintanto che essa non sia stata versata, a meno che non si ritenga il versamento come avvenuto, conformemente alla sezione 3, lettera *b*) del presente articolo.

Sezione 3. — *Pagamenti nel caso di modifica di quote*

a) Il paese membro che acconsenta ad un aumento delle proprie quote ai sensi della sezione 2, lettera *a*) del presente articolo, verserà al Fondo, in diritti speciali di prelievo, il 25 per cento dell'aumento, entro un periodo stabilito dal Fondo stesso; il Consiglio dei Governatori può tuttavia stabilire che tale pagamento venga effettuato, su basi uguali per tutti i paesi membri, in tutto o in parte in valute di altri paesi membri scelti, con il loro consenso, dal Fondo, oppure nella moneta dello stesso paese membro. Ogni paese non partecipante pagherà, in valute di altri paesi membri scelti, con il loro consenso, dal Fondo, una parte dell'incremento corrispondente alla quota che dovrebbe essere pagata dai paesi partecipanti in diritti speciali di prelievo. Il saldo di tale aumento verrà pagata dal paese membro nella propria moneta. Le disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro non potranno aumentare, in conseguenza di versamenti effettuati da altri paesi membri ai sensi della presente disposizione, oltre il limite al quale, ai sensi dell'articolo V, sezione 8, lettera *b*), 2), le disponibilità stesse sarebbero soggette a provvigioni.

b) Se un paese membro acconsente ad un aumento della propria quota ai sensi della sezione 2, lettera *b*) del presente articolo, si considererà come se esso avesse versato al Fondo, in sottoscrizione, un importo pari all'ammontare di tale aumento.

c) Se un paese membro acconsente ad una riduzione della propria quota, il Fondo gli verserà, entro 60 giorni, un importo uguale alla riduzione. Il pagamento verrà effettuato nella valuta del paese membro e in quell'importo di diritti speciali di prelievo o di valute di altri paesi membri, scelti con il loro consenso dal Fondo, che potrà essere necessario per evitare che le disponibilità del Fondo in quella valuta si riducano al disotto della nuova quota; tuttavia, in circostanze eccezionali, il Fondo potrà ridurre tali disponibilità al disotto della nuova quota effettuando il versamento in favore del paese membro in moneta del paese stesso.

d) Per qualsiasi decisione di cui alla precedente lettera *a*) salvo per quanto riguarda la determinazione del periodo e la scelta delle valute, così come previsto nella disposizione di cui sopra, sarà necessaria una maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi.

Sezione 4. — *Sostituzione di titoli ai versamenti in valuta*

Il Fondo accetterà da qualsiasi paese membro, in sostituzione di quella parte della valuta del paese membro stesso nel Conto risorse generali che, a giudizio del Fondo, non sia necessaria per le sue operazioni e transazioni, effetti od obbligazioni analoghe, emesse dal paese membro o dal depositario designato dal paese membro ai sensi dell'articolo XIII, sezione 2, non negoziabili, infruttiferi e pagabili a vista al loro valore nominale mediante accreditamento al conto del Fondo presso il depositario indicato. Le disposizioni di questa sezione si applicheranno non soltanto alle valute sottoscritte dai paesi membri, ma anche a qualsiasi altra valuta altrimenti dovuta al Fondo, o acquistata dallo stesso e che debba essere versata nel Conto risorse generali.

Articolo IV

Obblighi inerenti ai tassi di cambio

Sezione 1. — *Obblighi generali dei paesi membri*

Riconosciuto che scopo essenziale del sistema monetario internazionale è di offrire un assetto che faciliti lo scambio di beni, servizi e capitali tra i diversi paesi ed incoraggi un sano sviluppo economico, e che suo principale obiettivo è il continuo sviluppo delle ordinate condizioni di fondo che sono necessarie alla stabilità finanziaria ed economica, ogni paese membro si impegna a collaborare col Fondo e con gli altri paesi membri al fine di garantire regolari accordi di cambio e di promuovere un sistema stabile di tassi di cambio.

In particolare, ogni paese membro:

1) si sforzerà di orientare la propria politica economica e finanziaria nel senso di incoraggiare un ordinato sviluppo economico ed una ragionevole stabilità dei prezzi, avuto debito riguardo alla propria situazione;

2) cercherà di promuovere la stabilità incoraggiando ordinate condizioni di fondo in campo economico e finanziario ed un sistema monetario che non tenda a produrre perturbazioni erratiche;

3) eviterà di manovrare i tassi di cambio o il sistema monetario internazionale per ostacolare un effettivo aggiustamento della bilancia dei pagamenti o per acquisire uno scorretto vantaggio concorrenziale rispetto ad altri paesi membri; e

4) seguirà politiche valutarie compatibili con gli obblighi previsti dalla presente sezione.

Sezione 2. — *Disposizioni generali sui cambi*

a) Entro 30 giorni a partire dalla data del secondo emendamento del presente Accordo, ogni paese membro comunicherà al Fondo quali disposizioni riguardanti i cambi intende adottare, in adempimento degli obblighi di cui alla sezione 1 del presente articolo; inoltre, informerà tempestivamente il Fondo di qualsiasi modifica intenda apportare a tali disposizioni.

b) In un sistema monetario internazionale come quello in essere al 1° gennaio 1976, le disposizioni sui cambi possono comprendere: 1) il mantenimento, da parte di ogni paese membro, del valore della propria moneta in termini di diritti speciali di prelievo o di altro denominatore, escluso l'oro, scelto dal paese membro; oppure, 2) intese di cooperazione con le quali i paesi membri stabiliscono il valore delle loro monete in rapporto al valore della valuta o delle valute di altri paesi membri; oppure, 3) altre disposizioni a scelta di ogni paese membro.

c) In armonia con l'evoluzione del sistema monetario internazionale, il Fondo potrà prendere, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, provvedimenti riguardanti le disposizioni generali sui cambi senza limitare il diritto dei paesi membri ad adottare autonomamente disposizioni che siano compatibili con gli scopi del Fondo e con gli obblighi di cui alla sezione 1 del presente articolo.

Sezione 3. — *Vigilanza sulle disposizioni riguardanti i cambi*

a) Il Fondo vigilerà sul sistema monetario internazionale al fine di assicurare il suo efficace funzionamento, e controllerà che ogni paese membro osservi gli obblighi previsti dalla sezione 1 del presente articolo.

b) Allo scopo di assolvere le funzioni di cui alla lettera *a*), il Fondo eserciterà una rigorosa vigilanza sulle politiche del tasso di cambio dei paesi membri e fisserà, relativamente a tali politiche, precise regole di condotta valide per tutti i paesi membri. Ogni paese membro dovrà fornire al Fondo le informazioni necessarie a tale vigilanza e, qualora il Fondo lo richieda, dovrà consultarsi con esso sulle politiche da seguire in materia del tasso di cambio. Le regole adottate dal Fondo dovranno essere in armonia con le intese di cooperazione in base alle quali i paesi membri mantengono il valore delle loro monete in rapporto al valore della valuta o delle valute di altri paesi membri; esse dovranno altresì armonizzarsi con le disposizioni sui cambi autonomamente adottati da ogni paese membro, in conformità agli scopi del Fondo e al disposto della sezione 1 del presente articolo. Tali regole rispetteranno gli orientamenti sociali e politici interni dei paesi membri e, nell'applicarle, il Fondo terrà conto delle particolari situazioni dei membri stessi.

Sezione 4. — *Parità*

A maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo può decidere che la situazione economica internazionale consente di introdurre un vasto sistema di accordi di cambio fondati su parità monetarie stabili ma suscettibili di aggiustamento. Il Fondo prenderà tale decisione sulla base del grado di stabilità di fondo dell'economia mondiale e, a tal fine, terrà conto dei movimenti dei prezzi e dei tassi di espansione delle economie dei paesi membri. Tale decisione verrà presa alla luce dell'evoluzione del sistema monetario internazionale, con particolare riguardo alle fonti di liquidità e — allo scopo di assicurare l'efficace funzionamento di un sistema di parità — con riferimento alle intese in base alle quali sia i paesi eccedentari che i paesi deficitari adottano tempestive, efficaci e simmetriche misure tendenti a realizzare un aggiustamento delle loro bilance dei pagamenti, nonché con riferimento alle misure di intervento e di correzione degli squilibri. Al momento di prendere tale decisione, il Fondo notificherà ai paesi membri l'entrata in vigore delle disposizioni di cui all'Allegato *C*.

Sezione 5. — *Monete diverse nei territori di un paese membro*

a) I provvedimenti adottati da ciascun paese membro nei confronti della propria moneta ai sensi del presente articolo, si intenderanno valide per le singole monete di tutti i territori con riferimento ai quali il paese membro ha accettato il presente Accordo, ai sensi dell'articolo XXXI, sezione 2, lettera *g*), a meno che esso non dichiari che le misure adottate si riferiscono soltanto alla moneta metropolitana, o soltanto ad una o più singole monete specificate, oppure alla moneta metropolitana e ad una o più singole monete specificate.

b) Le misure adottate dal Fondo ai sensi del presente articolo s'intenderanno riferite a tutte le monete di un paese membro di cui alla precedente lettera *a*), salvo dichiarazione contraria da parte del Fondo.

Articolo V

OPERAZIONI E TRANSAZIONI DEL FONDO

Sezione 1. — *Enti che trattano col Fondo*

Ogni paese membro tratterà col Fondo solo per il tramite del proprio Tesoro, banca centrale, fondo di stabilizzazione o simile ente finanziario, ed il Fondo tratterà soltanto con o per il tramite dei predetti enti.

Sezione 2. — *Limiti delle operazioni e transazioni del Fondo*

a) Salvo quanto altrimenti disposto dal presente Accordo, le transazioni per conto del Fondo saranno limitate a quelle aventi lo scopo di fornire ad un paese membro, su sua richiesta, diritti speciali di prelievo o valute di altri paesi membri, a valere sulle risorse generali del Fondo, che saranno tenute presso il Conto risorse generali, contro la valuta del paese membro che desidera effettuarne l'acquisto.

b) Nel caso gli venga richiesto, il Fondo può decidere di prestare servizi finanziari e tecnici — inclusa l'amministrazione delle risorse fornite dai paesi membri — che siano compatibili con gli scopi del Fondo. Le operazioni connesse con la prestazione dei suddetti servizi finanziari non verranno effettuate per conto del Fondo. I servizi di cui alla presente lettera *b*) non comporteranno alcun obbligo per un paese membro se manca il suo consenso.

Sezione 3. — *Condizioni che regolano l'uso delle risorse generali del Fondo*

a) Nell'utilizzo delle proprie risorse generali il Fondo adotterà politiche — incluse quelle in materia di accordi (*stand-by*) o consimili, e può adottare politiche speciali nel caso di particolari problemi di bilancia dei pagamenti — suscettibili di aiutare i paesi membri a risolvere i loro problemi di bilance dei pagamenti in modo conforme alle disposizioni del presente Accordo, e che consentano di salvaguardare in modo adeguato il carattere temporaneo dell'utilizzo delle risorse generali del Fondo.

b) Ogni paese membro sarà autorizzato ad acquistare dal Fondo le valute di altri paesi membri contro un corrispondente ammontare della propria moneta, alle seguenti condizioni:

1) l'utilizzo delle risorse generali del Fondo da parte dei paesi membri sia conforme alle disposizioni del presente Accordo e alle politiche che ne derivano;

2) il paese membro dichiari di avere necessità di effettuare l'acquisto a causa della propria bilancia dei pagamenti o della situazione o dell'andamento delle sue riserve;

3) l'acquisto proposto venga effettuato contro una tranche di riserva, o non abbia l'effetto di accrescere le disponibilità del Fondo nella valuta del paese membro acquirente in misura superiore al 200 per cento della sua quota;

4) il Fondo non abbia precedentemente dichiarato, ai sensi della sezione 5 del presente articolo, dell'articolo VI, sezione 1, o dell'articolo XXVI, sezione 2, lettera *a*), che il paese membro che intende acquistare non ha diritto ad usare le risorse generali del Fondo.

c) Il Fondo prenderà in esame le richieste di acquisto per stabilire se l'acquisto proposto sia conforme alle disposizioni del presente Accordo e alle politiche adottate in base ad esse, purché le richieste per acquisti di tranches di riserva non saranno tuttavia soggette a contestazione.

d) Nella scelta delle valute che debbono essere vendute, il Fondo adotterà politiche e procedure che tengano conto, sentito il parere dei paesi membri, delle bilance dei pagamenti e della posizione di riserva di tali paesi nonché dell'andamento dei mercati dei cambi, oltre che dell'opportunità di favorire, nel corso del tempo, posizioni equilibrate nel Fondo; tuttavia, se un paese membro dichiara che intende acquistare la valuta di un altro paese membro perché desidera procurarsi un ammontare corrispondente della propria moneta offerta dall'altro paese membro, esso avrà diritto ad acquistare valuta dell'altro paese membro, a meno che il Fondo non abbia notificato, ai sensi dell'articolo VII, sezione 3, che le sue disponibilità in quella valuta sono divenute scarse.

e) 1) Ciascun paese membro deve garantire che i saldi della sua valuta acquistati presso il Fondo sono in valuta liberamente utilizzabile, ovvero possono venire convertiti al momento dell'acquisto in una valuta di sua scelta liberamente utilizzabile, ad un tasso di cambio tra le due valute corrispondente al tasso di cambio tra le stesse in base all'articolo XIX, sezione 7, lettera *a*);

2) ciascun paese membro la cui moneta venga acquistata presso il Fondo o sia ottenuta in cambio di valuta acquistata presso il Fondo, collaborerà col Fondo e con gli altri paesi membri per far sì che quei saldi della sua moneta vengano scambiati, al momento dell'acquisto, con valute liberamente utilizzabili di altri paesi membri;

3) ogni conversione di cui al punto 1) di una valuta non liberamente utilizzabile verrà effettuata dal paese membro la cui valuta è acquistata, a meno che esso non si accordi altrimenti con il paese acquirente;

4) ciascun paese membro che acquisti dal Fondo la valuta liberamente utilizzabile di un altro paese membro e che desideri scambiarla, al momento dell'acquisto in altra valuta liberamente utilizzabile, effettuerà tale scambio con l'altro paese membro, qualora quest'ultimo lo richieda. Lo scambio avverrà contro una valuta liberamente utilizzabile scelta dall'altro paese membro, al tasso di cambio di cui al precedente punto 1).

f) In base alle politiche ed alle procedure che adotterà, il Fondo può consentire di fornire, al paese partecipante che effettui un acquisto secondo le disposizioni di cui alla presente sezione, diritti speciali di prelievo invece di valute di altri paesi membri.

Sezione 4. — *Deroghe alle condizioni*

Il Fondo può, a sua discrezione, e nelle modalità che tutelino i suoi interessi, derogare alle condizioni prescritte nella sezione 3, lettera *b*), 3) e 4) di questo articolo in specie nei confronti di paesi membri non soliti a ricorrere largamente ed in modo continuo alle risorse generali del Fondo. Nel derogare ad una delle condizioni predette, il Fondo prenderà in considerazione le necessità periodiche o eccezionali del membro che chiede la deroga. Il Fondo prenderà anche in considerazione l'offerta del membro di costituire in pegno, quale garanzia collaterale, attività accettabili, di valore sufficiente, a giudizio del Fondo, a proteggere i suoi interessi e può richiedere, quale condizione per la deroga, la costituzione in pegno delle predette garanzie sussidiarie.

Sezione 5. — *Perdita del diritto di usare le risorse generali del Fondo*

Ogni qualvolta il Fondo ritenga che un paese membro ricorra alle risorse generali del Fondo in modo contrario agli scopi del Fondo stesso, esso presenterà al paese membro una nota con il proprio punto di vista al riguardo e stabilirà un adeguato termine per la risposta.

Dopo la consegna di tale nota ad un paese membro, il Fondo può limitare l'uso delle proprie risorse generali da parte del paese membro. Se la risposta alla nota non perviene nel termine prescritto o se essa non è soddisfacente, il Fondo può continuare a limitare l'uso delle proprie risorse generali da parte del paese membro o può, previo un ragionevole preavviso al paese membro, dichiararlo decaduto dal diritto di usare le risorse generali del Fondo.

Sezione 6. — *Altri acquisti e vendite di diritti speciali di prelievo da parte del Fondo*

a) Il Fondo può accettare i diritti speciali di prelievo offerti da un partecipante contro un corrispondente ammontare di valute di altri paesi membri.

b) Il Fondo può, a richiesta di un partecipante, fornirgli diritti speciali di prelievo contro un corrispondente ammontare di valute di altri paesi membri. Le disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro non devono aumentare a seguito di queste transazioni oltre il limite al quale tali disponibilità sarebbero soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*), 2) del presente articolo.

c) Le valute fornite o accettate dal Fondo ai sensi della presente sezione verranno scelte in armonia con politiche che tengano conto dei princìpi di cui alla sezione 3, lettera *d*) del presente articolo. Il Fondo può effettuare transazioni ai sensi di questa sezione soltanto se un paese membro la cui valuta è fornita o accettata dal Fondo, acconsente a tale utilizzo della sua valuta.

Sezione 7. — *Riacquisto da parte di un paese membro della propria moneta in possesso del Fondo*

a) Ogni paese membro avrà diritto a riacquistare in qualsiasi momento le disponibilità detenute dal Fondo nella sua moneta e che siano soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*) del presente articolo.

b) Ogni paese membro che abbia effettuato un riacquisto ai sensi della sezione 3 del presente articolo dovrà, di regola, non appena la sua bilancia dei pagamenti e la sua posizione di riserva migliorino, riacquistare le disponibilità detenute dal Fondo nella sua moneta derivanti dall'acquisto e che sono soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*) del presente articolo. Ogni paese membro riacquisterà tali disponibilità se, in conformità alle politiche in materia di riacquisto che il Fondo adotterà, e previa consultazione con il paese membro, il Fondo dichiarerà a tale paese che, a seguito del miglioramento della sua bilancia dei pagamenti o della sua posizione di riserva, esso deve effettuare tale riacquisto.

c) Ogni paese membro che abbia effettuato un acquisto ai sensi della sezione 3 del presente articolo riacquisterà le disponibilità del Fondo nella sua moneta derivanti dall'acquisto e che sono soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*) del presente articolo, non oltre cinque anni dalla data in cui l'acquisto è avvenuto. Il Fondo può stabilire che il riacquisto venga effettuato dai paesi membri mediante versamenti scaglionati in un periodo che va dal terzo al quinto anno a partire dalla data di acquisto. A maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà modificare i termini per il riacquisto, come indicato nel presente comma, e qualsiasi periodo venga adottato esso sarà valido per tutti i paesi membri.

d) A maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà stabilire periodi di tempo diversi da quelli di cui alla precedente lettera *c*) — periodi che devono essere gli stessi per tutti i paesi membri — per il riacquisto di disponibilità di valuta acquisite dal Fondo, in base ad una particolare politica relativa all'utilizzo delle proprie risorse generali.

e) In conformità alle politiche che il Fondo adotterà a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, ogni paese membro riacquisterà le disponibilità del Fondo nella propria moneta non acquisite a seguito di acquisti e che sono soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*), 2) del presente articolo.

f) Ogni decisione che, data una certa politica in materia di utilizzo delle risorse generali del Fondo, stabilisca che il periodo di tempo per il riacquisto ai sensi delle precedenti lettere *c*) o *d*) sia più breve di quello applicato in base a tale politica, verrà adottata soltanto per le disponibilità acquisite dal Fondo in epoca successiva alla data effettiva in cui la decisione viene presa.

g) A richiesta di un paese membro, il Fondo potrà posticipare la data di adempimento di un obbligo di riacquisto, non oltre però il periodo massimo di cui alle precedenti lettere *c*) o *d*), o ai sensi delle disposizioni, di cui alla precedente lettera *e*), adottate dal Fondo; salvo che, a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, il Fondo non stabilisca che un più lungo periodo per il riacquisto — che sia conforme all'utilizzo temporaneo delle risorse generali del Fondo — è giusti-

ficato in quanto il suddetto adempimento entro i termini prescritti potrebbe risultare eccessivamente oneroso per il paese membro.

h) Le politiche adottate dal Fondo ai sensi della sezione 3, lettera *d*) del presente articolo potranno venire completate da disposizioni in base alle quali il Fondo può decidere, previa consultazione con il paese membro, di vendere, ai sensi della sezione 3, lettera *b*) del presente articolo, le proprie disponibilità in valuta del paese membro che non sono state riacquistate in conformità con quanto disposto nella presente sezione 7, senza pregiudizio per qualsiasi azione che il Fondo sia autorizzato ad intraprendere ai sensi di altre disposizioni del presente Accordo.

i) Tutti i riacquisti di cui alla presente sezione verranno effettuati utilizzando diritti speciali di prelievo o valute di altri paesi membri scelte dal Fondo. Il Fondo adotterà, per quanto riguarda, le valute che debbono essere utilizzate dai paesi membri nei loro riacquisti, politiche e procedure che tengano conto dei princìpi di cui alla sezione 3, lettera *d*) del presente arrticolo. Le disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro usate nel riacquisto non devono aumentare, a seguito di tale riacquisto, oltre il limite al quale esse sarebbero soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*), 2) del presente articolo

j) 1) Nel caso in cui la valuta di un paese membro scelta dal Fondo in conformità con la precedente lettera *i*) non sia una valuta liberamente utilizzabile, il paese membro dovrà garantire al paese, membro che effettua il riacquisto che esso potrà ottenere la valuta, al momento del riacquisto contro valuta liberamente utilizzabile scelta dal paese membro la cui valuta viene indicata. Una conversione di valute in base a questa disposizione avrà luogo ad un tasso di cambio tra le due valute corrispondente al tasso di cambio tra le stesse in base all'articolo XIX, sezione 7, lettera *a*);

2) ogni paese membro la cui valuta viene indicata dal Fondo per il riacquisto collaborerà col Fondo e con gli altri paesi membri per mettere in grado i paesi membri che effettuano il riacquisto di ottenere, al momento del riacquisto, la valuta indicata in cambio di valute liberamente utilizzabili di altri paesi membri;

3) ogni scambio di cui alla lettera *i*) verrà effettuata con il paese membro la cui valuta viene indicata, a meno che quest'ultimo paese ed il paese che effettua il riacquisto non si accordino altrimenti;

4) nel caso in cui un paese membro che effettua un riacquisto desideri ottenere, al momento del riacquisto, la valuta liberamente utilizzabile di un altro paese membro scelta dal Fondo ai sensi della precedente lettera *i*), esso otterrà tale valuta dall'altro paese membro, qualora quest'ultimo lo richieda, contro una valuta liberamente utilizzabile, al tasso di cambio di cui alla precedente lettera *i*). Il Fondo potrà adottare norme sulla valuta liberamente utilizzabile che può essere offerta nella conversione.

Sezione 8. — *Provvigioni*

a) 1) Il Fondo addebiterà una provvigione sull'acquisto, effettuato da un paese membro in cambio di propria valuta, di diritti speciali di prelievo o di valuta di altro paese membro detenuta nel Conto risorse generali, salvo che, tuttavia, il Fondo può addebitare, sugli acquisti di tranche di riserva, una provvigione minore di quella praticata su altri acquisti. La provvigione sugli acquisti di tranche di riserva non deve essere superiore allo 0,5 per cento.

2) il Fondo può addebitare una provvigione per accordi *stand-by* o per accordi consimili. Esso può decidere che la provvigione per un accordo venga compensata dalla provvigione applicata ai sensi della precedente lettera *i*) sugli acquisti effettuati secondo l'accordo stesso.

b) Il Fondo addebiterà le provvigioni sul proprio saldo medio giornaliero della valuta di ogni paese membro tenuta presso il Conto risorse generali, nella misura in cui tale saldo:

1) sia stato acquisito in base ad una delle politiche che è stata soggetta ad una esclusione ai sensi dell'articolo XXX, lettera *c*), oppure

2) sia superiore all'ammontare della quota del paese membro, dedotto ogni saldo riferito ai casi di cui al precedente punto 1).

Il tasso di provvigione aumenterà di norma ad intervalli durante il periodo in cui i saldi sono detenuti.

c) Qualora un paese membro non provveda ad un riacquisto richiesto in conformità a quanto disposto dalla sezione 7 del presente articolo, il Fondo, dopo essersi consultato col paese membro sulla riduzione delle disponibilità del Fondo nella sua moneta, può richiedere, nella misura che ritiene adeguata, una provvigione sulle sue disponibilità nella moneta del paese membro che avrebbero dovuto essere riacquistate.

d) Per determinare i tassi di provvigione di cui alle lettere *a*) e *b*), i quali devono essere uguali per tutti i paesi membri, e ai sensi della precedente lettera *c*), è necessaria una maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi.

e) Ogni paese membro pagherà tutte le provvigioni in diritti speciali di prelievo; tuttavia, in circostanze eccezionali, il Fondo potrà consentire ad un paese membro di pagare tali provvigioni in valute di altri paesi membri scelte dal Fondo, previa consultazione con essi, o nella propria moneta. Le disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro non potranno aumentare, in conseguenza di pagamenti effettuati da altri paesi membri in base a questa disposizione, oltre il limite al quale esse sarebbero soggette a provvigioni ai sensi della precedente lettera *b*), 2).

Sezione 9. — *Remunerazione*

a) Il Fondo corrisponderà una remunerazione sull'eccedenza della percentuale della quota stabilita ai sensi delle seguenti lettere *b*) o *c*), rispetto ai saldi medi giornalieri del Fondo nella valuta del paese membro tenuti presso il Conto risorse generali, che non siano saldi acquisiti in base ad una politica che è stata soggetta ad un'esclusione ai sensi dell'articolo XXX, lettera *c*). Il tasso di remunerazione, che verrà stabilito dal Fondo a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, deve essere uguale per tutti i paesi membri e non deve essere nè superiore nè inferiore ai quattro quinti del tasso di interesse previsto dall'articolo XX, sezione 3. Nello stabilire il tasso di remunerazione, il Fondo terrà conto dei tassi di provvigione di cui all'articolo V, sezione 8, lettera *b*).

b) La percentuale di quota che si applica ai fini della lettera *a*) di cui sopra, sarà:

1) per ogni paese che acquisisca la qualifica di membro prima del secondo emendamento del presente Accordo, una percentuale corrispondente al 75 per cento della sua quota alla data del secondo emendamento del presente Accordo, e per ogni paese che acquisisca la qualifica di membro dopo la data del secondo emendamento del presente Accordo una percentuale calcolata dividendo il totale degli importi corrispondenti alle percentuali di quota applicabili agli altri paesi membri alla data in cui il paese membro ha acquisito tale qualifica, per il totale delle quote degli altri paesi membri alla stessa data, più

2) gli importi versati al Fondo in valuta o in diritti speciali di prelievo, ai sensi dell'articolo III, sezione 3, lettera *a*), a partire dalla data di cui alla precedente lettera *b*), 1); e meno

3) qualsiasi importo il paese membro abbia ricevuto dal Fondo in valuta o in diritti speciali di prelievo, ai sensi dell'articolo III, sezione 2, lettera *c*), a partire dalla data di cui alla precedente lettera *b*), 1).

c) A maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà elevare l'ultima percentuale della quota richiesta ai fini indicati nella precedente lettera *a*), ad ogni paese membro, fino a:

1) una percentuale, non superiore al cento per cento, che andrà determinata per ogni paese membro in base agli stessi criteri per tutti i paesi membri, oppure

2) una percentuale del cento per cento per tutti i paesi membri.

d) La remunerazione verrà corrisposta in diritti speciali di prelievo; tuttavia, il Fondo o il paese membro potranno decidere che il pagamento al paese membro venga effettuato nella sua stessa moneta.

Sezione 10. — *Calcoli*

a) Il valore delle attività del Fondo tenute presso i conti del Dipartimento Generale verrà espresso in termini di diritti speciali di prelievo.

b) Tutti i calcoli relativi alle valute dei paesi membri ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente Accordo, ad eccezione di quelle dell'articolo IV e dell'Allegato *C*, verranno effettuati in base ai tassi ai quali il Fondo contabilizza queste valute, con riferimento alla sezione 11 del presente articolo.

c) I calcoli per la determinazione degli ammontari di valuta in rapporto alla quota, ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente Accordo, non includeranno la valuta tenuta nel Conto spese speciali o nel Conto investimenti.

Sezione 11. — *Mantenimento del valore*

a) Il valore delle valute dei paesi membri tenute presso il Conto risorse generali verrà mantenuto in termini di diritti speciali di prelievo, in accordo con i tassi di cambio di cui all'articolo XIX, sezione 7, lettera *a*).

b) Ogni aggiustamento delle disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro, conformemente a quanto disposto in questa sezione, verrà effettuato in occasione dell'utilizzo di detta valuta in un'operazione o in una transazione tra il Fondo ed un altro paese membro, e ogni qualvolta il Fondo lo decida o il paese membro lo richieda. I pagamenti al o dal Fondo relativi ad un aggiustamento avranno luogo entro un ragionevole periodo, stabilito dal Fondo, dalla data dell'aggiustamento, e in qualsiasi altro momento, a richiesta del paese membro.

Sezione 12. — *Altre operazioni e transazioni*

a) In tutte le sue politiche e decisioni, ai sensi della presente sezione, il Fondo si ispirerà agli obiettivi enunciati nell'articolo VIII, sezione 7 e all'obiettivo di evitare una gestione del prezzo, o l'istituzione di un prezzo fisso, sul mercato dell'oro.

b) Le decisioni del Fondo di impegnarsi in operazioni o in transazioni di cui alle seguenti lettere *c*), *d*) ed *e*), saranno adottate a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi.

c) Il Fondo potrà vendere oro contro la valuta di qualsiasi paese membro, previa consultazione con il paese membro contro la cui valuta l'oro viene venduto, purché le disponibilità del Fondo nella valuta del paese membro tenute presso il Conto risorse generali non aumentino, a seguito di tale vendita, oltre il limite al quale tali disponibilità sarebbero soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*), 2) del presente articolo, senza il concorso del paese membro, e con la riserva che, a richiesta del paese membro, al momento della vendita, il Fondo cambi contro la valuta di un altro paese membro quella parte della valuta ricevuta che impedisca il verificarsi di un tale aumento. La conversione di una valuta contro la valuta di un altro paese membro avrà luogo previa consultazione con tale paese, e non dovrà aumentare le disponibilità del Fondo nella valuta di quel paese membro oltre il limite al quale esse sarebbero soggette a provvigioni ai sensi della sezione 8, lettera *b*), 2) del presente articolo. In materia di cambi il Fondo adotterà politiche e procedure che tengano conto dei princìpi enunciati nella sezione 7, lettera *i*) del presente articolo. Le vendite effettuate ad un paese membro conformemente a questa disposizione avverranno al prezzo concordato per ogni transazione in base ai prezzi di mercato.

d) In qualsiasi operazione o transazione, ai sensi del presente Accordo, il Fondo potrà accettare da un paese membro pagamenti in oro anziché in diritti speciali di prelievo o in valuta. I pagamenti a favore del Fondo, ai sensi della presente disposizione, avverranno al prezzo concordato per ogni operazione o transazione in base ai prezzi di mercato.

e) Il Fondo potrà vendere oro in suo possesso dalla data del secondo emendamento del presente Accordo a quei paesi che erano già membri alla data del 31 agosto 1975 e che sono d'accordo di acquistarlo, in proporzione alle loro quote a quella data. Se il Fondo intende vendere oro in conformità alla precedente lettera *c*) per gli scopi di cui alla seguente lettera *f*), 2), esso può vendere, ad ogni paese in via di sviluppo che sia d'accordo di acquistarlo, quella parte dell'oro che, se fosse venduto in conformità alla precedente lettera *c*), avrebbe prodotto quell'eccedenza che avrebbe potuto essergli assegnata ai sensi della seguente lettera *f*), 3). L'oro che venisse venduto in conformità a questa disposizione ad un paese membro dichiarato decaduto dal diritto di utilizzare le risorse generali del Fondo ai sensi della sezione 5 del presente articolo, gli verrà venduto al momento in cui la decadenza venga a cessare, a meno che il Fondo non decida di effettuare prima tale vendita. La vendita di oro ad un paese membro ai sensi della presente lettera *e*), verrà effettuata in cambio della sua valuta e ad un prezzo corrispondente, al momento della vendita, ad un diritto di prelievo per 0,888.671 grammi di oro fino.

f) Ogni volta che, ai sensi della precedente lettera *c*), il Fondo vende oro in suo possesso alla data del secondo emendamento del presente Accordo, un importo del ricavo, corrispondente, al momento della vendita, ad un diritto speciale di prelievo per 0,888.671 grammi di oro fino, verrà depositato presso il Conto risorse generali e, a meno che il Fondo non decida altrimenti ai sensi della seguente lettera *g*), ogni eccedenza verrà tenuta presso il Conto esborsi speciali.

Le attività presso il Conto esborsi speciali verranno tenute separatamente dagli altri conti del Dipartimento Generale, e potranno venire utilizzate in qualsiasi momento:

1) per effettuare trasferimenti al Conto risorse generali per l'immediato utilizzo in operazioni e transazioni autorizzate da disposizioni del presente Accordo diverse dalla presente sezione;

2) per operazioni e transazioni non autorizzate da altre disposizioni del presente Accordo, ma conformi agli scopi del Fondo. Ai sensi della presente lettera *f*), 2), il sostegno alla bilancia dei pagamenti può essere concesso, a particolari condizioni, ai paesi in via di sviluppo in circostanze difficili, e a questo fine il Fondo terrà conto del reddito pro-capite;

3) per la distribuzione a quei paesi in via di sviluppo che erano membri alla data del 31 agosto 1975 in proporzione alle loro quote a quella data, di quella parte di attività, che il Fondo decide di utilizzare per gli scopi di cui al precedente punto 2), corrispondente alla proporzione delle quote di questi membri alla data della distribuzione rispetto al totale delle quote di tutti i mem-

bri alla stessa data; tuttavia, la distribuzione ai sensi della presente disposizione ad un paese membro dichiarato decaduto dal diritto di utilizzare le risorse generali del Fondo ai sensi della sezione 5 del presente articolo, verrà effettuata quando tale decadenza venga a cessare, a meno che il Fondo non decida di effettuare prima tale distribuzione.

Le decisioni di utilizzare le attività, in conformità col precedente comma 1), richiederanno una maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, e le decisioni conformi ai precedenti comma 2) e 3) richiederanno una maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi.

g) A maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà decidere di trasferire una parte dell'eccedenza, cui si fa riferimento alla lettera *f*) di cui sopra, al Conto investimenti per un utilizzo conforme alle disposizioni dell'articolo XII, sezione 6, lettera *f*).

h) In attesa di attuare le utilizzazioni specificate alla precedente lettera *f*), il Fondo può investire la valuta di un paese membro tenuta nel Conto esborsi speciali in obbligazioni negoziabili del paese membro stesso o in obbligazioni negoziabili di organizzazioni finanziarie internazionali. Il reddito dell'investimento e gli interessi percepiti ai sensi della precedente lettera *f*), 2), verranno collocati nel Conto esborsi speciali. Nessun investimento potrà essere fatto senza il consenso del paese membro la cui valuta viene utilizzata in tale investimento. Il Fondo investirà soltanto in obbligazioni stilate in diritti speciali di prelievo o nella valuta utilizzata per l'investimento.

i) Il Conto risorse generali sarà rimborsato di tanto in tanto delle spese di amministrazione al Conto esborsi speciali pagate dal Conto risorse generali, mediante trasferimenti dal Conto spese speciali in base ad una ragionevole valutazione di tali spese.

j) Il Conto esborsi speciali verrà a cessare in caso di liquidazione del Fondo e potrà cessare prima della liquidazione del Fondo a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi. Alla cessazione del Conto in conseguenza della liquidazione del Fondo, ogni attività del Conto verrà distribuita in conformità alle disposizioni contenute nell'Allegato *K*. Alla cessazione prima della liquidazione del Fondo, ogni attività del Conto verrà trasferita al Conto risorse generali per l'immediato utilizzo in operazioni e transazioni. A maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, il Fondo adotterà disposizioni e regolamenti per l'amministrazione del Conto, esborsi speciali.

Articolo VI

TRASFERIMENTI DI CAPITALI

Sezione 1. — *Utilizzo delle risorse generali del Fondo per trasferimenti di capitali*

a) Nessun paese membro può fare uso delle risorse generali del Fondo per fronteggiare un ingente o continuato deflusso di capitali, salvo il disposto della sezione 2 del presente articolo. Il Fondo potrà invitare il paese membro ad esercitare opportuni controlli per impedire tale uso delle risorse generali del Fondo. Se, dopo aver ricevuto tale invito, il paese membro non eserciterà adeguati controlli, il Fondo può dichiararlo decaduto dal diritto di usare le risorse generali del Fondo.

b) Nulla delle disposizioni di questa sezione deve essere inteso nel senso di:

1) impedire l'uso delle risorse generali del Fondo per trasferimento di capitali di ragionevole ampiezza, richiesti per l'espansione delle esportazioni o nel caso ordinario di affari commerciali, bancari o di altra natura; oppure

2) pregiudicare movimenti di capitali cui un paese membro fa fronte con le proprie riserve, ma i paesi membri si impegnano a far sì che detti movimenti di capitali siano compatibili con gli scopi del Fondo.

Sezione 2. — *Disposizioni speciali per i trasferimenti di capitali*

Ogni paese membro sarà autorizzato ad effettuare acquisti in tranches di riserva per far fronte a trasferimenti di capitali.

Sezione 3. — *Controlli dei trasferimenti di capitali*

I paesi membri possono esercitare i controlli necessari per regolare i movimenti internazionali dei capitali, ma nessun paese membro potrà esercitarli in modo tale da ostacolare i pagamenti derivanti da operazioni correnti o da ritardare indebitamente i trasferimenti di fondi destinati al regolamento di impegni, salvo quanto stabilito dall'articolo VII, sezione 3, lettera *b*) e dell'articolo XV, sezione 2.

Articolo VII

REINTEGRAZIONE E VALUTE SCARSE

Sezione 1. — *Misure per reintegrare le disponibilità di valute del Fondo*

Il Fondo può, qualora lo ritenga utile per reintegrare le sue disponibilità nella valuta di qualsiasi paese membro nel Conto risorse generali di cui abbia bisogno per le sue transazioni, prendere l'una o l'altra, delle seguenti misure, o entrambe:

1) proporre al paese membro che, nei termini ed alle condizioni concordate fra il Fondo ed il paese membro, quest'ultimo presti la sua valuta al Fondo, o che, con l'approvazione del paese membro, il Fondo prenda a prestito tale valuta da qualche altra fonte o entro o fuori i territori del paese membro; ma nessun paese membro avrà un qualsiasi obbligo di fare tali prestiti al Fondo o di consentire che il Fondo prenda a prestito la sua valuta da qualunque altra fonte;

2) chiedere al paese membro, se è un partecipante, di vendere la sua valuta al Fondo contro diritti speciali di prelievo tenuti pesso il Conto risorse generali, subordinatamente a quanto previsto all'articolo XIX, sezione 4. Nel reintegrare le sue disponibilità con diritti speciali di prelievo, il Fondo terrà debito conto dei princìpi enunciati nella sezione 5 dell'articolo XIX, in materia di designazione.

Sezione 2. — *Scarsità generale di una valuta*

Se il Fondo rileva che si sta manifestando una scarsità generale di una particolare valuta, esso ne può informare i paesi membri e compilare un rapporto che ne esponga le cause e contenga le raccomandazioni più adatte a porvi rimedio. Un rappresentante del paese membro per la cui valuta la questione si presenti, parteciperà alla redazione del rapporto.

Sezione 3. — *Scarsità delle disponibilità del Fondo*

a) Nel caso diventasse evidente per il Fondo che la valuta di un paese membro sia richiesta in modo tale da minacciare seriamente la capacità del Fondo di fornire tale moneta, il Fondo, sia

che abbia o no predisposto una relazione ai sensi della sezione 2 di questo articolo, dichiarerà in via ufficiale che tale valuta è scarsa, e da quel momento, ripartirà le sue disponibilità attuali e future di tale scarsa valuta secondo i bisogni relativi dei paesi membri, la generale situazione economica internazionale e qualunque altra considerazione attinente al problema. Il Fondo predisporrà anche una relazione sui provvedimenti presi.

b) La dichiarazione ufficiale ai sensi della precedente lettera *a*) equivarrà ad un'autorizzazione a qualunque paese membro, dopo sentito il Fondo, di imporre temporaneamente restrizioni alla libertà delle operazioni di cambio nella valuta scarsa. Subordinatamente a quanto previsto dall'articolo IV, e dall'Allegato *C*, spetterà soltanto al paese membro di emanare le disposizioni di legge che stabiliscano la natura di tali restrizioni, ma esse non dovranno essere più severe di quanto sia necessario per contenere la domanda della valuta scarsa nei limiti delle disponibilità presenti e future del paese membro in questione; ed esse saranno mitigate ed abrogate man mano che le circostanze lo consentano.

c) L'autorizzazione di cui alla lettera *b*) verrà meno non appena il Fondo dichiari ufficialmente che la valuta in questione non è più scarsa.

Sezione 4. — *Applicazione delle restrizioni*

Qualunque paese membro che imponga restrizioni riguardo alla valuta di un altro paese membro ai sensi di quanto previsto dalla sezione 3, lettera *b*) di questo articolo, considererà con spirito di comprensione qualunque reclamo dell'altro paese membro circa l'applicazione di tali restrizioni.

Sezione 5. — *Effetto di altri accordi internazionali sulle restrizioni*

I paesi membri si impegnano a non invocare le obbligazioni derivanti da eventuali accordi stipulati con altri paesi membri prima del presente Accordo, e tali da impedire l'applicazione di quanto previsto da questo articolo.

Articolo VIII

OBBLIGHI GENERALI DEI PAESI MEMBRI

Sezione 1. — *Introduzione*

In aggiunta agli impegni assunti in base ad altri articoli del presente Accordo, ciascun paese membro si obbliga ad attenersi a quanto esposto in questo articolo.

Sezione 2. — *Astensione da restrizioni sui pagamenti correnti*

a) Subordinatamente a quanto previsto nell'articolo VII, sezione 3, lettera *b*) e nell'articolo XIV, sezione 2, nessun membro, senza l'approvazione del Fondo, imporrà restrizioni sull'effettuazione di pagamenti e trasferimenti per transazioni internazionali correnti.

b) Le contrattazioni in cambi concernenti la valuta di qualunque paese membro e che siano contrarie ai regolamenti sul controllo dei cambi di quel paese membro, mantenute o istituite in conformità col presente Accordo, non potranno essere applicate nei territori di qualsiasi paese membro. Inoltre, i paesi membri possono, in base a reciproci accordi, cooperare a rendere più efficaci le di-

sposizioni sul controllo dei cambi di qualsiasi paese membro, purché tali misure e disposizioni non siano contrarie al presente Accordo.

Sezione 3. — *Astensione da discriminazioni valutarie*

Nessun paese membro adotterà o consentirà ad alcuno dei suoi enti finanziari citati nell'articolo V, sezione 1, di adottare qualsiasi disposizione valutaria discriminatoria, o praticare una politica che comporti una molteplicità di tassi di cambio, entro o fuori i margini previsti nell'articolo IV o stabiliti dall'Allegato *C*, o in conformità ad esso, tranne se autorizzate dal presente Accordo o approvate dal Fondo. Se tali disposizioni e pratiche sono in atto alla data dell'entrata in vigore del presente Accordo, il paese membro interessato consulterà il Fondo circa la loro progressiva abolizione, a meno che esse non siano mantenute o imposte ai sensi dell'articolo XIV, sezione 2, nel qual caso si applicherà quanto previsto dalla sezione 4 di quell'articolo.

Sezione 4. — *Convertibilità dei saldi di pertinenza estera*

a) Ogni pase membro acquisterà i saldi della sua valuta appartenenti ad un altro paese membro, se quest'ultimo, nel richiedere l'acquisto, fa presente:

1) che i saldi da acquistarsi sono stati di recente acquisiti in seguito ad operazioni correnti; o

2) che la loro conversione è necessaria per effettuare pagamenti per operazioni correnti.

Il paese membro acquirente avrà l'opzione di pagare o in diritti speciali di prelievo, subordinatamente a quanto disposto nell'articolo XIX, sezione 4, o nella valuta del paese membro che ha avanzato la richiesta.

b) L'obbligo di cui alla lettera *a*) non si applicherà:

1) quando la convertibilità dei saldi è stata limitata ai sensi della sezione 2 di questo articolo e dell'articolo VI, sezione 3;

2) quando i saldi si sono accumulati in seguito ad operazioni effettuate prima dell'abolizione da parte di un paese membro delle restrizioni mantenute o imposte ai sensi dell'articolo XIV, sezione 2;

3) quando i saldi sono stati acquisiti in contravvenzione alle disposizioni di controllo cambi del paese membro cui si richiede l'acquisto;

4) quando la valuta del paese membro che richiede l'acquisto è stata dichiarata scarsa ai sensi dell'articolo VII, sezione 3, lettera *a*); oppure

5) quando il paese membro cui si richiede l'acquisto non ha facoltà, per qualsiasi ragione, di acquistare dal Fondo valute di altri paesi membri contro la sua valuta.

Sezione 5. — *Comunicazioni di informazioni*

a) Il Fondo può richiedere ai paesi membri di fornirgli le informazioni che ritiene necessarie per la condotta delle sue operazioni, tra cui, quale minimo necessario per l'efficiente adempimento dei compiti del Fondo, i dati ufficiali sulle seguenti questioni:

1) disponibilità ufficiali all'interno ed all'estero di: *a*) oro, *b*) valute estere;

2) disponibilità all'interno ed all'estero da parte di banche ed enti finanziari diversi da quelli ufficiali di: *a*) oro, *b*) valute estere;

3) produzione di oro;

4) esportazioni ed importazioni di oro distinte per paesi di destinazione e provenienza;

5) valore, in valuta locale, delle esportazioni ed importazioni complessive di merci secondo i paesi di destinazione e provenienza;

6) bilancia internazionale dei pagamenti, che includa: *a*) il commercio di beni e servizi; *b*) operazioni in oro; *c*) movimenti di capitale conosciuti, e *d*) altre voci;

7) situazione degli investimenti internazionali, cioè, investimenti di pertinenza estera nei territori del paese membro, e investimenti all'estero di persone che si trovino nei suoi territori, per quanto sia possibile fornire tali dati;

8) reddito nazionale;

9) indici dei prezzi, cioè indici dei prezzi delle merci all'ingrosso e al minuto e dei prezzi di esportazione e di importazione;

10) corsi di acquisto e vendita di valute estere;

11) controlli sui cambi, cioè una esposizione completa dei controlli sui cambi in vigore al momento in cui il paese diviene membro del Fondo, e dei particolari concernenti le successive modifiche, man mano che vengono attuate;

12) dove esistano accordi di *clearing*, comunicazione specifica degli importi in sospeso riflettenti operazioni commerciali e finanziarie, e del periodo durante il quale tali sospesi sono risultati in essere.

b) Nel chiedere le informazioni il Fondo terrà in considerazione la diversa capacità per i paesi membri di fornire i dati richiesti. I paesi membri non avranno alcun obbligo di fornire le informazioni richieste con particolari tali da far conoscere gli affari di privati e di Enti. I paesi membri si impegnano tuttavia a fornire le informazioni desiderate in modo particolareggiato ed accurato, nei limiti del fattibile, evitando, per quanto possibile, semplici stime.

c) Il Fondo può accordarsi coi paesi membri per ottenere ulteriori informazioni. Agirà quale centro per la raccolta e lo scambio di informazioni su problemi monetari e finanziari, facilitando così la preparazione di studi intesi ad assistere i paesi membri nello sviluppo di programmi atti ad incrementare gli scopi del Fondo.

Sezione 6. — *Consultazione tra i paesi membri sugli accordi internazionali esistenti*

Nei casi in cui, in conformità al presente Accordo, un paese membro sia autorizzato, in circostanza speciali e temporanee specificate nell'Accordo, a mantenere o stabilire restrizioni sulle transazioni sui cambi, ed esistano altri impegni tra i paesi membri, conclusi prima dell'entrata in vigore del presente Accordo, che contrastino con tali restrizioni, le parti contraenti si consulteranno allo scopo di effettuare quelle modifiche, reciprocamente accettabili, che si rendano necessarie. Quanto previsto da questo articolo non pregiudicherà il disposto dell'articolo VII, sezione 5.

Sezione 7. — *Obbligo di collaborazione sulle politiche relative agli strumenti di riserva.*

Ogni paese membro si impegna a collaborare con il Fondo e con gli altri paesi membri per far sì che la sua politica in materia di strumenti di riserva sia coerente con gli obiettivi di promuovere

un miglior controllo internazionale sulla liquidità internazionale e di fare dei diritti speciali di prelievo il principale strumento di riserva del sistema monetario internazionale.

Articolo IX

Stato, immunità e privilegi

Sezione 1. — *Scopi dell'articolo*

Per consentire al Fondo di compiere le funzioni che gli sono state affidate, gli saranno accordati, nei territori di ciascun paese membro, lo stato, le immunità e i privilegi elencati in questo articolo.

Sezione 2. — *Stato del Fondo*

Il Fondo avrà piena personalità giuridica e, in particolare, la capacità di:

1) stipulare contratti;

2) acquistare e disporre di beni mobili ed immobili;

3) adire procedimenti legali.

Sezione 3. — *Immunità da procedimenti giudiziari*

Il Fondo, le sue proprietà e le sue attività, dovunque situate e da chiunque detenute, godranno l'immunità da qualsiasi forma di procedimento giudiziario, salvo che, in relazione ad un qualsivoglia procedimento od in base alle clausole di un qualsiasi contratto, esso abbia espressamente rinunciato alla sua immunità.

Sezione 4. — *Immunità da altre azioni*

Le proprietà ed attività del Fondo, dovunque situate e da chiunque detenute, saranno immuni da perquisizioni, requisizioni, confisca, espropriazione o qualunque altra forma di appropriazione in seguito ad azione di poteri esecutivi e legislativi.

Sezione 5. — *Immunità degli archivi*

Gli archivi del Fondo sono inviolabili.

Sezione 6. — *Esenzione delle attività da restrizioni*

Nei limiti necessari all'esecuzione delle attività previste dal presente Accordo, tutte le proprietà ed attività del Fondo saranno libere da restrizioni, regolamentazioni, controlli e moratorie di qualsiasi genere.

Sezione 7. — *Privilegi per le comunicazioni*

Per le comunicazioni ufficiali del Fondo verrà concesso dai paesi membri trattamento analogo a quello accordato alle comunicazioni ufficiali di altri paesi membri.

Sezione 8. — *Immunità e privilegi per i funzionari e gli impiegati*

Tutti i Governatori, Direttori esecutivi, Sostituti, membri di comitati, rappresentanti nominati ai sensi dell'articolo XII, sezione 3, lettera *j*), Consiglieri di ognuna delle suddette persone, funzionari ed impiegati del Fondo:

1) saranno immuni da procedimenti legali per gli atti da essi compiuti nella loro veste ufficiale, tranne quando il Fondo rinunci a tale immunità;

2) quando non abbiano la cittadinanza locale, godranno delle stesse immunità in materia di restrizioni di immigrazione, di obblighi di registrazione di stranieri ed obblighi militari, nonché delle stesse facilitazioni in materia di restrizioni valutarie, che sono accordate dai paesi membri ai rappresentanti, funzionari ed impiegati di analogo grado di altri paesi membri;

3) circa le facilitazioni di viaggio godranno dello stesso trattamento accordato dai paesi membri ai rappresentanti, funzionari ed impiegati di analogo grado di altri paesi membri.

Sezione 9. — *Immunità fiscale*

a) Il Fondo, le sue attività, proprietà e reddito e le sue operazioni e transazioni autorizzate dal presente Accordo, saranno immuni da qualunque tassazione e da ogni diritto doganale. Il Fondo sarà anche immune da responsabilità per l'esazione o il pagamento di qualunque tributo o diritto.

b) Nessun tributo sarà imposto su, o in relazione a, stipendi ed emolumenti pagati dal Fondo a Direttori esecutivi, Sostituti, funzionari o impiegati del Fondo che non abbiano cittadinanza, sudditanza o altra forma di nazionalità locale.

c) Nessuna tassazione di qualunque natura potrà essere imposta su qualsiasi titolo od obbligazione emessi dal Fondo e da chiunque possedutivi, compresi i relativi interessi e dividendi:

1) se detta tassazione costituisca una discriminazione ai danni di tale obbligazione o titolo solo in ragione della sua origine;

2) se la sola base giuridica per tale tassazione sia il luogo e la valuta di emissione e di pagamento di tale obbligazione o titolo, oppure la ubicazione di uffici o centro di affari del Fondo.

Sezione 10. — *Applicazione dell'articolo*

Ogni paese membro prenderà i provvedimenti necessari per l'attuazione, nei suoi territori e secondo le proprie leggi, dei princìpi esposti in questo articolo ed informerà in modo particolareggiato il Fondo dei provvedimenti presi a tale fine.

Articolo X

RELAZIONI CON ALTRE ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI

Nei limiti del presente Accordo il Fondo coopererà con qualsiasi organizzazione generale internazionale e con altre organizzazioni internazionali pubbliche che abbiano compiti specializzati in campi affini. Tutte le misure relative a tale cooperazione che comportassero la modifica di una parte qualsiasi del presente Accordo, potranno venire attuate solo dopo modifica del presente Accordo in conformità all'articolo XVIII.

Articolo XI

RELAZIONI CON PAESI NON MEMBRI

Sezione 1. — *Impegni circa le relazioni con paesi non membri*

Ciascun paese membro si impegna:

1) a non intraprendere, né a consentire che qualsiasi dei suoi organi finanziari citati nell'articolo V, sezione 1, intraprenda qualsiasi transazione con un paese non membro o con persone in territorio di paesi non membri, contraria a quanto previsto dal presente Accordo, o agli scopi del Fondo;

2) a non cooperare con un paese non membro o con persone in territori di paesi non membri in azioni contrarie a quanto previsto dal presente Accordo, o agli scopi del Fondo; e

3) a cooperare col Fondo allo scopo di applicare nei suoi territori misure adatte ad impedire transazioni con paesi non membri o con persone nei loro territori, contrarie a quanto previsto dal presente Accordo, o agli scopi del Fondo.

Sezione 2. — *Restrizioni sulle transazioni con paesi non membri*

Nulla nel presente Accordo precluderà il diritto di qualsiasi paese membro di imporre restrizioni su transazioni valutarie con paesi non membri o con persone nei loro territori, a meno che il Fondo trovi che tali restrizioni pregiudichino l'interesse dei paesi membri e siano contrarie agli scopi del Fondo.

Articolo XII

ORGANIZZAZIONE E DIREZIONE

Sezione 1. — *Struttura del Fondo*

Il Fondo avrà un Consiglio dei Governatori, un Comitato esecutivo, un Direttore generale, funzionari ed impiegati, ed un Consiglio nel caso in cui, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Consiglio dei Governatori decida di applicare le disposizioni contenute nell'Allegato *D*.

Sezione 2. — *Consiglio dei Governatori*

a) Tutti i poteri di cui al presente Accordo non direttamente conferiti al Consiglio dei Governatori, al Comitato esecutivo o al Direttore generale saranno attribuiti al Consiglio dei Governatori. Il Consiglio dei Governatori sarà composto di un Governatore e di un Sostituto nominato da ciascun paese membro con le modalità che quest'ultimo potrà fissare. Ciascun Governatore e ciascun Sostituto dureranno in carica fino a che non si sia avuta una nuova nomina. Nessun Sostituto potrà votare se non in assenza del titolare. Il Consiglio sceglierà il suo presidente tra i Governatori.

b) Il Consiglio dei Governatori può delegare al Comitato esecutivo l'autorità di esercitare qualsiasi potere del Consiglio, tranne i poteri direttamente conferiti dal presente Accordo al Consiglio dei Governatori.

c) Il Consiglio dei Governatori terrà tutte le riunioni che possano essere decise dal Consiglio od indette dal Comitato esecutivo. Le riunioni del Consiglio saranno indette ogni qualvolta siano richieste da quindici membri o da membri cui spetti un quarto del totale dei voti.

d) Il *quorum* di ogni riunione del Consiglio dei Governatori è rappresentato da una maggioranza di Governatori avente non meno di due terzi del totale dei voti.

e) Ciascun Governatore avrà diritto al numero dei voti conferiti, ai sensi della sezione 5 di questo articolo, al membro che lo ha nominato.

f) Il Consiglio dei Governatori può, con apposito disposizioni, stabilire una procedura per la quale i Direttori esecutivi, ove ritengano che un tale loro passo sia conforme ai migliori interessi del Fondo, possano avere il voto dei Governatori su una questione specifica, senza indire la riunione del Consiglio dei Governatori.

g) Il Consiglio dei Governatori e il Comitato esecutivo nei limiti delle autorizzazioni ricevute, possono adottare quelle disposizioni e quei regolamenti che reputino necessari od opportuni per la condotta degli affari del Fondo.

h) I Governatori e i loro Sostituti presteranno servizio in tale qualità senza compenso da parte del Fondo, ma il Fondo rimborserà loro le spese ragionevoli incontrate per partecipare alle riunioni.

i) Il Consiglio dei Governatori determinerà la rimunerazione dei Direttori esecutivi, nonché lo stipendio e le condizioni del contratto di impiego del Direttore generale.

j) Il Consiglio dei Governatori ed il Comitato esecutivo possono nominare quei comitati che ritengano opportuni. L'appartenzna ai comitati non è necessariamente limitata ai Governatori, ai Direttori esecutivi o ai loro Sostituti.

Sezione 3. — *Comitato esecutivo*

a) Il Comitato esecutivo sarà responsabile della condotta delle operazioni generali del Fondo e, a questo scopo, eserciterà tutti i poteri che gli sono delegati dal Consiglio dei Governatori.

b) Il Comitato esecutivo sarà composto dai Direttori esecutivi e, in qualità di presidente, dal Direttore generale. Dei Direttori esecutivi:

1) cinque saranno nominati dai cinque paesi membri con le maggiori quote;

2) quindici saranno eletti dagli altri paesi membri.

Ai fini di ogni elezione regolare dei Direttori esecutivi, il Consiglio dei Governatori può, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, aumentare o diminuire il numero dei Direttori ese-

cutivi di cui al precedente comma 2). Il numero dei Direttori esecutivi di cui al precedente comma 2) verrà ridotto, ove occorra, di uno o due, qualora i Direttori esecutivi vengano nominati ai sensi della lettera *c*) qui di seguito, a meno che il Consiglio dei Governatori non decida, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, che tale riduzione intralcerebbe un efficace assolvimento delle funzioni del Comitato esecutivo o dei Direttori esecutivi, o che potrebbe turbare l'equilibrio che si intende mantenere all'interno del Comitato esecutivo.

c) Se, dalla seconda elezione regolare dei Direttori esecutivi in poi, fra i paesi membri aventi diritto a nominare i Direttori esecutivi ai sensi della precedente lettera *b*), 1) non siano compresi i due paesi membri, le cui valute presso il Fondo nel Conto risorse generali siano state ridotte, nella media dei due anni precedenti, al disotto delle rispettive quote per il massimo importo assoluto espresso in diritti speciali di prelievo, uno od entrambi di tali paesi membri, secondo il caso, avranno diritto a nominare un Direttore esecutivo.

d) Le elezioni dei Direttori esecutivi elettivi saranno effettuate ad intervalli di due anni, in conformità a quanto previsto dall'Allegato *E*, integrato da quei regolamenti che il Fondo riterrà opportuno adottare. Per ogni elezione regolare dei Direttori esecutivi, il Consiglio dei Governatori potrà adottare regolamenti che apportino modifiche nella proporzione dei voti richiesti per eleggere i Direttori esecutivi, secondo quanto previsto dall'Allegato *E*.

e) Ciascun Direttore esecutivo nominerà un suo sostituto con pieni poteri di agire in suo nome in caso di sua assenza. Quando i Direttori esecutivi che li hanno nominati sono presenti, i Sostituti possono partecipare alle sedute, ma non hanno diritto di voto.

f) I Direttori esecutivi rimarranno in carica fino a che i loro successori non siano stati nominati od eletti. Se il posto di un Direttore esecutivo eletto diventa vacante novanta giorni prima dello spirare del termine, un altro Direttore esecutivo sarà eletto, per il rimanente periodo del termine, dai paesi membri che hanno eletto il primo Direttore esecutivo. Tale elezione avverrà a maggioranza. Mentre il posto rimane vacante, il Sostituto del primo Direttore esecutivo esercita i suoi poteri, tranne quello di nominare un Sostituto.

g) Il Comitato esecutivo funzionerà in sessione continuata presso la sede del Fondo, e si riunirà ogni qualvolta gli affari del Fondo lo richiedano.

h) Il *quorum* necessario per ogni riunione del Comitato esecutivo è rappresentato dalla maggioranza dei Direttori esecutivi aventi non meno della metà del totale dei voti.

i) 1) Ciascun Direttore esecutivo nominato avrà diritto ai voti assegnati — ai sensi della sezione 5 di questo articolo — al paese membro che lo ha nominato;

2) se i voti assegnati ad un paese membro che nomina un Direttore esecutivo ai sensi della precedente lettera *c*) venissero espressi da un Direttore esecutivo insieme ai voti assegnati ad altri membri a seguito dell'ultima elezione regolare dei Direttori esecutivi, il paese membro potrà accordarsi con ciascuno degli altri paesi membri perché il numero dei voti assegnatigli venga dato da un Direttore esecutivo nominato. Nessuno degli altri paesi membri che abbiano aderito a tale accordo potrà partecipare all'elezione dei Direttori esecutivi;

3) a ciascun Direttore esecutivo eletto spetterà un numero di voti pari a quello con il quale è stato eletto. Quando sia applicabile il disposto della sezione 5, lettera *b*) di questo articolo, i voti altrimenti spettanti ad un Direttore esecutivo saranno aumentati o diminuiti di conformità;

4) tutti i voti spettanti ad un Direttore esecutivo saranno calcolati in blocco.

j) Il Consiglio dei Governatori emanerà norme secondo le quali un paese membro che, in base a quanto detto alla lettera *b*), non abbia diritto alla nomina di un Direttore esecutivo, possa inviare un rappresentante a presenziare a qualsiasi riunione del Comitato esecutivo, quando vi si esamini una domanda presentata da quel paese membro o una questione che in particolare lo riguardi.

Sezione 4. — *Direttore generale e personale del Fondo*

a) Il Comitato esecutivo sceglierà un Direttore generale che non sarà un Governatore, né un Direttore esecutivo. Il Direttore generale presiederà le riunioni del Comitato esecutivo, ma non avrà voto, tranne che il voto decisivo in caso di parità di voti. Egli può partecipare alle riunioni del Consiglio dei Governatori, ma non voterà in tali riunioni. Il Direttore generale decadrà dalla carica quando il Comitato esecutivo lo decida.

b) Il Direttore generale sarà il capo del personale del Fondo e dirigerà, sotto la guida del Comitato esecutivo, gli affari ordinari del Fondo. Subordinatamente al controllo generale del Comitato esecutivo, egli avrà la responsabilità dell'organizzazione, assunzione, e licenziamento del personale del Fondo.

c) Il Direttore generale ed il personale del Fondo, nell'adempimento delle loro funzioni, dipenderanno soltanto dal Fondo e da nessun'altra autorità. Ciascun membro del Fondo rispetterà il carattere internazionale di questo rapporto di dipendenza e si asterrà da qualsiasi tentativo di influenza su qualunque membro del personale circa l'adempimento delle sue mansioni.

d) Nell'assumere il personale, il Direttore generale, subordinatamente alla necessità assoluta di assicurare il più alto grado di efficienza e di competenza tecnica, darà la dovuta considerazione all'importanza di reclutare il personale sulla più vasta possibile base geografica.

Sezione 5. — *Votazioni*

a) Ciascun paese membro avrà diritto a 250 voti più un voto supplementare per ogni parte della sua quota equivalente a centomila diritti speciali di prelievo.

b) Ogni qualvolta, ai sensi dell'articolo V, sezioni 5, si debba effettuare una votazione, ciascun paese membro disporrà del numero di voti cui ha diritto ai sensi della precedente lettera *a*) modificato:

1) con l'aggiunta di un voto per il controvalore di ogni scaglione di 400.000 diritti speciali di prelievo di vendite nette della sua valuta sulle risorse generali del Fondo effettuate fino alla data della votazione, oppure

2) con la diminuzione di un voto per il controvalore di ogni scaglione di 400.000 diritti speciali di prelievo dei suoi acquisti netti, ai sensi dell'articolo V, sezione 3, lettera *b*) ed *f*) effettuati fino alla data della votazione, purché gli acquisti e le vendite nette non superino mai l'importo equivalente alla quota del paese membro in questione.

c) Tranne che sia stato espressamente disposto in altro modo, tutte le decisioni del Fondo saranno prese a maggioranza di voti.

Sezione 6. — *Riserve, distribuzione dell'utile netto e investimenti*

a) Il Fondo determinerà ogni anno quale parte del suo reddito netto debba essere destinata alla riserva generale o alla riserva speciale, e quale parte, eventualmente, debba essere distribuita.

b) Il Fondo potrà utilizzare la riserva speciale per gli stessi scopi per i quali può utilizzare la riserva generale, salvo che per distribuirla.

c) Qualora si proceda alla distribuzione dell'utile netto di un esercizio, tale distribuzione deve essere fatta a tutti i paesi membri, in proporzione alle loro quote.

d) A maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà decidere, in qualsiasi momento, di distribuire una parte della riserva generale. Ognuna di queste distribuzioni sarà fatta a tutti i paesi membri in proporzione alle loro quote.

e) I pagamenti ai sensi delle precedenti lettere *c*) e *d*) avverranno in diritti speciali di prelievo; tuttavia, sia il Fondo che il paese membro potranno decidere che tale pagamento al paese membro avvenga nella moneta di quest'ultimo.

f) 1) Il Fondo può costituire un Conto investimenti per gli scopi di cui alla presente lettera *f*). Le attività del Conto investimenti verranno tenute separate dagli altri conti del Dipartimento generale;

2) il Fondo potrà decidere di trasferire al Conto investimenti una parte del ricavato della vendita di oro, in conformità all'articolo V, sezione 12, lettera *g*) e, a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, potrà decidere di trasferire al Conto investimenti, per l'investimento immediato, valute tenute presso il Conto risorse generali. L'ammontare di questi trasferimenti non dovrà superare l'importo globale della riserva generale e della riserva speciale al momento in cui la decisione viene presa;

3) il Fondo potrà investire la valuta di un paese membro tenuta presso il Conto investimenti in obbligazioni negoziabili del paese membro stesso o in obbligazioni negoziabili di organizzazioni finanziarie internazionali. Nessun investimento potrà esser fatto senza il consenso del paese membro la cui moneta è utilizzata per effettuare tale investimento. Il Fondo investirà soltanto in obbligazioni stilate in diritti speciali di prelievo o nella valuta utilizzata per l'investimento;

4) il reddito dell'investimento può essere investito in conformità con quanto disposto nella presente lettera *f*). L'utile non investito verrà tenuto presso il Conto investimenti o potrà essere utilizzato per far fronte alle spese connesse con l'effettuazione delle operazioni del Fondo;

5) il Fondo potrà utilizzare la valuta di un paese membro tenuta presso il Conto investimenti per procurarsi le valute necessarie a far fronte alle spese connesse con l'effettuazione delle operazioni del Fondo;

6) il Conto investimenti cesserà di funzionare in caso di liquidazione del Fondo, e potrà cessare, o l'importo degli investimenti potrà venire ridotto, prima della liquidazione del Fondo, a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi. Per quanto riguarda l'amministrazione del Conto investimenti, il Fondo adotterà, a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, norme e regolamenti conformi ai comma 7), 8) e 9) qui di seguito;

7) nel caso di cessazione del Conto investimenti a causa della liquidazione del Fondo, tutte le attività del Conto verranno ripartite in conformità alle disposizioni contenute nell'Allegato *K*. Tuttavia, una parte di tali attività corrispondente alla quota di attività trasferite in questo Conto ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettera *g*) sul totale delle attività trasferite al Conto sarà considerata come un'attività tenuta presso il Conto esborsi speciali e verrà ripartita in conformità a quanto disposto nell'Allegato *K*, paragrafo 2, lettera *a*), 2);

8) nel caso di cessazione del Conto investimenti prima della liquidazione del Fondo, una parte delle attività tenute presso tale Conto, corrispondente alla quota delle attività trasferite in questo Conto ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettera *g*) sul totale delle attività trasferite in questo Conto, sarà trasferita al Conto esborsi speciali se questo non ha cessato di funzionare, e il saldo delle attività tenute presso il Conto investimenti verrà trasferito al Conto risorse generali per un uso immediato in operazioni e transazioni;

9) in caso di riduzione dell'ammontare degli investimenti del Fondo, una parte della riduzione corrispondente alla quota delle attività trasferite al Conto investimenti, ai sensi dell'articolo V,

sezione 12, lettera *g*), sul totale delle attività trasferite in questo Conto, verrà trasferita al Conto esborsi speciali se questo non ha cessato di funzionare, e ciò che rimane dalla riduzione verrà trasferito al Conto risorse generali per un uso immediato in operazioni e transazioni.

Sezione 7. — *Pubblicazione di relazioni*

a) Il Fondo pubblicherà una relazione annuale contenente la sua situazione contabile controllata da un collegio di esperti contabili ufficiali, e pubblicherà pure, ad intervalli di tre mesi o inferiori a tre mesi, situazioni riassuntive concernenti le sue transazioni ed operazioni e le sue disponibilità in diritti speciali di prelievo, oro e valuta dei suoi membri.

b) Il Fondo potrà pubblicare anche tutte le altre relazioni che riterrà utili al raggiungimento dei suoi scopi.

Sezione 8. — *Comunicazioni ai paesi membri delle opinioni del Fondo*

Il Fondo ha sempre il diritto di comunicare a qualunque paese membro in via non ufficiale i suoi punti di vista su qualsiasi questione che rientri nell'ambito del presente Accordo. Il Fondo può, con una maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, decidere di pubblicare la relazione inviata ad un paese membro sulle sue condizioni monetarie ed economiche e sugli sviluppi che direttamente tendano a provocare un grave squilibrio nella bilancia internazionale dei pagamenti dei paesi membri. Se il paese membro in questione non ha il diritto di nominare un Direttore esecutivo, esso avrà il diritto di essere rappresentato come dal disposto della sezione 3, lettera *j*) di questo articolo. Il Fondo non pubblicherà alcun rapporto concernente mutamenti nella struttura fondamentale dell'organizzazione economica dei paesi membri.

Articolo XIII

Uffici ed enti depositari

Sezione 1. — *Ubicazione degli uffici*

La sede del Fondo sarà situata nel territorio del paese membro che avrà la maggior quota; agenzie o uffici di rappresentanza potranno essere istituiti nel territorio di altri paesi membri.

Sezione 2. — *Enti depositari*

a) Ogni paese membro designerà, quale depositario di tutte le disponibilità del Fondo nella sua valuta, la sua banca centrale o, in mancanza della banca centrale, designerà qualsiasi altra istituzione gradita al Fondo.

b) Il Fondo potrà tenere altre attività — oro compreso — presso i depositari designati dai cinque paesi membri con maggior quota, e presso altri depositari designati che il Fondo potrà scegliere. All'inizio, almeno la metà di quanto il Fondo dispone sarà tenuta presso il depositario designato dal paese membro nel cui territorio si trova la sede del Fondo, e almeno il 40 per cento presso i depositari designati dagli altri quattro paesi membri di cui sopra. Tuttavia, ogni trasferimento di oro da parte del Fondo sarà fatto tenendo in debita considerazione le spese di trasporto e le prevedibili necessità del Fondo. In caso di emergenza il Comitato esecutivo potrà trasferire interamente o in parte le riserve auree del Fondo nel luogo ove possano essere più adeguamente protette.

Sezione 3. — *Garanzia sulle attività del Fondo*

Ogni paese membro garantisce tutte le attività del Fondo contro perdite derivanti da inadempienza o insolvenza del depositario da esso designato.

Articolo XIV

DISPOSIZIONI TRANSITORIE

Sezione 1. — *Notifica al Fondo*

Ogni paese membro notificherà al Fondo se intende avvalersi delle disposizioni di carattere transitorio precisate nella sezione 2 di questo articolo, o se è disposto ad accettare gli obblighi dell'articolo VIII, sezioni 2, 3 e 4. Il paese membro che si avvalga delle disposizioni transitorie, non appena sarà pronto ad esercitare i suddetti obblighi, ne informerà ufficialmente il Fondo.

Sezione 2. — *Restrizioni valutarie*

Ogni paese membro che abbia notificato al Fondo la sua intenzione di avvalersi delle disposizioni transitorie ai sensi della presente disposizione potrà, nonostante quanto disposto in altri articoli del presente Accordo, mantenere e adattare alle diverse circostanze le restrizioni sui pagamenti e sui trasferimenti relativi a transazioni internazionali correnti, in essere alla data della sua partecipazione al Fondo in qualità di membro. I paesi membri dovranno tuttavia tenere sempre presenti, nelle loro politiche valutarie, gli scopi del Fondo e, non appena le condizioni lo consentano, prendere tutte le misure possibili, al fine di allargare gli accordi commerciali e finanziari ad altri paesi membri, in modo da facilitare i pagamenti internazionali e la promozione di uno stabile sistema di tassi di cambio. In particolare, i paesi membri dovranno abolire le restrizioni mantenute ai sensi della presente sezione, non appena siano sicuri di poter sistemare, senza tali restrizioni, la loro bilancia dei pagamenti in un modo che non renda troppo gravoso il loro ricorso alle risorse generali del Fondo.

Sezione 3. — *Azione del Fondo in materia di restrizioni*

Il Fondo preparerà annualmente un rapporto sulle restrizioni ancora esistenti ai sensi della sezione 2 di questo articolo. Il paese membro che mantenga restrizioni in contrasto con l'articolo VIII, sezioni 2, 3 o 4, dovrà ogni anno consultare il Fondo circa il loro ulteriore mantenimento. Il Fondo può, se ritiene tale azione necessaria in circostanze eccezionali, far presente al paese membro in questione che le condizioni sono ormai favorevoli per l'abolizione di quelle particolari restrizioni, oppure per il generale abbandono di tutte le restrizioni contrastanti con qualsiasi altro articolo del presente Accordo. Al paese membro sarà concesso un adeguato periodo di tempo per rispondere alle osservazioni del Fondo. Se il Fondo constata che il paese membro persiste nel mantenere restrizioni in contrasto con i fini del Fondo saranno applicabili al paese membro i provvedimenti dell'articolo XXVI, sezione 2, lettera *a*).

Articolo XV

DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

Sezione 1. — *Autorità ad assegnare diritti speciali di prelievo*

Al fine di integrare, se e nella misura in cui si renderà necessario, gli strumenti di riserva esistenti, il Fondo è autorizzato ad assegnare diritti speciali di prelievo ai paesi membri partecipanti al Dipartimento diritti speciali di prelievo.

Sezione 2. — *Valutazione dei diritti speciali di prelievo*

Il metodo per valutare i diritti speciali di prelievo verrà stabilito dal Fondo a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, a condizione, tuttavia, che sia necessaria una maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi per apportare modifiche al principio della valutazione o mutamenti sostanziali nell'applicazione del principio in vigore.

Articolo XVI

DIPARTIMENTO GENERALE E DIPARTIMENTO DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

Sezione 1. — *Separazione delle operazioni e delle transazioni*

Tutte le operazioni e le transazioni relative ai diritti speciali di prelievo verranno effettuate attraverso il Dipartimento diritti speciali di prelievo. Tutte le altre operazioni e transazioni sul conto del Fondo autorizzate dal presente Accordo o in virtù di questo, saranno effettuate attraverso il Dipartimento generale. Le operazioni e le transazioni autorizzate dall'articolo XVII, sezione 2, saranno effettuate attraverso sia il Dipartimento generale che il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

Sezione 2. — *Separazione delle attività e dei beni*

Tutte le attività ed i beni che appartengono al Fondo, ad eccezione delle risorse amministrate ai sensi dell'articolo V, sezione 2, lettera *b*), saranno tenuti nel Dipartimento generale, con la riserva che le disponibilità ed i beni acquisiti ai sensi dell'articolo XX, sezione 2, degli articoli XXIV e XXV e degli Allegati *H* ed *I*, saranno tenuti nel Dipartimento diritti speciali di prelievo. Le disponibilità ed i beni tenuti in uno di questi due Dipartimenti non potranno essere utilizzati per adempiere od ottemperare agli obblighi e agli impegni sottoscritti dal Fondo, né per compensare le perdite da esso subite in occasione di operazioni e di transazioni effettuate attraverso l'altro Dipartimento. Tuttavia le spese determinate dallo svolgimento delle operazioni del Dipartimento diritti speciali di prelievo saranno pagate dal Fondo sul Dipartimento generale, il quale verrà rimborsato periodicamente in diritti speciali di prelievo, tenuto conto della valutazione effettuata, ai sensi dell'articolo XX, sezione 4, in base ad una ragionevole stima delle stesse spese.

Sezione 3. — *Registrazioni ed informazioni*

Le variazioni nelle disponibilità in diritti speciali di prelievo avranno effetto soltanto a partire dalla data della loro registrazione da parte del Fondo nelle scritture del Dipartimento diritti speciali di prelievo. I partecipanti notificheranno al Fondo in base a quali disposizioni del presente Accordo saranno utilizzati diritti speciali di prelievo. Il Fondo potrà richiedere ai partecipanti di fornirgli ogni altra informazione che ritiene necessaria all'adempimento delle sue funzioni.

Articolo XVII

PARTECIPANTI ED ALTRI POSSESSORI DI DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

Sezione 1. — *Partecipanti*

Ogni membro del Fondo acquisirà la qualifica di partecipante al Dipartimento diritti speciali di prelievo a partire dalla data in cui avrà depositato presso il Fondo un documento formale nel quale dichiari di assumersi, in conformità alle leggi del suo paese, tutti gli obblighi relativi alla sua partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo e di avere adottato tutte le misure necessarie per poter adempiere a tali obblighi. Tuttavia, nessun membro avrà la qualifica di partecipante prima dell'entrata in vigore delle disposizioni contenute nel presente Accordo, riguardanti esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo, e prima che siano stati depositati, ai sensi della presente sezione, i documenti formali da parte di un numero di membri rappresentanti almeno il 75 per cento del totale delle quote.

Sezione 2. — *Il Fondo nella sua qualità di possessore*

Il Fondo può detenere diritti speciali di prelievo nel Conto risorse generali del Dipartimento generale ed accettarli ed utilizzarli nelle operazioni e transazioni effettuate, attraverso il Conto risorse generali, con i partecipanti, in conformità alle disposizioni del presente Accordo, oppure con altri possessori, in conformità ai termini e alle condizioni stabiliti nella sezione 3 del presente articolo.

Sezione 3. — *Altri possessori*

Il Fondo potrà:

1) attribuire la qualifica di possessore a paesi non membri, a paesi membri che non siano partecipanti, ad istituzioni che svolgano le funzioni di banca centrale per conto di più di un paese membro e ad altri organismi ufficiali;

2) stabilire i termini e le condizioni in base ai quali questi possessori potranno essere autorizzati a detenere diritti speciali di prelievo e ad accettarli ed utilizzarli in operazioni e transazioni con i partecipanti e con altri possessori; e

3) stabilire i termini e le condizioni in base ai quali i partecipanti ed il Fondo attraverso il Conto risorse generali potranno effettuare operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo con possessori.

L'attribuzione della qualifica di cui al precedente comma 1) richiederà una maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi. I termini e le condizioni stabiliti dal Fondo saranno compatibili con le norme di questo Accordo e con l'effettivo funzionamento del Dipartimento Diritti Speciali di Prelievo.

Articolo XVIII

Assegnazione e cancellazione di diritti speciali di prelievo

Sezione 1. — *Princìpi e considerazioni che regolano l'assegnazione e la cancellazione*

a) Per ogni decisione relativa all'assegnazione ed alla cancellazione di diritti speciali di prelievo, il Fondo cercherà di soddisfare il fabbisogno totale di riserve a lungo termine, se e nella misura in cui si renderà necessario, e di integrare gli strumenti di riserva esistenti in modo da facilitare la realizzazione dei suoi obiettivi e di evitare la stagnazione economica e la deflazione, così come ogni eccesso di domanda e l'inflazione nel mondo.

b) La prima decisione di assegnazione di diritti speciali di prelievo terrà conto, come considerazioni particolari, di una valutazione collettiva dell'esistenza di una necessità globale di integrare le riserve, del conseguimento di un migliore equilibrio delle bilance dei pagamenti, nonché la probabilità di un migliore funzionamento dei meccanismi di aggiustamento in futuro.

Sezione 2. — *Assegnazione e cancellazione*

a) Le decisioni del Fondo relative all'assegnazione e alla cancellazione dei diritti speciali di prelievo, saranno prese per periodi base consecutivi e la cui durata sarà di cinque anni. L'inizio del primo periodo base coinciderà con il giorno in cui verrà decisa la prima assegnazione di diritti speciali di prelievo, o con quella data successiva che fosse stabilita in tale decisione. Le assegnazioni e le cancellazioni avverranno ad intervalli annuali.

b) Le assegnazioni saranno espresse in percentuale delle quote di partecipazione al Fondo risultanti al momento dell'assegnazione. Gli ammontari di diritti speciali di prelievo da cancellare verranno espressi in percentuale delle assegnazioni cumulative nette di diritti speciali di prelievo esistenti al momento della decisione di cancellazione. Le percentuali saranno uguali per tutti i partecipanti.

c) Nella decisione relativa ad un periodo base qualsiasi, il Fondo potrà stabilire, nonostante le disposizioni di cui alle lettere *a*) e *b*) di cui sopra, che:

1) la durata del periodo base sia diversa da cinque anni, oppure che

2) le assegnazioni e le cancellazioni avvengano ad intervalli diversi da un anno, oppure che

3) la base delle assegnazioni o delle cancellazioni sia costituita dalle quote o dalle assegnazioni cumulative nette dei partecipanti in date diverse da quella delle decisioni di assegnazione o di cancellazione.

d) Un paese membro che ottenga la qualifica di partecipante dopo che un periodo base sia già iniziato, riceverà assegnazioni a partire dall'inizio del periodo base durante il quale verranno effettuate assegnazioni, successivo al momento in cui avrà acquisito la qualifica di partecipante, a meno che il Fondo non decida che il nuovo partecipante potrà cominciare a ricevere le assegnazioni a partire dalla prima assegnazione successiva alla data in cui esso ha acquisito la qualifica di partecipante. Qualora il Fondo decida che un membro che acquisisca la qualifica di partecipante nel corso di un periodo base, dovrà ricevere le assegnazioni nel corso del restante periodo, e qualora tale partecipante non fosse membro alle date stabilite alle lettere *b*) o *c*) di cui sopra, il Fondo fisserà la base sulla quale tali assegnazioni saranno attribuite al suddetto partecipante.

e) Ogni partecipante riceverà le assegnazioni di diritti speciali di prelievo che gli saranno attribuite a seguito di una decisione di assegnazione, a meno che:

1) il Governatore del suddetto partecipante non abbia votato a favore della decisione; e

2) prima della effettuazione della prima assegnazione di diritti speciali di prelievo, sulla base di detta decisione il partecipante abbia notificato per iscritto al Fondo che non desidera che — in base a quella decisione — gli vengano assegnati diritti speciali di prelievo. A richiesta di un partecipante, il Fondo può decidere di porre fine all'effetto di tale notifica per quanto riguarda le assegnazioni di diritti speciali di prelievo posteriori alla predetta decisione.

f) Qualora alla data di entrata in vigore di una cancellazione, l'ammontare dei diritti speciali di prelievo detenuti da un partecipante sia inferiore alla sua quota di diritti speciali di prelievo che devono essere cancellati, egli eliminerà il proprio saldo negativo nel più breve tempo compatibile con la posizione delle sue riserve lorde e, a tal fine, si consulterà con il Fondo. I diritti speciali di prelievo ottenuti dal partecipante dopo la data di entrata in vigore della cancellazione verranno detratti dal suo saldo negativo e cancellati.

Sezione 3. — *Circostanze importanti ed impreviste*

Il Fondo avrà la facoltà di variare le quote o la frequenza delle assegnazioni e delle cancellazioni nel restante periodo di durata di un periodo base, modificare la durata di un periodo base o iniziare un nuovo periodo di base qualora, in un momento qualsiasi, lo ritenga opportuno o causa di circostanze importanti ed impreviste.

Sezione 4. — *Decisioni relative ad assegnazioni e cancellazioni*

a) Le decisioni di cui alla sezione 2, lettera *a*), *b*) e *c*) o alla sezione 3 del presente articolo saranno prese dal Consiglio dei Governatori sulla base delle proposte avanzate dal Direttore generale, approvate dal Comitato Esecutivo.

b) Prima di formulare una qualsiasi proposta, il Direttore generale, dopo aver verificato che essa sia conforme alle disposizioni contenute nella sezione 1, lettera *a*) del presente articolo, procederà a consultazioni per accertare che la proposta raccolga ampia adesione fra i partecipanti. Inoltre, prima di formulare una proposta in merito alla prima assegnazione, il Direttore generale accerterà che siano state osservate le disposizioni di cui alla sezione 1, lettera *b*) del presente articolo e che sussista una larga adesione fra i partecipanti circa l'inizio delle assegnazioni; subito dopo la istituzione del Dipartimento diritti speciali di prelievo, una volta accertato ciò, egli formulerà una proposta per la prima assegnazione.

c) Il Direttore generale avanzerà proposte:

1) non più tardi di sei mesi prima della fine di ogni periodo di base;

2) nel caso in cui non sia stata presa alcuna decisione in merito all'assegnazione o alla cancellazione per un periodo base, quando egli abbia accertato che sono state osservate le disposizioni di cui al suindicato paragrafo *b*);

3) allorché, ai sensi della sezione 3 del presente articolo, riterrà auspicabile che vengano variati gli ammontari o la frequenza delle assegnazioni o delle cancellazioni, o la durata di un periodo base o venga iniziato un nuovo periodo base; oppure

4) al massimo sei mesi dopo averne ricevuta richiesta da parte del Consiglio dei Governatori e del Comitato esecutivo; con la riserva che se, ai sensi dei suindicati capoversi 1), 3) o 4), il Diret-

tore generale abbia accertato che nessuna delle proposte che egli ritiene compatibili con le disposizioni contenute nella sezione 1 del presente articolo, goda di un'ampia adesione tra i partecipanti in conformità della lettera *b*) di cui sopra, ne riferirà al Consiglio dei Governatori e al Comitato esecutivo.

d) Una maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi sarà richiesta per ogni decisione adottata ai sensi della sezione 2, lettera *a*), *b*) e *c*) e della sezione 3 del presente articolo, salvo che per le decisioni di cui alla sezione 3 relative ad una riduzione degli ammontari di assegnazione.

Articolo XIX

Operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo

Sezione 1. — *Utilizzo dei diritti speciali di prelievo*

I diritti speciali di prelievo potranno essere utilizzati per le operazioni e le transazioni autorizzate ai sensi del presente Accordo.

Sezione 2. — *Operazioni e transazioni fra partecipanti*

a) Ogni partecipante sarà autorizzato ad utilizzare i propri diritti speciali di prelievo per ottenere una somma equivalente di valuta da un altro partecipante designato ai sensi della sezione 5 di questo articolo.

b) Un partecipante, d'accordo con un altro partecipante, potrà utilizzare i propri diritti speciali di prelievo al fine di ottenere un ammontare equivalente di valuta detenuta dall'altro partecipante.

c) A maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi il Fondo potrà prescrivere operazioni nelle quali un partecipante è autorizzato a stipulare accordi con un altro partecipante nei termini e alle condizioni che il Fondo ritiene appropriati. Tali termini e condizioni dovranno essere compatibili con un efficace funzionamento del Dipartimento diritti speciali di prelievo e con un corretto uso dei diritti speciali di prelievo, in armonia con il presente Accordo.

d) Il Fondo potrà muovere rilievi a qualsiasi partecipante che intraprenda una qualsiasi operazione o transazione, di cui alle lettere *b*) o *c*), che, a giudizio del Fondo, sia pregiudizievole ai fini del processo di designazione secondo i principi di cui alla sezione 5 del presente articolo, o sia comunque incompatibile con l'articolo XXII. Il partecipante che effettuasse ugualmente tali operazioni o transazioni incorrerebbe nelle sanzioni previste dall'articolo XXIII, sezione 2, lettera *b*).

Sezione 3. — *Requisito di necessità*

a) Nelle transazioni di cui alla sezione 2, lettera *a*) del presente articolo, e salvo quanto altrimenti previsto alla seguente lettera *c*), un partecipante potrà utilizzare i propri diritti speciali di prelievo solamente nel caso in cui ne abbia necessità per far fronte ad esigenze della sua bilancia dei pagamenti o in funzione della sua posizione di riserva o dell'andamento delle sue riserve, e non per il solo scopo di modificare la composizione di tali riserve.

b) Non si potrà contestare ad un partecipante il diritto di utilizzare i propri diritti speciali di prelievo, invocando l'inosservanza della norma contenuta nel precedente comma *a*); tuttavia, il Fondo potrà muovere i propri rilievi a qualsiasi partecipante che non si sia adeguato alla predetta norma. Il partecipante che persistesse in tale linea di condotta sarebbe soggetto all'articolo XXIII, sezione 2, lettera *b*).

c) Il Fondo potrà derogare da quanto previsto alla lettera *a*) di cui sopra nel caso di transazioni nelle quali un partecipante utilizzi diritti speciali di prelievo al fine di ottenere, dal partecipante designato ai sensi della sezione 5 del presente articolo, un ammontare equivalente di valuta che favorisca la ricostituzione della sua posizione da parte dell'altro partecipante, ai sensi della sezione 6, lettera *a*) del presente articolo, che eviti o riduca un saldo negativo nella posizione dell'altro partecipante, o che compensi l'effetto della non-osservanza del principio enunciato alla lettera *a*) di cui sopra da parte dell'altro partecipante.

Sezione 4. — *Obbligo di fornire valuta*

a) Ogni partecipante designato dal Fondo ai sensi della sezione 5 del presente articolo, fornirà, a richiesta, ad un partecipante che utilizzi diritti speciali di prelievo ai sensi della sezione 2, lettera *a*) del presente articolo, valuta liberamente utilizzabile. L'obbligo imposto ad un partecipante di fornire valuta non può superare il limite in corrispondenza del quale le sue disponibilità di diritti speciali di prelievo in eccesso della sua assegnazione cumulativa abbiano raggiunto un ammontare pari a due volte l'assegnazione cumulativa netta ricevuta o quel limite più elevato convenuto tra il partecipante ed il Fondo.

b) Ogni partecipante potrà fornire valuta in misura superiore al limite obbligatorio o ad ogni più elevato limite convenuto.

Sezione 5. — *Designazione dei partecipanti chiamati a fornire valuta*

a) Il Fondo farà sì che un partecipante sia in grado di utilizzare i propri diritti speciali di prelievo, designando i partecipanti che devono fornire valuta contro importi determinati di diritti speciali di prelievo ai fini delle sezioni 2, lettera *a*) e 4 del presente articolo. Tale designazione avverrà in conformità ai seguenti princìpi generali, integrati da quegli altri criteri che volta a volta il Fondo riterrà opportuno adottare:

1) un partecipante potrà essere designato se la posizione della sua bilancia dei pagamenti e delle sue riserve lorde è sufficientemente forte; il che non esclude tuttavia la possibilità di designare partecipanti con forti posizioni di riserva, ma con bilance dei pagamenti che presentino moderati disavanzi. Tali partecipanti verranno designati in modo che sia possibile ottenere nel corso del tempo una equilibrata distribuzione tra loro delle disponibilità in diritti speciali di prelievo.

2) Un partecipante potrà essere designato per favorire la ricostituzione di cui alla sezione 6, lettera *a*) del presente articolo, per ridurre i saldi negativi delle disponibilità in diritti speciali di prelievo, o per compensare l'effetto della non osservanza dei princìpi enunciati nella sezione 3, lettera *a*) del presente articolo.

3) Nella designazione dei partecipanti, il Fondo accorderà di norma la priorità a quelli che abbiano necessità di acquistare diritti speciali di prelievo per poter raggiungere gli obiettivi di cui al capoverso 2) di cui sopra.

b) Allo scopo di ottenere nel corso del tempo una distribuzione equilibrata delle disponibilità in diritti speciali di prelievo, in conformità alla lettera *a*), capoverso 1) di cui sopra, il Fondo applicherà le norme in materia di designazione enunciate nell'Allegato F o le norme che potranno venire adottate ai sensi della seguente lettera *c*).

c) Le norme di designazione potranno essere oggetto di riesame in qualsiasi momento e, se necessario, potranno venire adottate nuove norme. A meno che non ne vengano adottate di nuove, continueranno ad applicarsi le regole in vigore al momento del riesame.

Sezione 6. — *Ricostituzione*

a) I partecipanti che utilizzeranno i loro diritti speciali di prelievo dovranno ricostituire le loro disponibilità in tali diritti ai sensi delle norme di ricostituzione contenute nell'Allegato *G* o di ogni altra norma che venisse adottata ai sensi della seguente lettera *b*).

b) Le norme riguardanti la ricostituzione potranno essere riesaminate in qualunque momento e, se necessario, verranno adottate nuove norme. Qualora non vengano stabilite nuove norme o non venga decisa l'abrogazione delle norme concernenti la ricostituzione, continueranno ad applicarsi quelle in vigore al momento del riesame. Per l'adozione, l'emendamento o l'abrogazione delle norme concernenti la ricostituzione è richiesta la maggioranza del 70 per cento del totale dei voti dei partecipanti.

Sezione 7. — *Tassi di cambio*

a) Salvo quanto altrimenti previsto alla seguente lettera *b*), i tassi di cambio per le transazioni tra partecipanti, ai sensi della sezione 2, lettera *a*) e *b*) del presente articolo, saranno tali che i partecipanti che utilizzino diritti speciali di prelievo riceveranno lo stesso valore qualunque siano le valute fornite e i partecipanti che le forniscano. Il Fondo adotterà le norme necessarie a rendere operante questo principio.

b) A maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo potrà adottare politiche in base alle quali, in circostanze eccezionali, potrà — a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi — autorizzare i partecipanti che avviino transazioni ai sensi della sezione 2, lettera *b*) del presente articolo ad accordarsi su tassi di cambio diversi da quelli applicabili ai sensi della lettera *a*) di cui sopra.

c) Il Fondo consulterà il partecipante circa la procedura da seguire per determinare i tassi di cambio per la sua valuta.

d) Ai fini della presente disposizione, il termine « partecipante » comprende anche il partecipante uscente.

Articolo XX

DIPARTIMENTO DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO - INTERESSI E PROVVIGIONI

Sezione 1. — *Interessi*

Sulle disponibilità di diritti speciali di prelievo verrà corrisposto dal Fondo un interesse ad un tasso uguale per tutti i possessori. Il Fondo verserà ad ognuno di essi la cifra dovuta per interessi, senza tener conto se l'ammontare delle provvigioni riscosse sia sufficiente o no per pagare l'interesse.

Sezione 2. — *Provvigioni*

Il Fondo percepirà, da ogni partecipante, provvigioni ad un tasso uguale per tutti i partecipanti, sull'ammontare delle assegnazioni cumulative nette di diritti speciali di prelievo da loro ricevute, aumentato dell'eventuale saldo negativo del partecipante o dell'importo corrispondente alle provvigioni non pagate.

Sezione 3. — *Tassi di interesse e di provvigioni*

Il Fondo stabilirà il tasso di interese a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi. Il tasso di provvigione sarà uguale al tasso di interesse.

Sezione 4. — *Ripartizione delle spese*

Quando sia stabilito di procedere al rimborso previsto dall'articolo XVI, sezione 2, il Fondo ripartirà, a questo scopo, gli oneri allo stesso tasso per tutti i partecipanti sulle loro assegnazioni cumulative nette.

Sezione 5. — *Pagamento di interessi, provvigioni e quote di spesa*

L'interesse, le provvigioni e le quote di spesa saranno pagati in diritti speciali di prelievo. Il partecipante che abbia bisogno di utilizzare diritti speciali di prelievo per pagare una provvigione o una quota di spesa, dovrà e avrà diritto di ottenerli contro una valuta di gradimento del Fondo, in una transazione effettuata col Fondo attraverso il Conto risorse generali. Nel caso gli sia impossibile ottenere per questa via un ammontare sufficiente di diritti speciali di prelievo, il partecipante dovrà e potrà ottenerli da un partecipante a ciò designato dal Fondo contro valuta liberamente utilizzabile. I diritti speciali di prelievo acquistati da un partecipante dopo la scadenza del pagamento verranno dedotti dalle sue provvigioni non pagate, e cancellati.

Articolo XXI

AMMINISTRAZIONE DEL DIPARTIMENTO GENERALE E DEL DIPARTIMENTO DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

a) Il Dipartimento generale ed il Dipartimento diritti speciali di prelievo verranno amministrati in conformità alle disposizioni dell'articolo XII, tenuto conto di quanto segue:

1) per le riunioni del Consiglio dei Governatori o per le decisioni da esso adottate in merito a questioni concernenti esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo si terrà conto, ai fini delle convocazioni e per determinare se esista il *quorum* necessario o se una decisione sia stata presa con la maggioranza dei voti richiesta, delle richieste o della presenza e dei voti dei Governatori nominati dai paesi membri partecipanti;

2) per le decisioni del Comitato esecutivo su questioni concernenti esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo, avranno diritto di votare soltanto i Direttori esecutivi nominati od eletti da almeno un paese membro partecipante. Ciascuno di questi Direttori esecutivi avrà diritto al numero di voti attribuiti al paese membro partecipante che lo ha nominato o ai paesi membri partecipanti con i cui voti è stato eletto. Per stabilire se sia stato raggiunto il *quorum* necessario o se una decisione sia stata presa con la maggioranza di voti richiesta, si terrà conto soltanto della presenza dei Direttori esecutivi nominati od eletti dai paesi membri partecipanti e dei voti attribuiti a questi ultimi. Ai fini di questa norma un accordo ai sensi dell'articolo XII, sezione 3, 1) 2) con un membro che è partecipante permetterà ad un Direttore esecutivo eletto di votare e di disporre del numero dei voti assegnati al membro;

3) per tutto quanto riguarda l'amministrazione generale del Fondo, ivi compresi i rimborsi ai sensi dell'articolo XVI, sezione 2, e per stabilire se una questione interessi nello stesso tempo

i due Dipartimenti o soltanto il Dipartimento diritti speciali di prelievo, le decisioni verranno prese come se si trattasse esclusivamente del Dipartimento generale. Le decisioni relative al metodo di valutazione, all'accettazione o al possesso di diritti speciali di prelievo nel Conto risorse generali del Dipartimento generale e alla loro utilizzazione, come ogni altra decisione relativa alle operazioni e alle transazioni effettuate attraverso sia il Conto risorse generali del Dipartimento generale, sia il Dipartimento diritti speciali di prelievo, saranno adottate in base alle maggioranze richieste per le decisioni relative alle questioni che concernono ciascuno dei due Dipartimenti. Ciò sarà indicato in ogni decisione riguardante questioni concernenti il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

b) Oltre ai privilegi ed alle immunità accordati ai sensi dell'articolo IX del presente Accordo, i diritti speciali di prelievo e le operazioni e transazioni di cui saranno oggetto non saranno sottoposti ad imposte di alcun genere.

c) Qualsiasi questione di interpretazione delle disposizioni del presente Accordo su problemi concernenti esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo verrà sottoposta al Comitato esecutivo, in conformità all'articolo XXIX, lettera *a*), soltanto su richiesta di un partecipante. In tutti i casi in cui il Comitato esecutivo avrà deciso su una questione di interpretazione concernente esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo, solo un partecipante potrà richiedere che la questione venga deferita al Consiglio dei Governatori ai sensi dell'articolo XXIX, lettera *b*). Il Consiglio dei Governatori deciderà se un Governatore nominato da un paese membro che non abbia la qualifica di partecipante avrà diritto di votare al Comitato di interpretazione su questioni che riguardino esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

d) Nel caso dovesse sorgere una divergenza tra il Fondo ed un partecipante che abbia cessato la propria partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo, oppure tra il Fondo ed un partecipante durante la liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo in merito ad una questione derivante esclusivamente dalla partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo, tale divergenza verrà sottoposta ad arbitrato in conformità alle procedure previste dall'articolo XXIX, lettera *c*).

Articolo XXII

Obblighi generali dei partecipanti

Oltre agli obblighi assunti in materia di diritti speciali di prelievo ai sensi di altri articoli del presente Accordo, ogni partecipante si impegna a collaborare con il Fondo e con gli altri partecipanti al fine di facilitare l'efficace funzionamento del Dipartimento diritti speciali di prelievo e l'adeguato utilizzo dei diritti speciali di prelievo in conformità al presente Accordo, e con l'obiettivo di fare dei diritti speciali di prelievo il principale strumento di riserva del sistema monetario internazionale.

Articolo XXIII

Sospensione delle operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo

Sezione 1. — *Disposizioni di emergenza*

Nel caso di emergenza o di circostanze impreviste tali da minacciare lo svolgimento delle operazioni del Fondo per quanto attiene al Dipartimento diritti speciali di prelievo, il Comitato esecutivo, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, può sospendere per un periodo non superiore ad un anno l'applicazione di qualsiasi disposizione relativa ad operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo. In tal caso diventeranno esecutive le disposizioni di cui all'articolo XXVII, sezione 1, lettera *b*), *c*) e *d*).

Sezione 2. — *Mancato adempimento degli obblighi*

a) Qualora il Fondo accerti il mancato adempimento, da parte di un partecipante, degli obblighi di cui all'articolo XIX, sezione 4, il Fondo potrà sospendere il diritto del partecipante ad utilizzare i suoi diritti speciali di prelievo, salvo decisione contraria da parte del Fondo stesso.

b) Qualora il Fondo accerti il mancato adempimento, da parte di un partecipante, ad uno qualsiasi degli altri suoi obblighi relativi ai diritti speciali di prelievo, il Fondo potrà sospendere il diritto del partecipante ad utilizzare i diritti speciali di prelievo acquistati dopo la sospensione.

c) Saranno adottate norme esecutive allo scopo di assicurare che prima che si proceda nei confronti di un partecipante ai sensi delle lettere *a*) o *b*) di cui sopra, il partecipante sarà informato immediatamente degli addebiti ad esso mossi e gli sarà data la possibilità di esporre le sue ragioni, sia verbalmente sia per iscritto. Il partecipante, informato in tal modo degli addebiti mossigli ai sensi della lettera *a*) di cui sopra, si asterrà dal fare uso dei diritti speciali di prelievo sino a quando la questione non sarà risolta.

d) Le sospensioni decise ai sensi delle lettere *a*) o *b*) di cui sopra, o le limitazioni imposte ai sensi della lettera *c*) di cui sopra, non avranno alcun effetto sull'obbligo del partecipante di fornire valuta ai sensi dell'articolo XIX, sezione 4.

e) Il Fondo potrà, in qualsiasi momento, porre fine alla sospensione prevista dalle lettere *a*) o *b*) di cui sopra; tuttavia, una sospensione imposta ad un partecipante ai sensi della lettera *b*) — per inottemperanza agli obblighi derivanti dalle disposizioni dell'articolo XIX, sezione 6, lettera *a*) — non potrà essere fatta cessare prima che sia trascorso un periodo di centottanta giorni dalla fine del primo trimestre durante il quale il partecipante dovrà avere ottemperato alle norme in materia di ricostituzione.

f) Il diritto di un partecipante ad utilizzare i propri diritti speciali di prelievo non sarà sospeso in conseguenza del fatto che egli abbia perduto la facoltà ad utilizzare risorse generali del Fondo ai sensi dell'articolo V, sezione 5, dell'articolo VI, sezione 1, o dell'articolo XXVI, sezione 2, lettera *a*). L'articolo XXVI, sezione 2, non verrà applicato qualora il partecipante non abbia adempiuto ad uno qualsiasi dei suoi obblighi relativi ai diritti speciali di prelievo.

Articolo XXIV

Cessazione della partecipazione

Sezione 1. — *Diritto di porre termine alla partecipazione*

a) Ogni partecipante potrà porre termine alla partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo in qualsiasi momento inviando una comunicazione scritta al Fondo presso la sua sede centrale. La cessazione della partecipazione diventerà operante dalla data del ricevimento di tale comunicazione.

b) Qualora un partecipante receda dal Fondo si presume che abbia simultaneamente cessato di partecipare al Dipartimento diritti speciali di prelievo.

Sezione 2. — *Regolamento dei conti in caso di cessazione della partecipazione*

a) Quando un partecipante pone termine alla propria partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo, cesseranno tutte le sue operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo

salvo autorizzazione altrimenti concordata ai sensi della seguente lettera *c*) al fine di facilitare un regolamento o ai sensi delle sezioni 3, 5 e 6 del presente articolo o dell'Allegato *H*. L'interesse e le provvigioni maturati alla data della cessazione della partecipazione e le spese ripartite prima di tale data, ma non ancora pagate, saranno regolati in diritti speciali di prelievo.

b) Il Fondo sarà tenuto a riacquistare tutti i diritti speciali di prelievo detenuti dal partecipante uscente, e quest'ultimo sarà obbligato a pagare al Fondo una somma uguale alla propria assegnazione cumulativa netta nonché di ogni altro ammontare dovuto e maturato per effetto della sua partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo. Questi impegni verranno compensati tra loro e l'ammontare dei diritti speciali di prelievo detenuti dal partecipante uscente, che serviranno per estinguere i suoi obblighi verso il Fondo, verrà annullato.

c) Sarà concordato con ragionevole sollecitudine tra il partecipante uscente ed il Fondo il regolamento di ogni obbligo del partecipante uscente o del Fondo che sussistesse dopo la compensazione di cui alla precedente lettera *b*). Se non si riesce a raggiungere sollecitamente l'accordo, verranno applicate le norme di cui all'Allegato *H*.

Sezione 3. — *Interessi e provvigioni*

A partire dalla data di cessazione della partecipazione, il Fondo corrisponderà un interesse sugli esistenti saldi in diritti speciali di prelievo detenuti dal partecipante uscente, e quest'ultimo pagherà le provvigioni sull'ammontare complessivamente dovuto al Fondo, alle scadenze ed ai tassi stabiliti dall'articolo XX. Tali pagamenti si effettuano in diritti speciali di prelievo. Il partecipante uscente avrà diritto di acquistare diritti speciali di prelievo con valuta liberamente utilizzabile, in pagamento di provvigioni o quote di spesa, per mezzo di una transazione con un partecipante scelto dal Fondo, o mediante accordo con un qualsiasi altro possessore, o di poter disporre di diritti speciali di prelievo ricevuti a titolo di interessi in una transazione con un partecipante designato ai sensi dell'articolo XIX, sezione 5, o mediante accordo con un altro detentore.

Sezione 4. — *Regolamento degli obblighi verso il Fondo*

Il Fondo utilizzerà la valuta ricevuta dal partecipante uscente per riacquistare i diritti speciali di prelievo detenuti dai partecipanti in rapporto all'ammontare in cui le disponibilità in diritti speciali di prelievo di ciascun partecipante eccedano la rispettiva assegnazione cumulativa netta al momento in cui la valuta viene ricevuta dal Fondo. I diritti speciali di prelievo in tal modo riacquistati ed i diritti speciali di prelievo acquistati dal partecipante uscente, ai sensi delle disposizioni del presente Accordo, per effettuare un versamento dovuto sulla base di un accordo di regolamento o ai sensi dell'Allegato *H* e che vengono dedotti da tale versamento, saranno cancellati.

Sezione 5. — *Liquidazione degli obblighi verso un partecipante uscente*

Quando il Fondo dovrà riacquistare i diritti speciali di prelievo detenuti da un partecipante uscente, tale acquisto verrà effettuato con valuta fornita dai partecipanti scelti dal Fondo. Questi partecipanti verranno scelti in conformità ai princìpi enunciati nell'articolo XIX, sezione 5. Ciascuno dei partecipanti indicati fornirà, a sua scelta, al Fondo valuta del partecipante uscente, oppure valuta liberamente utilizzabile, e riceverà in cambio un ammontare equivalente di diritti speciali di prelievo. Su autorizzazione del Fondo, tuttavia, un partecipante uscente potrà utilizzare i propri diritti speciali di prelievo per acquistare propria moneta, valuta liberamente utilizzabile, o qualsiasi altra attività da un qualsiasi altro possessore.

Sezione 6. — *Transazioni sul Conto risorse generali*

Allo scopo di facilitare il regolamento con un partecipante uscente, il Fondo potrà decidere che questi:

1) utilizzi i diritti speciali di prelievo di cui sia in possesso dopo la compensazione effettuata ai sensi della sezione 2, lettera *b*) del presente articolo, quando tali diritti debbano essere riacquistati, in una transazione col Fondo effettuata attraverso il Conto risorse generali, per acquistare propria moneta o valuta liberamente utilizzabile, a scelta del Fondo, oppure

2) acquisti diritti speciali di prelievo in una transazione col Fondo effettuata attraverso il Conto risorse generali in cambio di una valuta accettabile dal Fondo, per effettuare il pagamento di ogni provvigione o di ogni somma dovuta in base ad un accordo o ai sensi delle disposizioni contenute nell'Allegato *H*.

Articolo XXV

LIQUIDAZIONE DEL DIPARTIMENTO DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

a) Si potrà procedere alla liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo soltanto a seguito di decisione del Consiglio dei Governatori. In caso di emergenza, ove il Comitato esecutivo riconosca la necessità che si provveda alla liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo, esso potrà, in attesa di una decisione del Consiglio dei Governatori, sospendere temporaneamente le assegnazioni, le cancellazioni e ogni altra operazione e transazione in diritti speciali di prelievo. La decisione del Consiglio dei Governatori di liquidare il Fondo implicherà automaticamente quella di liquidare anche il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

b) La decisione del Consiglio dei Governatori di liquidare il Dipartimento diritti speciali di prelievo implicherà la cessazione di tutte le assegnazioni e le cancellazioni e di tutte le operazioni e transazioni in diritti speciali di prelievo, nonché la cessazione delle attività del Fondo relative al Dipartimento diritti speciali di prelievo, ad eccezione di quelle che avrebbero per oggetto la graduale liquidazione degli impegni dei partecipanti e del Fondo relativi ai diritti speciali di prelievo; e tutti gli impegni concernenti i diritti speciali di prelievo assunti dal Fondo e dai partecipanti ai sensi del presente Accordo verranno a cessare, ad eccezione di quelli previsti dal presente articolo, dall'articolo XX, dall'articolo XXI, lettera *d*), dall'articolo XXIV, dall'articolo XXIX, lettera *c*) e dall'Allegato *H*, così come quelli che risulteranno da ogni accordo raggiunto ai sensi dell'articolo XXIV, fatta riserva delle disposizioni di cui al paragrafo 4 dell'Allegato *H*.

c) In caso di liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo, l'interesse e le provvigioni maturati fino alla data di tale liquidazione e le spese ripartite prima di quella data, ma non ancora pagate, saranno regolati in diritti speciali di prelievo. Il Fondo sarà obbligato a riacquistare tutti i diritti speciali di prelievo detenuti dai possessori ed ogni partecipante dovrà versare al Fondo un ammontare uguale all'assegnazione cumulativa netta di diritti speciali di prelievo e ogni altro ammontare maturato per effetto della partecipazione al Dipartimento diritti speciali di prelievo.

d) La liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo sarà effettuata secondo le modalità previste all'Allegato *I*.

Articolo XXVI

RITIRO DALLA PARTECIPAZIONE AL FONDO

Sezione 1. — *Diritto dei membri di ritirarsi*

Qualsiasi paese membro potrà ritirarsi dal Fondo in qualunque momento, inviando una comunicazione scritta al Fondo presso la sua sede centrale. Il ritiro diventerà operante dalla data de ricevimento di tale comunicazione.

Sezione 2. — *Ritiro obbligatorio*

a) Se un paese membro viene meno ad uno qualsiasi degli impegni da esso assunti in base al presente Accordo, il Fondo può dichiarare il paese membro decaduto dal diritto di usare le risorse generali del Fondo. Nulla di quanto contenuto in questa sezione dovrà ritenersi tale da limitare il disposto dell'articolo V, sezione 5 o dell'articolo VI, sezione 1.

b) Se dopo un ragionevole periodo di tempo il paese membro persiste nel non adempiere ad alcuno degli impegni assunti in base al presente Accordo, esso potrà essere invitato a ritirarsi dal Fondo, in base ad una decisione del Consiglio dei Governatori presa dalla maggioranza dei Governatori rappresentanti l'85 per cento dei voti complessivi.

c) Dovranno essere presi provvedimenti allo scopo di assicurare che, prima che si proceda ad agire contro qualsiasi paese membro ai sensi delle lettere *a*) o *b*) di cui sopra, il paese membro venga informato in tempo utile dell'addebito che gli si fa e gli sia data adeguata possibilità di esporre le sue ragioni, sia verbalmente sia per iscritto.

Sezione 3. — *Regolamento dei conti con i paesi membri uscenti*

Quando un paese membro si ritira dal Fondo, cesseranno le normali operazioni e transazioni del Fondo nella sua valuta e la liquidazione di tutti i conti tra lui ed il Fondo sarà effettuata con ragionevole urgenza in base ad accordo tra il paese membro ed il Fondo. Se non si riesce a raggiungere sollecitamente l'accordo, la liquidazione dei conti avverrà con le modalità previste dall'Allegato *J*.

Articolo XXVII

Provvedimenti d'emergenza

Sezione 1. — *Sospensione temporanea*

a) In caso di emergenza o quando sorgano circostanze impreviste, tali da pregiudicare lo svolgimento delle attività del Fondo, il Comitato esecutivo, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, può sospendere, per un periodo non superiore ad un anno, la validità di qualsiasi delle seguenti disposizioni:

1) articolo V, sezioni 2, 3, 7, 8 lettere *a*) 1) ed *e*);

2) articolo VI, sezione 2;

3) articolo XI, sezione 1;

4) allegato *C*, paragrafo 5.

b) La sospensione della validità di una disposizione di cui alla precedente lettera *a*) non potrà essere estesa oltre un anno che dal Consiglio dei Governatori, il quale, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, potrà prolungare tale sospensione per un ulteriore periodo di non oltre due anni, quando accerti il permanere delle circostanze di emergenza o delle circostanze impreviste di cui alla lettera *a*) di cui sopra.

c) Il Comitato esecutivo potrà, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, far cessare in qualsiasi momento tale sospensione.

d) Il Fondo potrà adottare norme con riferimento alla materia oggetto di una disposizione durante il periodo nel quale la validità di tale disposizione rimane sospesa.

Sezione 2. — *Liquidazione del Fondo*

a) Il Fondo potrà essere messo in liquidazione solo in seguito a decisione del Consiglio dei Governatori. In caso di emergenza, se il Comitato esecutivo decide che possa essere necessaria la liquidazione del Fondo, può temporaneamente sospendere tutte le operazioni e le transazioni in attesa delle decisioni del Consiglio dei Governatori.

b) Se il Consiglio dei Governatori decide di liquidare il Fondo, il Fondo cesserà subito di impegnarsi in attività diverse da quelle relative al regolare incasso e alla liquidazione dei suoi investimenti e al regolamento dei suoi impegni, e tutti gli obblighi dei paesi membri ai sensi del presente Accordo cesseranno, ad eccezione di quelli contemplati in questo articolo, nell'articolo XXIX, lettera *c*), nell'Allegato *J*, paragrafo 7 e nell'Allegato *K*.

c) La liquidazione dovrà essere compiuta secondo il disposto dell'Allegato *K*.

Articolo XXVIII

Emendamenti

a) Qualsiasi proposta di apportare modifiche al presente Accordo, sia su iniziativa di un paese membro che di un Governatore o del Comitato esecutivo, dovrà essere trasmessa al Presidente del Consiglio dei Governatori il quale sottoporrà la proposta stessa all'esame del Consiglio dei Governatori. Se l'emendamento proposto è approvato dal Consiglio dei Governatori, il Fondo dovrà — con lettera circolare o telegramma — chiedere a tutti i paesi membri se essi accettano la proposta. Quando tre quinti dei membri, aventi l'85 per cento del totale dei voti complessivi, abbiano accettato l'emendamento proposto, il Fondo notificherà tale fatto con una comunicazione ufficiale indirizzata a tutti i paesi membri.

b) Nonostante quanto stabilito alla lettera *a*) di cui sopra, dovrà essere richiesta l'accettazione da parte di tutti i paesi membri nel caso di un emendamento che modifichi:

1) il diritto di ritirarsi dal Fondo (articolo XXVI, sezione 1);

2) la disposizione che non può essere fatta alcuna variazione nella quota di un paese membro senza il suo consenso (articolo III, sezione 2, lettera *d*); e

3) la disposizione che nessuna variazione può essere fatta nel valore di parità della moneta di un paese membro se non su proposta del paese membro stesso (Allegato *C*, paragrafo 6).

c) Gli emendamenti entreranno in vigore per tutti i paesi membri tre mesi dopo la comunicazione ufficiale agli stessi, a meno che non sia stato previsto un termine più breve nella relativa lettera circolare o telegramma.

Articolo XXIX

Interpretazione

a) Qualsiasi questione circa l'interpretazione delle disposizioni del presente Accordo che sorga tra un paese membro ed il Fondo o tra membri del Fondo dovrà essere sottoposta, per la decisione, al Comitato esecutivo. Se la questione interessa in particolare un paese membro che non abbia diritto di nominare un Direttore esecutivo, tale paese avrà diritto a farsi rappresentare ai sensi dell'articolo XII, sezione 3, lettera *j*).

b) In tutti i casi in cui il Comitato esecutivo abbia adottato una decisione, ai sensi della lettera *a*) di cui sopra, qualsiasi membro potrà richiedere, nei tre mesi successivi alla data di questa decisione, che la questione venga deferita al Consiglio dei Governatori la cui decisione sarà definitiva. Qualunque questione deferita al Consiglio dei Governatori verrà esaminata da un Comitato di interpretazione del Consiglio dei Governatori. Ogni membro di tale Comitato avrà diritto ad un voto. Il Consiglio dei Governatori determinerà la composizione, le procedure e le maggioranze di voto per tale Comitato. Ogni decisione adottata da tale Comitato sarà considerata come una decisione del Consiglio dei Governatori, a meno che il Consiglio dei Governatori non decida altrimenti a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi. In attesa del risultato del ricorso al Consiglio dei Governatori, il Fondo può agire, nella misura in cui lo ritenga necessario, sulla base della decisione del Comitato esecutivo.

c) Qualora sorga un disaccordo tra il Fondo ed un paese membro uscente o tra il Fondo e qualsiasi paese membro nel corso della liquidazione del Fondo, la questione dovrà essere sottoposta all'arbitrato di un tribunale di tre arbitri, uno designato dal Fondo, un altro dal paese membro o dal paese membro uscente, e un terzo che, a meno che le parti si accordino altrimenti, dovrà essere nominato dal Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, o da qualsiasi altra autorità che potrà esser stata prevista da regolamenti del Fondo. Il terzo membro dovrà avere pieni poteri di di regolare tutte le questioni di procedura nei casi in cui le parti si trovino a questo proposito in disaccordo.

Articolo XXX

Spiegazione dei termini

Nell'interpretare le disposizioni del presente Accordo, il Fondo ed i suoi membri dovranno attenersi a quanto segue:

a) Le disponibilità del Fondo nella valuta di un paese membro nel Conto risorse generali comprenderanno qualsiasi titolo accettato dal Fondo ai sensi dell'articolo III, sezione 4.

b) Per accordo ***stand-by*** deve intendersi una decisione del Fondo in virtù della quale viene assicurata ad ogni paese membro la possibilità di effettuare acquisti sul Conto risorse generali, in conformità con i termini previsti nella decisione del Fondo, per un periodo determinato e fino ad un determinato ammontare.

c) Per acquisto della tranche di riserva deve intendersi quello effettuato, da parte di un paese membro, dei diritti speciali di prelievo, oppure della valuta di un altro paese membro contro propria moneta, purché tale acquisto non abbia l'effetto di portare le disponibilità del Fondo della moneta di tale paese membro nel Conto risorse generali oltre la sua quota. Resta inteso, tuttavia, che ai fini di questa definizione, il Fondo può escludere gli acquisti e le disponibilità dipendenti da:

1) politiche relative all'utilizzo delle sue risorse generali per il finanziamento compensativo delle fluttuazioni delle esportazioni;

2) politiche relative all'utilizzo delle sue risorse generali in relazione al finanziamento di contributi ad accordi cuscinetto (buffer stocks) internazionali per le materie prime e

3) altre politiche relative all'utilizzo delle sue risorse generali in rapporto alle quali, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, il Fondo decida di operare un'esclusione.

d) Pagamenti per operazioni correnti si intendono quei pagamenti che non abbiano lo scopo di trasferire capitali e comprendono senza limitazioni:

1) tutti i pagamenti connessi col commercio estero ed altri affari correnti compresi i servizi, le normali facilitazioni bancarie e creditizie a breve termine;

2) pagamenti dovuti per interessi su prestiti o come reddito netto di altri investimenti;

3) pagamenti di modesti importi dovuti per l'ammortamento di prestiti o di investimenti diretti; e

4) modeste rimesse per spese familiari di sostentamento.

Il Fondo può, dopo consultazione con i paesi membri interessati, stabilire se determinate transazioni particolari debbano essere considerate transazioni correnti o movimenti di capitali.

e) Per assegnazione cumulativa netta di diritti speciali di prelievo deve intendersi l'ammontare totale dei diritti speciali di prelievo assegnati ad un partecipante, meno quella parte degli stessi diritti che siano stati annullati ai sensi dell'articolo XVIII, sezione 2, lettera *a*).

f) Per valuta liberamente utilizzabile deve intendersi la valuta di un paese membro che il Fondo constata essere: 1) di fatto, ampiamente utilizzata per effettuare pagamenti nelle transazioni internazionali, e 2) largamente negoziata nei principali mercati valutari.

g) Tra i paesi che erano membri alla data del 31 agosto 1975 si riterrà incluso ogni paese membro che abbia accettato di partecipare al Fondo dopo tale data, conformemente ad una risoluzione del Consiglio dei Governatori adottata prima di tale data.

h) Per transazioni del Fondo deve intendersi lo scambio di attività monetarie presso il Fondo contro altre attività monetarie. Per operazioni del Fondo devono intendersi altre forme di utilizzo o di acquisizione di attività monetarie da parte del Fondo.

i) Per transazioni in diritti speciali di prelievo deve intendersi lo scambio di diritti speciali di prelievo contro altre attività monetarie. Per operazioni in diritti speciali di prelievo devono intendersi altre forme di utilizzo dei diritti speciali di prelievo.

Articolo XXXI

DISPOSIZIONI FINALI

Sezione 1. — *Entrata in vigore*

Il presente Accordo entrerà in vigore non appena sarà stato firmato per conto dei Governi rappresentanti il 65 per cento del totale delle quote indicate nell'Allegato *A* e quando gli atti ricordati nella sezione 2, lettera *a*) di questo articolo siano stati depositati per conto dei Governi stessi. In ogni caso questo Accordo non entrerà in vigore prima del 1° maggio 1945.

Sezione 2. — *Firma*

a) Ogni Governo per conto del quale il presente Accordo viene firmato, depositerà, presso il Governo degli Stati Uniti d'America, un atto nel quale sia dichiarato che esso ha accettato l'Accordo stesso in conformità alle sue leggi e che ha preso tutte le misure necessarie per mettersi in grado di adempiere tutte le obbligazioni inerenti all'Accordo.

b) Ogni paese diventerà membro del Fondo a partire dalla data dell'effettuato deposito per suo conto dell'atto menzionato alla precedente lettera *a*); tuttavia nessun paese diventerà membro prima che questo Accordo entri in vigore ai sensi della sezione 1 di questo articolo.

c) Il Governo degli Stati Uniti d'America darà comunicazione ai Governi dei paesi i cui nomi figurano nell'Allegato *A*, e ai Governi di tutti i paesi la cui qualità di membro venga approvata in accordo alle disposizioni dell'artiolo II, sezione 2, di tutte le firme apposte al presente Accordo, nonché del deposito degli atti di cui alla sopra menzionata lettera *a*).

d) Contemporaneamente alla firma dell'Accordo per suo conto, ogni Governo trasmetterà al Governo degli Stati Uniti d'America un centesimo dell'1 per cento della sua totale sottoscrizione in oro o in dollari degli Stati Uniti al fine di far fronte alle spese di amministrazione del Fondo. Il Governo degli Stati Uniti d'America terrà queste somme in uno speciale conto di deposito e le trasferirà al Consiglio dei Governatori del Fondo nel momento in cui viene convocata la riunione iniziale. Qualora il presente Accordo non entri in vigore entro il 31 dicembre 1945, il Governo degli Stati Uniti d'America restituirà le somme ricevute ai Governi che le hanno versate.

e) Il presente Accordo potrà essere firmato a Washington per conto dei Governi di quei paesi i cui nomi sono elencati nell'Allegato *A*, sino al 31 dicembre 1945.

f) Dopo il 31 dicembre 1945, il presente Accordo potrà essere firmato dai Governi di quei paesi la cui partecipazione sia stata approvata in accordo alle disposizione dell'articolo II, sezione 2.

g) Con la firma del presente Accordo, tutti i Governi lo accettano per conto proprio, di tutte le proprie colonie, territori oltremare, paesi sotto la loro protezione, sovranità od autorità e di tutti i territori su cui esercitano un mandato.

h) Il paragrafo *d*) di cui sopra entrerà in vigore nei riguardi di ogni Governo firmatario dalla data della firma.

[La firma e la clausola di deposito riprodotte qui di seguito sono conformi al testo dell'Articolo dello Statuto originario].

FATTO a Washington, in un'unica copia, che dovrà rimanere depositata negli Archivi del Governo degli Stati Uniti d'America, il quale ne trasmetterà copie autentiche a tutti i Governi i cui nomi sono elencati nell'Allegato *A*, nonché agli altri Governi la cui partecipazione sia approvata in conformità all'articolo II, sezione 2.

ANNESSO *A*

QUOTE

(*In milioni di dollari degli Stati Uniti*)

Paese	Quota	Paese	Quota
Australia	200	Iran	25
Belgio	225	Irak	8
Bolivia	10	Islanda	1
Brasile	150	Jugoslavia	60
Canada	300	Liberia	0,5
Cecoslovacchia	125	Lussemburgo	10
Cile	50	Messico	90
Cina	550	Nicaragua	2
Columbia	50	Norvegia	50
Costarica	5	Nuova Zelanda	50
Cuba	50	Paesi Bassi	275
Danimarca	(*)	Panama	0,5
Ecuador	5	Paraguay	2
Egitto	45	Perù	25
El Salvador	2,5	Polonia	125
Etiopia	6	Repubblica di San Domingo	5
Filippine	15	Regno Unito	1.300
Francia	450	Stati Uniti	2.750
Grecia	40	Unione Sudafricana	100
Guatemala	5	U.R.S.S.	1.200
Haiti	5	Uruguay	15
Honduras	2,5	Venezuela	15
India	400		

(*) La sottoscrizione della Danimarca sarà determinata dal Fondo dopo che il Governo della Danimarca avrà accettato di firmare questo Accordo, ma prima che la firma abbia luogo.

ANNESSO *B*

DISPOSIZIONI TRANSITORIE RELATIVE ALLE OPERAZIONI DI RIACQUISTO, AL PAGAMENTO DI QUOTE SUPPLETIVE, ALL'ORO E AD ALCUNI PROBLEMI OPERATIVI

1. Gli obblighi di riacquisto, di cui all'articolo V, sezione 7, lettera *b*), maturati prima della data del secondo emendamento del presente Accordo e che non siano stati adempiuti a quella data, dovranno essere assolti non oltre la data, o le date, alle quali essi avrebbero dovuto essere assolti, in conformità alle disposizioni del presente Accordo, prima del secondo emendamento.

2. Ciascun paese membro assolverà, mediante diritti speciali di prelievo, qualsiasi obbligo di pagare in oro al Fondo, a titolo di riacquisto o di sottoscrizione, in essere alla data del secondo emendamento; tuttavia il Fondo può stabilire che tali pagamenti vengano effettuati, in tutto o in parte, nelle valute degli altri paesi membri indicati dal Fondo. Un non-partecipante ottempererà ad un obbligo, che deve essere assolvibile in diritti speciali di prelievo in conformità della presente disposizione, con le valute di altri paesi membri indicati dal Fondo.

3. Ai fini di quanto disposto al paragrafo 2 di cui sopra, 0.888671 grammi di oro fino equivarranno ad un diritto speciale di prelievo, e l'importo della valuta pagabile ai sensi del precedente paragrafo 2 verrà determinato su tale base, e sulla base del valore della valuta in termini di diritti speciali di prelievo, al momento del pagamento.

4. La valuta di un paese membro in possesso del Fondo, in eccesso del 75 per cento della quota del membro stesso alla data del secondo emendamento del presente Accordo e che non sia soggetta all'obbligo di riacquisto ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra, verrà riacquistata in conformità alle seguenti norme:

1) le disponibilità derivanti da un acquisto verranno riacquistate secondo i criteri di utilizzo delle risorse generali del Fondo, in base ai quali l'acquisto è stato effettuato;

2) altre disponibilità verranno riacquistate non oltre quattro anni dalla data del secondo emendamento del presente Accordo.

5. I riacquisti effettuati ai sensi del precedente paragrafo 1, non soggetti a quanto disposto dal paragrafo 2 di cui sopra, i riacquisti effettuati ai sensi del precedente paragrafo 4, e ogni indicazione di valute di cui al precedente paragrafo 2 devono essere conformi al disposto dell'articolo V, sezione 7, lettera *i*).

6. Tutte le norme ed i regolamenti, i tassi, le procedure e le decisioni adottati ai sensi delle disposizioni contenute nel presente Accordo, in vigore alla data del secondo emendamento, rimarranno in vigore finché non verranno variati secondo le disposizioni del presente Accordo.

7. Nella misura in cui le operazioni di cui alle seguenti lettere *a*) e *b*) non siano state portate a termine prima della data del secondo emendamento del presente Accordo, il Fondo

a) venderà fino a 25 milioni di once di oro fino in suo possesso alla data del 31 agosto 1975 ai paesi che erano suoi membri a quella data e che sono d'accordo di acquistarlo, in proporzione alle loro quote a tale data. La vendita ad ogni paese membro ai sensi della presente lettera *a*) verrà fatta contro la valuta di tale paese e al prezzo corrispondente, al momento della vendita, ad un diritto speciale di prelievo per 0.888671 grammi di oro fino, e

b) venderà fino a 25 milioni di once di oro fino in suo possesso alla data del 31 agosto 1975 a beneficio dei paesi in via di sviluppo che erano suoi membri a tale data; tuttavia, quella parte di profitto o maggior valore dell'oro che corrisponda al rapporto tra la quota del paese membro al 31 agosto 1975 e il totale delle quote di tutti i paesi membri alla stessa data, verrà direttamente trasferita ad ognuno di tali paesi membri. L'obbligo da parte del Fondo di consultare, ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettera *c*), ogni paese membro, di ottenerne il consenso, o di convertire la moneta di un paese membro nelle valute di altri paesi membri, in particolari circostanze, si applicherà nei confronti della valuta ricevuta dal Fondo a seguito di vendite di oro, ai sensi della presente disposizione, diverse dalle vendite fatte ad un paese membro in cambio della sua valuta, e collocata nel Conto risorse generali.

Nella vendita di oro ai sensi del presente paragrafo 7, un ammontare dei ricavi nelle valute ricevute, corrispondenti, al momento della vendita, ad un diritto speciale di prelievo per 0.888671 grammi di oro fino, verrà collocato nel Conto risorse generali, e le altre attività in possesso del Fondo in connessione con le operazioni di cui alla precedente lettera *b*) verranno tenute separate dalle risorse generali del Fondo. Le attività che rimangono soggette alle disposizioni del Fondo in materia di cessazione di accordi ai sensi della lettera *b*) di cui sopra, verranno trasferite al Conto spese speciali.

ANNESSO *C*

PARITÀ

1. Il Fondo notificherà ai paesi membri che, ai fini del presente Accordo, in conformità con l'articolo IV, sezioni 1, 3, 4 e 5 e con il presente Allegato, la parità delle loro monete potrà essere fissata in diritti speciali di prelievo o in altro denominatore comune, come stabilito dal Fondo. Tale denominatore comune non sarà né l'oro né una valuta.

2. Ciascun paese membro che intende fissare una parità per la propria moneta, proporrà tale parità al Fondo entro un ragionevole periodo di tempo dalla comunicazione di cui al precedente paragrafo 1.

3. Ciascun paese membro che non intende fissare una parità per la propria moneta ai sensi del precedente paragrafo 1, si consulterà con il Fondo e garantirà che le misure valutarie che esso adotta sono conformi agli scopi del Fondo e tali da consentire al paese stesso di adempiere ai propri impegni ai sensi dell'articolo IV, sezione 1.

4. Il Fondo potrà dichiararsi d'accordo, o sollevare obiezioni, in merito alla parità proposta, entro un ragionevole periodo dal ricevimento della proposta stessa. Nessuna parità monetaria avrà effetto, ai fini del presente Accordo, se il Fondo vi si oppone, ed ogni paese membro dovrà osservare quanto disposto al precedente paragrafo 3. Il Fondo non solleverà obiezioni a motivo delle misure interne sociali o politiche del paese membro che propone la parità.

5. Ogni paese membro che abbia fissato una parità per la propria moneta s'impegna ad adottare opportune misure in armonia con il presente Accordo al fine di garantire che i cambi massimi e minimi per le operazioni a pronti effettuate nei suoi territori tra la sua moneta e la valuta di altri paesi membri che mantengono le parità non si discostino dalla parità oltre 4,5 punti percentuali, o ogni altro margine, o margini, che il Fondo potrà adottare a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi.

6. Nessun paese membro proporrà la modifica della parità della propria moneta se non per correggere, o prevenire, squilibri fondamentali. La modifica della parità può venire effettuata solo su proposta del paese membro e solo dopo consultazione con il Fondo.

7. Quando una modifica viene proposta, il Fondo si dichiarerà d'accordo o solleverà obiezioni entro un ragionevole periodo dal ricevimento della proposta. Il Fondo si dichiarerà d'accordo se ritiene che la modifica è necessaria per correggere, o per impedire che si produca, uno squilibrio fondamentale. Il Fondo non si opporrà ad una proposta di modifica a motivo delle misure interne o sociali o politiche del paese membro che le propone. Nessuna proposta di modifica della parità di una moneta avrà effetto, ai fini del presente Accordo, se il Fondo vi si oppone. Qualora un paese membro modifichi la parità della sua moneta nonostante l'opposizione del Fondo, esso sarà soggetto alle sanzioni di cui all'articolo XXVI, sezione 2. Il Fondo scoraggerà il mantenimento di parità monetarie non realistiche da parte di qualsiasi paese membro.

8. La parità della moneta di un paese membro, fissata in conformità con il presente Accordo, cesserà di esistere ai fini dell'Accordo stesso se il paese membro informa il Fondo della sua intenzione di porre termine a tale parità. Il Fondo può opporsi alla cessazione di una parità con una decisione presa a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi. Se un paese membro pone termine alla parità della sua moneta nonostante l'opposizione del Fondo, il paese membro sarà sog-

getto alle sanzioni previste dall'articolo XXVI, sezione 2. Ogni parità monetaria fissata in conformità con il presente Accordo cesserà di esistere ai fini dell'Accordo stesso qualora il paese membro vi ponga termine nonostante l'opposizione del Fondo, o qualora il Fondo accerti che il paese membro non si mantiene, per un volume considerevole di operazioni valutarie, entro i margini di cui al precedente paragrafo 5; tuttavia, il Fondo non potrà procedere a tale accertamento senza aver consultato il paese membro ed avergli dato sessanta giorni di preavviso circa l'intenzione del Fondo di considerare l'eventualità di tale accertamento.

9. Se, ai sensi del precedente paragrafo 8, la parità di una valuta è venuta a cessare, il paese membro si consulterà con il Fondo e garantirà che le sue misure valutarie sono conformi agli scopi del Fondo e tali da consentirgli di adempiere agli impegni assunti ai sensi dell'articolo IV, sezione 1.

10. Quando la parità della moneta di un paese membro è venuta a cessare, ai sensi del precedente paragrafo 8, tale paese potrà proporre, in qualsiasi momento, una nuova parità per la propria moneta.

11. Nonostante il disposto del precedente paragrafo 6, il Fondo può, a maggioranza del 70 per cento dei voti complessivi, effettuare modifiche proporzionali uniformi nelle parità di tutte le monete se tali modifiche non intaccano il valore del diritto speciale di prelievo. Tuttavia, la parità della moneta di un paese membro non potrà essere modificata ai sensi di questa di sposizione qualora, entro sette giorni dalla decisione del Fondo, il paese membro informi il Fondo di essere contrario alla modifica della parità della sua moneta secondo tale decisione.

ANNESSO *D*

CONSIGLIO

1. *a*) Ciascun paese membro che nomini un Direttore esecutivo, o ciascun gruppo di paesi membri per il quale i voti ad essi assegnati siano espressi da un unico Direttore esecutivo, nomineranno in seno al Consiglio un Consigliere — il quale sarà o un Governatore, o un Ministro in un governo di un paese membro, o persona di analogo rango — e potranno nominare non più di sette Consiglieri aggiunti. Il Consiglio dei Governatori può, a maggioranza dell'85 per cento dei voti complessivi, modificare il numero dei Consiglieri aggiunti da nominare. Ogni Consigliere, o ogni Consigliere aggiunto, durerà in carica fino a che non vi sia stata una nuova nomina o fino alla successiva elezione regolare dei Direttori esecutivi, indipendentemente da quale delle due procedure abbia avuto luogo per prima.

b) I Direttori esecutivi o, in loro assenza, i loro Sostituti e aggiunti avranno diritto di assistere alle sedute del Consiglio, a meno che il Consiglio non decida di tenere una seduta ristretta. Ogni paese membro e ogni gruppo di paesi membri che nomini un Consigliere nominerà un Sostituto, il quale avrà diritto di assistere alle sedute del Consiglio quando non sia presente il Consigliere, e avrà pieni poteri di agire per conto di quest'ultimo.

2. *a*) Il Consiglio sovrintenderà alla gestione e all'adeguamento del sistema monetario internazionale, incluse le varie fasi del processo di aggiustamento e dell'evoluzione della liquidità globale; a questo riguardo, seguirà gli sviluppi del trasferimento di risorse reali ai paesi in via di sviluppo.

b) Il Consiglio esaminerà le proposte, di cui all'articolo XXXVIII *a*), di emendamenti allo Statuto del Fondo.

3. *a*) Il Consiglio dei Governatori può delegare al Consiglio l'autorità di esercitare qualsiasi potere, tranne quelli direttamente conferitigli dal presente Accordo.

b) Ciascun Consigliere avrà diritto al numero dei voti attribuiti, ai sensi dell'articolo XII, sezione 5, al paese membro, o al gruppo di paesi membri, che lo ha nominato. Ogni Consigliere nominato da un gruppo di paesi membri può esprimere separatamente i voti attribuiti ad ogni paese membro facente parte del gruppo. Se il numero dei voti attribuiti ad un paese membro non può essere espresso da un Direttore esecutivo, il pese membro può prendere accordi con un Consigliere per assegnargli il numero dei voti di cui esso paese dispone.

c) Il Consiglio non può prendere alcuna iniziativa derivante dai poteri delegatigli dal Consiglio dei Governatori, che sia incompatibile con qualsiasi iniziativa presa dal Consiglio dei Governatori, e il Comitato esecutivo non prenderà alcuna iniziativa derivante dai poteri delegatigli dal Consiglio dei Governatori, che sia incompatibile con qualsiasi iniziativa presa dal Consiglio dei Governatori o dal Consiglio.

4. Il Consiglio sceglierà il suo presidente tra i Consiglieri, adotterà tutti i regolamenti che possano essere necessari o opportuni per l'adempimento delle sue funzioni, e stabilirà ogni aspetto di ordine procedurale. Il Consiglio terrà tutte le riunioni che possono essere decise dal Consiglio o indette dal Comitato esecutivo.

5. *a*) Il Consiglio avrà gli stessi poteri del Comitato esecutivo in ordine alle seguenti disposizioni:

articolo XII, sezione 2, lettere *c*), *f*), *g*) e *j*);
articolo XVIII, sezione 4, lettera *a*) e sezione 4, lettera *c*) 4);
articolo XXIII, sezione 1; e articolo XXVII, sezione 1, lettera *a*).

b) Per le decisioni del Consiglio in merito a questioni concernenti esclusivamente il Dipartimento diritti speciali di prelievo, avranno diritto di voto soltanto i Consiglieri nominati da un paese membro partecipante o da un gruppo di paesi membri di cui almeno uno sia un partecipante. Ciascuno di questi Consiglieri avrà diritto al numero di voti attribuiti al paese membro partecipante che lo ha nominato, o ai paesi membri partecipanti facenti parte del gruppo che lo ha nominato, ed ai voti attribuiti ad un partecipante con il quale abbia stabilito accordi in conformità con quanto detto nell'ultima frase del precedente paragrafo 3, *b*).

c) Il Consiglio può, con apposite disposizioni, stabilire una procedura per la quale il Comitato esecutivo può avere il voto dei Consiglieri su una questione specifica, senza indire una riunione del Consiglio, ove il Comitato esecutivo ritenga che un'azione debba essere intrapresa dal Consiglio, che essa non debba essere rimandata alla prossima riunione del Consiglio e che non giustifichi la convocazione di una speciale riunione.

d) Quanto disposto all'articolo IX, sezione 8, si applicherà ai Consiglieri, ai loro Sostituti e aggiunti, e a qualsiasi altra persona autorizzata ad assistere ad una riunione del Consiglio.

e) Ai fini della lettera *b*) e 3 *b*) di cui sopra un accordo ai sensi dell'articolo XII, sezione 3 1) 2) da parte di un membro, o da parte di un membro che è partecipante, permetterà a un Consigliere di votare e di disporre del numero dei voti assegnati al membro.

6. Si riterrà che la prima frase dell'articolo XII, sezione 2, lettera *a*) includa un riferimento al Consiglio.

ANNESSO *E*

ELEZIONE DEI DIRETTORI ESECUTIVI

1. L'elezione dei Direttori esecutivi elettivi avrà luogo mediante votazione da parte dei Governatori aventi diritto a voto.

2. Nella votazione per i Direttori esecutivi da eleggere, ciascuno dei Governatori aventi diritto a voto darà ad una sola persona tutti i voti spettantigli secondo l'articolo XII, sezione 5, lettera *a*). Diverranno Direttori esecutivi le quindici persone che riceveranno il maggior numero di voti; tuttavia non si considererà eletto chi avesse ricevuto meno del 4 per cento dei voti complessivamente disponibili.

3. Qualora quindici persone non risultino elette al primo scrutinio, si farà luogo ad una seconda votazione, nella quale voteranno solo: *a*) quei Governatori che nella prima votazione votarono per una persona che non è stata eletta; e *b*) quei Governatori i cui voti a favore di una persona eletta si ritiene, ai sensi del seguente paragrafo 4, abbiano portato i voti favorevoli a quella persona al disopra del 9 per cento dei voti disponibili. Se al secondo scrutinio, il numero dei candidati è superiore a quello dei Direttori esecutivi da eleggere, la persona che avrà ricevuto il minor numero di voti al primo scrutinio non potrà concorrere all'elezione.

4. Nello stabilire se si debba ritenere che i voti dati da un Governatore abbiano portato al disopra del 9 per cento dei voti complessivi i voti favorevoli ad una data persona, si riterrà che il 9 per cento comprenda anzitutto i voti del Governatore che diede il maggior numero di voti a quella persona, indi i voti del Governatore che diede il numero di voti immediatamente inferiore, e così di seguito fino alla concorrenza del 9 per cento.

5. Qualora si debba computare una parte dei voti di un Governatore allo scopo di portare il totale di una persona al disopra del 4 per cento, si riterrà che quel Governatore abbia dato tutti i suoi voti a quella persona, anche se in tal modo i voti complessivi per quella persona superino il 9 per cento.

6. Se dopo il secondo scrutinio non risultano elette 15 persone, si terranno successive votazioni secondo i princìpi sopra esposti, fino a che saranno state elette 15 persone, tenendo presente che dopo che 14 persone sono state elette, la quindicesima può essere eletta a semplice maggioranza dei rimanenti voti e si riterrà eletta da tutti questi voti.

ANNESSO *F*

DESIGNAZIONE

Durante il primo periodo di base, le regole in materia di designazione saranno le seguenti:

a) I partecipanti suscettibili di essere designati in virtù dell'articolo XIX, sezione 5, lettera *a*) 1) lo saranno per somme tali da condurre nel corso del tempo all'uguaglianza dei rapporti fra le loro disponibilità in diritti speciali di prelievo in eccesso alle loro assegnazioni cumulative nette e le loro disponibilità ufficiali in oro o in valute.

b) La formula di applicazione della disposizione di cui alla precedente lettera *a*) sarà tale che i partecipanti suscettibili di designazione saranno designati:

1) proporzionalmente alle loro disponibilità ufficiali in oro e in valute allorché i rapporti menzionati alla lettera *a*) di cui sopra saranno uguali; e

2) in modo da ridurre progressivamente la differenza fra i rapporti bassi e quelli elevati indicati alla lettera *a*) di cui sopra.

ANNESSO *G*

RICOSTITUZIONE

1. Durante il primo periodo base, le regole della ricostituzione saranno le seguenti:

a) 1) Ogni partecipante utilizzerà e ricostituirà le sue disponibilità in diritti speciali di prelievo in modo tale che, cinque anni dopo la prima assegnazione e alla fine di ogni trimestre successivo, la media dell'ammontare totale delle sue disponibilità giornaliere in diritti speciali di prelievo, durante il periodo degli ultimi cinque anni, non sia inferiore al 30 per cento della media della sua assegnazione cumulativa netta giornaliera di diritti speciali di prelievo durante tale periodo;

2) due anni dopo la prima assegnazione e alla fine di ogni mese successivo, il Fondo effettuerà dei calcoli per ogni partecipante per accertare se, ed eventualmente per quale ammontare, il partecipante abbia bisogno di acquistare diritti speciali di prelievo fra la data in cui il calcolo è effettuato e la fine del periodo quinquennale al fine di adempiere a quanto previsto alla lettera *a*) 1) di cui sopra. Il Fondo fisserà norme per quanto concerne le basi sulle quali effettuare tali calcoli così come il momento nel quale dovrà avvenire la designazione dei partecipanti ai sensi dell'articolo XIX, sezione 5, lettera *a*) 2) per aiutarli a rispettare la disposizione della lettera *a*) 1) di cui sopra;

3) il Fondo darà espressa notifica ad un partecipante allorché i calcoli di cui alla lettera *a*) 2) di cui sopra indicheranno che è poco probabile che tale partecipante possa conformarsi alla disposizione della lettera *a*) 1) di cui sopra, a meno che esso non cessi di utilizzare diritti speciali di prelievo durante il rimanente periodo per il quale questi calcoli sono stati effettuati ai sensi della lettera *a*) 2) di cui sopra;

4) il partecipante che abbia bisogno di acquistare diritti speciali di prelievo per far fronte a tale obbligo, sarà tenuto a procurarseli, e avrà il diritto di farlo, a sua scelta contro valuta accettabile dal Fondo in una transazione col Fondo effettuata attraverso il Conto risorse generali. Se per questa via non sarà possibile a tale partecipante ottenere un ammontare sufficiente di diritti speciali di prelievo per far fronte al suo obbligo, esso sarà tenuto a procurarseli, ed avrà il diritto di farlo, in cambio di valuta liberamente utilizzabile, da un partecipante indicato dal Fondo.

b) I partecipanti dovranno inoltre tenere nel debito conto l'opportunità di raggiungere, nel corso del tempo, un rapporto equilibrato fra le loro disponibilità in diritti speciali di prelievo e le loro altre riserve.

2. Allorché un partecipante non rispetterà le regole della ricostituzione, il Fondo stabilirà se le circostanze giustifichino o no la sospensione prevista dall'articolo XXIII, sezione 2, lettera *b*).

ANNESSO *H*

CESSAZIONE DELLA PARTECIPAZIONE

1. Se dalla compensazione prevista all'articolo XXIV, sezione 2, lettera *b*) risulta un obbligo in favore del partecipante uscente e se nessun accordo relativo al regolamento dei conti fra il Fondo ed il partecipante uscente sia intervenuto nei sei mesi successivi alla data della cessazione, il Fondo riacquisterà la rimanenza dei diritti speciali di prelievo con versamenti semestrali uguali e distribuiti su un periodo massimo di cinque anni a partire dalla data della cessazione. Il Fondo riacquisterà tale rimanenza a sua scelta, sia *a*) corrispondendo al partecipante uscente gli ammontari corrisposti al Fondo dai restanti partecipanti, secondo le disposizioni contenute nell'articolo XXIV, sezione 5, sia *b*) autorizzando il partecipante uscente ad utilizzare i suoi diritti speciali di prelievo per acquistare la propria valuta o una valuta liberamente utilizzabile da un partecipante designato dal Fondo, o dal Conto risorse generali, o da qualunque altro possessore.

2. Se dalla compensazione prevista all'articolo XXIV, sezione 2, lettera *b*) risulta un obbligo in favore del Fondo e se nessun accordo relativo al regolamento dei conti sia intervenuto nei sei mesi successivi, il partecipante uscente adempirà a tale obbligo effettuando versamenti semestrali uguali entro un termine di tre anni a partire dalla data della cessazione o entro quel termine maggiore che può essere stabilito dal Fondo. Il partecipante uscente adempirà a tale obbligo, secondo quanto stabilito dal Fondo, *a*) sia versando al Fondo valuta liberamente utilizzabile, a sua scelta, *b*) sia ottenendo diritti speciali di prelievo, secondo le disposizioni contenute nell'articolo XXIV, sezione 6, dal Conto risorse generali o in accordo con un partecipante indicato dal Fondo o da qualunque altro detentore e compensando questi diritti speciali di prelievo contro gli ammontari dovuti.

3. I versamenti previsti ai paragrafi 1 e 2 sopra esposti verranno a scadenza sei mesi dopo la cessazione della partecipazione e le successive scadenze si avranno a sei mesi di intervallo.

4. Nel caso in cui il Dipartimento diritti speciali di prelievo venga posto in liquidazione, ai sensi dell'articolo XXV, nei sei mesi successivi alla data in cui un partecipante ha posto fine alla propria partecipazione, il regolamento dei conti fra il Fondo ed il Governo interessato si effettuerà conformemente alle disposizioni contenute nell'articolo XXV e nell'Allegato *I*.

ANNESSO *I*

PROCEDURE DI LIQUIDAZIONE DEL DIPARTIMENTO DIRITTI SPECIALI DI PRELIEVO

1. Qualora il Dipartimento diritti speciali di prelievo sia posto in liquidazione, i partecipanti salderanno le loro obbligazioni verso il Fondo effettuando dieci versamenti semestrali, o in più lungo periodo, che il Fondo possa ritenere necessario, in valuta liberamente utilizzabile e nelle valute dei partecipanti detentori di diritti speciali di prelievo che debbano essere riacquistati al momento di uno dei detti versamenti e nella misura in cui questi riacquisti debbano essere effettuati secondo ciò che stabilirà il Fondo. Il primo versamento semestrale verrà effettuato sei mesi dopo la data della decisione di porre in liquidazione il Dipartimento diritti speciali di prelievo.

2. Nel caso in cui la liquidazione del Fondo venga decisa meno di sei mesi dopo la data della decisione di porre in liquidazione il Dipartimento diritti speciali di prelievo, la liquidazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo sarà sospesa fintanto che i diritti speciali di prelievo detenuti nel Conto risorse generali saranno distribuiti secondo le seguenti modalità:

una volta effettuate le ripartizioni previste al paragrafo 2, lettera *a*) dell'Allegato *K*, il Fondo ripartirà i diritti speciali di prelievo tenuti nel Conto risorse generali fra tutti i paesi membri aventi titolo di partecipanti, proporzionalmente all'ammontare dovuto ad ogni partecipante, dopo che si sarà proceduto alla ripartizione prevista al paragrafo 2, lettera *b*). Per determinare l'ammontare dovuto ad ogni paese membro per la distribuzione del resto delle sue disponibilità in ogni valuta ai sensi del paragrafo 2, lettera *d*) dell'Allegato *K*, il Fondo detrarrà i diritti speciali di prelievo che saranno stati ripartiti in applicazione alla presente regola.

3. Il Fondo utilizzerà gli ammontari ricevuti ai sensi del precedente paragrafo 1 per riacquistare dai loro detentori i diritti speciali di prelievo in loro possesso secondo le modalità e nell'ordine seguenti:

a) i diritti speciali di prelievo detenuti dai Governi la cui partecipazione sia cessata più di sei mesi prima della data della decisione del Consiglio dei Governatori di liquidare il Dipartimento diritti speciali di prelievo, saranno riacquistati secondo i termini di qualunque accordo ai sensi dell'articolo XXIV, o dell'Allegato *H*;

b) i diritti speciali di prelievo detenuti da non partecipanti verranno riacquistati con precedenza su quelli dei partecipanti ed il loro riacquisto si effettuerà proporzionalmente all'ammontare posseduto da ogni detentore;

c) il Fondo stabilirà la proporzione di diritti speciali di prelievo in possesso di ogni partecipante in rapporto alle rispettive assegnazioni cumulative nette. Il Fondo riacquisterà dapprima i diritti speciali di prelievo dai partecipanti la cui proporzione è maggiore fino a che questa proporzione sia ricondotta al livello di quella immediatamente inferiore; il Fondo riacquisterà quindi i diritti speciali di prelievo detenuti da questi partecipanti secondo la loro assegnazione cumulativa netta fino a che la loro proporzione sia ricondotta al livello di quella immediatamente inferiore; e questo processo continuerà fino ad esaurimento del fondo disponibile per i riacquisti.

4. Qualunque somma un partecipante abbia il diritto di ricevere a titolo di riacquisto ai sensi del paragrafo 3 di cui sopra sarà compensata da qualunque somma della quale esso sia debitore ai sensi del paragrafo 1 di cui sopra.

5. Durante la liquidazione, il Fondo corrisponderà un interesse sugli ammontari dei diritti speciali di prelievo posseduti da ciascun detentore, ed ogni partecipante verserà al Fondo delle provvigioni calcolate sulla sua assegnazione cumulativa netta di diritti speciali di prelievo, ridotte di qualunque pagamento effettuato ai sensi del precedente paragrafo 1. I tassi di interesse e di provvigione, e le scadenze relative verranno fissati dal Fondo. L'interesse e le provvigioni dovranno essere pagati, per quanto possibile, in diritti speciali di prelievo. Il partecipante che detenga un ammontare di diritti speciali di prelievo insufficiente a coprire le provvigioni delle quali è debitore, effettuerà il pagamento in una valuta specificata dal Fondo. Nella misura in cui saranno necessari a coprire le spese di amministrazione, i diritti speciali di prelievo ricevuti a titolo di provvigione non saranno utilizzati per il pagamento dell'interesse, ma saranno trasferiti al Fondo e riacquistati per primi con le valute che il Fondo utilizza per coprire le sue spese.

6. Finché non abbiano effettuato uno qualsiasi dei pagamenti dovuti ai sensi dei paragrafi 1 o 5 di cui sopra, i partecipanti non riceveranno nessuna delle somme che sarebbero loro dovute ai sensi del paragrafo 3 o 5 di cui sopra.

7. Se, una volta effettuati gli ultimi pagamenti ai partecipanti, i partecipanti in regola non detengano tutti la stessa proporzione in diritti speciali di prelievo in rapporto alla loro assegnazione cumulativa netta, i partecipanti in possesso di una proporzione minore acquisteranno da quelli in possesso di una proporzione maggiore, secondo le disposizioni adottate dal Fondo, in modo da rendere uguali le rispettive proporzioni delle proprie disponibilità in diritti speciali di prelievo. Il partecipante che non abbia provveduto al pagamento corrisponderà al Fondo, nella propria valuta, una somma uguale a quella per la quale è debitore. Il Fondo ripartirà fra i partecipanti tale valuta ed eventuali crediti residui in proporzione all'ammontare dei diritti speciali di prelievo detenuti da ognuno, e questi diritti di prelievo saranno annullati. Il Fondo chiuderà allora la contabilità del Dipartimento diritti speciali di prelievo e cesseranno tutti i suoi impegni risultanti dalla assegnazione dei diritti speciali di prelievo come anche l'amministrazione del Dipartimento diritti speciali di prelievo.

9. Il partecipante la cui valuta sia distribuita ad altri partecipanti ai sensi del presente Allegato, si renderà garante del fatto che tale valuta sia utilizzabile senza restrizioni ed in ogni momento per acquisto di beni o per pagamento di somme dovutegli o dovute a residenti nei suoi territori. Ogni partecipante così vincolato accetta di indennizzare gli altri partecipanti per le perdite derivanti dalla differenza fra il valore in base al quale il Fondo ha distribuito la suddetta valuta ai sensi del presente Allegato ed il valore realizzato da tali partecipanti al momento della sua utilizzazione.

ANNESSO *J*

LIQUIDAZIONE DEI CONTI DEI PAESI MEMBRI USCENTI

1. La liquidazione dei conti, per quanto concerne il Conto risorse generali, verrà fatta secondo quanto disposto ai paragrafi da 1 a 6 di questo Allegato. Il Fondo sarà obbligato a pagare al paese membro uscente l'ammontare della sua quota, più qualsiasi altro ammontare di cui il Fondo gli è debitore, meno qualsiasi ammontare da esso dovuto al Fondo, comprese le provvigioni maturate dopo la data di recesso; ma non si farà luogo ad alcun pagamento prima che siano trascorsi sei mesi dalla data predetta. I pagamenti saranno effettuati nella valuta del paese membro uscente e, a tal fine, il Fondo può trasferire al Conto risorse generali le disponibilità nella valuta del paese membro presso il Conto spese speciali o il Conto investimenti contro un ammontare corrispondente di valute di altri paesi membri presso il Conto risorse generali scelti dal Fondo con il loro consenso.

2. Se le disponibilità del Fondo in valuta del paese membro uscente non sono sufficienti per pagare l'ammontare netto dovuto dal Fondo, il saldo sarà pagato in una valuta liberamente utilizzabile o in qualsiasi altra maniera che possa venire concordata. Se il Fondo ed il paese membro uscente non raggiungono un accordo entro sei mesi dalla data del ritiro, il Fondo verserà immediatamente al paese membro uscente le proprie disponibilità in valuta dello stesso. Il saldo eventualmente dovuto sarà pagato in dieci rate semestrali nei cinque anni successivi. Ciascuna rata semestrale sarà pagata, a scelta del Fondo, o in moneta del paese membro ritiratosi, pervenuta al Fondo dopo il suo ritiro, o in una valuta liberamente utilizzabile.

3. Se il Fondo non pagasse, nel modo descritto nel paragrafo precedente, una qualsiasi delle rate dovute, il paese membro avrà il diritto di chiedere al Fondo il pagamento della rata stessa in qualsiasi valuta da esso detenuta, tranne che nelle valute dichiarate scarse ai sensi dell'articolo VII, sezione 3.

4. Se le disponibilità del Fondo nella valuta del paese membro uscente superano l'importo dovutogli, e se l'accordo circa il modo di liquidare i conti non viene raggiunto entro sei mesi dalla data del ritiro, il paese membro uscito è tenuto a riacquistare detta eccedenza contro valuta liberamente utilizzabile. Il riacquisto sarà effettuato ai tassi di cambio in base ai quali il Fondo venderebbe tali valute alla data del ritiro dal Fondo. Il paese membro uscente completerà il riacquisto entro cinque anni dalla data del ritiro o nel periodo più lungo che può essere fissato dal Fondo, ma non sarà tenuto a riacquistare in ciascun periodo semestrale più di un decimo dell'eccedenza della sua valuta detenuta dal Fondo alla data del ritiro, più le eventuali acquisizioni di valuta durante tale periodo semestrale. Se il paese membro uscente non adempie a questo suo obbligo, il Fondo può, con la dovuta cautela, liquidare in qualsiasi mercato la valuta che avrebbe dovuto essere riacquistata.

5. Qualsiasi paese membro che desideri acquistare la valuta di un paese membro che si è ritirato, lo farà acquistandola dal Fondo nella misura nella quale tale paese membro ha accesso alle risorse generali del Fondo e della disponibilità di quella valuta ai sensi del precedente paragrafo 4.

6. Il paese membro uscente garantisce l'uso senza restrizioni, in qualunque momento, della valuta venduta ai sensi dei precedenti paragrafi 4 e 5, per l'acquisto di beni o per il pagamento di somme dovute ad esso o a persone residenti nei suoi territori. Compenserà il Fondo di ogni perdita risultante dalla differenza tra la parità della sua valuta in termini di diritti speciali di pre-

lievo alla data del ritiro ed il valore ricavato in termini di diritti speciali di prelievo dal Fondo vendendo la valuta ai sensi dei precedenti paragrafi 4 e 5.

7. Se il paese membro ha una posizione debitoria nei confronti del Fondo a seguito di transazioni effettuate attraverso il Conto spese speciali ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettera *f*), 2), il debito verrà pagato conformemente alle condizioni dell'indebitamento.

8. Qualora il Fondo detenga la valuta del paese membro uscente nel Conto spese speciali o nel Conto investimenti, potrà, con la dovuta cautela, convertire su qualsiasi mercato, contro le valute dei paesi membri, l'ammontare in valuta del paese membro uscente che rimane in ognuno dei conti dopo la sua utilizzazione ai sensi del precedente paragrafo 1, e il ricavato della conversione verrà tenuto in tali conti. Quanto disposto al paragrafo 5 di cui sopra e dalla prima frase del paragrafo 6 si applicherà alla valuta del paese membro uscente.

9. Qualora il Fondo detenga titoli del paese membro uscente nel Conto spese speciali ai sensi dell'articolo V, sezione 12, lettera *h*), oppure nel Conto investimenti, ve li manterrà fino alla data di scadenza o ne disporrà prima di tale scadenza. Quanto disposto al paragrafo 8 di cui sopra si applicherà al ricavato di tale disinvestimento.

10. Nel caso che il Fondo venga posto in liquidazione ai sensi dell'articolo XXVII, sezione 2, entro sei mesi dalla data del ritiro di un paese membro, i conti tra il Fondo e quel Governo saranno liquidati in conformità all'articolo XXVII, sezione 2, e all'Allegato *K*.

ANNESSO *K*

DISPOSIZIONI PER LA LIQUIDAZIONE

1. In caso di liquidazione, le passività del Fondo non rappresentate dal rimborso delle quote sottoscritte avranno la precedenza nella distribuzione delle attività del Fondo. Nel far fronte a tali passività il Fondo utilizzerà le sue attività nel seguente ordine:

a) valute in cui la passività è pagabile;

b) oro;

c) tutte le altre valute, in proporzione delle quote dei paesi membri, in quanto ciò sia possibile.

2. Dopo estinzione delle passività del Fondo secondo quanto disposto al paragrafo 1, le rimanenti attività del Fondo saranno distribuite ed assegnate nel seguente modo:

a) 1) Il Fondo calcolerà il valore dell'oro detenuto alla data del 31 agosto 1975 ed ancora in suo possesso al momento della decisione di liquidare il Fondo. Tale calcolo verrà fatto in conformità al seguente paragrafo 9, oltre che sulla base di un diritto speciale di prelievo per 0.888671 grammi di oro fino al momento della liquidazione. L'oro equivalente alla differenza tra il primo ed il secondo di questi due valori sarà distribuito tra i paesi che erano membri del Fondo alla data del 31 agosto 1975 in proporzione delle loro quote a quella data.

2) Il fondo distribuirà tutte le attività tenute nel Conto spese speciali alla data della decisione della liquidazione, tra tutti i paesi che erano membri alla data del 31 agosto 1975 in proporzione delle loro quote a quella data. Ciascun tipo di attività verrà distribuito proporzionalmente tra i paesi membri.

b) Il Fondo distribuirà le sue rimanenti disponibilità di oro tra i paesi membri, delle cui monete il Fondo possegga importi inferiori alle rispettive quote, in proporzione, ma non in eccedenza, all'importo per il quale le loro quote superano le disponibilità del Fondo nelle loro valute.

c) Il Fondo distribuirà a ciascun paese membro metà delle proprie disponibilità nelle rispettive monete; tuttavia, questa distribuzione non dovrà superare il 50 per cento della quota di ciascun paese membro.

d) Il Fondo ripartirà il resto delle proprie disponibilità in ciascuna valuta:

1) tra tutti i paesi membri in proporzione, ma non in eccedenza, all'importo dovuto a ciascun paese membro dopo le distribuzioni di cui alle lettere *b*) e *c*), a condizione che, nel calcolare l'importo dovuto, non si tenga conto della distribuzione di cui al paragrafo 2, lettera *a*), e

2) ogni disponibilità in eccesso di oro e di valuta tra tutti i paesi membri in proporzione alle loro quote.

3. Ogni paese membro riacquisterà le disponibilità della sua valuta assegnate ad altri paesi membri ai sensi del paragrafo 2, lettera *d*) o si accorderà col Fondo, entro tre mesi dalla decisione della liquidazione, per una ordinata procedura di riacquisto.

4. Qualora un paese membro non abbia raggiunto un accordo col Fondo nel predetto termine di tre mesi, di cui al precedente paragrafo 3, il Fondo utilizzerà le valute di altri paesi membri, assegnate secondo il paragrafo 2, lettera *d*) a quel paese membro, per riacquistare la valuta di quel paese membro assegnata ad altri paesi membri. Ciascuna valuta assegnata ad un paese membro col

quale non si sia raggiunto l'accordo per il rimborso verrà utilizzata, nei limiti del possibile, per il rimborso della valuta dello stesso assegnata ai paesi membri che si sono accordati col Fondo, secondo quanto stabilito al paragrafo 3.

5. Se un paese membro ha concluso un accordo col Fondo ai sensi del precedente paragrafo 3, il Fondo userà le valute di altri paesi membri assegnate a quel paese membro ai sensi del precedente paragrafo 2, lettera *d*) per riscattare la valuta di quel paese membro assegnata ad altri paesi membri che hanno concluso accordi col Fondo ai sensi del paragrafo 3. Ciascun importo sarà riacquistato nella valuta del paese membro cui è stato assegnato.

6. Dopo aver eseguito quanto disposto nei precedenti paragrafi, il Fondo pagherà a ciascun paese membro le rimanenti valute tenute per conto dello stesso.

7. Ciascun paese membro, la cui valuta è stata distribuita ad altri paesi membri ai sensi del paragrafo precedente, riscatterà tale valuta nella valuta del paese membro che richiede il riacquisto, o in qualsiasi altra maniera che possa venire tra loro concordata. Se i paesi membri in questione non raggiungono un accordo, il paese membro tenuto al riacquisto completerà tale riacquisto entro cinque anni dalla data della distribuzione, ma non sarà tenuto a riacquistare in ciascun periodo semestrale più di un decimo dell'importo distribuito a ciascun altro paese membro. Se il paese membro non adempie a questo suo obbligo, l'importo della valuta che avrebbe dovuto essere riacquistata potrà essere liquidato, con la dovuta cautela, in qualsiasi mercato.

8. Ogni paese membro, la cui valuta è stata distribuita ad altri paesi membri ai sensi del precedente paragrafo 6, garantisce l'uso senza restrizioni di tale valuta, in ogni momento, per l'acquisto di beni o per il pagamento di somme dovute ad esso o a persone residenti nei suoi territori. Ogni paese membro tenuto a quanto sopra si obbliga a reintegrare gli altri paesi membri di qualsiasi perdita risultante dalla differenza tra il valore della sua valuta in termini di diritti speciali di prelievo alla data della decisione di liquidare il Fondo ed il valore in diritti speciali di prelievo ricavato dal paese membro interessato nel vendere la sua valuta.

9. Il Fondo determinerà il valore dell'oro, ai sensi di questo Allegato, sulla base dei prezzi di mercato.

10. Ai fini di quanto disposto nel presente Allegato, si riterrà che le quote siano state aumentate per l'intera misura nella quale sarebbero state aumentate in conformità all'articolo III, sezione 2, lettera *b*) del presente Accordo.

LEGGE 7 novembre 1977, n. **883**.

Approvazione ed esecuzione dell'accordo relativo ad un programma internazionale per l'energia, firmato a Parigi il 18 novembre 1974.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'accordo relativo ad un programma internazionale per l'energia, firmato a Parigi il 18 novembre 1974.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 67 dell'accordo stesso.

Art. 3.

All'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'anno finanziario 1977, valutato per il periodo 1974-77 in lire 700 milioni, si provvede mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo 6856 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario medesimo.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Le occorrenze finanziarie relative agli esercizi successivi saranno determinate con apposita autorizzazione di spesa da inserire annualmente nella legge di approvazione del bilancio di previsione dello Stato.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 7 novembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — PANDOLFI — DONAT-CATTIN — OSSOLA

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

AGGREEMENT
ON AN INTERNATIONAL ENERGY PROGRAM

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, THE KINGDOM OF BELGIUM, CANADA, THE KINGDOM OF DENMARK, THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY, IRELAND, THE ITALIAN REPUBLIC, JAPAN, THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG, THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS, SPAIN, THE KINGDOM OF SWEDEN, THE SWISS CONFEDERATION, THE REPUBLIC OF TURKEY, THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AND THE UNITED STATES OF AMERICA,

DESIRING to promote secure oil supplies on reasonable and equitable terms,

DETERMINED to take common effective measures to meet oil supply emergencies by developing an emergency self-sufficiency in oil supplies, restraining demand and allocating available oil among their countries on an equitable basis,

DESIRING to promote co-operative relations with oil producing countries and with other oil consuming countries, including those of the developing world, through a purposeful dialogue, as well as through other forms of co-operation, to further the opportunities for a better understanding between consumer and producer countries,

MINDFUL of the interests of other oil consuming countries, including those of the developing world,

DESIRING to play a more active role in relation to the oil industry by establishing a comprehensive international information system and a permanent framework for consultation with oil companies,

DETERMINED to reduce their dependence on imported oil by undertaking longterm co-operative efforts on conservation of energy, on accelerated development of alternative sources of energy, on research and development in the energy field and on uranium enrichment,

CONVINCED that these objectives can only be reached through continued co-operative efforts within effective organs,

EXPRESSING the intention that such organs be created within the framework of the Organisation for Economic Co-operation and Development,

RECOGNISING that other Member countries of the Organisation for Economic Co-operation and Development may desire ot join in their efforts,

CONSIDERING the special responsibility of governments for energy supply,

CONCLUDE that it is necessary to establish an International Energy Program to be implemented through an International Energy Agency, and to that end,

HAVE AGREED as follows:

Article 1

1. The Participating Countries shall implement the International Energy Program as provided for in this Agreement through the International Energy Agency, described in Chapter IX, hereinafter referred to as the " Agency "

2. The term " Participating Countries " means States to which this Agreement applies provisionally and States for which the Agreement has entered into and remains in force.

3. The term " group " means the Participating Countries as a group.

CHAPTER I
EMERGENCY SELF-SUFFICIENCY

Article 2

1. The Participating Countries shall establish a common emergency self-sufficiency in oil supplies. To this end, each Participating Country shall maintain emergency reserves sufficient to sustain consumption for at least 60 days with no net oil imports. Both consumption and net oil imports shall be reckoned at the average daily level of the preceding calendar year.

2. The Governing Board shall, acting by special majority, not later than 1st July, 1975, decide the date from which the emergency reserve commitment of each Participating Country shall, for the purpose of calculating its supply right referred to in Article 7, be deemed to be raised to a level of 90 days. Each Participating Country shall increase its actual level of emergency reserves to 90 days and shall endeavour to do so by the date so decided.

3. The term " emergency reserve commitment " means the emergency reserves equivalent to 60 days of net oil imports as set out in paragraph 1 and, from the date to be decided according to paragraph 2, to 90 days of net oil imports as set out in paragraph 2.

Article 3

1. The emergency reserve commitment set out in Article 2 may be satisfied by:
— oil stocks,
— fuel switching capacity,
— stand-by oil production,

in accordance with the provisions of the Annex which forms an integral part of this Agreement.

2. The Governing Board shall, acting by majority, not later than 1st July, 1975, decide the extent to which the emergency reserve commitment may be satisfied by the elements mentioned in paragraph 1.

Article 4

1. The Standing Group on Emergency Questions shall, on a continuing basis, review the effectiveness of the measures taken by each Participating Country to meet its emergency reserve commitment.

2. The Standing Group on Emergency Questions shall report to the Management Committee, which shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board. The Governing Board may, acting by majority, adopt recommendations to Participating Countries.

CHAPTER II
DEMAND RESTRAINT

Article 5

1. Each Participating Country shall at all times have ready a program of contingent oil demand restraint measures enabling it to reduce its rate of final consumption in accordance with Chapter IV.

2. The Standing Group on Emergency Questions shall, on a continuing basis, review and assess:

— each Participating Country's program of demand restraint measures,

— the effectiveness of measures actually taken by each Participating Country.

3. The Standing Group on Emergency Questions shall report to the Management Committee, which shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board. The Governing Board may, acting by majority, adopt recommendations to Participating Countries.

CHAPTER III

ALLOCATION

Article 6

1. Each Participating Country shall take the necessary measures in order that allocation of oil will be carried out pursuant to this Chapter and Chapter IV.

2. The Standing Group on Emergency Questions shall, on a continuing basis, review and assess:

— each Participating Country's measures in order that allocation of oil will be carried out pursuant to this Chapter and Chapter IV,

— the effectiveness of measures actually taken by each Participating Country.

3. The Standing Group on Emergency Questions shall report to the Management Committee, which shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board. The Governing Board may, acting by majority, adopt recommendations to Participating Countries.

4. The Governing Board shall, acting by majority, decide promptly on the practical procedures for the allocation of oil and on the procedures and modalities for the participation of oil companies therein within the framework of this Agreement.

Article 7

1. When allocation of oil is carried out pursuant to Article 13, 14, or 15, each Participating Country shall have a supply right equal to its permissible consumption less its emergency reserve drawdown obligation.

2. A Participating Country whose supply right exceeds the sum of its normal domestic production and actual net imports available during an emergency shall have an allocation right which entitles it to additional net imports equal to that excess.

3. A Participating Country in which the sum of normal domestic production and actual net imports available during an emergency exceeds its supply right shall have an allocation obligation which requires it to supply, directly or indirectly, the quantity of oil equal to that excess to other Participating Countries. This would not preclude any Participating Country from maintaining exports of oil to non-participating countries.

4. The term " permissible consumption " means the average daily rate of final consumption allowed when emergency demand restraint at the applicable level has been activated; possible further voluntary demand restraint by any Participating Country shall not affect its allocation right or obligation.

5. The term " emergency reserve drawdown obligation " means the emergency reserve commitment of any Participating Country divided by the total emergency reserve commitment of the group and multiplied by the group supply shortfall.

6. The term " group supply shortfall " means the shortfall for the group as measured by the aggregate permissible consumption for the group minus the daily rate of oil supplies available to the group during an emergency.

7. The term " oil supplies available to the group " means

— all crude oil available to the group,

— all petroleum products imported from outside the group, and

— all finished products and refinery feedstocks which are produced in association with natural gas and crude oil and are available to the group.

8. The term " final consumption " means total domestic consumption of all finished petroleum products.

Article 8

1. When allocation of oil to a Participating Country is carried out pursuant to Article 17, that Participating Country shall

— sustain from its final consumption the reduction in its oil supplies up to a level equal to 7 per cent of its final consumption during the base period,

— have an allocation right equal to the reduction in its oil supplies which results in a reduction of its final consumption over and above that level.

2. The obligation to allocate this amount of oil is shared among the other Participating Countries on the basis of their final consumption during the base period.

3. The Participating Countries may meet their allocation obligations by any measures of their own choosing, including demand restraint measures or use of emergency reserves.

Article 9

1. For purposes of satisfying allocation rights and allocation obligations, the following elements will be included:

— all crude oil,

— all petroleum products,

— all refinery feedstocks, and

— all finished products produced in association with natural gas and crude oil.

2. To calculate a Participating Country's allocation right, petroleum products normally imported by that Participating Country, whether from other Participating Countries or from non-participating countries, shall be expressed in crude oil equivalent and treated as though they were imports of crude oil to that Participating Country.

3. Insofar as possible, normal channels of supply will be maintained as well as the normal supply proportions between crude oil and products and among different categories of crude oil and products.

4. When allocation takes place, an objective of the Program shall be that available crude oil and products shall, insofar as possible, be shared within the refining and distributing industries as well as between refining and distributing companies in accordance with historical supply patterns.

Article 10

1. The objectives of the Program shall include ensuring fair treatment for all Participating Countries and basing the price for allocated oil on the price conditions prevailing for comparable commercial transactions.

2. Questions relating to the price of oil allocated during an emergency shall be examined by the Standing Group on Emergency Questions.

Article 11

1. It is not an objective of the Program to seek to increase, in an emergency, the share of world oil supply that the group had under normal market conditions. Historical oil trade patterns should be preserved as far as is reasonable, and due account should be taken of the position of individual non-participating countries.

2. In order to maintain the principles set out in paragraph 1, the Management Committee shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board, which, acting by majority, shall decide on such proposals.

CHAPTER IV
ACTIVATION

ACTIVATION

Article 12

Whenever the group as a whole or any Participating Country sustains or can reasonably be expected to sustain a reduction in its oil supplies, the emergency measures, which are the mandatory demand restraint referred to in Chapter II and the allocation of available oil referred to in Chapter III, shall be activated in accordance with this Chapter.

Article 13

Whenever the group sustains or can reasonably be expected to sustain a reduction in the daily rate of its oil supplies at least equal to 7 per cent of the average daily rate of its final consumption during the base period, each Participating Country shall implement demand restraint measures sufficient to reduce its final consumption by an amount equal to 7 per cent of its final consumption during the base period, and allocation of available oil among the Participating Countries shall take place in accordance with Articles 7, 9, 10 and 11.

Article 14

Whenever the group sustains or can reasonably be expected to sustain a reduction in the daily rate of its oil supplies at least equal to 12 per cent of the average daily rate of its final consumption

during the base period, each Participating Country shall implement demand restraint measures sufficient to reduce its final consumption by an amount equal to 10 per cent of its final consumption during the base period, and allocation of available oil among the Participating Countries shall take place in accordance with Articles 7, 9, 10 and 11.

Article 15

When cumulative daily emergency reserve drawdown obligations as definied in Article 7 have reached 50 per cent of emergency reserve commitments and a decision has been taken in accordance with Article 20, each Participating Country shall take the measures so decided, and allocation of available oil among the Participating Countries shall take place in accordance with Articles 7, 9, 10 and 11.

Article 16

When demand restraint is activated in accordance with this Chapter, a Participating Country may substitute for demand restraint measures use of emergency reserves held in excess of its emergency reserve commitment as provided in the Program.

Article 17

1. Whenever any Participating Country sustains or can reasonably be expected to sustain a reduction in the daily rate of its oil supplies which results in a reduction of the daily rate of its final consumption by an amount exceeding 7 per cent of the average daily rate of its final consumption during the base period, allocation of available oil to that Participating Country shall take place in accordance with Articles 8 to 11.

2. Allocation of available oil shall also take place when the conditions in paragraph 1 are fulfilled in a major region of a Participating Country whose oil market is incompletely integrated. In this case, the allocation obligation of other Participating Countries shall be reduced by the theoretical allocation obligation of any other major region or regions of the Participating Country concerned.

Article 18

1. The term " base period " means the most recent four quarters with a delay of one-quarter necessary to collect information. While emergency measures are applied with regard to the group or to a Participating Country, the base period shall remain fixed.

2. The Standing Group on Emergency Questions shall examine the base period set out in paragraph 1, taking into account in particular such factors as growth, seasonal variations in consumption and cyclical changes and shall, not later than 1st April, 1975, report to the Management Committee The Management Committee shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board, which, acting by majority, shall decide on these proposals not later than 1st July, 1975.

Article 19

1. The Secretariat shall make a finding when a reduction of oil supplies as mentioned in Article 13, 14 or 17 has occurred or can reasonably be expected to occur, and shall establish the

amount of the reduction or expected reduction for each Participating Country and for the group. The Secretariat shall keep the Management Committee informed of its deliberations, and shall immediately report its finding to the members of the Committee and inform the Participating Countries thereof. The report shall include information on the nature of the reduction.

2. Within 48 hours of the Secretariat's reporting a finding, the Committee shall meet to review the accuracy of the data compiled and the information provided. The Committee shall report to the Governing Board within a further 48 hours. The report shall set out the views expressed by the members of the Committee, including any views regarding the handling of the emergency.

3. Within 48 hours of receiving the Management Committee's report, the Governing Board shall meet to review the finding of the Secretariat in the light of that report. The activation of emergency measures shall be considered confirmed and Participating Countries shall implement such measures within 15 days of such confirmation unless the Governing Board, acting by special majority, decides within a further 48 hours not to activate the emergency measures, to activate them only in part or to fix another time limit for their implementation.

4. If, according to the finding of the Secretariat, the conditions of more than one of the Articles 14, 13 and 17 are fulfilled, any decision not to activate emergency measures shall be taken separately for each Article and in the above order. If the conditions in Article 17 are fulfilled with regard to more than one Participating Country any decision not to activate allocation shall be taken separately with respect to each Country.

5. Decisions pursuant to paragraphs 3 and 4 may at any time be reversed by the Governing Board, acting by majority.

6. In making its finding under this Article, the Secretariat shall consult with oil companies to obtain their views regarding the situation and the appropriateness of the measures to be taken.

7. An international advisory board from the oil industry shall be convened, not later than the activation of emergency measures, to assist the Agency in ensuring the effective operation of such measures.

Article 20

1. The Secretariat shall make a finding when cumulative daily emergency reserve drawdown obligations have reached or can reasonably be expected to reach 50 per cent of emergency reserve commitments. The Secretariat shall immediately report its finding to the members of the Management Committee and inform the Participating Countries thereof. The report shall include information on the oil situation.

2. Within 72 hours of the Secretariat's reporting such a finding, the Management Committee shall meet to review the data compiled and the information provided. On the basis of available information the Committee shall report to the Governing Board within a further 48 hours proposing measures required for meeting the necessities of the situation, including the increase in the level of mandatory demand restraint that may be necessary. The report shall set out the views expressed by the members of the Committee.

3. The Governing Board shall meet within 48 hours of receiving the Committee's report and proposal. The Governing Board shall review the finding to the Secretariat and the report of the Management Committee and shall within a further 48 hours, acting by special majority, decide on the measures required for meeting the necessities of the situation, including the increase in the level of mandatory demand restraint that may be necessary.

Article 21

1. Any Participating Country may request the Secretariat to make a finding under Article 19 or 20.

2. If, within 72 hours of such request, the Secretariat does not make such a finding, the Participating Country may request the Management Committee to meet and consider the situation in accordance with the provisions of this Agreement.

3. The Management Committee shall meet within 48 hours of such request in order to consider the situation. It shall, at the request of any Participating Country, report to the Governing Board within a further 48 hours. The report shall set out the views expressed by the members of the Committee and by the Secretariat, including any views regarding the handling of the situation.

4. The Governing Board shall meet within 48 hours of receiving the Management Committee's report. If it finds, acting by majority, that the conditions set out in Article 13, 14, 15 or 17 are fulfilled, emergency measures shall be activated accordingly.

Article 22

The Governing Board may at any time decide by unanimity to activate any appropriate emergency measures not provided for in this Agreement, if the situation so requires.

DEACTIVATION

Article 23

1. The Secretariat shall make a finding when a reduction of supplies as mentioned in Article 13, 14 or 17 has decreased or can reasonably be expected to decrease below the level referred to in the relevant Article. The Secretariat shall keep the Management Committee informed of its deliberations and shall immediately report its finding to the members of the Committee and inform the Participating Countries thereof.

2. Within 72 hours of the Secretariat's reporting a finding, the Management Committee shall meet to review the data compiled and the information provided. It shall report to the Governing Board within a further 48 hours. The report shall set out the views expressed by the members of the Committee, including any views regarding the handling of the emergency.

3. Within 48 hours of receiving the Committee's report, the Governing Board shall meet to review the finding of the Secretariat in the light of the report from the Management Committee. The deactivation of emergency measures or the applicable reduction of the demand restraint level shall be considered confirmed unless the Governing Board, acting by special majority, decides within a further 48 hours to maintain the emergency measures or to deactivate them only in part.

4. In making its finding under this Article, the Secretariat shall consult with the international advisory board, mentioned in Article 19, paragraph 7, to obtain its views regarding the situation and the appropriateness of the measures to be taken.

5. Any Participating Country may request the Secretariat to make a finding under this Article.

Article 24

When emergency measures are in force, and the Secretariat has not made a finding under Article 23, the Governing Board, acting by special majority, may at any time decide to deactivate the measures either wholly or in part.

CHAPTER V

INFORMATION SYSTEM ON THE INTERNATIONAL OIL MARKET

Article 25

1. The Participating Countries shall establish an Information System consisting of two sections:

— a General Section on the situation in the international oil market and activities of oil companies,

— a Special Section designed to ensure the efficient operation of the measures described in Chapters I to IV.

2. The System shall be operated on a permanent basis, both under normal conditions and during emergencies, and in a manner which ensures the confidentiality of the information made available.

3. The Secretariat shall be responsible for the operation of the Information System and shall make the information compiled available to the Participating Countries.

Article 26

The term " oil companies " means international companies, national companies, non-integrated companies and other entities which play a significant role in the international oil industry.

GENERAL SECTION

Article 27

1. Under the General Section of the Information System, the Participating Countries shall, on a regular basis, make available to the Secretariat information on the precise data identified in accordance with Article 29 on the following subjects relating to oil companies operating within their respective jurisdictions:

a) Corporate structure;

b) Financial structure, including balance sheets, profit and loss accounts, and taxes paid;

c) Capital investments realised;

d) Terms of arrangements for access to major sources of crude oil;

e) Current rates of production and anticipated changes therein;

f) Allocations of available crude supplies to affiliates and other customers (criteria and realisations);

g) Stocks;

h) Cost of crude oil and oil products;
i) Prices, including transfer prices to affiliates;
j) Other subjects, as decided by the Governing Board, acting by unanimity.

2. Each Participating Country shall take appropriate measures to ensure that all oil companies operating within its jurisdiction make such information available to it as is necessary to fulfil its obligations under paragraph 1, taking into account such relevant information as is already available to the public or to Governments.

3. Each Participating Country shall provide information on a non-proprietary basis and on a company and/or country basis as appropriate, and in such a manner and degree as will not preudice competition or conflict with the legal requirements of any Participating Country relating to competition.

4. No Participating Country shall be entitled to obtain, through the General Section, any information on the activities of a company operating within its jurisdiction which could not be obtained by it from that company by application of its laws or through its institutions and customs if that company were operating solely within its jurisdiction.

Article 28

Information provided on a " non-proprietary basis " means information which does not constitute or relate to patents, trademarks, scientific or manufacturing processes or developments, individual sales, tax returns, customer lists or geological and geophysical information, including maps.

Article 29

1. Within 60 days of the first day of the provisional application of this Agreement, and as appropriate thereafter, the Standing Group on the Oil Market shall submit a report to the Management Committee identifying the precise data within the list of subjects in Article 27, paragraph 1, which are required for the efficient operation of the General Section, and specifying the procedures for obtaining such data on a regular basis.

2. The Management Committee shall review the report and make proposals to the Governing Board which, within 30 days of the submission of the report to the Management Committee, and acting by majority, shall take the decisions necessary for the establishment and efficient operation of the General Section.

Article 30

In preparing its reports under Article 29, the Standing Group on the Oil Market shall

— consult with oil companies to ensure that the System is compatible with industry operations;

— identify specific problems and issues which are of concern to Participating Countries;

— identify specific data which are useful and necessary to resolve such problems and issues;

— work out precise standards for the harmonization of the required information in order to ensure comparability of the data;

— work out procedures to ensure the confidentiality of the information.

Article 31

1. The Standing Group on the Oil Market shall on a continuing basis review the operation of the General Section.

2. In the event of changes in the conditions of the international oil market, the Standing Group on the Oil Market shall report to the Management Committee. The Committee shall make proposals on appropriate changes to the Governing Board which, acting by majority, shall decide on such proposals.

SPECIAL SECTION

Article 32

1. Under the Special Section of the Information System, the Participating Countries shall make available to the Secretariat all information which is necessary to ensure the efficient operation of emergency measures.

2. Each Participating Country shall take appropriate measures to ensure that all oil companies operating within its jurisdiction make such information available to it as is necessary to enable it to fulfil its obligations under paragraph 1 and under Article 33.

3. The Secretariat shall, on the basis of this information and other information available, continuously survey the supply of oil to and the consumption of oil within the group and each Participating Country.

Article 33

Under the Special Section, the Participating Countries shall, on a regular basis, make available to the Secretariat information on the precise data identified in accordance with Article 34 on the following subjects:

a) Oil consumption and supply;
b) Demand restraint measures;
c) Levels of emergency reserves;
d) Availability and utilisation of transportation facilities;
e) Current and projected levels of international supply and demand;
f) Other subjects, as decided by the Governing Board, acting by unanimity.

Article 34

1. Within 30 days of the first day of the provisional application of this Agreement, the Standing Group on Emergency Questions shall submit a report to the Management Committee identifying the precise data within the list of subjects in Article 33 which are required under the Special Section to ensure the efficient operation of emergency measures and specifying the procedures for obtaining such data on a regular basis, including accelerated procedures in times of emergency.

2. The Management Committee shall review the report and make proposals to the Governing Board which, within 30 days of the submission of the report to the Management Committee, and acting by majority, shall take the decisions necessary for the establishment and efficient operation of the Special Section.

Article 35

In preparing its report under Article 34, the Standing Group on Emergency Questions shall:

— consult with oil companies to ensure that the System is compatible with industry operations;

— work out precise standards for the harmonization of the required information in order to ensure comparability of the data;

— work out procedures to ensure the confidentiality of the information.

Article 36

The Standing Group on Emergency Questions shall on a continuing basis review the operation of the Special Section and shall, as appropriate, report to the Management Committee. The Committee shall make proposals on appropriate changes to the Governing Board, which, acting by majority, shall decide on such proposals.

CHAPTER VI

FRAMEWORK FOR CONSULTATION WITH OIL COMPANIES

Article 37

1. The Participating Countries shall establish within the Agency a permanent framework for consultation within which one or more Participating Countries may, in an appropriate manner, consult with and request information from individual oil companies on all important aspects of the oil industry, and within which the Participating Countries may share among themselves on a co-operative basis the results of such consultations.

2. The framework for consultation shall be established under the auspices of the Standing Group on the Oil Market.

3. Within 60 days of the first day of the provisional application of this Agreement, and as appropriate thereafter, the Standing Group on the Oil Market, after consultation with oil companies, shall submit a report to the Management Committee on the procedures for such consultations. The Management Committtee shall review the report and make proposals to the Governing Board, which, within 30 days of the submission of the report to the Management Committee, and acting by majority, shall decide on such procedures.

Article 38

1. The Standing Group on the Oil Market shall present a report to the Management Committee on consultations held with any oil company within 30 days thereof.

2. The Management Committee shall consider the report and may make proposals on appropriate co-operative action to the Governing Board, which shall decide on such proposals.

Article 39

1. The Standing Group on the Oil Market shall, on a continuing basis, evaluate the results of the consultations with and the information collected from oil companies.

2. On the basis of these evaluations, the Standing Group may examine and assess the international oil situation and the position of the oil industry and shall report to the Management Committee.

3. The Management Committee shall review such reports and make proposals on appropriate co-operative action to the Governing Board, which shall decide on such proposals.

Article 40

The Standing Group on the Oil Market shall submit annually a general report to the Management Committee on the functioning of the framework for consultation with oil companies.

CHAPTER VII

LONG TERM CO-OPERATION ON ENERGY

Article 41

1. The Participating Countries are determined to reduce over the longer term their dependence on imported oil for meeting their total energy requirements.

2. To this end, the Participating Countries will undertake national programs and promote the adoption of co-operative programs, including, as appropriate, the sharing of means and efforts, while concerting national policies, in the areas set out in Article 42.

Article 42

1. The Standing Group on Long Term Co-operation shall examine and report to the Management Committee on co-operative action. The following areas shall in particular be considered:

a) Conservation of energy, including co-operative programs on

— exchange of national experiences and information on energy conservation;
— ways and means for reducing the growth of energy consumption through conservation.

b) Development of alternative sources of energy such as domestic oil, coal, natural gas, nuclear energy and hydro-electric power, including co-operative programs on

— exchange of information on such matters as resources, supply and demand, price and taxation;
— ways and means for reducing the growth of consumption of imported oil through the development of alternative sources of energy;
— concrete projects, including jointly financed projects;
— criteria, quality objectives and standards for environmental protection.

c) Energy research and development, including as a matter of priority co-operative programs on

— coal technology;
— solar energy;
— radioactive waste management;
— controlled thermonuclear fusion;
— production of hydrogen from water;
— nuclear safety;
— waste heat utilisation;
— conservation of energy;
— municipal and industrial waste utilisation for energy conservation;
— overall energy system analysis and general studies.

d) Uranium enrichment, including co-operative programs

— to monitor developments in natural and enriched uranium supply;
— to facilitate development of natural uranium resources and enrichment services;
— to encourage such consultations as may be required to deal with international issues that may arise in relation to the expansion of enriched uranium supply;
— to arrange for the requisite collection, analysis and dissemination of data related to the planning of enrichment services.

2. In examining the areas of co-operative action, the Standing Group shall take due account of ongoing activities elsewhere.

3. Programs developed under paragraph 1 may be jointly financed. Such joint financing may take place in accordance with Article 64, paragraph 2.

Article 43

1. The Management Committee shall review the reports of the Standing Group and make appropriate proposals to the Governing Board, which shall decide on these proposals not later than 1st July, 1975.

2. The Governing Board shall take into account possibilities for co-operation within a broader framework.

Chapter VIII

RELATIONS WITH PRODUCER COUNTRIES AND WITH OTHER CONSUMER COUNTRIES

Article 44

The Participating Countries will endeavour to promote co-operative relations with oil producing countries and with other oil consuming countries, including developing countries. They will keep under review developments in the energy field with a view to identifying opportunities for and promoting a purposeful dialogue, as well as other forms of co-operation, with producer countries and with other consumer countries.

Article 45

To achieve the objectives set out in Article 44, the Participating Countries will give full consideration to the needs and interests of other oil consuming countries, particularly those of the developing countries.

Article 46

The Participating Countries will, in the context of the Program, exchange views on their relations with oil producing countries. To this end, the Participating Countries should inform each other of co-operative action on their part with producer countries which is relevant to the objectives of the Program.

Article 47

The Participating Countries will, in the context of the Program

— seek, in the light of their continuous review of developments in the international energy situation and its effect on the wold economy, opportunities and means of encouraging stable international trade in oil and of promoting secure oil supplies on reasonable and equitable terms for each Participating Country;

— consider, in the light of work going on in other international organisations, other possible fields of co-operation including the prospects for co-operation in accelerated industrialisation and socio-economic development in the principal producing areas and the implications of this for international trade and investment;

— keep under review the prospects for co-operation with oil producing countries on energy questions of mutual interest, such as conservation of energy, the development of alternative sources, and research and development.

Article 48

1. The Standing Group on Relations with Producer and other Consumer Countries will examine and report to the Management Committee on the matters described in this Chapter.

2. The Management Committee may make proposals on appropriate co-operative action regarding these matters to the Governing Board, which shall decide on such proposals.

CHAPTER IX

INSTITUTIONAL AND GENERAL PROVISIONS

Article 49

1. The Agency shall have the following organs:
   — a Governing Board;
   — a Management Committee;

— Standing Groups on
  — Emergency Questions,
  — The Oil Market,
  — Long Term Co-operation,
  — Relations with Producer and Other Consumer Countries.

2. The Governing Board or the Management Committee may, acting by majority, establish any other organ necessary for the implementation of the Program.

3. The Agency shall have a Secretariat to assist the organs mentioned in paragraphs 1 and 2.

GOVERNING BOARD

Article 50

1. The Governing Board shall be composed of one or more ministers or their delegates from each Participating Country.

2. The Governing Board, acting by majority, shall adopt its own rules of procedure. Unless otherwise decided in the rules of procedure, these rules shall also apply ot the Management Committee and the Standing Groups.

3. The Governing Board, acting by majority, shall elect its Chairman and Vice-Chairmen.

Article 51

1. The Governing Board shall adopt decisions and make recommendations which are necessary for the proper functioning of the Program.

2. The Governing Board shall review periodically and take appropriate action concerning developments in the international energy situation, including problems relating to the oil supplies of any Participating Country or Countries, and the economic and monetary implications of these developments. In its activities concerning the economic and monetary implications of developments in the international energy situation, the Governing Board shall take into account the competence and activities of international institutions responsible for overall economic and monetary questions.

3. The Governing Board, acting by majority, may delegate any of its functions to any other organ of the Agency.

Article 52

1. Subject to Article 61, paragraph 2, and Article 65, decisions adopted pursuant to this Agreement by the Governing Board or by any other organ by delegation from the Board shall be binding on the Participating Countries.

2. Recommendations shall not be binding.

MANAGEMENT COMMITTEE

Article 53

1. The Management Committee shall be composed of one or more senior representatives of the Government of each Participating Country.

2. The Management Committee shall carry out the functions assigned to it in this Agreement and any other function delegated to it by the Governing Board.

3. The Management Committee may examine and make proposals to the Governing Board, as appropriate, on any matter within the scope of this Agreement.

4. The Management Committee shall be convened upon the request of any Participating Country.

5. The Management Committee, acting by majority, shall elect its Chairman and Vice-Chairmen.

STANDING GROUPS

Article 54

1. Each Standing Group shall be composed of one or more representatives of the Government of each Participating Country.

2. The Management Committee, acting by majority, shall elect the Chairmen and Vice-Chairmen of the Standing Groups.

Article 55

1. The Standing Group on Emergency Questions shall carry out the functions assigned to it in Chapters I to V and the Annex and any other function delegated to it by the Governing Board.

2. The Standing Group may review and report to the Management Committee on any matter within the scope of Chapters I to V and the Annex.

3. The Standing Group may consult with oil companies on any matter within its competence.

Article 56

1. The Standing Group on the Oil Market shall carry out the functions assigned to it in Chapters V and VI and any other function delegated to it by the Governing Board.

2. The Standing Group may review and report to the Management Committee on any matter within the scope of Chapters V and VI.

3. The Standing Group may consult with oil companies on any matter within its competence.

Article 57

1. The Standing Group on Long Term Co-operation shall carry out the functions assigned to it in Chapter VII and any other function delegated to it by the Governing Board.

2. The Standing Group may review and report to the Management Committee on any matter within the scope of Chapter VII.

Article 58

1. The Standing Group on Relations with Producer and other Consumer Countries shall carry out the functions assigned to it in Chapter VIII and any other function delegated to it by the Governing Board.

2. The Standing Group may review and report to the Management Committee on any matter within the scope of Chapter VIII.

3. The Standing Group may consult with oil companies on any matter within its competence.

SEGRETARIAT

Article 59

1. The Secretariat shall be composed of an Executive Director and such staff as is necessary.

2. The Executive Director shall be appointed by the Governing Board.

3. In the performance of their duties under this Agreement the Executive Director and the staff shall be responsible to and report to the organs of the Agency.

4. The Governing Board, acting by majority, shall take all decisions necessary for the establishment and the functioning of the Secretariat.

Article 60

The Secretariat shall carry out the functions assigned to it in this Agreement and any other function assigned to it by the Governing Board.

VOTING

Article 61

1. The Governing Board shall adopt decisions and recommendations for which no express voting provision is made in this Agreement, as follows:

a) by majority:

— decisions on the management of the Program, including decisions applying provisions of this Agreement which already impose specific obligations on Participating Countries
— decisions on procedural questions
— recommendations

b) by unanimity:

— all other decisions, including in particular decisions which impose on Participating Countries new obligations not already specified in this Agreement.

2. Decisions mentioned in paragraph 1 *b*) may provide:

a) that they shall not be binding on one or more Participating Countries;
b) that they shall be binding only under certain conditions.

Article 62

1. Unanimity shall require all of the votes of the Participating Countries present and voting. Countries abstaining shall be considered as not voting.

2. When majority or special majority is required, the Participating Countries shall have the following voting weights:

	General voting weights	Oil consumption voting weights	Combined voting weights
Austria	3	1	4
Belgium	3	2	5
Canada	3	5	8
Denmark	3	1	4
Germany	3	8	11
Ireland	3	0	3
Italy	3	6	9
Japan	3	15	18
Luxembourg	3	0	3
The Netherlands	3	2	5
Spain	3	2	5
Sweden	3	2	5
Switzerland	3	1	4
Turkey	3	1	4
United Kingdom	3	6	9
United States	3	48	51
Totals	48	100	148

3. Majority shall require 60 per cent of the total combined voting weights and 50 per cent of the general voting weights cast.

4. Special majority shall require:

a) 60 per cent of the total combined voting weights and 36 general voting weights for:

— the decision under Article 2, paragraph 2, relating to the increase in the emergency reserve commitment;

— decisions under Article 19, paragraph 3, not to activate the emergency measures referred to in Articles 13 and 14;

— decisions under Article 20, paragraph 3, on the measures required for meeting the necessities of the situation;

— decisions under Article 23, paragraph 3, to maintain the emergency measures referred to in Articles 13 and 14;

— decisions under Article 24 to deactivate the emergency measures referred to in Articles 13 and 14.

b) 42 general voting weights for:

— decisions under Article 19, paragraph 3, not to activate the emergency measures referred to in Article 17;

— decisions under Article 23, paragraph 3, to maintain the emergency measures referred to in Article 17;

— decisions under Article 24 to deactivate the emergency measures referred to in Article 17.

5. The Governing Board, acting by unanimity, shall decide on the necessary increase, decrease, and redistribution of the voting weights referred to in paragraph 2, as well as on amendment of the voting requirements set out in paragraphs 3 and 4 in the event that

— a Country accedes to this Agreement in accordance with Article 71, or

— a Country withdraws from this Agreement in accordance with Article 68, paragraph 2, or Article 69, paragraph 2.

6. The Governing Board shall review annually the number and distribution of voting weights specified in paragraph 2, and, on the basis of such review, acting by unanimity, shall decide whether such voting weights should be increased or decreased, or redistributed, or both, because a change in any Participating Country's share in total oil consumption has occurred or for any other reason.

7. Any change in paragraph 2, 3 or 4 shall be based on the concepts underlying those paragraphs and paragraph 6.

RELATIONS WITH OTHER ENTITIES

Article 63

In order to achieve the objectives of the Program, the Agency may establish appropriate relations with non-participating countries, international organisations, whether governmental or non-governmental, other entities and individuals.

FINANCIAL ARRANGEMENTS

Article 64

1. The expenses of the Secretariat and all other common expenses shall be shared among all Participating Countries according to a scale of contributions elaborated according to the principles and rules set out in the Annex to the " OECD Resolution of the Council on Determination of the Scale of Contributions by Member Countries to the Budget of the Organisation " of 10th December, 1963. After the first year of application of this Agreement, the Governing Board shall review this scale of contributions and, acting by unanimity, shall decide upon any appropriate changes in accordance with Article 73.

2. Special expenses incurred in connection with special activities carried out pursuant to Article 65 shall be shared by the Participating Countries taking part in such special activities in such proportions as shall be determined by unanimous agreement between them.

3. The Executive Director shall, in accordance with the financial regulations adopted by the Governing Board and not later than 1st October of each year, submit to the Governing Board a budget including personnel requirements. The Governing Board, acting by majority, shall adopt the budget.

4 The Governing Board, acting by majority, shall take all other necessary decisions regarding the financial administration of the Agency.

5. The financial year shall begin on 1st January and end on 31st December of each year. At the end of each financial year, revenues and expenditures shall be submitted to audit.

SPECIAL ACTIVITIES

Article 65

1. Any two or more Participating Countries may decide to carry out within the scope of this Agreement special activities, other than activities which are required to be carried out by all Participating Countries under Chapters I to V. Participating Countries which do not wish to take part in such special activities shall abstain from taking part in such decisions and shall not be bound by them. Participating Countries carrying out such activities shall keep the Governing Board informed thereof.

2. For the implementation of such special activities, the Participating Countries concerned may agree upon voting procedures other than those provided for in Articles 61 and 62.

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT

Article 66

Each Participating Country shall take the necessary measures, including any necessary legislative measures, to implement this Agreement and decisions taken by the Governing Board.

CHAPTER X
FINAL PROVISIONS

Article 67

1. Each Signatory State shall, not later than 1st May, 1975, notify the Government of the Kingdom of Belgium that, having complied with its constitutional procedures, it consents to be bound by this Agreement.

2. On the tenth day following the day on which at least six States holding at least 60 per cent of the combined voting weights mentioned in Article 62 have deposited a notification of consent to be bound or an instrument of accession, this Agreement shall enter into force for such States.

3. For each Signatory State which deposits its notifications thereafter, this Agreement shall enter into force on the tenth day following the day of deposit.

4. The Governing Board, acting by majority, may upon request from any Signatory State decide to extend, with respect to that State, the time limit for notification beyond 1st May, 1975.

Article 68

1. Notwithstanding the provisions of Article 67, this Agreement shall be applied provisionally by all Signatory States, to the extent possible not inconsistent with their legislation, as from 18th November, 1974 following the first meeting of the Governing Board.

2. Provisional application of the Agreement shall continue until:

— the Agreement enters into force for the State concerned in accordance with Article 67, or

— 60 days after the Government of the Kingdom of Belgium receives notification that the State concerned will not consent to be bound by the Agreement, or

— the time limit for notification of consent by the State concerned referred to in Article 67 expires.

Article 69

1. This Agreement shall remain in force for a period of ten years from the date of its entry into force and shall continue in force thereafter unless and until the Governing Board, acting by majority, decides on its termination.

2. Any Participating Country may terminate the application of this Agreement for its part upon twelve months' written notice to the Government of the Kingdom of Belgium to that effect, given not less than three years after the first day of the provisional application of this Agreement.

Article 70

1. Any State may, at the time of signature, notification of consent to be bound in accordance with Article 67, accession or at any later date, declare by notification addressed to the Government of the Kingdom of Belgium that this Agreement shall apply to all or any of the territories for whose international relations it is responsible, or to any territories within its frontiers for whose oil supplies it is legally responsible.

2. Any declaration made pursuant to paragraph 1 may, in respect of any territory mentioned in such declaration, be withdrawn in accordance with the provisions of Article 69, paragraph 2.

Article 71

1. This Agreement shall be open for accession by any Member of the Organisation for Economic Co-operation and Development which is able and willing to meet the requirements of the Program. The Governing Board, acting by majority, shall decide on any request for accession.

2. This Agreement shall enter into force for any State whose request for accession has been granted on the tenth day following the deposit of its instrument of accession with the Government of the Kingdom of Belgium, or on the date of entry into force of the Agreement pursuant to Article 67, paragraph 2, whichever is the later.

3. Until 1st May, 1975, accession may take place on a provisional basis under the conditions set out in Article 68.

Article 72

1. This Agreement shall be open for accession by the European Communities.

2. This Agreement shall not in any way impede the further implementation of the treaties establishing the European Communities.

Article 73

This Agreement may at any time be amended by the Governing Board, acting by unanimity. Such amendment shall come into force in a manner determined by the Governing Board, acting by unanimity and making provision for Participating Countries to comply with their respective constitutional procedures.

Article 74

This Agreement shall be subject to a general review after 1st May, 1980.

Article 75

The Government of the Kingdom of Belgium shall notify all Participating Countries of the deposit of each notification of consent to be bound in accordance with Article 67, and of each instrument of accession, of the entry into force of this Agreement or any amendment thereto, of any denunciation thereof, and of any other declaration or notification received.

Article 76

The original of this Agreement, of which the English, French and German texts are equally authentic, shall be deposited with the Government of the Kingdom of Belgium, and a certified copy thereof shall be furnished to each other Participating Country by the Government of the Kingdom of Belgium.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Paris, this eighteenth day of November, Nineteen Hundred and Seventy Four.

For the Republic of Austria:
Dr. Georg Seyffertitz

For the Kingdom of Belgium:
E. Davignon

For Canada:
P. M. Towe

For the Kingdom of Denmark:
Jens Christensen

For the Federal Republic of Germany:
E. Emmel Rohwedder

For Ireland:
Eamonn Gallagher

For the Italian Republic:
Cesidio Guazzaroni

For Japan:
Bunroku Yoshino

For the Grand Duchy of Luxembourg:
REICHLING

For the Kingdom of the Netherlands:
F. ITALIANER - K. WESTERHOFF

For Spain:
MARQUIS DE NERVA

For the Kingdom of Sweden:
HANS V. EWERLÖF

For the Swiss Confederation:
P. LANGUETIN

For the Republic of Turkey:
MENDUH AYTÜR

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:
LEONARD WILLIAMS

For the United States of America:
THOMAS O. ENDERS

ANNEX

EMERGENCY RESERVES

Article 1

1. Total oil stocks are measured according to the OECD and EEC definitions, revised as follows:

A) Stocks included:

crude oil, major products and unfinished oils held
- in refinery tanks
- in bulk terminals
- in pipeline tankage
- in barges
- in intercoastal tankers
- in oil tankers in port
- in inland ship bunkers
- in storage tank bottoms
- in working stocks
- by large consumers as required by law or otherwise controlled by Governments.

B) Stocks excluded:

a) crude oil not yet produced

b) crude oil, major products and unfinished oils held
- in pipelines
- in rail tank cars
- in truck tank cars
- in seagoing ships' bunkers
- in service stations and retail stores
- by other consumers
- in tankers at sea
- as military stocks.

2. That portion of oil stocks which can be credited toward each Participating Country's emergency reserve commitment is its total oil stocks under the above definition minus those stocks which can be technically determined as being absolutely unavailable in even the most severe emergency. The Standing Group on Emergency Questions shall examine this concept and report on criteria for the measurement of absolutely unavailable stocks.

3. Until a decision has been taken on this matter, each Participating Country shall subtract 10 per cent from its total stocks in measuring its emergency reserves.

4. The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee on:

a) the modalities of including naphtha for uses other than motor and aviation gasoline in the consumption against which stocks are measured,

b) the possibility of creating common rules for the treatment of marine bunkers in an emergency, and of including marine bunkers in the consumption against which stocks are measured,

c) the possibility of creating common rules concerning demand restraint for aviation bunkers,

d) the possibility of crediting towards emergency reserve commitments some portion of oil at sea at the time of activation of emergency measures,

e) the possibility of incrasing supplies available in an emergency through savings in the distribution system.

Article 2

1. Fuel switching capacity is defined as normal oil consumption that may be replaced by other fuels in an emergency, provided that this capacity is subject to government control in an emergency, can be brought into operation within one month, and that secure supplies of the alternative fuel are available for use.

2. The supply of alternative fuel shall be expressed in terms of oil equivalent.

3. Stocks of an alternative fuel reserved for fuel switching purposes may be credited towards emergency reserve commitments insofar as they can be used during the period of self-sufficiency.

4. Stand-by production of an alternative fuel reserved for fuel switching purposes will be credited towards emergency reserve commitments on the same basis as stand-by oil production, subject to the provisions of Article 4 of this Annex.

5. The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee on

a) the appropriateness of the time limit of one month mentioned in paragraph 1,

b) the basis of accounting for the fuel switching capacity based on stocks of an alternative fuel, subject to the provisions of paragraph 3.

Article 3

A Participating Country may credit towards its emergency reserve commitment oil stocks in another country, provided that the Government of that other country has an agreement with the Government of the Participating Country that it shall impose no impediment to the transfer of those stocks in an emergency to the Participating Country.

Article 4

1. Stand-by oil production is defined as a Participating Country's potential oil production in excess of normal oil production within its jurisdiction

— which is subject to government control, and
— which can be brought into use during an emergency within the period of self-sufficiency.

2. The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee on

a) the concept of and methods of measurement of stand-by oil production as referred to in paragraph 1,

b) the appropriateness of "the period of self-sufficiency" as a time limit,

c) the question of whether a given quantity of stand-by oil production is of greater value for purposes of emergency self-sufficiency than the same quantity of oil stocks, the amount of a possible credit for stand-by production, and the method of its calculation.

Article 5

Stand-by oil production available to a Participating Country within the jurisdiction of another country may be credited towards its emergency reserve commitment on the same basis as stand-by oil production within its own jurisdiction, subject to the provisions of Article 4 of this Annex provided that the Government of that other country has an agreement with the Government of the Participating Country that it shall impose no impediment to the supply of oil from that stand-by capacity to the Participating Country in an emergency.

Article 6

The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee on the possibility of crediting towards a Participating Country's emergency reserve commitment mentioned in Article 2, paragraph 2, of the Agreement, long term investments which have the effect of reducing the Participating Country's dependence on imported oil.

Article 7

1. The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee regarding the reference period set out in Article 2, paragraph 1, of the Agreement, in particular taking into account such factors as growth, seasonal variations in consumption and cyclical changes.

2. A decision by the Governing Board to change the definition of the reference period mentioned in paragraph 1 shall be taken by unanimity.

Article 8

The Standing Group on Emergency Questions shall examine and report to the Management Committee on all elements of Chapters I to IV of the Agreement to eliminate possible mathematical and statistical anomalies.

Article 9

The reports from the Standing Group on Emergency Questions on the matters mentioned in this Annex shall be submitted to the Management Committee by 1st April, 1975. The Management Committee shall make proposals, as appropriate, to the Governing Board, which, acting by majority, not later than 1st July, 1975, shall decide on these proposals, except as provided for in Article 7, paragraph 2, of this Annex.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, tra cui il testo in lingua inglese.

ACCORDO
SU UN PROGRAMMA INTERNAZIONALE PER L'ENERGIA

PREAMBOLO

I GOVERNI DEL REGNO DEL BELGIO, DEL CANADA, DEL REGNO DI DANIMARCA, DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA, DELL'IRLANDA, DELLA REPUBBLICA ITALIANA, DEL GIAPPONE, DEL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO, DEL REGNO DEI PAESI BASSI, DEL REGNO DI NORVEGIA, DEL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD, E DEGLI STATI UNITI D'AMERICA,

DESIDERANDO assicurare rifornimenti petroliferi regolari a condizioni ragionevoli ed eque,

DECISI ad adottare comuni ed efficaci misure per far fronte a situazioni di emergenza nei rifornimenti petroliferi attravero la creazione di un programma di autosufficienza nei rifornimenti petroliferi, in caso di emergenza, attraverso la restrizione della domanda e l'assegnazione delle disponibilità petrolifere tra i loro Paesi su una base di equità,

DESIDERANDO assicurare rapporti di cooperazione con i Paesi produttori di petrolio e con gli altri Paesi consumatori, inclusi quelli in via di sviluppo, sia attraverso un fruttuoso dialogo, sia attraverso altre forme di cooperazione, per favorire l'opportunità di una migliore intesa tra Paesi consumatori e produttori,

CONSAPEVOLI degli interessi degli altri Paesi consumatori di petrolio, inclusi quelli in via di sviluppo,

DESIDERANDO svolgere un ruolo più attivo in rapporto all'industria petrolifera attraverso la creazione di un vasto sistema internazionale di informazioni e di una struttura permanente di consultazione con le compagnie petrolifere,

DECISI a ridurre la loro dipendenza dalle importazioni petrolifere attraverso sforzi comuni a lungo termine per la conservazione dell'energia, per il rapido sviluppo di fonti alternative di energia, per la ricerca e lo sviluppo nel settore energetico e in quello dell'arricchimento dell'uranio,

CONVINTI che questi obiettivi possono essere raggiunti soltanto attraverso sforzi comuni e continui nell'ambito di organismi efficienti,

MANIFESTANDO l'intenzione che tali organismi siano creati nell'ambito dell'Organizzazione per la Cooperazione e lo Sviluppo economici,

CONSAPEVOLI che altri Paesi membri dell'Organizzazione per la Cooperazione e lo Sviluppo economici possono manifestare l'intenzione di collaborare a tali sforzi,

CONSIDERANDO la particolare responsabilità dei Governi per i rifornimenti energetici,

CONCLUDONO che è necessario stabilire un Programma internazionale per l'energia, da realizzarsi attraverso una Agenzia internazionale per l'energia, ed a questo fine,

HANNO CONCORDATO quanto segue:

ARTICOLO INTRODUTTIVO

Articolo 1

1. I Paesi partecipanti realizzeranno il Programma internazionale per l'energia secondo quanto stabilito nel presente Accordo attraverso l'Agenzia internazionale per l'energia, descritta nel Capitolo IX, ed indicata qui di seguito come « l'Agenzia ».

2. Il termine « Paesi partecipanti » si riferisce agli Stati ai quali il presente Accordo si applica in via provvisoria, ed agli Stati per i quali l'Accordo è entrato e rimane in vigore.

3. Il termine « gruppo » si riferisce ai Paesi partecipanti come gruppo.

CAPITOLO I
AUTOSUFFICIENZA IN CASO DI EMERGENZA

Articolo 2

1. I Paesi partecipanti istituiranno un comune livello di autosufficienza nelle disponibilità petrolifere in caso di emergenza. A tale scopo ogni Paese partecipante manterrà riserve di emergenza sufficienti a soddisfare, senza importazioni petrolifere nette, i propri consumi per almeno 60 giorni; sia i consumi che le importazioni petrolifere nette saranno calcolati ai livelli medi giornalieri del precedente anno solare.

2. Il Comitato dei Ministri, decidendo a maggioranza speciale non più tardi del 1º luglio 1975, stabilirà la data a partire dalla quale verrà convenuto che l'impegno per le riserve di emergenza di ciascun Paese partecipante sia elevato, al fine di calcolare il rispettivo diritto di rifornimento, ad un livello di 90 giorni. Ogni Paese partecipante aumenterà a 90 giorni il suo effettivo livello di riserve di emergenza e si adopererà di farlo per la data così decisa.

3. Il termine « impegno per le riserve di emergenza » rappresenta le riserve di emergenza equivalenti a 60 giorni delle importazioni petrolifere nette, come definite al paragrafo 1, e, a partire dalla data che verrà convenuta secondo il paragrafo 2, a 90 giorni delle importazioni petrolifere nette come definito al paragrafo 2.

Articolo 3

1. L'impegno per le riserve di emergenza di cui all'articolo 2 può essere soddisfatto da:

— scorte petrolifere;

— disponibilità di combustibile sostituibile;

— capacità produttiva petrolifera non utilizzata;

in conformità con le disposizioni dell'Allegato, che costituisce parte integrante del presente Accordo.

2. Il Comitato dei Ministri deciderà a maggioranza, non più tardi del 1° luglio 1975, in quale misura l'impegno per le riserve di emergenza può essere soddisfatto dagli elementi menzionati al paragrafo 1.

Articolo 4

1. Il Gruppo permanente per i problemi d'emergenza esaminerà, senza soluzione di continuità, l'efficacia delle misure adottate da ogni Paese partecipante per soddisfare il proprio impegno per le riserve di emergenza.

2. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza riferirà al Comitato direttivo il quale avanzerà le proposte ritenute idonee al Comitato dei Ministri. Il Comitato dei Ministri può, decidendo a maggioranza, adottare raccomandazioni dirette ai Paesi partecipanti.

CAPITOLO II

RESTRIZIONE DELLA DOMANDA

Articolo 5

1. Ogni Paese partecipante terrà pronto in qualsiasi momento un programma di misure contingenti per la restrizione della domanda petrolifera in modo da poter ridurre la sua quota di consumi finali in conformità con quanto previsto al Capitolo IV.

2. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e valuterà senza soluzione di continuità:

— il programma di misure di restrizione della domanda di ciascun Paese partecipante;

— l'efficacia delle misure concretamente adottate da ciascun Paese partecipante.

3. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza riferirà al Comitato direttivo il quale avanzerà le proposte ritenute idonee al Comitato dei Ministri. Il Comitato dei Ministri può, decidendo a maggioranza, adottare raccomandazioni dirette ai Paesi partecipanti.

CAPITOLO III

ASSEGNAZIONE

Articolo 6

1. Ogni Paese partecipante adotterà le misure necessarie perché l'assegnazione delle disponibilità petrolifere venga realizzata secondo le disposizioni del presente Capitolo e del Capitolo IV.

2. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e valuterà senza soluzione di continuità:

— le misure predisposte da ogni Parte partecipante affinché le assegnazioni petrolifere siano realizzate in conformità con quanto stabilito nel presente Capitolo e nel Capitolo IV;

— l'efficacia delle misure concretamente adottate da ciascun Paese partecipante.

3. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza riferirà al Comitato direttivo il quale avanzerà le proposte ritenute idonee al Comitato dei Ministri. Il Comitato dei Ministri può, decidendo a maggioranza, adottare raccomandazioni dirette ai Paesi partecipanti.

4. Il Comitato dei Ministri, decidendo a maggioranza, stabilirà tempestivamente le procedure pratiche per le assegnazioni petrolifere e le procedure e modalità per la partecipazione delle Compagnie petrolifere nell'ambito del sistema del presente Accordo.

Articolo 7

1. Allorché le assegnazioni petrolifere sono attuate a norma dell'articolo 13, 14 o 15, ogni Paese partecipante avrà un diritto di rifornimento equivalente al proprio consumo consentito diminuito del proprio obbligo di prelievo dalle riserve di emergenza.

2. Un Paese partecipante, il cui diritto di rifornimento eccede la somma della sua normale produzione interna e delle effettive importazioni nette disponibili durante una situazione di emergenza, avrà un diritto di assegnazione che lo autorizza ad importazioni nette addizionali pari a tale eccesso.

3. Un Paese partecipante, in cui la somma della sua normale produzione interna e delle effettive importazioni nette disponibili durante una situazione di emergenza eccede il suo diritto di rifornimento, avrà un obbligo di assegnazione che gli impone di fornire, direttamente o indirettamente, agli altri Paesi partecipanti i quantitativi petroliferi pari a tale eccesso. Ciò non dovrebbe impedire a ciascun Paese partecipante di proseguire nelle esportazioni petrolifere verso Paesi non partecipanti.

4. Il termine « consumo consentito » significa la quota media giornaliera del « consumo finale » consentito quando la restrizione della domanda in caso di emergenza è stata messa in atto al livello applicabile; ulteriori possibili restrizioni volontarie della domanda adottate da ciascun Paese partecipante non influenzeranno il suo diritto od obbligo di assegnazione.

5. Il termine « obbligo di prelievo dalle riserve di emergenza » rappresenta l'impegno di ciascun Paese partecipante relativo alle riserve di emergenza diviso per l'impegno globale del gruppo relativo alle riserve di emergenza e moltiplicato per il *deficit* nei rifornimenti del gruppo.

6. Il termine « deficit nei rifornimenti del gruppo » rappresenta il *deficit* del gruppo quale risulta dalla differenza tra il consumo consentito globale per il gruppo e la quota giornaliera corrente dei rifornimenti petroliferi disponibili per il gruppo.

7. Il termine « rifornimenti petroliferi disponibili per il gruppo » comprende:

— tutto il petrolio greggio disponibile per il gruppo;

— tutti i prodotti petroliferi importati dall'esterno del gruppo, e

— tutti i prodotti finiti ed i semi-lavorati che sono prodotti in associazione con gas naturale e petrolio greggio, disponibili per il gruppo.

8. Il termine « consumo finale » rappresenta il consumo interno totale di tutti i prodotti petroliferi finiti.

Articolo 8

1. Allorché l'assegnazione petrolifera ad un Paese partecipante viene effettuata a norma dell'articolo 17, lo stesso Paese partecipante:

— farà fronte con la riduzione dei propri consumi ad una riduzione dei propri rifornimenti petroliferi fino al 7 per cento dei propri consumi finali durante il periodo base;

— avrà un diritto di assegnazione pari alla riduzione dei propri rifornimenti petroliferi, quale risulta dalla riduzione dei propri consumi finali al di sopra di tale livello.

2. L'obbligo di assegnare tali quantitativi petroliferi è ripartito tra gli altri Paesi partecipanti sulla base dei rispettivi consumi finali durante il periodo base.

3. I Paesi partecipanti possono assolvere ai propri obblighi di assegnazione attraverso una qualunque misura di loro scelta, incluse misure di restrizioni della domanda o il ricorso alle riserve di emergenza.

Articolo 9

1. Allo scopo di soddisfare i diritti e gli obblighi di assegnazione, saranno considerati i seguenti elementi:

— tutto il petrolio greggio;

— tutti i prodotti petroliferi;

— tutti i semilavorati, e

— tutti i prodotti finiti ottenuti in concomitanza con la produzione di gas naturale e di greggio.

2. Per calcolare il diritto di assegnazione di un Paese partecipante, i prodotti petroliferi normalmente importati da quel Paese partecipante — sia da altri Paesi partecipanti sia da Paesi non partecipanti — saranno espressi in petrolio greggio equivalente e considerati come se fossero importazioni di petrolio greggio verso quel Paese partecipante.

3. Per quanto possibile, saranno mantenuti i normali canali di approvvigionamento, come anche le normali proporzioni tra petrolio greggio e prodotti e tra le differenti categorie di greggio e di prodotti.

4. Quando viene realizzata l'assegnazione, un obiettivo del Programma sarà quello di far sì che il petrolio greggio e i prodotti disponibili, nel limite del possibile, siano ripartiti all'interno delle industrie di raffinazione e distribuzione come anche tra compagnie di raffinazione e distribuzione in accordo con la composizione tradizionale dei rifornimenti.

Articolo 10

1. Tra gli obiettivi del Programma vi sarà quello di assicurare un equo trattamento per tutti i Paesi partecipanti e di fissare il prezzo dei quantitativi petroliferi assegnati in base ai prezzi correnti in transazioni commerciali simili.

2. I problemi relativi al prezzo dei quantitativi petroliferi assegnati durante una emergenza, saranno esaminati dal Gruppo permanente per i problemi d'emergenza.

Articolo 11

1. Non è obiettivo del Programma cercare di aumentare in caso di emergenza la quota mondiale dei rifornimenti petroliferi che il gruppo aveva in normali condizioni di mercato. Lo schema tradizionale del commercio petrolifero dovrebbe essere ragionevolmente mantenuto e dovrebbe essere tenuta in debito conto la posizione dei singoli Paesi non partecipanti.

2. Allo scopo di mantenere i principi stabiliti al paragrafo 1, il Comitato direttivo avanzerà proposte appropriate al Comitato dei Ministri il quale deciderà a maggioranza su tali proposte.

Capitolo IV

MESSA IN ATTO

Articolo 12

Ogni qualvolta il gruppo nel suo insieme o qualche Paese partecipante è colpito o sta presumibilmente per essere colpito da una riduzione dei propri rifornimenti petroliferi, le misure d'emergenza consistenti nella restrizione obbligatoria della domanda indicata nel Capitolo II, e nella assegnazione delle disponibilità petrolifere di cui al Capitolo III, saranno messe in atto in conformità con questo Capitolo.

Articolo 13

Ogni qualvolta il gruppo è colpito o sta presumibilmente sul punto di essere colpito da una riduzione della quota giornaliera dei propri rifornimenti petroliferi che sia almeno equivalente al 7 per cento della quota media giornaliera dei propri consumi finali durante il periodo base, ogni Paese partecipante renderà esecutive le misure di restrizione della domanda sufficienti a ridurre i propri consumi finali di una quantità pari al 7 per cento dei propri consumi finali durante il periodo base, e l'assegnazione delle disponibilità petrolifere tra i Paesi partecipanti verrà effettuata a norma degli articoli 7, 9, 10 ed 11.

Articolo 14

Ogni qualvolta il gruppo è colpito o sta presumibilmente sul punto di essere colpito da una riduzione della quota giornaliera dei propri rifornimenti petroliferi che sia almeno equivalente al 12 per cento della quota media giornaliera dei propri consumi finali durante il periodo base, ogni Paese partecipante renderà esecutive misure di restrizione della domanda sufficienti a ridurre i propri consumi finali di una quantità pari al 10 per cento dei propri consumi finali durante il periodo base, e l'assegnazione delle disponibilità petrolifere tra i Paesi partecipanti verrà effettuata a norma degli articoli 7, 9, 10 ed 11.

Articolo 15

Quando la somma giornalmente accumulata degli obblighi di prelievo dalle riserve di emergenza, definiti all'articolo 7, ha raggiunto il 50 per cento degli impegni per le riserve di emergenza ed una decisione è stata presa a norma dell'articolo 20, ogni Paese partecipante adotterà le misure così decise, e l'assegnazione delle disponibilità petrolifere tra i Paesi partecipanti verrà effettuata in conformità con gli articoli 7, 9, 10 ed 11.

Articolo 16

Quando la restrizione della domanda è messa in atto in conformità con questo capitolo, un Paese partecipante può, in sostituzione di misure per la restrizione della domanda, utilizzare riserve di emergenza conservate in eccesso al proprio impegno per le riserve di emergenza, come disposto nel Programma.

Articolo 17

1. Ogni qual volta che un qualunque Paese partecipante è colpito o sta presumibilmente sul punto di essere colpito da una riduzione della quota giornaliera dei propri rifornimenti petroliferi, che risulti in una riduzione della quota giornaliera dei propri consumi finali per un ammontare pari almeno al 7 per cento della quota giornaliera media dei propri consumi finali durante il periodo base, l'assegnazione della disponibilità petrolifera verso quel Paese verrà effettuata a norma degli articoli da 8 a 11.

2. L'assegnazione delle disponibilità petrolifere verrà anche effettuata quando le condizioni di cui al paragrafo 1 si verificano nei confronti di una regione maggiore di un Paese partecipante il cui mercato petrolifero sia non completamente integrato. In tal caso, l'obbligo di assegnazione degli altri Paesi partecipanti sarà ridotto dell'obbligo teorico di assegnazione che compete ad ogni altra regione o regioni maggiori del Paese partecipante interessato.

Articolo 18

1. Il termine « periodo base » si intende riferito ai quattro più recenti trimestri con l'intervallo di un trimestre necessario per raccogliere dati. Dal momento in cui le misure di emergenza sono messe in atto, sia nei confronti dell'intero gruppo che di un Paese partecipante, il periodo base sarà mantenuto immutato.

2. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà il periodo base definito al paragrafo 1, tenendo conto in particolare di elementi quali tasso di crescita, variazioni stagionali dei consumi e cambiamenti ciclici e riferirà, non più tardi del 1° aprile 1975, al Comitato direttivo. Il Comitato direttivo avanzerà adeguate proposte al Comitato dei Ministri, il quale deciderà a maggioranza su tali proposte non più tardi del 1° luglio 1975.

Articolo 19

1. Il Segretariato accerterà quando una riduzione dei rifornimenti petroliferi, come menzionato all'articolo 13, 14 o 17, è stata effettuata o sta presumibilmente per essere effettuata, e stabilirà l'ammontare della riduzione o della prevista riduzione per ogni Paese partecipante e per il gruppo. Il Segretariato terrà informato il Comitato direttivo delle proprie deliberazioni, e riferirà immediatamente il proprio accertamento ai membri del Comitato direttivo e ne informerà i Paesi partecipanti. Il Rapporto includerà informazioni sulla natura della riduzione.

2. Il Comitato direttivo si riunirà entro 48 ore dalla comunicazione dell'accertamento del Segretariato per esaminare l'accuratezza dei dati compilati e le informazioni fornite. Il Comitato direttivo riferirà al Comitato dei Ministri entro le 48 ore successive. Il rapporto riferirà le opinioni espresse dai membri del Comitato direttivo inclusa ogni opinione riguardante il modo di affrontare l'emergenza.

3. Il Comitato dei Ministri si riunirà entro 48 ore dalla ricezione del rapporto del Comitato direttivo per esaminare l'accertamento del Segretariato alla luce di tale rapporto. La messa in atto delle misure di emergenza verrà considerata confermata e i Paesi partecipanti renderanno esecutive tali misure entro 15 giorni da tale conferma a meno che il Comitato dei Ministri decida, a maggioranza speciale, entro le successive 48 ore, di non mettere in atto le misure di emergenza, di metterle in atto solo in parte o di stabilire un altro limite di tempo per la loro esecuzione.

4. Se, in accordo con l'accertamento del Segretariato, le condizioni di più di uno degli articoli 13, 14 e 17, sono verificate, ogni decisione di non mettere in atto le misure di emergenza

sarà presa separatamente per ogni articolo e secondo l'ordine sopra esposto. Se le condizioni di cui all'articolo 17 trovano riscontro nei confronti di più di un Paese partecipante ogni decisione di non mettere in atto l'assegnazione sarà presa separatamente nei confronti di ogni Paese.

5. Le decisioni di cui ai paragrafi 3 e 4 possono in ogni momento essere revocate a maggioranza dal Comitato dei Ministri.

6. Nell'effettuare il proprio accertamento a norma del presente articolo, il Segretariato si consulterà con le compagnie petrolifere per conoscere la loro opinione in merito alla situazione ed alla adeguatezza delle misure da adottare.

7. Un Comitato consultivo internazionale dell'industria petrolifera verrà convocato al momento della messa in atto delle misure di emergenza per assistere l'Agenzia ad assicurare la concreta operatività di tali misure.

Articolo 20

1. Il Segretariato accerterà quando la somma giornaliera accumulata degli obblighi di prelievo dalle riserve di emergenza ha raggiunto o sta presumibilmente per raggiungere il 50 per cento degli impegni per le riserve di emergenza. Il Segretariato riferirà immediatamente il proprio accertamento al Comitato direttivo e ne informerà i Paesi partecipanti. Il rapporto includerà informazioni sulla situazione petrolifera.

2. Il Comitato direttivo si riunirà entro 72 ore dalla comunicazione dell'accertamento del Segretariato per esaminare i dati compilati e le informazioni fornite. Sulla base delle notizie disponibili il Comitato direttivo riferirà al Comitato dei Ministri entro le successive 48 ore proponendo le misure richieste per fronteggiare le necessità della situazione incluso l'aumento del livello di restrizione obbligatoria della domanda ritenuto necessario. Il rapporto riferirà le opinioni espresse dai membri del Comitato direttivo.

3. Il Comitato dei Ministri si riunirà entro 48 ore dalla ricezione del rapporto e delle proposte del Comitato direttivo. Il Comitato dei Ministri esaminerà l'accertamento del Segretariato ed il rapporto del Comitato direttivo e deciderà entro le successive 48 ore a maggioranza speciale sulle misure richieste per fronteggiare le necessità della situazione, incluso l'aumento del livello di restrizione obbligatoria della domanda ritenuto necessario.

Articolo 21

1. Ogni Paese partecipante può richiedere al Segretariato di effettuare l'accertamento di cui all'articolo 19 o 20.

2. Se entro 72 ore da tale richiesta il Segretariato non effettua tale accertamento, il Paese partecipante può richiedere al Comitato direttivo di riunirsi e considerare la situazione in conformità con le disposizioni del presente Accordo.

3. Il Comitato direttivo si riunirà entro 48 ore da tale richiesta per esaminare la situazione. Su richiesta di qualsiasi Paese partecipante riferirà al Comitato dei Ministri entro le successive 48 ore. Il rapporto riferirà le opinioni espresse dai membri del Comitato direttivo e dal Segretariato, inclusa ogni opinione concernente il modo di affrontare la situazione.

4. Il Comitato dei Ministri si riunirà entro 48 ore dalla ricezione del rapporto del Comitato direttivo. Qualora esso convenga, a maggioranza, che le condizioni di cui all'articolo 13, 14, 15 o 17 si sono verificate, saranno messe in atto le conseguenti misure di emergenza.

Articolo 22

Il Comitato dei Ministri può decidere in ogni momento all'unanimità di mettere in atto qualsiasi appropriata misura di emergenza, non prevista nel presente Accordo, ove la situazione lo richieda.

CESSAZIONE

Articolo 23

1. Il Segretariato accerterà quando la riduzione dei rifornimenti, indicata all'articolo 13, 14 o 17, è diminuita o sta presumibilmente per diminuire al di sotto del livello menzionato nel pertinente articolo. Il Segretariato terrà informato il Comitato direttivo delle proprie deliberazioni e comunicherà immediatamente il proprio accertamento ai membri del Comitato direttivo e ne informerà i Paesi partecipanti.

2. Il Comitato direttivo si riunirà entro 72 ore dalla comunicazione dell'accertamento del Segretariato per esaminare l'accuratezza dei dati compilati e delle informazioni fornite. Esso riferirà al Comitato dei Ministri entro le successive 48 ore. Il rapporto riferirà le opinioni espresse dai membri del Comitato direttivo inclusa ogni opinione riguardante il modo di affrontare l'emergenza.

3. Il Comitato dei Ministri si riunirà entro 48 ore dalla ricezione del rapporto del Comitato direttivo per esaminare l'accertamento del Segretariato alla luce del rapporto del Comitato direttivo. La cessazione delle misure di emergenza o la riduzione applicabile del livello di restrizione della domanda sarà considerata confermata a meno che il Comitato dei Ministri decida a maggioranza speciale entro le successive 48 ore di mantenere le misure di emergenza o di sospenderle solo in parte.

4. Nell'effettuare l'accertamento a norma del presente articolo, il Segretariato si consulterà con il Comitato consultivo internazionale, citato all'articolo 19, paragrafo 7, per conoscere la sua opinione sulla situazione e sulla adeguatezza delle misure da adottare.

5. Ogni Paese partecipante può chiedere al Segretariato di effettuare un accertamento a norma del presente articolo.

Articolo 24

Quando le misure di emergenza sono in vigore e il Segretariato non ha effettuato l'accertamento di cui all'articolo 23, il Comitato dei Ministri può in ogni momento decidere, a maggioranza speciale, di sospendere completamente o in parte tali misure.

CAPITOLO V

SISTEMA DI INFORMAZIONI SUL MERCATO PETROLIFERO INTERNAZIONALE

Articolo 25

1. I Paesi partecipanti stabiliranno un sistema di informazioni consistente di due Sezioni:

— una Sezione generale sulla situazione del mercato petrolifero internazionale e sulle attività delle Compagnie petrolifere;

— una Sezione speciale, la quale assicurerà il funzionamento efficiente delle misure descritte nei Capitoli dal I° al IV.

2. Il Sistema sarà gestito in via permanente, sia in condizioni normali che durante le emergenze, e in modo che sia assicurata la riservatezza delle informazioni ottenute.

3. Il Segretariato sarà responsabile per il funzionamento del Sistema di informazioni e metterà a disposizione dei Paesi partecipanti le informazioni ottenute.

Articolo 26

Il termine «compagnie petrolifere» comprende le compagnie internazionali, le compagnie nazionali, le compagnie integrate e altri enti che hanno un ruolo significativo nella industria petrolifera internazionale.

Sezione generale

Articolo 27

1. Nel quadro della Sezione generale del Sistema di informazioni, i Paesi partecipanti metteranno a disposizione del Segretariato, con carattere di regolarità, informazioni sui dati precisi riportati nell'articolo 29 sulle seguenti materie che si riferiscono alle compagnie petrolifere operanti nell'ambito delle loro rispettive giurisdizioni:

a) struttura societaria;
b) struttura finanziaria, inclusi i bilanci, conto profitti e perdite e imposte pagate;
c) investimenti di capitale realizzati;
d) termini degli accordi per l'accesso alle principali fonti di petrolio grezzo;
e) livelli correnti di produzione e previsti cambiamenti degli stessi;
f) distribuzione dei rifornimenti disponibili di petrolio grezzo alle compagnie affiliate e ad altri clienti (criteri e realizzazioni);
g) scorte;
h) costi di petrolio grezzo e dei prodotti petroliferi;
i) prezzi, inclusi i prezzi di trasferimento alle società affiliate;
j) altri argomenti conformi a quanto deciso all'unanimità dal Comitato dei Ministri.

2. Ciascun Paese partecipante prenderà appropriate misure per assicurare che tutte le Compagnie petrolifere che operano nell'ambito della propria giurisdizione, mettano a sua disposizione le informazioni necessarie per consentire il rispetto dell'impegno previsto al paragrafo 1, tenendo in debito conto le più significative informazioni già disponibili al pubblico o ai Governi.

3. Ciascun Paese partecipante fornirà informazioni su base «non privativa» e su base di una compagnia e/o Paese, come meglio conveniente, e in maniera e in grado tali da non compromettere la concorrenza e venire in contrasto con le prescrizioni legali di ogni Paese partecipante in materia di concorrenza.

4. Nessun Paese partecipante avrà diritto di ottenere attraverso la Sezione generale informazioni sulle attività di una compagnia operante nell'ambito della propria giurisdizione, informazioni che esso non potrebbe ottenere da quella compagnia in applicazione delle proprie leggi od attraverso le proprie istituzioni e consuetudini se tale compagnia operasse unicamente nell'ambito della sua giurisdizione.

Articolo 28

Le informazioni ottenute su base « non privativa » sono le informazioni che non costituiscono o non si riferiscono a brevetti, marchi di fabbrica, a procedimenti scientifici o di produzione o sviluppi, vendite individuali, denuncie dei redditi, liste dei clienti, informazioni geologiche e geofisiche incluse le mappe.

Articolo 29

1. Entro 60 giorni dal primo giorno dell'entrata in vigore provvisoria del presente Accordo, e successivamente quando opportuno, il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero sottoporrà al Comitato direttivo un rapporto in cui identificherà i dati precisi, nell'ambito della lista di argomenti di cui all'articolo 27, paragrafo 1, che sono richiesti per una efficiente gestione della Sezione generale, specificando anche le procedure per ottenere tali dati in via regolare.

2. Il Comitato direttivo esaminerà il rapporto ed avanzerà proposte al Comitato dei Ministri che, entro 30 giorni dalla presentazione del rapporto al Comitato direttivo, prenderà a maggioranza le decisioni necessarie per istituire e gestire in maniera efficiente la Sezione generale.

Articolo 30

Nel preparare i propri rapporti a norma dell'articolo 29, il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero:

— consulterà le compagnie petrolifere per garantire che il sistema sia compatibile con l'attività dell'industria;

— identificherà i problemi specifici e gli argomenti che sono oggetto di preoccupazione per i Paesi partecipanti;

— identificherà i dati specifici che sono utili e necessari per risolvere tali problemi ed argomenti;

— metterà a punto standards precisi per l'armonizzazione delle informazioni richieste allo scopo di assicurare la comparabilità dei dati;

— metterà a punto procedure per assicurare adeguatamente la riservatezza delle informazioni.

Articolo 31

1. Il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero esaminerà, senza soluzione di continuità, le operazioni della Sezione generale.

2. Nella ipotesi di mutamenti delle condizioni del mercato petrolifero internazionale, il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero riferirà al Comitato direttivo. Il Comitato direttivo avanzerà proposte su opportune modifiche al Comitato dei Ministri, che deciderà su tali proposte a maggioranza.

Sezione speciale

Articolo 32

1. Nel quadro della Sezione speciale del Sistema di informazioni, i Paesi partecipanti metteranno a disposizione del Segretariato tutte le informazioni necessarie ad assicurare un efficiente funzionamento delle misure di emergenza.

2. Ciascun Paese partecipante prenderà misure idonee per assicurare che tutte le compagnie petrolifere operanti nell'ambito della propria giurisdizione mettano a sua disposizione tali informazioni in modo da consentirgli di adempiere gli obblighi di cui al paragrafo 1 ed all'articolo 33.

3. Il Segretariato, sulla base di queste informazioni e di altre informazioni disponibili, sorveglierà continuamente l'andamento dei rifornimenti e dei consumi petroliferi nell'ambito del Gruppo e in ciascuno dei Paesi partecipanti.

Articolo 33

Nel quadro della Sezione speciale i Paesi partecipanti metteranno regolarmente a disposizione del Segretariato informazioni concernenti i dati precisi definiti a norma dell'articolo 34 a riguardo dei seguenti argomenti:

a) consumi e rifornimenti petroliferi;
b) misure di restrizione della domanda;
c) livelli dei rifornimenti di emergenza;
d) disponibilità ed utilizzazione dei mezzi di trasporto;
e) livelli correnti e previsti dei rifornimenti e della domanda internazionale;
f) altri elementi stabiliti all'unanimità dal Comitato dei Ministri.

Articolo 34

1. Entro 30 giorni dal primo giorno dell'entrata in vigore provvisoria del presente Accordo, il Gruppo permanente per i problemi di emergenza farà rapporto al Comitato direttivo indicando i dati precisi di cui alla lista degli argomenti dell'articolo 33, che sono richiesti nel quadro della Sezione speciale allo scopo di assicurare il funzionamento efficiente delle misure di emergenza, specificando anche le procedure per ottenere tali dati in via regolare, incluse le procedure urgenti in situazioni di emergenza.

2. Il Comitato direttivo esaminerà il rapporto e avanzerà proposte al Comitato dei Ministri, che, entro 30 giorni dalla presentazione del rapporto al Comitato direttivo, prenderà, a maggioranza, le decisioni necessarie per la istituzione e l'avvio della Sezione speciale.

Articolo 35

1. Nel preparare il suo rapporto a norma dell'articolo 34, il Gruppo permanente per i problemi di emergenza:

— si consulterà con le compagnie petrolifere per assicurarsi che il Sistema sia compatibile con l'attività dell'industria;

— metterà a punto precisi standards per l'armonizzazione delle informazioni richieste allo scopo di assicurare la comparabilità dei dati;

— metterà a punto le procedure per assicurare la riservatezza delle informazioni.

Articolo 36

Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà, senza soluzione di continuità, il funzionamento della Sezione speciale e riferirà, ove ritenuto opportuno, al Comitato direttivo. Il Comitato direttivo avanzerà proposte circa le opportune modifiche al Comitato dei Ministri, il quale deciderà a maggioranza su tali proposte.

Capitolo VI

SISTEMA PER LA CONSULTAZIONE CON LE COMPAGNIE PETROLIFERE

Articolo 37

1. I Paesi partecipanti istituiranno nell'ambito dell'Agenzia un sistema permanente per la consultazione secondo il quale uno o più Paesi possono, nella maniera più adeguata, consultare le singole compagnie petrolifere, e chiedere loro informazioni, su tutti gli aspetti importanti dell'industria petrolifera, e nell'ambito del quale i Paesi partecipanti possono scambiarsi tra di loro, con spirito di collaborazione, i risultati di tali consultazioni.

2. Il Sistema per la consultazione sarà istituito sotto gli auspici del Gruppo permanente per il Mercato petrolifero.

3. Entro 60 giorni dal primo giorno dell'entrata in vigore provvisoria del presente Accordo, e successivamente a seconda dell'opportunità, il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero, dopo consultazione con le compagnie petrolifere, sottoporrà al Comitato direttivo un rapporto sulle procedure per tali consultazioni. Il Comitato direttivo esaminerà il Rapporto e presenterà proposte al Comitato dei Ministri che, entro 30 giorni dalla presentazione del Rapporto al Comitato direttivo, deciderà a maggioranza su tali procedure.

Articolo 38

1. Il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero presenterà un rapporto al Comitato direttivo sulle consultazioni avute con ciascuna Compagnia petrolifera entro 30 giorni dalla consultazione stessa.

2. Il Comitato direttivo prenderà in esame il rapporto e può presentare proposte su opportune azioni di cooperazione al Comitato dei Ministri che deciderà su tali proposte.

Articolo 39

1. Il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero valuterà senza soluzione di continuità i risultati delle consultazioni e delle informazioni raccolte dalle compagnie petrolifere.

2. Sulla base di queste valutazioni il Gruppo permanente può esaminare e valutare la situazione petrolifera internazionale e la posizione dell'industria petrolifera e riferirà al Comitato direttivo.

3. Il Comitato direttivo esaminerà tali rapporti e farà proposte sulle adeguate azioni di cooperazione al Comitato dei Ministri, che deciderà su tali proposte.

Articolo 40

Il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero sottoporrà annualmente un rapporto generale al Comitato direttivo sul funzionamento del Sistema per la consultazione con le compagnie petrolifere.

Capitolo VII

COOPERAZIONE A LUNGO TERMINE SULL'ENERGIA

Articolo 41

1. I Paesi partecipanti sono risoluti a ridurre, a più lunga scadenza, la loro dipendenza dalle importazioni petrolifere per far fronte ai loro fabbisogni totali di energia.

2. A tal fine i Paesi partecipanti intraprenderanno programmi nazionali e promuoveranno l'adozione di programmi di cooperazione, comprendenti, a seconda dei casi, la ripartizione dei mezzi e degli sforzi, mentre concerteranno le politiche nazionali nelle aree indicate all'articolo 42.

Articolo 42

1. Il Gruppo permanente per la cooperazione a lungo termine esaminerà e riferirà al Comitato direttivo sull'azione di cooperazione. Saranno, in particolare, prese in esame le seguenti aree:

a) conservazione di energia, con inclusi programmi di cooperazioni su:
- — scambio di esperienze nazionali e di informazioni sulla conservazione di energia;
- — modi e mezzi per ridurre la crescita del consumo di energia mediante misure di conservazione.

b) Sviluppo di fonti alternative di energia, come petrolio greggio nazionale, carbone, gas naturale, energia nucleare, energia idroelettrica, inclusi i progammi di collaborazione su:
- — scambio di informazioni su materie quali risorse, disponibilità e domanda, prezzi e tasse;
- — modi e mezzi per ridurre la crescita del consumo di quantitativi petroliferi importati mediante lo sviluppo di fonti alternative di energia;
- — progetti concreti, inclusi progetti finanziati in comune;
- — criteri, obiettivi qualitativi e standards per la protezione dell'ambiente.

c) Ricerche e sviluppo nel campo dell'energia, inclusi, sotto forma prioritaria, programmi in collaborazione in materia di:
- — tecnologia del carbone;
- — energia solare;
- — trattamento dei rifiuti radioattivi;
- — fusione termonucleare controllata;
- — produzione di idrogeno dall'acqua;

— sicurezza nucleare;
— utilizzazione del calore disperso;
— conservazione di energia;
— utilizzazione dei rifiuti cittadini e industriali per conservazione di energia;
— analisi generale del sistema energetico e studi generali.

d) Arricchimento dell'uranio, ivi compresi programmi per:
— seguire gli sviluppi negli approvvigionamenti di uranio naturale e arricchito;
— facilitare lo sviluppo di risorse di uranio naturale e dei servizi di arricchimento;
— incoraggiare quelle consultazioni necessarie per affrontare problemi internazionali che possono sorgere in relazione alla espansione delle disponibilità di uranio arricchito;
— disporre una raccolta analitica di dati e per una diffusione dei dati relativi alla pianificazione dei servizi di arricchimento.

2. Nell'esaminare le aree suscettibili di azione in collaborazione, il Gruppo permanente terrà nel dovuto conto le attività in corso altrove.

3. I programmi sviluppati in base al paragrafo 1 possono essere finanziati congiuntamente. Tale finanziamento congiunto può avvenire a norma dell'articolo 64, paragrafo 2.

Articolo 43

1. Il Comitato direttivo esaminerà i rapporti del Gruppo permanente e presenterà adeguate proposte al Comitato dei Ministri, il quale deciderà su tali proposte non più tardi del 1° luglio 1975.

2. Il Comitato dei Ministri terrà in conto le possibilità di cooperazione in un quadro più vasto.

Capitolo VIII

RELAZIONI CON I PAESI PRODUTTORI E CON ALTRI PAESI CONSUMATORI

Articolo 44

I Paesi partecipanti faranno ogni sforzo per promuovere la collaborazione con i Paesi produttori di petrolio e con gli altri Paesi consumatori, inclusi i Paesi in via di sviluppo. Essi esamineranno gli sviluppi nel campo dell'energia allo scopo di identificare le occasioni per promuovere un dialogo costruttivo, nonché altre forme di cooperazione con i Paesi produttori e con gli altri Paesi consumatori.

Articolo 45

Per raggiungere gli obiettivi indicati nell'articolo 44, i Paesi partecipanti daranno piena considerazione ai bisogni e agli interessi di altri Paesi consumatori, particolarmente quelli in via di sviluppo.

Articolo 46

Nel quadro del Programma, i Paesi partecipanti procederanno a scambi di vedute sulle loro relazioni con i Paesi produttori di petrolio. A tal fine, i Paesi partecipanti si scambieranno informazioni circa azioni di cooperazione intraprese per proprio conto con i Paesi produttori e che abbiano rilevanza nei confronti degli obiettivi del Programma.

Articolo 47

Nel quadro del Programma i Paesi partecipanti:

— cercheranno, alla luce del loro continuo esame degli sviluppi della situazione energetica internazionale e delle sue conseguenze sulla economia mondiale, le opportunità e i mezzi per incoraggiare uno stabile mercato internazionale del petrolio e per promuovere sicuri rifornimenti di petrolio a condizioni ragionevoli ed eque per ogni Paese partecipante;

— considereranno, alla luce del lavoro in corso presso altre organizzazioni internazionali, ulteriori possibili aree di cooperazione, incluse le prospettive di cooperazione nel campo della industrializzazione accelerata e dello sviluppo socio-economico nelle principali aree produttrici e le relative implicazioni per il commercio e gli investimenti internazionali;

— terranno sotto esame le prospettive di collaborazione con i Paesi produttori di petrolio sulle questioni riguardanti l'energia che siano di reciproco interesse, come la conservazione dell'energia, lo sviluppo di fonti alternative, la ricerca e lo sviluppo.

Articolo 48

1. Il Gruppo permanente per le relazioni con i Paesi produttori e gli altri Paesi consumatori esaminerà e riferirà al Comitato direttivo sugli argomenti trattati nel presente Capitolo.

2. Il Comitato direttivo può avanzare proposte sulle adeguate azioni di cooperazione relative a tali argomenti al Comitato dei Ministri, il quale deciderà su di esse.

CAPITOLO IX
DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI E GENERALI

Articolo 49

1. L'Agenzia avrà i seguenti organi:
   — un Comitato dei Ministri;
   — un Comitato direttivo;
   — Gruppi permanenti per:
   — Problemi di emergenza,
   — Mercato petrolifero,
   — Collaborazione a lungo termine,
   — Relazioni con i Paesi produttori e altri Paesi consumatori.

2. Il Comitato dei Ministri o il Comitato direttivo possono decidere, a maggioranza semplice, di istituire qualsiasi altro organo necessario per l'esecuzione del Programma.

3. L'Agenzia avrà un Segretariato per assistere gli organi di cui ai paragrafi 1 e 2.

COMITATO DEI MINISTRI

Articolo 50

1. Il Comitato dei Ministri sarà composto da uno o più Ministri, o da loro delegati, per ogni Paese partecipante.

2. Il Comitato dei Ministri adotterà, decidendo a maggioranza, le proprie regole di procedura. A meno che non sia altrimenti deciso nelle regole di procedura, queste si applicheranno anche al Comitato direttivo ed ai Gruppi permanenti.

3. Il Comitato dei Ministri eleggerà, decidendo a maggioranza, i propri Presidente e Vice Presidenti.

Articolo 51

1. Il Comitato dei Ministri adotterà le decisioni e formulerà le raccomandazioni necessarie per l'adeguato funzionamento del Programma.

2. Il Comitato dei Ministri esaminerà periodicamente e prenderà le iniziative appropriate per quanto riguarda gli sviluppi della situazione energetica internazionale, inclusi i problemi relativi alle disponibilità petrolifere di ciascun Paese o Paesi partecipanti e le implicazioni economiche e monetarie di tali sviluppi. Nella sua attività relativa alle implicazioni economiche e monetarie degli sviluppi della situazione energetica internazionale, il Comitato dei Ministri terrà in conto la competenza e le attività delle istituzioni internazionali responsabili per le questioni economiche e monetarie nel loro complesso.

3. Il Comitato dei Ministri può, decidendo a maggioranza, delegare qualunque delle sue funzioni agli altri organi dell'Agenzia.

Articolo 52

1. A norma dell'articolo 61, paragrafo 3, e dell'articolo 65, le decisioni adottate in base al presente Accordo dal Comitato dei Ministri o da qualunque altro organo delegato dal Comitato dei Ministri, saranno vincolanti per i Paesi partecipanti.

2. Le raccomandazioni non saranno vincolanti.

COMITATO DIRETTIVO

Articolo 53

1. Il Comitato direttivo sarà composto da uno o più funzionari ad alto livello dei Governi di ciascun Paese partecipante.

2. Il Comitato direttivo assolverà le funzioni assegnategli da questo Accordo e qualunque altra funzione delegatagli dal Comitato dei Ministri.

3. Il Comitato direttivo può esaminare e avanzare proposte al Comitato dei Ministri, ove opportuno, su qualunque materia che rientra nelle finalità del presente Accordo.

4. Il Comitato direttivo sarà convocato a richiesta di qualunque Paese partecipante.

5. Il Comitato direttivo, decidendo a maggioranza, eleggerà i propri Presidente e Vice-Presidenti.

GRUPPI PERMANENTI

Articolo 54

1. Ogni Gruppo permanente sarà composto di uno o più rappresentanti del Governo di ciascun Paese partecipante.

2. Il Comitato direttivo, decidendo a maggioranza, eleggerà i Presidenti ed i Vice-Presidenti dei Gruppi permanenti.

Articolo 55

1. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza assolverà le funzioni assegnategli nei Capitoli dal I al V e nell'Allegato e ogni altra funzione delegatagli dal Comitato dei Ministri.

2. Il Gruppo permanente può esaminare e riferire al Comitato direttivo in merito a qualsiasi argomento che rientri nelle finalità dei Capitoli dal I al V e dell'Allegato.

3. Il Gruppo permanente può consultarsi con le compagnie petrolifere su ogni materia che rientri nella propria competenza.

Articolo 56

1. Il Gruppo permanente per il Mercato petrolifero assolverà le funzioni assegnategli nei Capitoli V e VI ed ogni altra funzione delegatagli dal Comitato dei Ministri.

2. Il Gruppo permanente può esaminare e riferire al Comitato direttivo in merito a qualunque argomento che rientri nelle finalità dei Capitoli V e VI.

3. Il Gruppo permanente può consultarsi con le compagnie petrolifere su qualunque argomento che rientri nella propria competenza.

Articolo 57

1. Il Gruppo permanente sulla cooperazione a lungo termine assolverà le funzioni assegnategli nel Capitolo VII e ogni altra funzione delegatagli dal Comitato dei Ministri.

2. Il Gruppo permanente può esaminare e riferire al Comitato direttivo in merito a qualunque argomento che rientri nelle finalità del Capitolo VII.

Articolo 58

1. Il Gruppo permanente per le relazioni con i Paesi produttori e con altri Paesi consumatori assolverà le funzioni assegnategli nel Capitolo VIII e qualunque altra funzione delegatagli dal Comitato dei Ministri.

2. Il Gruppo permanente può esaminare e riferire al Comitato direttivo in merito a qualunque argomento che rientri nelle finalità del Capitolo VIII.

3. Il Gruppo permanente può consultarsi con le compagnie petrolifere su qualunque argomento che rientri nella sua competenza.

SEGRETARIATO

Articolo 59

1. Il Segretariato sarà composto da un Direttore esecutivo e dal personale ritenuto necessario.

2. Il Direttore esecutivo sarà nominato dal Comitato dei ministri.

3. Nell'assolvere i propri compiti in relazione a questo Accordo il Direttore esecutivo e il personale del Segretariato saranno responsabili e riferiranno di fronte agli organi dell'Agenzia.

4. Il Comitato dei Ministri, decidendo a maggioranza, adotterà tutte le decisioni necessarie per la istituzione ed il funzionamento del Segretariato.

Articolo 60

Il Segretariato assolverà le funzioni assegnategli dal presente Accordo e ogni altra funzione attribuitagli dal Comitato dei Ministri.

VOTAZIONI

Articolo 61

1. Il Comitato dei Ministri adotterà le decisioni e le raccomandazioni per le quali nel presente Accordo non è esplicitamente previsto un sistema di voto, secondo quanto segue:

a) a maggioranza:
- — decisioni sull'amministrazione del programma, incluse decisioni che attuano le disposizioni del presente Accordo che già pongano specifici impegni a carico dei Paesi partecipanti,
- — decisioni su questioni procedurali,
- — raccomandazioni,

b) all'unanimità:
- — tutte le altre decisioni, incluse in particolare quelle che impongono nuovi obblighi non previsti dal presente Accordo, a carico dei Paesi partecipanti.

2. Le decisioni citate nel paragrafo 1 *b*) possono stabilire che:

a) esse non saranno vincolanti per uno o più Paesi partecipanti;

b) esse saranno vincolanti solo a certe condizioni.

Articolo 62

1. L'unanimità richiederà tutti i voti dei Paesi partecipanti presenti e votanti; i Paesi astenuti saranno considerati come non votanti.

2. Quando è richiesta la maggioranza o la maggioranza speciale, i Paesi partecipanti avranno i seguenti voti ponderati:

	Voti generali ponderati	Voti ponderati sui consumi petroliferi	Voti ponderati combinati
Austria	3	1	4
Belgio	3	2	5
Canada	3	5	8
Danimarca	3	1	4
Germania	3	8	11
Irlanda	3	0	3
Italia	3	6	9
Giappone	3	15	18
Lussemburgo	3	0	3
Paesi Bassi	3	2	5
Spagna	3	2	5
Svezia	3	2	5
Svizzera	3	1	4
Turchia	3	1	4
Regno Unito	3	6	9
Stati Uniti d'America	3	48	51
Totali	36	100	148

3. La maggioranza richiederà il 60 per cento del totale dei voti ponderati combinati e il 50 per cento dei 18 voti generali ponderati.

4. La maggioranza speciale richiederà:

a) il 60 per cento del totale dei voti ponderati combinati e 36 voti generali ponderati per:

— la decisione di cui all'articolo 2, paragrafo 2, relativa all'aumento dell'impegno per le riserve d'emergenza;

— le decisioni di cui all'articolo 19, paragrafo 3, per non mettere in atto le misure di emergenza indicate negli articoli 13 e 14;

— le decisioni di cui all'articolo 20, paragrafo 3, relative alle misure richieste per far fronte alle necessità della situazione;

— le decisioni di cui all'articolo 23, paragrafo 3, per mantenere le misure di emergenza, indicate negli articoli 13 e 14;

— le decisioni di cui all'articolo 24, per la cessazione delle misure di emergenza, indicate negli articoli 13 e 14.

b) 42 voti generali ponderati per:

— le decisioni di cui all'articolo 19, paragrafo 3, per non mettere in atto le misure di emergenza indicate all'articolo 17;

— le decisioni di cui all'articolo 23, paragrafo 3, per mantenere le misure di emergenza indicate all'articolo 17;

— le decisioni di cui all'articolo 24, per la cessazione delle misure di emergenza indicate all'articolo 17.

5. Il Comitato dei Ministri, all'unanimità, deciderà sulla necessità di aumentare, diminuire e ridistribuire i voti ponderati indicati nel paragrafo 2, come pure sugli emendamenti delle maggioranze di voto richieste, definite nei paragrafi 3 e 4, nell'eventualità che:

— un Paese aderisca al presente Accordo a norma dell'articolo 71, o

— un Paese si ritiri dal presente Accordo, a norma dell'articolo 68, paragrafo 2, o dell'articolo 69, paragrafo 2.

6. Il Comitato dei Ministri esaminerà annualmente il numero e la distribuzione dei voti ponderati specificati al paragrafo 2 e, sulla base di tale esame, deciderà alla unanimità se tali voti ponderati debbano essere aumentati o diminuiti e/o ridistribuiti per mutamenti nella quota del consumo totale petrolifero di ogni Paese partecipante o per qualunque altra ragione.

7. Ogni mutamento al paragrafo 2, 3 o 4 sarà fondato sui concetti posti in evidenza in questi paragrafi e nel paragrafo 6.

RELAZIONI CON ALTRI ENTI

Articolo 63

Per poter conseguire gli obiettivi del Programma, l'Agenzia può stabilire idonee relazioni con paesi non partecipanti, organizzazioni internazionali, governative e non governative, altri enti ed individui.

MISURE FINANZIARIE

Articolo 64

1. Le spese del Segretariato e tutte le altre spese comuni saranno divise tra tutti i Paesi partecipanti secondo una scala di contributi elaborata in base ai principi ed alle norme definite nell'Allegato alla Risoluzione del Consiglio dell'OCSE del 10 dicembre 1963, relativa alla determinazione della scala dei contributi dei Paesi membri per il Bilancio dell'Organizzazione. Dopo il primo anno di applicazione del presente Accordo, il Comitato dei Ministri riesaminerà tale scala di contributi e deciderà a maggioranza in merito ad ogni idonea modifica a norma dell'articolo 73.

2. Le spese speciali sostenute in relazione ad attività speciali perseguite a norma dell'articolo 65 saranno divise tra i Paesi partecipanti che prendono parte a dette attività speciali nella proporzione che sarà stabilita per accordo unanime tra loro.

3. In base alle norme finanziarie adottate dal Comitato dei Ministri e non oltre il 1° ottobre di ciascun anno, il Direttore esecutivo sottoporrà al Comitato dei Ministri un bilancio preventivo che includerà il fabbisogno di personale. Il Comitato dei Ministri approverà il bilancio a maggioranza.

4. Il Comitato dei Ministri, decidendo a maggioranza, prenderà ogni altra necessaria decisione concernente l'amministrazione finanziaria dell'Agenzia.

5. L'anno finanziario avrà inizio il 1° gennaio e terminerà il 31 dicembre di ogni anno. Alla fine di ciascun anno finanziario i cespiti e le spese saranno sottoposti a revisione contabile.

Attività speciali

Articolo 65

1. Due o più Paesi partecipanti possono decidere di intraprendere attività speciali, nell'ambito di questo Accordo, al di fuori delle attività che tutti i Paesi partecipanti debbono svolgere secondo quanto previsto dai Capitoli dal I al V. I Paesi partecipanti che non desiderano partecipare a dette attività speciali si asterranno dal prendere parte a dette decisioni e non saranno da esse vincolati. I Paesi partecipanti che intraprendono dette attività ne terranno informato il Comitato dei Ministri.

2. Per la realizzazione di dette attività speciali, i Paesi partecipanti interessati possono concordare procedure di voto diverse da quelle definite negli articoli 61 e 62.

Esecuzione dell'accordo

Articolo 66

Ogni Paese partecipante prenderà i provvedimenti necessari, ivi inclusi i provvedimenti di ordine legislativo, per rendere operante il presente Accordo e le decisioni prese dal Comitato dei Ministri.

Capitolo X

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 67

1. Ogni Stato firmatario notificherà, entro il 1° maggio 1975, al Governo del Belgio che, avendo ultimato le proprie procedure costituzionali, consente ad essere vincolato dal presente Accordo.

2. Il presente Accordo entrerà in vigore nel decimo giorno seguente il giorno in cui sei o più Stati in possesso almeno del 60 per cento dei voti ponderati combinati di cui all'articolo 62 avranno depositato la notifica del proprio consenso ad essere vincolati o il loro strumento d'adesione.

3. Per ogni Stato firmatario che depositi la propria notifica in epoca successiva, il presente Accordo entrerà in vigore il decimo giorno dopo il giorno del deposito.

4. Dietro richiesta di ogni Stato firmatario il Comitato dei Ministri deciderà a maggioranza di prorogare il limite massimo della notifica oltre il 1° maggio 1975 relativamente a detto Paese.

Articolo 68

1. A prescindere dalle disposizioni dell'articolo 67, il presente Accordo sarà provvisoriamente applicato da tutti gli Stati firmatari, nella misura del possibile, ove ciò non sia in contrasto con la loro legislazione, a partire dal 18 novembre 1974, a seguito della prima riunione del Comitato dei Ministri.

2. L'esecuzione provvisoria dell'Accordo continuerà fino:

— al momento in cui l'Accordo entrerà in vigore per tale Stato, secondo quanto previsto dall'articolo 67, o

— a 60 giorni dopo che il Governo del Belgio avrà ricevuto notifica che quello Stato non consentirà di essere vincolato dall'Accordo, o

— a che non sia trascorso il termine massimo per la notifica del consenso da parte di quello Stato a norma dell'articolo 67.

Articolo 69

1. Il presente Accordo rimarrà in vigore per un periodo di dieci anni dalla data della sua entrata in vigore, dopo di che continuerà ad essere valido salvo e fino che il Comitato dei Ministri non deciderà, a maggioranza, la sua cessazione.

2. Ogni Paese partecipante può porre termine, per proprio conto, alla applicazione del presente Accordo dietro preavviso scritto di dodici mesi al Governo del Belgio e detto preavviso non potrà essere dato prima di tre anni dopo il primo giorno della entrata in vigore provvisoria del presente Accordo.

Articolo 70

1. Al momento della firma, della notifica del consenso ad essere vincolato a norma dell'articolo 67, adesione, o in qualsiasi momento successivo, ogni Stato può dichiarare per mezzo di notifica indirizzata al Governo del Belgio che il presente Accordo sarà valido per tutti o qualunque dei territori per le cui relazioni internazionali è responsabile, oppure per i territori entro le sue frontiere per i cui rifornimenti petroliferi à legalmente responsabile.

2. Ogni dichiarazione, effettuata in base al paragrafo 1, nei riguardi di ogni territorio menzionato in tale dichiarazione, può essere ritirata in base alle disposizioni dell'articolo 69, paragrafo 2.

Articolo 71

1. Qualsiasi Membro dell'Organizzazione per la cooperazione e sviluppo economici che sia in grado e desideroso di soddisfare le esigenze del Programma potrà aderire al presente Accordo. Il Comitato dei Ministri deciderà a mggioranza su qualsiasi richiesta di adesione.

2. Il presente Accordo entrerà in vigore per ogni Paese, la cui richiesta di adesione sia stata accolta, nel decimo giorno seguente il deposito del suo strumento di adesione presso il Governo del Belgio, o alla data dell'entrata in vigore dell'Accordo a norma dell'articolo 67, paragrafo 2, a seconda di quale data sia posteriore.

3. Fino al 1° maggio 1975 le adesioni possono aver luogo su base provvisoria alle condizioni previste nell'articolo 68.

Articolo 72

1. Il presente Accordo sarà aperto per l'adesione da parte delle Comunità europee.

2. Il presente Accordo non impedirà in alcun modo l'ulteriore esecuzione dei trattati istitutivi delle Comunità europee.

Articolo 73

Il presente Accordo può in ogni momento venire emendato dal Comitato dei Ministri, con decisione unanime. Tale emendamento entrerà in vigore nel modo indicato dal Comitato dei Ministri, con decisione unanime, e con la disposizione che i Paesi partecipanti adempiano le rispettive procedure costituzionali.

Articolo 74

Il presente Accordo sarà soggetto a revisione generale dopo il 1° maggio 1980.

Articolo 75

Il Governo del Belgio notificherà a tutti i Paesi partecipanti l'avvenuto deposito della notifica di consentire ad essere vincolati a norma dell'articolo 67, e di ciascun strumento di adesione, dell'entrata in vigore del presente Accordo, o di ogni emendamento apportato, o di ogni denuncia di esso, e di ogni dichiarazione o notifica ricevuta.

Articolo 76

L'originale del presente Accordo, di cui i testi inglese, francese e tedesco sono parimenti autentici, sarà depositato presso il Governo del Belgio, ed una copia autenticata di esso sarà fornita a ciascuno degli altri Paesi partecipanti dal Governo del Belgio.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a ciò dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Parigi, addì 18 novembre 1974.

(*Seguono le firme*).

Allegato

RISERVE D'EMERGENZA

Articolo 1

1. Le scorte petrolifere totali sono misurate in accordo con le definizioni dell'OCSE e della CEE, modificate come segue:

A) Scorte incluse:

petrolio greggio, prodotti principali e semilavorati tenuti
— nei serbatoi delle raffinerie
— nei depositi
— nei serbatoi di servizio degli oleodotti
— nelle chiatte e nelle bettoline
— nelle navi in navigazione costiera
— nelle petroliere in porto
— nei bunkeraggi presso le navi in navigazione in acque interne
— nei fondi dei serbatoi
— nelle scorte operative
— dai grandi consumatori come richiesto dalla legge o controllato in altra forma dai Governi.

B) Scorte escluse:

a) petrolio greggio non ancora prodotto

b) petrolio greggio, prodotti principali e semilavorati tenuti
— negli oleodotti
— nei carri ferroviari cisterna
— nelle autobotti
— nei bunkeraggi delle navi in navigazione in mare aperto
— nelle stazioni di servizio e distributrici al dettaglio
— da altri consumatori
— nelle petroliere in navigazione
— come scorte militari

2. La parte di scorte petrolifere che può essere accreditata a fronte dell'impegno per le riserve di emergenza relativo ad ogni Paese partecipante è costituita dalle sue scorte petrolifere totali, secondo le definizioni precedenti, meno quelle scorte che tecnicamente possono essere considerate come assolutamente indisponibili anche nell'emergenza più grave. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà questo concetto e riferirà sui criteri per misurare le scorte assolutamente indisponibili.

3. Fino al momento in cui non sia stata presa una decisione in proposito, ogni Paese partecipante sottrarrà il 10 per cento delle proprie scorte totali nella misurazione delle proprie riserve di emergenza.

4. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e riferirà al Comitato direttivo circa:

a) le modalità per includere la nafta per usi diversi da benzina per autotrazione ed aviazione nei consumi a fronte dei quali sono misurate le scorte;

b) la possibilità di creare regole comuni per il trattamento dei bunkeraggi marini in caso di emergenza e di includere i bunkeraggi marini nei consumi a fronte dei quali sono misurate le scorte;

c) la possibilità di creare regole comuni concernenti la restrizione della domanda di bunkeraggi per aviazione;

d) la possibilità di accreditare a fronte degli impegni per le riserve di emergenza parte dei quantitativi petroliferi in mare al momento della messa in atto delle misure di emergenza;

e) la possibilità di aumentare le disponibilità in caso di emergenza mediante risparmi nel sistema di distribuzione.

Articolo 2

1. Disponibilità di combustibile sostituibile è definita come il normale consumo petrolifero che può essere sostituito da altri combustibili in caso di emergenza, a condizione che tale disponibilità sia soggetta a controllo del Governo in una emergenza, possa essere resa operativa entro un mese, e che rifornimenti sicuri del combustibile alternativo siano disponibili per l'impiego.

2. I rifornimenti di combustibile alternativo saranno espressi in termini di petrolio greggio equivalente.

3. Le scorte di un combustibile alternativo riservate a scopi di sostituzione possono essere accreditate a fronte dell'impegno per le riserve di emergenza nella misura in cui esse possono essere utilizzate durante il periodo di autosufficienza.

4. La capacità produttiva non utilizzata di un combustibile alternativo riservata a scopi di sostituzione sarà accreditata a fronte dell'impegno per le riserve di emergenza sulla stessa base della capacità produttiva petrolifera non utilizzata, a norma delle disposizioni dell'articolo 4 di questo Allegato.

5. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e riferirà al Comitato direttivo circa:

a) l'adeguatezza del limite di tempo di un mese menzionato al paragrafo 1;

b) le basi per calcolare la disponibilità di combustibile sostituibile, fondata su scorte di un combustibile alternativo, a norma delle disposizioni del paragrafo 3.

Articolo 3

Un Paese partecipante può accreditare a fronte del proprio impegno per le riserve di emergenza le scorte petrolifere tenute in un altro paese a condizione che il Governo di tale altro paese abbia un accordo con il Governo del Paese partecipante in base al quale non porrà alcun impedimento al trasferimento di tali scorte verso il Paese partecipante in una situazione di emergenza.

Articolo 4

1. La capacità produttiva petrolifera non utilizzata è definita come la potenziale produzione petrolifera di un Paese partecipante, in eccesso alla normale produzione petrolifera nell'ambito della propria giurisdizione:

— che sia soggetto a controllo governativo, e

— che possa essere impiegata durante un'emergenza entro il periodo di autosufficienza.

2. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e riferirà al Comitato direttivo circa:

a) il concetto ed i metodi per misurare la capacità produttiva petrolifera non utilizzata di cui al paragrafo 1;

b) l'adeguatezza del « periodo di autosufficienza » come tempo limite;

c) il problema se una determinata quantità di capacità produttiva petrolifera non utilizzata sia di maggior valore per gli scopi della autosufficienza in caso di emergenza della stessa quantità di scorte petrolifere, l'ammontare del possibile credito per la capacità produttiva non utilizzata ed il metodo per il suo calcolo.

Articolo 5

La capacità produttiva non utilizzata, disponibile per un Paese partecipante nell'ambito della giurisdizione di un altro paese può essere accreditata a fronte del proprio impegno per le riserve di emergenza sulla stessa base della capacità produttiva petrolifera non utilizzata presente nell'ambito della propria giurisdizione e soggetta alle disposizioni dell'articolo 4 di questo Allegato, a condizione che il Governo dell'altro paese abbia un accordo con il Governo del Paese partecipante in base al quale non porrà alcun impedimento al trasferimento verso il Paese partecipante di petrolio greggio originato da tale capacità produttiva inutilizzata, in una emergenza.

Articolo 6

Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e riferirà al Comitato direttivo circa la possibilità di accreditare a fronte dell'impegno per le riserve di emergenza di un Paese partecipante, citato nell'articolo 2, paragrafo 2, dell'Accordo, investimenti a lungo termine che abbiano l'effetto di ridurre la dipendenza dei Paesi partecipanti dalle importazioni petrolifere.

Articolo 7

1. Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà e riferirà al Comitato direttivo circa il periodo di riferimento definito all'articolo 2, paragrafo 1, dell'Accordo, tenendo particolarmente in conto elementi quali tasso di crescita, variazioni stagionali dei consumi e cambiamenti ciclici.

2. Una decisione del Comitato dei Ministri volta a modificare la definizione del periodo di riferimento citato al paragrafo 1 verrà adottata alla unanimità.

Articolo 8

Il Gruppo permanente per i problemi di emergenza esaminerà riferendo al Comitato direttivo tutti gli elementi dal Capitolo I al Capitolo IV dell'Accordo per eliminare possibili anomalie matematiche e statistiche.

Articolo 9

I rapporti del Gruppo permanente per i problemi di emergenza relativi agli argomenti menzionati nel presente Allegato saranno sottoposti al Comitato direttivo entro il 1° aprile 1975. Il Comitato direttivo avanzerà proposte adeguate al Comitato dei Ministri il quale, a maggioranza, deciderà su queste proposte non più tardi del 1° luglio 1975 ad eccezione di quanto previsto nell'articolo 7, paragrafo 2, del presente Allegato.

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651189/1) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.